

# DOCUMENTS DE TRAVAIL 166

---

## Entre parcours de vie des migrants et attentes politiques, quel co-développement en Afrique subsaharienne ?

Cris Beauchemin (Ined)  
Lama Kabbanji (Ined)  
Bruno Schoumaker (UCL)



ENTRE PARCOURS DE VIE DES MIGRANTS  
ET ATTENTES POLITIQUES,  
QUEL CO-DEVELOPPEMENT  
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Sept communications scientifiques présentées  
lors de la Table ronde sur les migrations  
entre l'Afrique et l'Europe

(Projet MAFE)

Dakar le 21 novembre 2009

Coordonné par :  
Cris BEAUCHEMIN (INED)  
Lama KABBANJI (INED)  
Bruno SCHOUMAKER (UCL)



## Sommaire

Préface .....	5
Résumés .....	7
<b>Chapitre 1</b> .....	<b>11</b>
Migration et développement : quelles politiques menées en Afrique subsaharienne? .....	11
Lama KABBANJI .....	11
<b>Chapitre 2</b> .....	<b>39</b>
Partir, revenir : Tendances et facteurs des migrations africaines intra et extra-continentales .....	39
Marie-Laurence FLAHAUX, Cris BEAUCHEMIN et Bruno SCHOU MAKER .....	39
<b>Chapitre 3</b> .....	<b>61</b>
Returning to Dakar: The role of migration experience for professional reinsertion .....	61
Cora MEZGER et Marie-Laurence FLAHAUX .....	61
<b>Chapitre 4</b> .....	<b>91</b>
Les transferts des migrants sénégalais vers la région de Dakar : ampleur et déterminants .....	91
Alioune DIAGNE et Andonirina RAKOTONARIVO .....	91
<b>Chapitre 5</b> .....	<b>109</b>
Les transferts des émigrés congolais vers les ménages de la ville de Kinshasa : niveau et déterminants .....	109
Agbada MANGALU MOBHE .....	109
<b>Chapitre 6</b> .....	<b>139</b>
Migration internationale et conditions d’habitat des ménages à Dakar .....	139
David LESSAULT, Cris BEAUCHEMIN et Papa SAKHO .....	139
<b>Chapitre 7</b> .....	<b>169</b>
The role of international migration experience for investment at home: The case of Senegal .....	169
Cora MEZGER et Cris BEAUCHEMIN .....	169
<b>Annexes 1</b> : Programmes de la table ronde (français et anglais) .....	<b>215</b>
<b>Annexes 2</b> : Compte-rendu de la table ronde (anglais) .....	<b>221</b>
<b>Annexes 3</b> : Liste des participants .....	<b>239</b>



## *Préface*

Ce document de travail réunit les communications scientifiques présentées à la table ronde « Entre parcours de vie des migrants et attentes politiques, quel co-développement en Afrique subsaharienne ? » sur les migrations entre l’Afrique et l’Europe.

Cette table ronde, a été organisée à Dakar le 21 novembre 2009 par l’INED en partenariat avec l’ONG internationale ENDA Tiers Monde dans le cadre du projet MAFE<sup>1</sup>.

Elle visait à créer un dialogue entre les différents acteurs intéressés par les migrations africaines en réunissant des participants du monde de la recherche, de la société civile et des institutions publiques et en confrontant les points de vues européens et africains (liste des participants en annexe).

La table ronde visait trois objectifs spécifiques :

- Objectif 1 : Identifier les hypothèses sous-jacentes qui fondent les politiques de migration et de co-développement menées en Afrique. C’est l’objet du premier chapitre de ce volume, dont les analyses permettent d’identifier quelques idées préconçues qui ont alimenté la formulation des politiques et qui sont questionnées dans les chapitres suivants.
- Objectif 2 : Confronter les attendus politiques aux faits migratoires, tels qu’ils sont observés grâce aux données du projet MAFE. C’est l’objet de tous les autres chapitres de ce volume qui, chacun à leur manière et sur un thème particulier, examinent les idées reçues véhiculées sur les migrations africaines.
- Objectif 3 : Tirer parti des discussions autour des résultats présentés pour mieux cibler de futures questions de recherche qui soient pertinentes de tous les points de vue (chercheurs, décideurs politiques et société civile). A cet effet, on trouvera en annexe le compte-rendu des discussions suscitées par les présentations scientifiques.

Cette table ronde a été soutenue financièrement par l’Agence française de développement et le Septième programme-cadre pour la recherche de la Commission européenne. Nous tenons également à remercier nos partenaires de l’Institut de formation et de recherche en population, développement et santé de la reproduction (IPDSR) de l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar pour leur soutien durant cet événement.

---

<sup>1</sup> Results presented in this document have been obtained within the Migration between Africa and Europe project (MAFE). The research leading to these results has received funding from the European Community’s Seventh Framework Programme under grant agreement 217206. The MAFE project is coordinated by INED (C. Beauchemin) and is formed, additionally by the Université catholique de Louvain (B. Schoumaker), Maastricht University (V. Mazzucato), the Université Cheikh Anta Diop (P. Sakho), the Université de Kinshasa (J. Mangalu), the University of Ghana (P. Quartey), the Universitat Pompeu Fabra (P. Baizan), the Centro Nacional de Investigacion Cientificas (A. Gonzalez-Ferrer), FIERI (Forum Internazionale ed Europeo di Ricerche sull’Immigrazione; E. Castagnone), and the University of Sussex (R. Black). For more informations on the MAFE project, see : [www.mafeproject.com](http://www.mafeproject.com).



## Résumés

### **Chapitre 1. *Migration et développement : quelles politiques menées en Afrique subsaharienne.***

Depuis 2006, le lien entre migration et développement s'est imposé dans le cadre des différentes initiatives visant à renforcer la coopération euro-africaine en matière de gestion des migrations. Au niveau régional, ceci s'est traduit en Afrique de l'Ouest par l'adoption le 18 janvier 2008 d'un plan d'action migration et développement dans le cadre de l'Approche commune sur la migration de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'Union européenne quant à elle développera sa stratégie en la matière dans son Approche globale sur la question des migrations : priorités d'action centrées sur l'Afrique et la Méditerranée. Autant au niveau européen qu'africain, l'approche consiste à lier la migration et le développement à la gestion des migrations légales et la lutte contre la migration illégale. Dans un tel contexte, il s'avère important d'interroger les hypothèses sous-jacentes aux politiques menées. Cet article vise à répondre aux questions suivantes : 1) Comment s'est développé le thème « migration et développement » dans le cadre de la coopération euro-africaine en matière de gestion des migrations internationales ? 2) Sur quelles hypothèses (explicites ou implicites) reposent les politiques menées en Afrique subsaharienne visant à faire le lien entre migration et développement ? 3) Comment se traduisent concrètement ces politiques ? Pour répondre à ces questions nous nous basons principalement sur l'analyse de contenu des documents politiques élaborés pour gérer le lien entre migration et développement en Afrique subsaharienne. Nous faisons également référence aux rapports d'évaluation d'initiatives cofinancées par la Commission européenne ou mises en place au Sénégal.

### **Chapitre 2. *Partir, revenir : Tendances et facteurs des migrations africaines intra et extra-***

**continentales.** L'immigration subsaharienne occupe une place majeure dans le débat public européen. Tout se passe comme si les migrations africaines, et singulièrement subsahariennes, représentaient un flux massif d'immigration en Europe et d'exode en Afrique. L'immigration est perçue comme étant à sens unique, comme s'il n'y avait pas de retours en dehors des accompagnements aux frontières. A partir des données de MAFE-Sénégal et MAFE-Congo, cette présentation propose d'examiner les tendances et les facteurs des migrations africaines en s'intéressant à la fois aux départs et aux retours. On y montre que, au Sénégal comme en RDC, deux modèles de migration coexistent : celui des migrations orientées vers les pays africains et celui des migrations orientées vers les pays développés. Ces deux modèles diffèrent du point de vue des déterminants des départs, des propensions au retour et des facteurs explicatifs du retour. Les résultats montrent, par ailleurs, que la place respective de ces deux types de migration a évolué différemment dans les deux pays depuis le milieu des années 1970. En définitive, il apparaît que les migrations de retour « spontanée » (c'est-à-dire non liées à un accompagnement ou à programme d'aide au retour) ne sont pas rares : 5 ans après leur départ, 25% des Sénégalais partis en migration sont retournés au pays. Dans le détail, les résultats suggèrent que les retours sont d'autant nombreux et rapides que les conditions de départ sont faciles.

### **Chapitre 3. *Returning to Dakar: The role of migration experience for professional reinsertion.***

Ce papier, à partir des données de l'enquête MAFE (Migration entre l'Afrique et l'Europe), étudie l'impact de la migration internationale sur le statut professionnel dans le cadre de la migration de retour. Plus spécifiquement, l'objectif est d'étudier la situation professionnelle des migrants de retour au Sénégal et de faire ressortir leurs caractéristiques sur le marché du travail par rapport à celles des individus qui n'ont jamais migré. Comme le souligne la littérature existante sur le sujet, les migrants, à leur retour, sont plus actifs et travaillent davantage à leur compte que les non-migrants. Dans le détail, cette étude vise à savoir si les différentes expériences de migration internationale et les conditions du retour se présentent comme des

facteurs-clé pour expliquer le statut professionnel. Les résultats suggèrent que l'emploi en tant qu'indépendant est positivement corrélé avec les variables qui renvoient à un manque de préparation du retour (retours involontaires, courts séjours). Le statut de l'emploi indépendant apparaît alors comme une « possibilité de dernier ressort » plutôt que comme un « libre choix » pour les individus qui ne sont pas en mesure d'accéder à un emploi salarié.

**Chapitre 4. *Les transferts des migrants sénégalais vers la région de Dakar : ampleur et déterminants.*** Cet article s'intéresse aux comportements de transferts des migrants sénégalais originaires de la région de Dakar ainsi qu'à l'utilisation de ces transferts par les ménages, à partir des données du questionnaire ménage de l'enquête MAFE. Une part importante des migrants remettent des biens en nature ou de l'argent à destination de leur famille restée à Dakar. L'argent reste le premier bien transféré et les envois interviennent régulièrement. La propension à transférer est fortement liée à certaines caractéristiques individuelles, notamment le fait d'être un homme, le statut d'occupation et la proximité relationnelle avec le ménage. Du côté des ménages qui reçoivent, le statut d'occupation du chef de ménage et le nombre de migrants du ménage influencent la propension à recevoir des transferts d'argent. L'altruisme semble une motivation importante des transferts. Les ressources issues de la migration semblent d'abord constituer une aide pour la vie ou même la survie quotidienne des ménages à Dakar. Elles sont majoritairement affectées aux dépenses quotidiennes du ménage bénéficiaire, et la constitution d'une épargne ou l'achat d'un bien immobilier sont des situations rares.

**Chapitre 5. *Les transferts des émigrés congolais vers les ménages de la ville de Kinshasa : niveau et déterminants.*** Utilisant les données d'une enquête probabiliste réalisée à Kinshasa en 2007, la présente étude s'est proposée d'étudier les déterminants des comportements de transfert des migrants congolais ainsi que l'incidence de ces transferts sur les conditions de vie des ménages des migrants. Les résultats indiquent que le transfert est un comportement assez répandu parmi les émigrés congolais. Mais ces transferts ont plutôt un caractère irrégulier. Les agences de transfert restent le canal le plus utilisé par les émigrés pour faire parvenir de l'argent à leurs ménages et l'argent liquide reste le transfert le plus envoyé. Les effets vestimentaires et les produits de soin corporel dominent très nettement les envois en nature. L'argent de la migration est principalement affecté aux besoins quotidiens des ménages. Le sexe de l'émigré ainsi que son occupation professionnelle, son continent de résidence, le fait qu'il ait reçu de l'aide du ménage, et dans une moindre mesure son âge, son lien de parenté avec le chef de ménage et son état-matrimonial restent les principaux facteurs explicatifs de la probabilité de transférer. Par contre, le continent de résidence, la possession d'un titre de séjour légal, le fait d'avoir reçu de l'aide du ménage, l'occupation professionnelle et dans une moindre mesure les liens de parenté expliquent le volume des montants transférés.

Par ailleurs, 70 % de ménages ayant des migrants à l'étranger ont déjà reçu de transferts de la part de ces derniers et 66 % de ces ménages ont reçu de l'argent de l'étranger au cours de 12 deniers. La probabilité de recevoir de transferts est liée au nombre des migrants à l'étranger que compte le ménage, au fait que le chef de ménage est un ancien migrant, à l'âge du chef de ménage ainsi qu'à sa situation matrimoniale. Par contre, le sexe du chef de ménage, son niveau d'instruction, sa situation professionnelle ainsi que la taille du ménage ne semblent pas avoir un lien avec la probabilité de recevoir les transferts par le ménage. D'une manière générale, ce sont donc les ménages vivant dans une certaine vulnérabilité qui sont les susceptibles à recevoir des transferts. Enfin, hormis quelques limites méthodologiques, on observe que les transferts ont une incidence sur les conditions de vie des ménages. Les ménages ayant des migrants et recevant des transferts vivent dans une aisance matérielle supérieure à celle des ménages ayant des migrants mais ne recevant pas des transferts et des ménages non-migrants.

**Chapitre 6. *Migration internationale et conditions d'habitat des ménages à Dakar.*** Le secteur immobilier est considéré au Sénégal comme le principal débouché des investissements des Sénégalais de l'étranger. Ainsi, la manne que représentent les transferts des migrants pourrait bien être un facteur d'amélioration des conditions d'habitat des ménages dakarois. C'est l'hypothèse que teste cet article à travers diverses analyses réalisées à partir des données collectées à Dakar dans le cadre du questionnaire ménage de l'enquête MAFE. A première vue, les ménages avec migrant sont mieux logés que les ménages sans migrant. Mais un meilleur confort de l'habitat reflète surtout une certaine aisance des ménages migrants avant le départ de l'un des leurs à l'étranger. En réalité, les investissements immobiliers des migrants sont assez peu orientés vers l'amélioration des conditions d'habitat des ménages auxquels ils sont apparentés. Et, la migration internationale n'a pas d'effet significatif sur l'accession des ménages à la propriété immobilière. Ceci n'empêche pas qu'ils puissent jouer un rôle dans la transformation de l'habitat à Dakar, mais davantage à travers des investissements locatifs.

**Chapitre 7. *The role of international migration experience for investment at home: The case of Senegal.*** En échos aux politiques de co-développement, cet article étudie l'impact des migrations internationales sur les investissements au pays d'origine, dans le contexte africain. Deux effets sont étudiés : l'effet direct de l'expérience personnelle de la migration sur les probabilités d'acquérir une « affaire », un bien foncier ou immobilier ; et l'effet indirect par lequel les non-migrants pourraient avoir des chances accrues d'investir lorsqu'ils ont des migrants internationaux dans leur entourage. Les données du projet MAFE-Sénégal, collectées à la fois au pays d'origine (Sénégal) et dans trois pays de destination (France, Espagne, Italie), sont utilisées pour mener des analyses biographiques en temps discret. Les résultats montrent que l'expérience personnelle de la migration stimule les investissements à l'origine, les migrants encore à destination se concentrant sur les biens fonciers et immobiliers, et les migrants de retour investissant davantage dans des « affaires ». Par ailleurs, les non-migrants qui ont des migrants internationaux dans leur cercle social n'investissent ni plus ni moins que les non-migrants qui n'ont pas de liens directs avec des migrants.



## *Chapitre 1*

# **MIGRATION ET DEVELOPPEMENT : QUELLES POLITIQUES MENEES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?**

Lama KABBANJI, INED

### **Introduction et objectifs**

Le lien entre migration et développement figure parmi les éléments clés de la coopération internationale en matière de gestion des migrations depuis la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire de 1994. Ce thème s'imposera par la suite dans les différentes initiatives multilatérales visant à renforcer la coopération régionale et internationale sur la gestion des migrations. C'est ainsi qu'en 2003, l'Assemblée générale des Nations Unies vote une résolution le 23 décembre en vue de tenir un Dialogue de Haut-Niveau (High Level Dialogue<sup>2</sup>) portant sur la migration internationale et le développement lors de sa 61<sup>ème</sup> session en 2006. Ce Dialogue conduira à la formation du Forum mondial sur la migration et le développement dont la première rencontre s'est tenue, sous l'égide de la Belgique, à Bruxelles, en 2007, la seconde à Manille en 2008 et la plus récente en 2009 à Athènes<sup>3</sup>. Aussi, tout récemment, le rapport sur le développement humain du PNUD de 2009 portera spécifiquement sur les migrations (PNUD, 2009).

Depuis 2006, le lien entre migration et développement s'est également imposé dans le cadre des différentes initiatives visant à renforcer la coopération euro-africaine en matière de gestion des migrations. Au niveau régional, ceci s'est traduit en Afrique de l'Ouest par l'adoption le 18 janvier 2008 d'un plan d'action migration et développement dans le cadre de l'« Approche commune sur la migration » de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'Union européenne (UE) quant à elle développera sa stratégie en la matière à partir de 2005 dans son « Approche globale sur la question des migrations : priorités d'action centrées sur l'Afrique et la Méditerranée ». Autant au niveau européen qu'africain, l'approche consiste à lier la migration et le développement à la gestion des migrations légales et la lutte contre la migration illégale. Au-delà des documents multilatéraux d'orientation, cette approche dite « globale » des migrations se traduit au niveau national par la signature et la mise en œuvre d'accords bilatéraux, comme -par exemple- celui signé entre le Sénégal et la France en 2006 relatif à la gestion « concertée » des flux migratoires. Cet intérêt pour l'inclusion du thème « migration et développement » dans les initiatives de gestion des migrations entre l'Afrique et l'Europe a conduit à une multiplication des acteurs impliqués et des actions mises en place. Dans un tel contexte, il s'avère important d'interroger les hypothèses sous-jacentes aux politiques menées.

Cet article vise à répondre aux questions suivantes : 1) Comment s'est développé le thème « migration et développement » dans le cadre de la coopération euro-africaine en matière de gestion des migrations internationales ? 2) Sur quelles hypothèses (explicites ou implicites) reposent les politiques menées en Afrique subsaharienne visant à faire le lien entre migration et développement ? 3) Comment se traduisent concrètement ces politiques ?

---

<sup>2</sup> Pour plus d'informations voir le site web suivant : <http://www.un.org/esa/population/hldmigration/>.

<sup>3</sup> <http://www.gfmd-fmmd.org/fr/public/forum-mondial-sur-la-migration-et-le-d-veloppement>.

La première section de l'article sera d'abord consacrée à un bref historique de l'émergence du thème migration et développement dans l'agenda politique régional euro-africain. Nous y verrons comment, à partir de 2006, les migrations en provenance d'Afrique subsaharienne se sont affirmées comme enjeu majeur de la coopération euro-africaine. Nous nous intéresserons ensuite à la définition du lien entre migration et développement en analysant les principaux documents d'orientation politique multilatéraux et bilatéraux. Ceci nous conduira à identifier les hypothèses sur lesquelles se fondent les politiques en matière de migration et développement en Afrique subsaharienne. La seconde partie sera consacrée à une cartographie des principaux acteurs impliqués et du type d'actions mises en oeuvre. Nous nous pencherons d'un côté sur l'évolution des projets financés par l'Union européenne depuis 2000 en Afrique subsaharienne. Nous nous attarderons ensuite aux projets implantés au Sénégal depuis 2006. Ce qui nous permettra d'illustrer la traduction concrète du lien entre migration et développement tel que développé dans le cadre des politiques menées en Afrique subsaharienne.

## 1. Migration et développement dans le contexte des relations euro-africaines

La signature, le 23 juin 2000 à Cotonou, de l'« Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part » institutionnalise le rôle des migrations dans le cadre des relations euro-africaines (Nunn et Price, 2004). Pour la première fois, un article complet est accordé à la question migratoire qui devient ainsi un enjeu important du « partenariat » pour le développement entre les deux régions. Ceci est concrétisé au niveau des articles 13, 79 et 80 dudit accord.

### 1.1 Émergence du thème « migration et développement »

À partir de 2005 et surtout 2006, les initiatives visant à faire le lien entre migration et développement prennent une place prépondérante dans le cadre de la coopération euro-africaine en matière de gestion des migrations. Ce, dans un contexte où le thème de la lutte contre la migration clandestine entre l'Afrique et l'Europe occupe une place centrale dans le discours ambiant. Autant au niveau européen ou africain que dans les initiatives entre les deux régions, l'intérêt accentué pour les questions de migration est justifié par des préoccupations relatives à une augmentation supposée des migrations « illégales » ou « clandestines » (voir encadré 1).

#### Encadré 1. Les préoccupations sous-tendant l'émergence du lien entre migration et développement

##### Commission européenne

*« Les événements survenus à Lampedusa et Melilla, aux Îles Canaries ou dans les eaux maltes et grecques illustrent concrètement la pression migratoire accrue en provenance d'Afrique à laquelle l'Union doit faire face »<sup>4</sup>.*

##### CEDEAO

*“The Heads of States and Government expressed concern at the problem of youth migration from the region. They therefore directed ECOWAS to lead the process in formulating a regional position on migration as most of the immigrants heading into Europe are from West Africa”<sup>5</sup>.*

##### Accord France-Sénégal

*« Préoccupés par l'ampleur sans précédent des flux de migrants clandestins entre l'Afrique et l'Europe »<sup>6</sup>.*

<sup>4</sup> Commission européenne, 2007-2010, Document de stratégie pour le programme thématique de coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile, p. 7.

<sup>5</sup> ECOWAS, 14 juin 2006, “Regional leaders finalise transformation of ECOWAS secretariat into commission”, Communiqué de presse, Abuja, p.1.

<sup>6</sup> Accord relatif à la gestion concertée des flux migratoires entre la France et le Sénégal, Septembre 2006.

D'un côté, au niveau européen, ce sont les événements de Ceuta et Melilla qui vont propulser à l'ordre du jour les migrations africaines dans le cadre de la politique extérieure européenne, comme en témoigne l'extrait suivant d'un document de la Commission européenne : « depuis les événements de Ceuta et Melilla (septembre/octobre 2005), l'Union européenne accorde une attention accrue à l'Afrique, qualifiée de première priorité géographique »<sup>7</sup>. L'année 2005 se termine d'ailleurs par l'adoption par le Conseil européen de l' « Approche globale sur la question des migrations: priorités d'action centrées sur l'Afrique et la Méditerranée » dont l'un des objectifs est de mettre en place des mesures « pour réduire les flux de migration clandestine et les pertes en vies humaines, assurer le retour des immigrants illégaux dans de bonnes conditions de sécurité »<sup>8</sup>.

Sur le continent africain, c'est durant la même période et en raison du même type de préoccupations que le thème émerge dans les instruments multilatéraux de gestion des migrations. Ceci peut être illustré par le cas de la CEDEAO. En effet, à partir de 2006, l'organisation lance un processus de réflexion dans l'optique de l'adoption d'une approche commune sur la migration, qui permettrait de « mieux comprendre les causes profondes du désir de migrer en Europe<sup>9</sup> » et permettrait de développer « des solutions appropriées au problème contemporain de la migration illégale »<sup>10</sup>. Puis, lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO tenu le 19 janvier 2007 à Ouagadougou, un rapport sur la situation sécuritaire de la région concluait que

*« le phénomène des migrations, dans toutes ses dimensions, exige une approche régionale concertée, d'autant qu'il est à l'origine des pertes énormes en ressources humaines subies par la région (et invitait) la Commission de la CEDEAO à s'attaquer à la question des migrations intrarégionales et poursuivre le dialogue avec les partenaires européens à ce sujet »<sup>11</sup>.*

L'Approche commune sera de fait adoptée le 18 janvier 2008 et conduit pour la première fois les États membres à inclure officiellement le lien entre migration et développement.

L'année 2006 est également consacrée à l'établissement d'un programme de travail entre l'Union européenne et l'Afrique. C'est dans ce cadre qu'aura lieu la Conférence ministérielle euro-africaine de Rabat en juillet 2006, promue par l'Espagne, le Maroc, la France et le Sénégal. Celle-ci va jeter les bases de la coopération régionale euro-africaine en matière de migration et de développement, encore une fois justifiée par la nécessité d'apporter une réponse à « l'urgence de la situation le long de la route migratoire ouest africaine en érigeant le partenariat entre pays d'origine, de transit et de destination comme réponse privilégiée aux défis des migrations entre l'Afrique et l'Europe<sup>12</sup> ».

Le thème migration et développement n'a ainsi été intégré que très récemment dans l'agenda politique régional euro-africain, accompagnant l'émergence d'un discours véhiculant les images d'une Europe envahie par les migrants clandestins en provenance d'Afrique subsaharienne et

<sup>7</sup> Commission européenne, 2007-2010, p. 10.

<sup>8</sup> Conseil européen, 15-16 décembre 2005, p. 9.

<sup>9</sup> Notre traduction de la version anglaise originale : « A concerted approach would assist us have a better understanding of the root causes of the desire to migrate to Europe and enable us manage the phenomenon more effectively ». Source: ECOWAS, 26 octobre 2006, « ECOWAS to Institutionalize Meeting of Heads of Immigration », Communiqué de presse, Abuja, p. 1.

<sup>10</sup> Notre traduction de la version anglaise originale : « Appropriate solutions to contemporary problem of illegal migration », Source : ECOWAS, 26 octobre, Idem, 2006, p. 1.

<sup>11</sup> CEDEAO, 16 janvier 2007, « Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO le 19 janvier 2007 à Ouagadougou », Communiqué de presse, Abuja, p. 1.

<sup>12</sup> Deuxième Conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement, 25 novembre 2008, p. 4.

d'une Afrique désertée par sa jeunesse désœuvrée. Ce discours sera répercuté autant par les institutions européennes et africaines que dans le cadre des initiatives multilatérales liant les deux régions.

## **1.2. Définition du lien entre migration et développement**

Le lien entre migration et développement, tel que nous le verrons dans les paragraphes qui suivent, est alors proposé comme l'une des composantes d'une approche plus globale visant à répondre aux « défis » posés par les migrations « clandestines ». Pour analyser ce lien et identifier les hypothèses sous-jacentes aux politiques menées en Afrique subsaharienne, nous procédons à l'identification et l'analyse de contenu des principaux documents politiques liant la migration au développement adoptés aux niveaux multilatéral et bilatéral dans le cadre de la coopération euro-africaine (voir encadré 2 ci-dessous). D'autres documents ont également été exploités pour illustrer certains de nos propos (rapports d'évaluation de projets, documents de programmation stratégique, notes descriptives de projets...). Ceux-ci sont cités directement dans le texte en note de bas de page.

### **Encadré 2. Liste des principaux documents politiques analysés**

#### UE

- Approche globale sur la question des migrations: priorités d'action centrées sur l'Afrique et la Méditerranée, adoptée lors du Conseil européen de Bruxelles, 15-16 décembre 2005 (en Annexe)
- Pacte européen sur l'immigration et l'asile, adopté lors du Conseil européen de Bruxelles, 15-16 octobre 2008

#### CEDEAO

- L'Approche commune de la CEDEAO sur la migration, adoptée lors de la 33<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'état et de gouvernement à Ouagadougou, le 18 janvier 2008

#### UE-Afrique

- Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé le 23 juin 2000 à Cotonou
- Déclaration et Plan d'action adoptés lors de la Conférence ministérielle « Partenariat euro-africain pour la migration et le développement » de Rabat, 10-11 juillet 2006
- Joint Africa-EU declaration on migration and development, Tripoli, 22-23 novembre 2006
- Déclaration finale, Partenariat stratégique et Plan d'action adoptés lors du Sommet Union européenne-Afrique de Lisbonne, 8-9 décembre
- Déclaration de la Deuxième Conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement et Programme de coopération triennal 2009-2011, adoptés à Paris le 25 novembre 2008

#### Autres documents

- Accord relatif à la gestion concertée des flux migratoires entre la France et le Sénégal, signé à Dakar, le 23 septembre 2006
- Plan directeur de la coopération espagnole 2009-2012. Lignes directrices, approuvé par le Conseil des ministres le 13 février 2009
- Bureau régional de la Coopération italienne à Dakar, note intitulé "Migrations et Développement/Sénégal"
- Commission européenne, 2007-2010, « Document de stratégie pour le programme thématique de coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile »

Le lien entre migration et développement tel que formulé dans le cadre de la coopération euro-africaine est envisagé dans l'objectif plus général de contrôle des migrations entre les deux régions comme le rappellent les pays signataires de la Déclaration de Rabat adoptée en 2006 lors de la première Conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement. Ceux-ci affirment en effet être

*« conscients que les destins de nos pays sont liés et que seul le développement d'une solidarité agissante rapide et tangible intégrant à la fois les impératifs du développement et de la sécurité pour tous, sera à même d'apporter une réponse durable à la question de la maîtrise des flux migratoires »<sup>13</sup>.*

Ce lien entre migration et développement est défini à double sens. Il consiste d'un côté à mettre l'accent sur le rôle positif de la migration en matière de développement des pays d'origine et de destination, de l'autre à développer les pays d'origine pour endiguer l'émigration de certaines catégories de migrants indésirables (voir Tableau I). La condition sine qua none d'un impact positif des migrations internationales est leur « bonne » gestion, qui consiste à promouvoir les migrations légales en faisant correspondre les besoins en main-d'œuvre des pays de destination à l'offre en provenance des pays d'origine. Aussi, les pays d'origine peuvent bénéficier positivement de l'émigration légale grâce au transfert de compétence et d'argent de leurs nationaux. Cependant, les migrations internationales peuvent également avoir des effets négatifs :

*« elles entraînent la perte de ressources humaines pour de nombreux pays d'origine et peuvent être source de tensions politiques, économiques et sociales dans les pays d'accueil. Pour être efficaces, les politiques en la matière doivent prendre en considération les contraintes économiques du pays d'accueil, l'impact des migrations sur la société d'accueil et leurs effets sur les pays d'origine »<sup>14</sup>.*

Pour circonscrire ces effets négatifs, une gestion « ordonnée » des migrations est nécessaire visant à maintenir celles-ci dans des proportions « raisonnables ». Les documents politiques font ainsi le postulat selon lequel la pauvreté serait le principal déterminant de l'émigration, ceci justifiant dans le discours la promotion du développement des zones de provenance des migrants dans la perspective de réduire l'émigration (voir extrait de l'Accord de Cotonou, Tableau I). L'un des moyens proposés pour développer ces zones est la mise à profit des transferts monétaires des émigrants (voir extrait du Plan d'action du Caire, Tableau I).

---

<sup>13</sup> Déclaration de Rabat, 2006, p. 1.

<sup>14</sup> Principes d'actions, 10.1, Chapitre X, Plan d'action, Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, 1994.

**Tableau I. La définition du lien entre migration et développement**

Niveau/Document	Définition du lien entre migration et développement	
	Migration → Développement	Développement → Migration
<b>International</b>  Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Plan d'action, Chapitre X, 1994	Principes d'actions, 10.1 <i>« Les migrations internationales ordonnées peuvent avoir des incidences favorables autant sur les collectivités d'origine que sur les collectivités d'accueil, les premières bénéficiant du rapatriement de salaires des émigrés et les secondes recevant des ressources humaines dont elles ont besoin. »</i>	Principes d'actions, 10.1 <i>« Si l'on veut que les migrations internationales restent à long terme dans des limites raisonnables, il faut donner à chacun des raisons de rester dans son propre pays. Une croissance économique durable dans le respect de l'équité et des stratégies de développement allant dans le sens de cet objectif constituent un moyen essentiel à cette fin. Il serait en outre possible d'utiliser plus efficacement la contribution que les expatriés sont susceptibles d'apporter au développement économique de leur pays d'origine. »</i>
<b>UE-Afrique</b>  Conférence de Rabat, Plan d'action, 2006  Accord de Cotonou, 2000	Plan d'action, Conférence de Rabat, p. 1 <i>« Faire de la migration un facteur positif pour le développement, à travers la promotion de mesures concrètes destinées à renforcer leur contribution à la réduction de la pauvreté. »</i>	Accord de Cotonou, article 13, p. 21 <i>« Les parties considèrent que les stratégies visant à réduire la pauvreté, à améliorer les conditions de vie et de travail, à créer des emplois et à développer la formation contribuent à long terme à normaliser les flux migratoires. Les parties tiennent compte, dans le cadre des stratégies de développement et de la programmation nationale et régionale, des contraintes structurelles liées aux phénomènes migratoires en vue d'appuyer le développement économique et social des régions d'origine des migrants et de réduire la pauvreté. »</i>
<b>Régional</b>  L'Approche commune de la CEDEAO sur la migration, 2008	Approche commune, p. 4-5 <i>« (...)Les migrations internationales ont des effets positifs dans les pays d'accueil et d'origine lorsque les flux sont bien gérés. Ils rappellent que toutes les régions du monde ont bénéficié des apports de la migration, à un moment de leur histoire, dans le cadre de leur processus de développement. »</i>	CEDEAO, Communiqué de presse, 19 janvier 2007, p. 1 <i>« Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé de l'aborder à travers une approche régionale concertée et d'accorder une attention particulière à la dimension de développement afin de régler le problème de la pauvreté qui encourage l'immigration. Ils ont décidé de mettre en place des financements adéquats, pour répondre aux besoins de développement de nos pays. »</i>

En définitive l'inclusion des questions de migration dans les politiques de développement et vice-versa vise à édulcorer l'objectif essentiel, celui du contrôle des migrations. Ceci peut être illustré par l'extrait suivant de la Déclaration de Rabat où les États signataires affirment être :

*« conscients que la gestion des flux migratoires ne peut se faire à travers des mesures de contrôle seulement, mais nécessite également une action concertée sur les causes profondes de la migration, notamment à travers la mise en place de projets de développement en Afrique »<sup>15</sup>.*

### **1.3. Gérer les migrations à travers une « approche globale »**

L'inclusion du lien entre migration et développement dans les politiques migratoires est effectuée à travers l'adoption d'une approche dite « globale », visant le partenariat entre pays d'origine, de transit et de destination relativement à trois volets de la gestion des migrations internationales: la gestion des migrations légales, la lutte contre les migrations illégales et, enfin, la promotion du lien entre migration et développement (voir encadré 3). Cette approche, adoptée en 2005 par le Conseil européen, sera ensuite intégrée dans le cadre du dialogue politique sur les questions de migration entre l'Union européenne et l'Afrique qui se précise durant l'année 2006. Les conférences ministérielles sur la migration et le développement de juillet 2006 à Rabat et de novembre 2006 en Libye, ont ainsi pour but de formuler une approche migratoire commune. Le sujet est également abordé dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV), du Forum Euromed et de réunions de haut niveau avec l'Union africaine et des organisations sous-régionales.

#### **Encadré 3. L'approche globale sur les migrations du Conseil européen**

Les bases de la politique migratoire de l'Union Européenne relativement aux ressortissants de pays tiers ont d'abord été discutées au Conseil européen de Tampere en 1999 puis développées dans le Programme de La Haye sur le renforcement de la liberté, de la sécurité et de la justice dans l'UE de décembre 2004, qui a élaboré un programme politique pour les cinq années suivantes (Nielsen, 2007). Puis le Conseil européen adopte en décembre 2005 l'« Approche globale sur la question des migrations : priorités d'action centrées sur l'Afrique et la Méditerranée ». Ce document propose une série d'actions à entreprendre en vue de « rendre les migrations bénéfiques pour l'ensemble des pays concernés » (p. 9). Les mesures énoncées visent à « réduire les flux de migration clandestine et les pertes en vies humaines, assurer le retour des immigrants illégaux dans de bonnes conditions de sécurité, apporter des solutions plus durables aux réfugiés et renforcer les capacités afin de mieux gérer les migrations, notamment en maximisant les avantages pour tous les partenaires de l'immigration légale, tout en respectant pleinement les droits de l'homme et le droit de demander l'asile » (p. 9).

Les premières séries de mesures prévues sont relatives à la protection des frontières extérieures des États membres de l'Union européenne. Ceci sera réalisé à travers un renforcement des activités de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (Agence FRONTEX) et la mise en place d'un système de surveillance et de réseaux régionaux d'officiers de liaison « Immigration » chargés de faciliter les actions de l'UE en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Les autres mesures concernent la consolidation et l'accélération du dialogue et de la coopération avec l'Afrique. L'approche de coopération adoptée par l'Union européenne en matière de gestion des migrations externes est sous-tendue par le souci de « garantir un niveau élevé et uniforme de contrôle des personnes et de surveillance » aux frontières extérieures de l'Union « comme condition préalable à la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice ».

Effectivement, l'approche européenne de gestion des migrations en provenance de l'Afrique comprend deux volets. Le premier a pour objectif de contrôler et restreindre ces migrations à court et long terme, à travers deux séries de mesures, soit l'externalisation du coût du contrôle des frontières (le partage des responsabilités dans la lutte contre

<sup>15</sup> Déclaration de Rabat, 2006, p. 2.

l'immigration illégale avec les pays africains) et le codéveloppement (partenariat avec les pays africains dans le développement des zones de départ pour restreindre les incitatifs à l'émigration non désirée). Le deuxième volet est la régulation et la libéralisation de la circulation d'une certaine catégorie de migrants en demande dans les pays européens, soit les plus qualifiés ou les détenteurs de capitaux (reconnaissance de droits à la mobilité pour cette catégorie de migrants, la facilitation de l'accès à l'enseignement pour les étudiants des cycles supérieurs, etc.).

La Conférence de Rabat jette les bases du partenariat Europe-Afrique. Puis, durant la conférence de Tripoli tenue les 22 et 23 novembre 2006, une déclaration commune est adoptée qui « *constitue le cadre politique du partenariat Afrique-Union européenne* » en matière de migrations. Cette déclaration détaille plus précisément les mesures à entreprendre dans le cadre « *du partenariat entre pays d'origine, de transit et de destination* » et « *dans un esprit de responsabilité partagée et de coopération* » (Déclaration de Tripoli : 5). En bref, les mesures proposées inscrivent la migration comme enjeu clé « *des stratégies de réduction de la pauvreté* » et « *de codéveloppement des pays africains* » en vue de réduire les flux de migrants et de réfugiés (Déclaration de Tripoli : 5).

Un programme de coopération triennal est adopté le 25 novembre 2008 à Paris lors de la deuxième conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement. Celui-ci a pour objectif de « *préciser les axes d'intervention et de définir des mesures concrètes ayant vocation à être mises en œuvre dans les trois ans à venir, soit de 2009 à 2011* ». Les thèmes abordés sont les suivants : l'organisation de la migration légale, la lutte contre la migration irrégulière et le renforcement des synergies entre migration et développement.

*« Le renforcement des synergies entre migration et développement conduit à privilégier le renforcement des politiques d'emploi et de gestion des migrations, une implication plus forte des diasporas dans le développement économique et social de leurs pays d'origine, la facilitation des transferts de fonds et la pratique de la migration circulaire »* (p. 11).

Les objectifs spécifiés dans les différents documents politiques au titre de la promotion du lien entre migration et développement sont de deux ordres : 1) la promotion du retour ; 2) la promotion des transferts d'argent des migrants et leur investissement à des fins « productives » (voir Tableau II). En ce qui a trait au retour, les objectifs poursuivis divergent selon le statut juridique du migrant dans le pays de destination. L'hypothèse principale consiste ici à supposer que le retour doit nécessairement être encouragé et accompagné, les migrants n'étant pas tentés de rentrer de leur propre chef. Pour les migrants en situation irrégulière, l'objectif est d'assurer leur retour définitif dans le pays d'origine à travers trois types de mesures : 1) la signature d'accords de réadmission ; 2) l'aide au retour « volontaire » ; 3) l'aide à la réinsertion (voir Tableau II). Des mesures sont ensuite proposées pour promouvoir le retour définitif ou temporaire des migrants qualifiés en situation régulière au titre de la lutte contre la fuite des cerveaux, ces derniers pouvant ainsi contribuer au développement de leur pays d'origine à travers le transfert des compétences acquises durant la phase migratoire.

**Tableau II. Les principales mesures proposées pour promouvoir le lien entre migration et développement**

Type de mesures	CEDEAO	UE	UE-Afrique	France-Sénégal
<b>Retour</b>				
Promotion du retour des migrants en situation irrégulière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Coopération avec les pays d'accueil pour l'appui logistique et la gestion commune des retours volontaires des migrants dans les pays de transit et d'origine</i></li> <li>• <i>Mise en oeuvre par les Etats membres de la CEDEAO de mesures permettant la réinsertion des migrants en situation irrégulière lors de leur retour</i></li> </ul>	<i>Signature d'accords de réadmission des migrants en situation irrégulière</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Coopération dans la lutte contre l'immigration irrégulière</i></li> <li>• <i>Coopération dans la logistique et le financement des retours volontaires des migrants se trouvant dans les pays de transit</i></li> <li>• <i>Facilitation de la réinsertion des immigrants en situation irrégulière de retour dans leur pays d'origine</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• (...) <i>Accepter (...) le retour sur leur territoire de leurs ressortissants se trouvant en situation irrégulière sur le territoire de l'autre Partie</i></li> <li>• <i>La France s'engage à proposer aux ressortissants sénégalais en situation irrégulière qui font l'objet d'une obligation de quitter le territoire français son dispositif d'aide au retour volontaire</i></li> </ul>
Promotion du retour des migrants qualifiés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Mise en place de centres d'accueil, d'orientation et d'accompagnement des migrants de retour en vue de leur réinsertion</i></li> <li>• <i>Faciliter le retour des étudiants dans leur pays d'origine à la fin de leurs études</i></li> <li>• <i>Conclure des accords d'échange de jeunes professionnels (...) et définir des mesures pour assurer le retour de ces immigrants dans leur pays d'origine à l'issue de leur séjour</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Encourager à cette occasion des formes de migration temporaire ou circulaire afin d'éviter la fuite des cerveaux</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Définir des mesures pour éviter la fuite des cerveaux et pour faciliter le retour des étudiants et jeunes professionnels dans leur pays d'origine à la fin de leurs études</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Résolus à tout mettre en oeuvre pour encourager une migration temporaire fondée sur la mobilité et sur l'incitation à un retour des compétences dans le pays d'origine (...)</i></li> <li>• <i>La France s'engage à contribuer au retour effectif et à la réinsertion sociale et professionnelle au Sénégal des titulaires de cette carte ("compétences et talents") à l'expiration de sa période de validité</i></li> </ul>
<b>Actions relatives aux transferts et aux investissements</b>				
	<i>Cette réflexion devra prendre en compte les bonnes pratiques en la matière et proposer des mesures communes, notamment en ce qui concerne la facilitation des transferts financiers, des investissements dans la région ainsi à l'implication des diasporas dans les projets de développement. Les Etats membres s'engagent à renforcer la solidarité</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• (...) <i>Encourager les Etats membres (...) à offrir aux ressortissants des pays partenaires (...) des possibilités d'immigration légale (...), permettant à ces ressortissants d'acquérir une</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Réduction – en travaillant avec les établissements bancaires et mutualistes et les opérateurs de transfert - des coûts de transfert de l'épargne des immigrés vers leur pays d'origine en respectant leur nature privée et en renforçant leur potentiel de développement,</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>La France s'engage à lancer une étude destinée à améliorer les transferts de fonds, à réduire leurs coûts et à développer leurs utilisations à des fins productives</i></li> <li>• <i>La France, à travers l'AFD, s'engage à développer un outil de comparaison sur Internet des prix des transferts ; à poursuivre son appui financier et technique aux institutions de microfinance sénégalaises et régionales (...). Cet</i></li> </ul>

	<p><i>entre la diaspora et les pays d'origine</i></p>	<p><i>formation ou une expérience professionnelle et de se constituer une épargne qu'ils pourront mettre au service de leur pays</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• (...) Favoriser l'adoption d'instruments financiers spécifiques encourageant le transfert sûr et au meilleur coût de l'épargne des migrants vers leur pays à des fins d'investissement ou de prévoyance</li> </ul>	<p><i>tout en les rendant plus productifs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la création de mécanismes financiers au profit des migrants en situation légale en Europe, visant à co-financer leurs projets d'investissement dans leurs pays d'origine ou à leur apporter des garanties (...)</li> <li>• Appui à la mise en place de structures de financement collectives dans les pays concernés, avec la participation des immigrés des pays d'accueil</li> <li>• Participation aux fonds d'intervention favorisant le développement local dans les zones fortement touchées par l'exode rural</li> </ul>	<p><i>accompagnement portera notamment sur le financement de l'ouverture de caisses dans les zones de forte émigration (...)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La France et le Sénégal examineront les meilleurs moyens de mobiliser les compétences et les ressources des migrants sénégalais en France en vue de contribuer au développement du Sénégal en tenant compte de leur situation personnelle en soutenant leurs initiatives tendant à créer ou à accompagner la création d'activités productives au Sénégal, en particulier en accompagnant la mobilisation de leur épargne à des fins d'investissement au Sénégal</li> </ul>
--	---	--	---	--

Le second objectif poursuivi au titre de la promotion du lien entre migration et développement est l'implication des migrants dans le développement de leur pays d'origine à travers la canalisation de leur épargne dans des investissements « productifs ». Les mesures visent, en ce qui concerne les transferts d'argent, à réduire les coûts afférents et à promouvoir la bancarisation des migrants. Ces transferts devraient ensuite être affectés à des activités favorisant le développement du pays d'origine et, pour ce faire, des mesures sont prévues pour accompagner et inciter les migrants (cofinancement de projets, garanties financières, ...) à investir dans des activités « productives » (voir Tableau II). Les migrants sont ainsi appelés à jouer un rôle clé dans le développement de leur pays d'origine, l'hypothèse étant que ces derniers sont avant tout de potentiels entrepreneurs pouvant contribuer à la réduction de la pauvreté et à la création d'emploi.

Au-delà des principes énoncés dans ces différents documents politiques qui, quel que soit le niveau analysé (international, régional ou national), reprennent les mêmes hypothèses, qu'en est-il de la mise en application ? La seconde partie de l'article sera consacrée à l'analyse de la traduction concrète des politiques menées en matière de migration et développement en Afrique subsaharienne.

## **2. Traduction concrète du lien entre migration et développement en Afrique subsaharienne**

Différents instruments financiers ont été mis en place par l'UE et ses États membres pour mettre en œuvre l'approche « globale », et notamment promouvoir le lien entre migration et développement. Une première section portera sur les projets financés par l'Union européenne en Afrique subsaharienne depuis les années 2000. Nous nous attarderons ensuite aux initiatives développées au niveau du Sénégal.

### **2.1 L'application pratique de l'approche « globale » de l'UE en Afrique subsaharienne : quelle importance du lien entre migration et développement ?**

L'examen de l'évolution des lignes budgétaires prévues par l'UE dans le cadre de son programme de coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile nous permettra d'illustrer deux éléments : 1) l'évolution de l'importance accordée à l'Afrique dans le cadre de cette coopération; 2) la place limitée occupée par la dimension migration-développement en comparaison avec les deux autres volets de l'approche « globale », soit la gestion des migrations légales et illégales.

#### 2001-2003 : ligne budgétaire B7-667

En 2001 est créée une ligne budgétaire B7-667 visant à financer des actions préparatoires en matière de coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile. 50 projets sont cofinancés sur une période de trois ans (2001 à 2003) pour un budget total de 41,6 millions. L'Afrique subsaharienne n'est pas encore prioritaire puisque seulement 10% du budget lui sont consacrés sur les trois ans, pour un total de sept projets dont l'un multirégional (voir Annexe 1 pour des informations sur ces projets). 9 projets sur 50 portent spécifiquement sur migration et développement, représentant 18,3% du budget et concernent majoritairement le continent africain.

Les projets se font généralement sur une base bilatérale, associant un pays d'origine en Afrique et un pays de destination en Europe (deux projets entre la Somalie et le Danemark, un entre la Somalie et la Belgique, un entre l'Italie et le Sénégal, un entre l'Espagne et le Sénégal). Les projets cofinancés en Afrique subsaharienne relèvent soit de la protection des réfugiés, soit de la

mise en place de projets de codéveloppement. Le financement est accordé en priorité aux organisations internationales (OIM, HCR), aux ONG de pays membres de l'UE ainsi qu'aux autorités des pays membres de l'UE.

L'Afrique subsaharienne n'est pas encore prioritaire puisque seulement 10% du budget lui sont consacrés sur les trois ans, pour un total de sept projets dont l'un multirégional (voir Annexe 1). Les projets se font généralement sur une base bilatérale, associant un pays d'origine en Afrique et un pays de destination en Europe (deux projets entre la Somalie et le Danemark, un entre la Somalie et la Belgique, un entre l'Italie et le Sénégal, un entre l'Espagne et le Sénégal). Les projets cofinancés en Afrique subsaharienne relèvent soit de la protection des réfugiés, soit de la mise en place de projets de codéveloppement. Le financement est accordé en priorité aux organisations internationales (OIM, HCR), aux ONG de pays membres de l'UE ainsi qu'aux autorités des pays membres de l'UE.

#### 2004-2006 : programme AENEAS

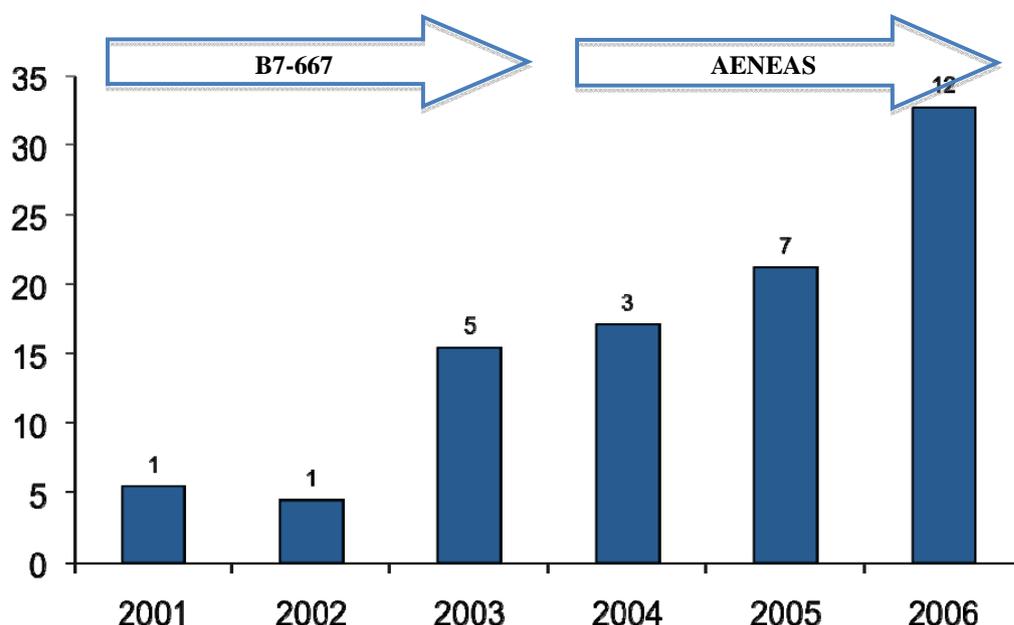
En 2004, le programme d'assistance technique et financière en faveur des pays tiers dans les domaines de la migration et de l'asile, dit programme AENEAS, remplace la ligne budgétaire B7-667. 107 projets sont cofinancés sur trois ans (de 2004 à 2006), pour un budget total de 120 millions d'euros. La notion de « route migratoire » fait alors son apparition avec comme implication le regroupement des actions relatives à l'Afrique subsaharienne avec celles de l'Afrique du Nord et des pays arabes méditerranéens (sous l'appellation « route migratoire africaine et méditerranéenne »). 49 projets concernent cette route migratoire, dont 6 relatifs à des actions regroupées sous le thème « migration et développement »<sup>16</sup>. L'Afrique subsaharienne tient une place plus importante comparativement à la période précédente bénéficiant, durant les trois années de mise en place du programme AENEAS, de 24,5 % du budget total<sup>17</sup> (voir figure 1).

---

<sup>16</sup> EC, EuropAid, Aeneas programme, Programme for financial and technical assistance to third countries in the area of migration and asylum, Overview of projects funded 2004 – 2006, 109 p.

<sup>17</sup> Ce pourcentage représente la part relative du budget total du programme AENEAS sur trois ans accordée à des projets implantés en totalité ou en partie dans un pays d'Afrique subsaharienne.

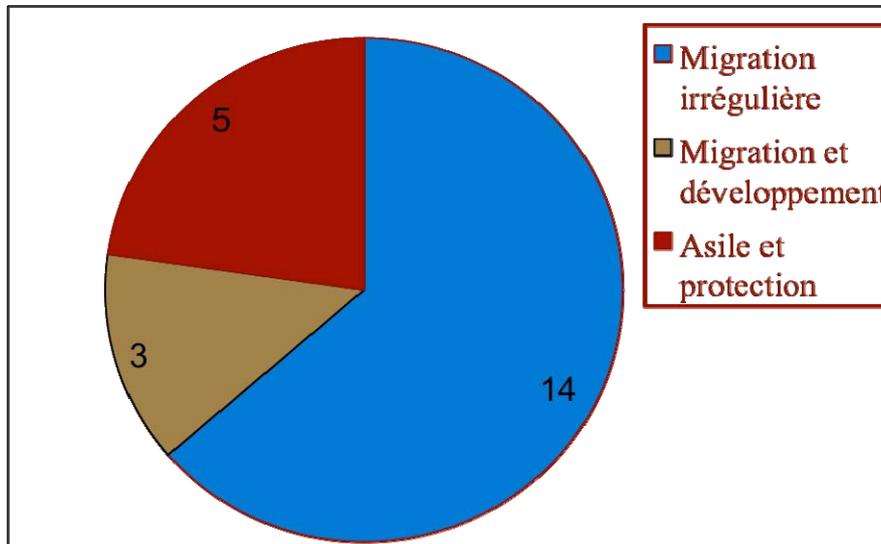
**Figure 1. Évolution du financement de projets en Afrique subsaharienne, 2001-2006 (%)**



*Note* : les chiffres sur la figure indiquent le nombre de projets financés, les pourcentages représentent la part du budget total accordée à des projets prenant place, en totalité ou en partie, dans un pays d'Afrique subsaharienne.

22 projets sur 49 concernent en totalité ou en partie des pays d'Afrique subsaharienne. Le volet sécuritaire prend le dessus puisque si 3 des projets cofinancés portent sur des dimensions relatives au thème « migration et développement », 14 projets relèvent en totalité ou en partie de la lutte contre la migration irrégulière (voir figure 2). Les cinq autres projets sont consacrés à l'asile et la protection des réfugiés. Encore une fois le financement est accordé en priorité aux organisations internationales de type OIM, HCR, ou Croix Rouge, et aux autorités des pays membres de l'UE (Ministère de l'intérieur en Italie, Guardia Civil en Espagne par exemple). Cependant, cette fois-ci, les autorités africaines chargées du contrôle des migrations sont également parmi les bénéficiaires (Ghana immigration service, Police du Niger...). Les projets sont également en général implantés dans un cadre bilatéral ou multilatéral entre pays africains et européens.

**Figure 2. Type de projets financés dans le cadre du programme AENEAS de 2004 à 2006 en Afrique subsaharienne**



En 2007, un nouveau programme « thématique » est mis en place pour 2007-2013 qui remplace AENEAS<sup>18</sup>. 120 millions sont prévues à titre indicatif pour les trois premières années. Cette fois-ci, les projets relatifs à l’Afrique subsaharienne sont regroupés avec l’Afrique du Nord dans le cadre de la « route migratoire sud ». Celle-ci devrait en principe bénéficier de 70 millions, soit 34% du budget total. Aussi, à partir de 2006, le 9<sup>ème</sup> fond européen de développement (FED), instrument principal de l’aide communautaire européenne au développement, prévoit pour la première fois le financement d’un volet « migration », à hauteur de 40 millions. Dans ce cadre est financée, à hauteur de 10 millions d’euros, la création d’un centre d’information et de gestion des migrations (CIGEM) au Mali. Ce centre est un exemple parfait de l’application pratique de l’approche « globale » de l’UE et illustre bien l’inclusion des questions sécuritaires dans le cadre de l’aide au développement (voir Encadré 4).

Toujours dans le cadre du 9<sup>ème</sup> FED, est prévue la création d’un instrument intra-ACP de renforcement des capacités dans le domaine des migrations, doté d’un budget de 25 millions d’euros. 5,5 millions d’euros sont également accordés à la Mauritanie (3 millions) et au Sénégal (2,5 millions) au titre du « mécanisme de réaction rapide » qui a consisté au Sénégal en un appui accordé par la Commission européenne au pays

*« dans sa lutte contre l’émigration illégale vers l’Union Européenne [...] Dans ce cadre, trois projets ont été conclus en 2007 avec l’Organisation internationale pour les Migrations (OIM), la Fundacion Internacional y para Iberoamerica de Administracion y Politicas Publica ( FIIAPP - Coopération Espagnole) et l’Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD) pour une durée de six mois chacun »<sup>19</sup>.*

<sup>18</sup> CE, Document de stratégie pour le programme thématique de coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l’asile. 2007 – 2010.

<sup>19</sup> Coopération entre la République du Sénégal et la CE. Rapport annuel conjoint 2008, Juillet 2009, Annexe 2. Rapport d’étape sur le plan d’actions de la gouvernance du 10<sup>ème</sup> FED, p.11.

**Encadré 4. Le CIGEM : exemple concret de la mise en application de l'approche globale de l'UE**  
(tiré du site web du CIGEM : [www.cigem.org](http://www.cigem.org))

Objectifs sous-tendant la création du CIGEM

« *The project is a 'pilot' in that it is the first time the European Union has offered support to a country in sub-Saharan Africa for tackling and preventing the problems caused by legal and illegal migration in the shape of an initiative addressing the different aspects of the migration phenomenon.* »

Missions du CIGEM

- « 1) *Accueil, information, orientation et accompagnement des migrants potentiels et des migrants de retour*
- 2) *Information sur les conditions juridiques de la migration et sensibilisation de la population aux risques de la migration irrégulière*
- 3) *Facilitation de la participation des maliens de l'extérieur au développement du Mali, y compris l'analyse pour réduire les coûts des transferts de fonds vers le Mali*
- 4) *Amélioration de la connaissance des phénomènes migratoires.* »

Ainsi, depuis 2001, la part accordée à l'Afrique subsaharienne dans le cadre des initiatives européennes en ce qui a trait à la gestion des migrations n'a cessé d'augmenter. Ces initiatives ont cependant majoritairement pour objectif de contrôler les migrations en provenance du continent et en direction des pays européens. En effet, et tel que présenté ci-dessus, le financement accordé par la coopération européenne dans le domaine de la migration et de l'asile concerne essentiellement des projets visant à lutter contre les migrations irrégulières en provenance d'Afrique subsaharienne et à contrôler les frontières des pays de la région. Ces deux volets ont également été intégrés dans le cadre de la politique européenne de développement comme en témoignent le financement de projets tels que les « mécanismes de réaction rapide » ainsi que le CIGEM dans le cadre du 9<sup>ème</sup> FED.

## **2.2 Migration et développement : quel type d'initiatives développées au Sénégal?**

Cette dernière section vise à présenter le type de projets mis en place au Sénégal dans le cadre de la promotion du lien entre migration et développement<sup>20</sup>. Nous nous intéresserons spécifiquement aux projets financés par les agences nationales de coopération française, espagnole et italienne, les trois principaux pays européens de destination des migrants sénégalais (Lessault et Mezger, 2010). L'appui français au codéveloppement au Sénégal découle d'une convention franco-sénégalaise signée en 2000, puis d'une convention relative au FSP "Initiatives de Codéveloppement" signée en 2005. La coopération espagnole, quant à elle, intègre pour la première fois dans son plan directeur 2009-2012 un secteur spécifique consacré exclusivement aux questions de « *migration et développement* ». « *La considération d'une politique de migration et de développement* » est alors considérée parmi les « *priorités émergentes* » (p. 4)<sup>21</sup>. Le Sénégal est classé parmi les pays susceptibles de bénéficier des plus gros montants accordés au titre de l'aide publique espagnole au développement. La coopération italienne commence à s'intéresser aux questions de migration et développement en Afrique à partir de 2003 et, en ce qui concerne le Sénégal, depuis 2006 avec le cofinancement d'un premier projet MIDA (Migration

<sup>20</sup> Cette section est basée sur une analyse préliminaire d'entretiens approfondis menés auprès de ces agences à Dakar en novembre/décembre 2009.

<sup>21</sup> Plan directeur de la coopération espagnole 2009-2012. Lignes directrices, approuvé par le Conseil des ministres le 13 février 2009.

for Development in Africa) en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)<sup>22</sup>.

Le tableau III présente les trois principaux projets actuellement mis en œuvre par les agences de coopération des trois pays mentionnés au Sénégal et qui reflètent bien les initiatives développées récemment dans le cadre de la promotion du lien entre migration et développement en Afrique subsaharienne. Ces projets ont pour but d'un côté de promouvoir le rôle des migrants dans le développement de leur pays d'origine à travers des actions visant à : 1) faciliter et encadrer les transferts de fonds vers les pays d'origine; 2) promouvoir les investissements dans des secteurs « productifs »; 3) promouvoir le transfert des compétences. Ils visent également (dans le cas du projet de la coopération française) à promouvoir le retour, particulièrement celui des migrants en situation irrégulière. En ce qui concerne les transferts de fonds et les investissements, les mesures préconisées proposent d'utiliser ces transferts à des fins de développement économique et social des pays d'origine (les trois projets présentés). Des mesures spécifiques sont prévues pour réduire les coûts des transferts de fonds et la bancarisation des migrants (particulièrement le projet espagnol). Les mesures ciblent d'abord les migrants en situation régulière en Europe, ceci à travers l'appui à la création de mécanismes visant à co-financer leurs projets d'investissement dans leurs pays d'origine ou à leur apporter des garanties, en association le cas échéant avec les collectivités locales, et à soutenir les initiatives d'appui au développement local des régions d'origine de ces migrants (les trois projets présentés). Cependant, si les projets espagnols et italiens ne concernent que les migrants en situation régulière et ne comportent pas directement un volet relatif au retour, le Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD) par contre, dans sa première composante, lie l'accompagnement financière et technique du migrant à son retour définitif dans son pays d'origine lorsque le migrant est candidat au retour dit « volontaire ». Le PAISD prévoit également des mesures spécifiques pour les migrants qualifiés visant à promouvoir les missions de courte durée au Sénégal pour appuyer les structures publiques ou privées.

---

<sup>22</sup> Entretien effectué à Dakar en décembre 2009 avec le directeur du bureau régional de la coopération italienne.

**Tableau III. Retour, transferts de fonds et investissements : types de projets mis en place au Sénégal**

Type de projet	Objectif	Bailleur de fonds et Budget	Maître d'ouvrage et partenariat	Cible	Réalisations
<b>Coopération espagnole</b>					
<b>Projet REDEL<sup>a</sup></b> Promotion du développement local au Sénégal et transnational à travers la micro finance et les transferts d'argent	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir le développement local des communautés d'origine et l'intégration dans l'espace transnational à travers la participation active des immigrants et des communautés d'origine moyennant les transferts et les micro-finances</li> <li>Dynamiser les transferts des Sénégalais établis en Catalogne afin de rendre plus facile les investissements ayant de l'incidence sur le développement local de leurs lieux d'origine</li> </ul>	Bailleur : Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)  Budget : non précisé	Maître d'ouvrage : Fons Català de Cooperació al Desenvolupament (Espagne)  Partenariat : Diverses associations sénégalaises et espagnoles + Mutuelle sénégalaise	Migrants sénégalais en Catalogne en situation régulière Associations de migrants sénégalais en Catalogne Mutuelle sénégalaise (U-IMCEC)	Phase I Novembre 2006 à octobre 2007 <ul style="list-style-type: none"> <li>Étude sur les transferts des migrants sénégalais en Catalogne</li> <li>Conception d'un circuit de transfert afin de rendre plus facile l'envoi d'argent, stimuler la pratique bancaire et promouvoir le fait de faire des économies (partenariat entre banque en Catalogne et au Sénégal)</li> <li>Formation en élaboration de plans d'entreprise afin d'encourager des initiatives productives dans les communautés d'origine</li> </ul>
					Phase II <ul style="list-style-type: none"> <li>Étude sur les transferts de fonds, étude financière et étude municipale</li> <li>Formation sur l'élaboration de plans d'entreprise et assistance individuelle</li> <li>Appui à la formation de banques communautaires destinées au Sénégalais de Catalogne</li> <li>Renforcement des capacités de la mutuelle sénégalaise</li> </ul>
<b>Coopération italienne</b>					
<b>Projet PLASEPRI<sup>b</sup></b> Plateforme d'appui au développement du secteur privé du Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement du secteur privé dans une stratégie de création de richesse et de lutte contre la pauvreté</li> <li>Implication de la diaspora sénégalaise en Italie pour favoriser une utilisation entrepreneuriale des transferts de fonds</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bailleur : Financement de la coopération italienne à hauteur de 24 millions d'euros</li> <li>Contribution de l'État sénégalais de 300 000 euros pour le fonctionnement,</li> </ul>	Partenaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>Banques sénégalaises</li> <li>Autorités sénégalaises : Ministère des finances, Ministère de la famille, Ministère des</li> </ul>	Sénégalais résidents régulièrement en Italie et promoteurs sénégalais	Durée totale: 3 ans. Projet démarré fin 2008. Pour l'instant, les conventions avec les institutions bancaires sénégalaises ont été signées, mais aucun projet n'a encore été cofinancé.  3 composantes du projet: Crédit, micro-finance, assistance technique et accompagnement des migrants au Sénégal et en Italie

		le salaire des fonctionnaires détachés	mines, Ministère des sénégalais de l'extérieur		
<b>Coopération française</b>					
<b>PAISD<sup>c</sup></b> Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (a succédé au projet Initiatives de Codéveloppement)	5 composantes du projet dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement des migrants pour le développement d'activités économiques au Sénégal avec une perspective de retour (<i>financement des études de faisabilité des projets, de la formation du promoteur et du suivi de l'activité sur douze mois</i>)</li> <li>• Mobilisation de l'élite de la diaspora sénégalaise, scientifique et technique en France pour appuyer les structures publiques ou privées au Sénégal ceci pour des missions de courte durée au Sénégal et à travers le financement de la mobilité des experts sénégalais identifiés ainsi que l'acquisition des équipements indispensables pour les missions</li> <li>• Mobilisation des compétences des jeunes pour les amener à faire des missions de développement social et économique dans leur pays d'origine</li> </ul>	Bailleur : Ministère Français de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire  Budget total : 11 millions d'euros dont contribution sénégalaise de 488 millions de FCFA (indiquer en euros pour comparer avec Italie ci-dessus)	Projet bilatéral Côté français : Ministère Français de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire Côté sénégalais : Direction de l'assistance technique pour le volet sénégalais	Sénégalais résidant en France en situation régulière Sénégalais résidant en France en situation irrégulière et candidats au retour « volontaire » (ceux-ci peuvent bénéficier d'un appui financier et technique du PAISD lors du retour)	Durée (PAISD) : 3 ans (2009-2011) Les activités n'ont pas encore démarré  Durée (Initiatives de Co-développement) : 3 ans (2005-2008, projet clos, remplacé par PAISD)  Au total 221 promoteurs ont été accompagnés depuis 2006 et 37 experts mobilisés dans le cadre d'Initiatives de Co-développement

a : Source : <http://www.fonscatale.org/redel/index.php?la=FRA>.

b : Bureau régional de la Coopération italienne à Dakar, note intitulé "Migrations et Développement/Sénégal".

c : Plaquette du projet PAISD.

Les éléments présentés dans la deuxième partie de ce document permettent de constater que les projets mis en place récemment au Sénégal par les coopérations françaises, espagnols et italiennes, ou cofinancés par la Commission européenne dans le cadre de sa ligne budgétaire B7-667 et du programme AENEAS ont surtout concernés deux volets spécifiques des objectifs poursuivis par les politiques européennes dont l'analyse a été effectuée dans la première partie. Il s'agit d'abord et surtout, de la promotion des transferts monétaires des migrants et leur investissement à des fins « productives ». Il s'agit ensuite de la promotion de la circulation des personnes qualifiées ainsi que du retour de certains migrants.

La plupart des projets se réclamant du lien entre migration et développement consistent à promouvoir le rôle des migrants et surtout de leurs transferts monétaires dans le dit « développement » des pays d'origine (à travers des projets de codéveloppement). Ces projets considèrent les migrants dans les pays européens comme de potentiels investisseurs et visent à les accompagner dans la création de petites et moyennes entreprises dans leur pays d'origine (projets 3, 6, 7, 17, 19, 25, Annexe 1, projets REDEL, PLASEPRI et PAISD, Tableau III). Les activités prévues vont de l'accompagnement dans la formulation d'un « business plan », à l'étude de faisabilité, la réduction du coût des transferts, la recherche de prêts bancaires, la provision de garanties bancaires et le réseautage. Plusieurs de ces projets soutiennent l'hypothèse selon laquelle la participation des migrants au développement des zones d'origine serait un moyen efficace de réduction de la pauvreté et de lutte contre l'émigration. Certains projets visent également à associer les migrants en Europe à des investissements collectifs tels que la réhabilitation et la création d'infrastructures communautaires (centres de santé, écoles, centres culturels), (projet 2, 6, Annexe 1).

La participation des migrants au développement de leur pays d'origine est également envisagée dans le cadre de certains projets par le biais de la participation des migrants qualifiés à des missions de courte durée dans leur pays d'origine. Dans le cadre du projet 25 par exemple, les membres de la diaspora cap verdienne sont invités à « partager leurs qualifications et compétences en prenant part à des missions de courte durée pour former des professionnels au Cap Vert <sup>23</sup>» (Annexe 1). Le programme PAISD prévoit quant à lui de mobiliser « l'élite » de la diaspora sénégalaise en France dans le cadre de missions de courte durée pour « appuyer les structures publiques ou privées au Sénégal <sup>24</sup>» (Tableau III).

La promotion du retour des migrants fait aussi partie des objectifs de certains de ces projets (projet 2, 19, Annexe 1 et PAISD, Tableau III). Ceci consiste par exemple à associer le retour des réfugiés somaliens à la création et la réhabilitation d'infrastructures dans les zones de départ par le biais des investissements de la diaspora somalienne en Scandinavie (projet 2, Annexe 1), ou à accompagner les migrants sénégalais candidats au retour « volontaire » de la France, en leur proposant un petit pécule financier et en les assistant dans le développement d'une activité économique au Sénégal (PAISD, Tableau III).

Enfin, dans le cas des projets cofinancés par la Commission européenne au titre de sa coopération avec les pays tiers dans le domaine de la migration et de l'asile, le lien entre migration et développement est souvent inclus dans des initiatives plus larges, recouvrant les trois dimensions de l'Approche globale. Nous pouvons citer comme exemple type le programme « Fit for Europe » qui prévoit à la fois réguler la migration de travail légal entre le Maroc, le Sénégal, le

---

<sup>23</sup> Site web du projet : <http://www.diasdecaboverde.org/Default.aspx>, (traduction de l'auteur).

<sup>24</sup> Plaquette du projet PAISD.

Cap Vert et l'Espagne et l'Italie en associant les chambres de commerce de ces pays, tout en fournissant une « assistance technique pour les migrants désirant retourner et investir dans leurs communautés locales » ainsi qu'en sensibilisant la population aux conséquences de la migration illégale (voir Annexe 1).

## **Conclusion**

Le thème migration et développement n'a été intégré que très récemment dans l'agenda politique régional en Europe et en Afrique subsaharienne de même que dans le cadre de la coopération multilatérale euro-africaine. Ce thème a émergé dans un contexte caractérisé par un discours politique largement axé sur une augmentation supposée des migrations clandestines d'Afrique subsaharienne en direction de l'Europe. La promotion du lien entre migration et développement a de ce fait été conditionnée à la lutte contre la migration illégale, ce à travers l'adoption d'une approche dite « globale », proposée par l'Union européenne et certains de ses États membres. L'objectif implicite étant de mobiliser les pays d'origine et de transit dans le contrôle des migrations en direction de l'Europe tout en leur proposant en contrepartie une compensation financière au titre de l'aide au développement.

Différents instruments financiers ont été de ce fait développés par l'Union européenne et ses pays membres pour promouvoir l'approche globale en Afrique subsaharienne, dont le lien entre migration et développement, et ce, particulièrement à partir de 2006. Cependant, si le financement attribué à la région a connu une augmentation ces dernières années, le volet sécuritaire prime et a notamment été intégré aux projets financés dans le cadre de l'aide au développement. Concrètement, les projets promus sont sous-tendus par l'hypothèse générale que les migrants peuvent et doivent participer au développement de leur pays d'origine, contribuer à la réduction de la pauvreté, condition sine qua none pour réduire les incitatifs à l'émigration. Ces projets visent ainsi majoritairement à encadrer et canaliser les transferts de fonds des migrants vers des investissements « productifs ». Ils ont ensuite pour objectif de promouvoir la circulation des migrants qualifiés ainsi que le retour des migrants en situation irrégulière.

L'étude des projets cofinancés par la Commission européenne et des projets implantés au Sénégal a permis d'illustrer les objectifs sous-jacents aux initiatives visant à faire des migrants des « acteurs » du développement de leur pays d'origine. Trois principales hypothèses émergent des projets mis en place. La première stipule que les transferts d'argent des migrants représentent une manne financière qui peut et doit être orientée vers des investissements « productifs » ie générateurs d'emploi. En ce sens les migrants sont tous perçus comme de potentiels entrepreneurs. Il faut donc les appuyer et mieux canaliser leurs initiatives d'investissement. La seconde suppose que les retours temporaires des migrants hautement qualifiés peuvent également contribuer au développement du pays d'origine. Il faut donc mettre à disposition de ces « experts » les moyens d'effectuer des missions d'appui de courte durée. La troisième postule que les retours de certaines catégories de migrants (migrants peu qualifiés, en situation irrégulière ou réfugiés) doivent être encouragés et accompagnés, les migrants ayant tendance à s'installer définitivement dans les pays de destination.

Ce document a permis de présenter le contexte dans lequel le lien entre migration et développement a été intégré dans le cadre de la coopération euro-africaine en matière de gestion des migrations internationales. Les principales hypothèses sur lesquelles se fondent les politiques mises en place en Afrique subsaharienne pour promouvoir ce lien ont également été soulignées.

Nous avons également examiné la traduction concrète de ce lien à travers l'étude des projets cofinancés par la Commission européenne depuis les années 2000 ainsi que certains projets implantés au Sénégal. Une analyse plus approfondie des initiatives mises en place permettrait de mieux évaluer la pertinence de ces actions eu égard aux objectifs poursuivis par les politiques, et notamment leur rapport coût-bénéfice. C'est ce que nous tenterons de faire ultérieurement en exploitant une quinzaine d'entretiens menés à Dakar en novembre/décembre 2009.

## **Bibliographie**

IOM et FOM, 2005, International agenda for migration management, Genève, IOM et FOM.

LESSAULT, D. et MEZGER, C., 2010, "La migration internationale sénégalaise. Des discours public à la visibilité statistique ", MAFE Working Paper 5.

NUNN A. et PRICE S., 2004, « Managing development : EU and African relations through the evolution of the Lomé and Cotonou agreements », *Historical Materialism*, 12(4), p. 203-230.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2009, Rapport mondial sur le développement humain 2009. Lever les barrières : mobilité et développement humains. New-York

UNFPA, 1994, « Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement », Chapitre X.

**Annexe 1 : Liste des projets cofinancés en ASS dans le cadre de la ligne budgétaire B7-667 et du Programme AENEAS : 2001 à 2006<sup>1</sup>**

	Milliers €	Intitulé/Thème <sup>3</sup>	Objectifs déclarés	Activités prévues	Pays de localisation du projet	Bénéficiaires	Institution responsable et partenaires
<b>Ligne budgétaire B7-667<sup>4</sup></b>							
<b>2001</b>							
1	534	Intégration et retour volontaire des mineurs non accompagnés en Somaliland			Somalie-Danemark	Mineurs migrants de retour	Red Barnet/Save the Children Denmark
<b>2002</b>							
2	556	Community based Repatriation Assistance Programme for Somaliland	Bâtir des liens entre la diaspora somalienne en Scandinavie et Somaliland à travers un projet de développement communautaire	Réhabilitation de certaines infrastructures de la ville de Burao pour permettre le retour de la population ; Achat collectif de terres et construction de 18 maisons ; Infrastructures communautaires : lignes téléphoniques, rénovation de 2 écoles, eau courante ;	Somalie-Danemark	Migrants de retour, Communauté locale, Diaspora somalienne en Scandinavie	Danish Refugee Council et organisation de la société civile somalienne en Scandinavie
<b>2003</b>							
3	736	Strengthening of the social capital in the field of Senegalese migration	Renforcer le capital social en renforçant les capacités des associations de migrants	Recherche sur les liens entre les associations sénégalaises et italiennes; Réseautage ; soutien de 10 projets de codéveloppement ; internationalisation de 10 micro-entreprises italo sénégalaises	Italie-Sénégal	Associations de migrants ; entrepreneurs migrants	Cooperazione internazionale (COOPI)
4	649	Activités préparatoires pour un plan d'action pour les réfugiés somaliens-Convention Plus Initiative			Belgique-Somalie	Réfugiés	UNHCR
5	687	Needs-based protection planning as a precursor to building effective protection capacities in selected African, including East Africa and Asian countries			Belgique-Pays africains et asiatiques	Réfugiés	UNHCR
6	563	Projet MIDEL : dynamisation d'un espace d'échange, coopération et concertation entre les immigrants sénégalais et leurs communautés d'origine.			Espagne-Sénégal		Fons catala de cooperacio al Desenvolupament
7	530	Valorisation de l'épargne des migrants résidant en France et en	Renforcer les capacités des migrants à développer des activités de production durable en	Études de faisabilité, Créer un cadre méthodologique pour la mise en place d'activités ; Business plan pour 50 projets individuels ;	France/Belgique et certains pays africains	Migrants	OCIV en RDC/Ps Eau en France + partenaires locaux (en RDC : Entreprendre-Cedita

<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur ces projets, se référer aux deux documents suivants dont ont été tirées les informations récapitulées dans ce tableau (nous avons essayé de reformuler le moins possible les énoncés pour chaque rubrique, certaines informations ont été traduites par nous de l'anglais) :

- CSES, *Evaluation of Preparatory Actions B7-667 - Cooperation with Third Countries in the Area of Migration*, Final Report, November 2007, UK, 162 pages.

- EC, *EuropAid, Aeneas programme, Programme for financial and technical assistance to third countries in the area of migration and asylum, Overview of projects funded 2004 – 2006*, 109 p.

<sup>2</sup> Les montants qui apparaissent dans le tableau correspondent à la contribution européenne et non pas au budget total des projets. Le montant spécifié est celui prévu lors de l'acceptation du projet pour financement. Ce montant a pu évoluer au cours de la mise en place des projets..

<sup>3</sup> Pour les projets financés dans le cadre du programme AENEAS, nous avons également spécifié le thème sous lequel le projet a été classé dans le document de la Commission européenne, op. cit. Cette information n'était pas disponible pour la ligne budgétaire B7-667.

<sup>4</sup> Pour les projets financés dans le cadre de cette ligne budgétaire, les informations ont été tirées du document CSES, op. cit. Les informations détaillées n'étaient pas disponibles pour tous les projets, d'où certaines cases vides dans ce tableau.

		Belgique par l'appui à des activités productives dans les pays d'origine <b>Migration et développement</b>	augmentant l'impact de leurs transferts monétaires	formations	(RDC /Belgique)		et un expert indépendant)
<b>AENEAS</b>							
<b>2004</b>							
8	1 567	Across Sahara – Pilot project of regional cooperation and capacity building on border and illegal migration management <b>Gestion frontière</b>	Renforcement de la coopération entre la Libye et le Niger dans le contrôle des frontières et la lutte contre la migration illégale, particulièrement les migrations en provenance d'Afrique subsaharienne et en direction des côtes italiennes puis d'autres pays européens	Enquête sur les migrants illégaux en transit ; Formation et renforcement de capacités	Libye et Niger/ Italie	Services en charge des migrations irrégulières et du contrôle des frontières en Libye et au Niger	Ministère de l'intérieur, Département de la sécurité publique, Italie
9	1 561	Programme de renforcement et de soutien au dialogue et la gestion des migrations irrégulières et de transit au Maghreb en provenance de l'Afrique de l'Ouest <b>Migration irrégulière</b>	Lancement d'un processus multirégional au niveau politique et initiation d'un mécanisme pilote au niveau technique	Conférence, réunion technique d'experts, rapport analytique dressant un état des lieux de la situation migratoire dans la région, programmes de renforcement des capacités des pays d'origine et de transit pour la gestion des migrations irrégulières ; campagne d'information auprès des migrants potentiels	EU, Maghreb, Cameroun, Ghana, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal	Services gouvernementaux concernés	IOM
10	2 000	PROJECT SEAHORSE <b>Migration irrégulière et gestion des frontières</b>	Promouvoir la collaboration régionale et inter-régionale et le dialogue sur la gestion des migrations ; Formations ; Évaluer et améliorer la capacité de gestion des frontières	Organisation de réunions annuelles Europe-Afrique, Formation sur les migrations illégales, Création d'un réseau d'officiers de liaison, patrouilles conjointes	Maroc, Mauritanie, Sénégal, Cap Vert	Autorités nationales impliquées dans la gestion des migrations	Guardia Civil, Espagne
<b>2005</b>							
11	615	Informier et sensibiliser la jeunesse scolarisée (16 à 20 ans) aux risques encourus par les migrants pour une migration légale ou illégale	Conscientiser la jeunesse kinoise aux conséquences néfastes de la migration légale ou illégale dans le cadre d'une approche globale des flux migratoires et en étroite collaboration avec le pays tiers ; Freiner l'influence des informations sublimant les avantages et les richesses de l'Eldorado européen	Création d'une BD comme outil pédagogique, formation et sensibilisation auprès des élèves ; évaluation	RDC	Les directions scolaires et les enseignants de 200 écoles, les 10.000 volontaires de la CRRDC à Kinshasa	Croix rouge belge

12	1 999	Project SEAHORSE NETWORK <b>Migration irrégulière et gestion des frontières</b>	Établissement dans les pays concernés d'une politique de prévention de la migration illégale, de la traite et du trafic des êtres humains	Études techniques sur la création d'un réseau ; Création d'un réseau ; Coordination, dialogue et échange d'information entre les services des administrations nationales ; Améliorer le développement d'un réseau d'officiers de liaison pour les frontières maritimes dans la région ; Développer les capacités de collecte et analyse des données sur les migrations	Maroc, Mauritanie, Sénégal, Cap Vert	Services de police des pays concernés	Guardia Civil, Espagne
13	1 565	Strengthening Protection Capacities and Securing Solutions for Refugees in Tanzania <b>Asile et protection</b>	Renforcer les capacités des autorités tanzaniennes pour la protection des réfugiés ; Améliorer la sécurité et l'enregistrement des réfugiés dans les camps ; Promouvoir le rapatriement volontaire des réfugiés burundais et la réinstallation des réfugiés congolais ; Engager la société civile tanzanienne dans le plaidoyer pour les droits des réfugiés	Programmes de formation à l'intention des fonctionnaires ; Formation d'une équipe en charge des réfugiés congolais ; Création d'une unité IT pour l'enregistrement des réfugiés ; Développement d'un réseau de la société civile tanzanienne	Tanzanie	Fonctionnaires responsables des questions d'asile et de réfugiés, Organisations de la société civile	UNHCR, Tanganyika Christian Refugee Services (TCRS), Jesuit Refugee Services (JRS) Radio Kwizera
14	1 832	Countering Document Fraud <b>Migration irrégulière</b>	Programme d'action qui permet de répondre aux objectifs des autorités ghanéennes et de l'UE en matière de contrôle de l'immigration illégale	Équipement ; Formation ; Structure IT ; Échange d'information ; Sécurisation des documents ; Création d'une unité d'analyse	Ghana	Service d'immigration du Ghana ; autres agences concernées	Ghana immigration service + EU
15	863	Programme de renforcement de capacités de gestion de la migration en République démocratique du Congo <b>Gestion des migrations</b>	Assurer la prévention de la migration irrégulière à travers le développement, le renforcement ciblé et l'organisation des capacités de gestion de la migration de la RDC	Renforcement des capacités institutionnelles de gestion de la migration; Appui technique pour la mise à jour et le renforcement du cadre législatif ; Lutte contre la corruption; Campagne d'information pour favoriser la migration ordonnée	RDC	Les fonctionnaires de la DGM et du MAE ; autorités compétentes	IOM, Direction générale des migrations (DGM) et Ministère des affaires étrangères (MAE) de la RDC
16	1500	Strengthening asylum within the wider migratory movements in the Southern Africa region <b>Asile</b>	Renforcement des capacités des autorités dans la gestion de l'asile	Revue des cadres légaux et du système existant ; Promouvoir la compréhension et le respect des principes de la protection des réfugiés ; Formation et équipements des autorités ; Renforcer le dialogue régional ; Collecter des informations sur les flux mixtes	Botswana, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie	Autorités nationales ; officiers des frontières ; Institutions juridiques ; Société civile	UNHCR
17	619	Leveraging Remittances to promote Migrant Entrepreneurship <b>Migration et Développement</b>	Promouvoir des systèmes de transferts d'argent et d'investissements productifs de ces transferts ;	Promotion d'un site web ; soutien aux migrants pour la création d'un business ; mobiliser l'épargne des familles aux Pays-Bas ; Formation sur les prêts	Ghana et Surinam	Migrants du Ghana et de Surinam résidant aux Pays-Bas ; Banques	Stichting Intent, IntEnt Surinam Foundation, Ghanaian Investment Promotion Centre

			Promouvoir le rôle de la diaspora dans le développement macro-économique des pays d'origine à travers des investissements productifs et la circulation des cerveaux ; Soutenir les banques locales du Ghana et de Surinam	accordés aux PME des migrants			
<b>2006</b>							
<b>18</b>	1 932	Law Enforcement Capacity Building Project for West Africa in Preventing and Combating the Smuggling of Migrants <b>Migration irrégulière</b>	Soutenir les pays de la CEDEAO dans le renforcement de leurs capacités et renforcer la coopération entre les autorités et avec les pays tiers en ce qui a trait à la traite des migrants tout en protégeant leurs droits	Recherche ; Évaluation des capacités des systèmes juridiques ; Soutien au développement d'une politique nationale ; Formations ; Création d'une unité de mise en place de la loi anti-traite ; Promotion de la coopération judiciaire	Afrique de l'Ouest	Décideurs politiques ; Autorités compétentes ; institutions responsables de l'application de la loi	UNODC, Europol
<b>19</b>	708	Fit for Europe- Training for a positive migration <b>Migration légale</b>	Fournir de l'assistance pour la migration de travail légale ; promouvoir le co-développement ; sensibilisation sur les avantages de la migration légale et les conséquences de la migration illégale	Études sur les besoins en main-d'œuvre dans les pays de destination ; Création de centres d'information dans les chambres de commerce ; formations pour les migrants ; organisation de procédures d'embauche avec les employeurs européens dans les pays d'origine ; assistance technique pour les migrants désirant de retourner et investir dans leurs communautés locales ; dissémination des activités auprès des autorités et du public	Maroc, Sénégal, Cap Vert	Chambres de commerce et centres de formation	Chambre de commerce de l'Italie, de l'Espagne + des 3 pays partenaires
<b>20</b>	850	CONTRÔLES FRONTIÈRES ET GESTION HUMANISÉE DES FLUX MIGRATOIRES <b>Gestion des frontières</b>	Amélioration et humanisation de la lutte contre les flux migratoires illicites de subsahariens à destination de l'Europe ; Equipement de 10 postes frontières de la direction de la police des frontières et formation des policiers	Aménagement des postes frontières ; Equipement en matériel ; Formations	Mali	Police Nationale, Police des Frontières, République du Mali	Service de coopération technique international de police en partenariat avec le Ministère de la sécurité intérieure et de la protection civile du Mali
<b>21</b>	960	MESURE DES FLUX MIGRATOIRES ET LUTTE CONTRE LA TRAITE DES MIGRANTS AU NIGER <b>Migration irrégulière</b>	Amélioration de la capacité des autorités nigériennes à mesurer et connaître les flux migratoires qui traversent le pays, à lutter contre la traite des migrants et l'émigration irrégulière, avec développement d'une coopération régionale en matière migratoire	Création et mise en réseau par satellite d'une application informatique ; Fourniture de matériels informatique et de moyens de déplacement adaptés ; Formations ; Organisation de séminaires et d'actions de sensibilisation	Niger	La Direction de la Surveillance du Territoire (DST), police des frontières et autorités compétentes	Service de coopération technique international de police (France), en partenariat avec la Coopération danoise, Police du Niger

22	935	Strengthening Protection Capacities in Tanzania – Supplementing the Regional Protection Programme Pilot Project <b>Asile et protection des réfugiés</b>	Renforcer les capacités des autorités tanzaniennes et des institutions pour la protection des réfugiés ; Assurer une protection pour les réfugiés et les demandeurs d'asile ; Soutenir les rapatriements volontaires	Programmes de formation à l'intention des autorités ; renforcement des capacités ; conseils auprès des réfugiés ; Promotion du rapatriement volontaire	Tanzanie	Réfugiés et demandeurs d'asile ; autorités tanzaniennes et population	UNHCR
23	1105	Improvement of the reception conditions for asylum seekers in Yemen and enhancing the legislative and institutional framework for Somali refugees <b>Asile et protection des réfugiés</b>	Amélioration de l'accueil et du traitement des réfugiés et demandeurs d'asile	Formation pour les autorités du Yémen ; Amélioration des procédures d'enregistrement ; Construction de structures d'accueil pour les réfugiés ; Développement d'une stratégie de « self-reliance »	Yémen	Fonctionnaires ayant à travailler avec les réfugiés ; communauté locale	UNHCR
24	1 600	Support to Individuals, State and Non-State actors to manage Migration and Refugee flows across the Somalia/Yemen gap <b>Asile et protection des réfugiés</b>	Information des individus désirant demander l'asile, effectuer une migration irrégulière ou retourner dans leur pays d'origine ; renforcement des capacités des autorités et des autres acteurs sur les questions du droit d'asile, trafic et migration irrégulière et protection des droits de l'homme ; renforcement des capacités de (ré)intégration des personnes déplacées et des migrants de retour ; Donner la possibilité à la jeune diaspora somalienne de contribuer au développement de la Somalie	Activités d'information ; Assistance au gouvernement du Puntland dans le développement de politiques et pratiques pour gérer les arrivées de migrants ; Formations des réfugiés et des migrants ; Assistance au retour temporaire de la diaspora somalienne au Danemark ; réseautage entre cette diaspora et les entreprises et organisations de la société civile en Somalie	Somalie, Yémen	Gouvernement de la Somalie et du Yémen	Danish Refugee Council
25	657	DIAS DE CABO VERDE - DIASpora for DEvelopment of Cape Verde <b>Migration de travail</b>	Renforcement des capacités et des compétences des professionnels travaillant dans les secteurs clés du développement ; Promouvoir le rôle des organisations de la diaspora au Portugal, en Italie et aux Pays-Bas pour agir comme agents du développement ; Réseautage des membres de la	Création d'un steering committee au Portugal ; Campagne d'information dans les 4 pays ; Atelier sur la cartographie des besoins au CP ; Cartographie des besoins de professionnels au CP ; 30 missions de formation ; 6 mission de réseautage ; Production et diffusion d'un rapport final	Cap Vert	Communauté locale au Cap Vert ; Entrepreneurs et secteur des affaires au CP ; Diaspora	Instituto das comunidades de Cabo Verde

			diaspora avec les institutions au Cap Vert et dans les pays d'accueil ; Améliorer la capacité du gouvernement d'évaluer les besoins, diffuser l'information et gérer la migration pour des projets de développement				
26	1 216	Mise en place du Plan d'Action de la Conférence de Rabat <b>Migration légale</b>	Promotion de la migration légale ; information de la population sur les avantages de la migration légale et les conséquences de l'immigration ; mise en place dans les pays tiers d'une politique efficace et préventive en matière de lutte contre les migrations illégales (incluant trafic et traite)	Création d'un réseau pour le suivi et la mise en place du plan d'action de Rabat ; réunions conjointes pour promouvoir l'élaboration es informations et des données sur les tendances migratoires actuelles et évaluer la corrélation entre les Migrations Internationales et le Développement ; Formations à l'intention des fonctionnaires ; évaluation politiques migratoires ; échanges d'information et de bonnes pratiques	Maroc, Sénégal, Mauritanie, Mali, Niger	Emigrants africains de la Route migratoire d'Afrique de l'Ouest	Fondation Internationale et pour l'Amérique Latine d'Administration et Politiques Publiques (FIIAPP)
27	1 600	Migration Profiles in Selected Countries in West and Central Africa: A tool for Strategic Policy Development <b>Migration et Développement</b>	Renforcer les capacités des administrations nationales dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données migratoires ; renforcer les capacités des organisations nationales et régionales dans la promotion une approche compréhensive et cohérente des migrations	Profils migratoires pays et région ; identification des besoins pour améliorer la gestion des données sur les migrations ; formations ; organisations d'ateliers de travail ; formuler des recommandations politiques pour la gestion des migrations au bénéfice du développement national	<i>Afrique de l'Ouest :</i> Ghana, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et <i>Afrique centrale :</i> RDC, Tchad, Cameroun	Fonctionnaires gouvernementaux des différents services et départements	IOM
28	1 990	Facilitating a coherent migration management approach in Ghana, Nigeria, Senegal and Libya by promoting legal migration and preventing further irregular migration <b>Migration de travail, Trafic et traite des êtres humains</b>	Renforcer les capacités nationales de gestion des migrations de travail ; Développement de mécanismes d'intégration des travailleurs sur le marché du travail en prenant pour étude de cas l'Italie ; Réseautage ; renforcer les efforts de réduction des migrations irrégulières ; promouvoir le retour volontaire et durable ainsi que la réintégration dans les pays d'origine	Groupes de travail pour la collecte d'information sur les politiques et les pratiques de migration de travail ; évaluation de ces politiques ; assistance technique aux autorités ghanéennes pour l'établissement d'une base de données des travailleurs candidats potentiels à l'émigration en Italie ; Production de matériel d'information sur la migration de travail et les risques de la migration irrégulière ; formation des autorités libyennes pour le développement d'un cadre d'immigration de travail ; fourniture d'assistance au retour volontaire et la réintégration de 300 migrants de retour des pays de l'UE et de la Libye ; atelier de travail	Ghana, Sénégal, Nigéria, Libye	Travailleurs migrants actuels et potentiels ; employeurs et potentiels employeurs de travailleurs migrants en Libye	IOM

				pour développer une approche régionale de gestion des migrations de travail ; évaluation du projet			
29	876	The East Africa Migration Route: building co-operation, information sharing and developing joint practical initiatives amongst countries of origin, transit and destination. <b>Gestion des migrations</b>	Améliorer la coopération intra-régionale en Afrique de l'Est et avec les pays membres de l'UE sur les questions de gestion des migrations et en particulier la lutte contre l'immigration illégale; renforcement des capacités des pays africains concernés et de l'IGAD	Création d'un centre de ressource sur les migrations à l'IGAD ; création d'une unité spéciale d'analystes de l'UE pouvant se déployer sur les routes migratoires en AE ; ateliers de travail sur les questions de gestion des migrations ; évaluation technique et formation ; sensibilisation auprès des migrants irréguliers potentiels ; étude de faisabilité pour mener une opération conjointe pour stopper la migration illégale	Afrique de l'Est	Autorités du Tchad, Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Libye, Niger, Somalie, Soudan, Tunisie, Ouganda et Yemen	UK home office immigration and nationality directorate avec OIM, Intergovernmental Authority on Development (IGAD), African Union (AU), Italy, Malta and the Netherlands

## Chapitre 2

### **PARTIR, REVENIR : TENDANCES ET FACTEURS DES MIGRATIONS AFRICAINES INTRA ET EXTRA-CONTINENTALES**

Marie-Laure FLAHAUX, Aspirante FNRS/UCL/INED

Cris BEAUCHEMIN, INED

Bruno SCHOU MAKER, UCL

#### **Introduction**

L'immigration subsaharienne occupe une place majeure dans le débat public européen. Tout se passe comme si les migrations africaines représentaient un flux massif d'entrées en Europe et d'exodes en Afrique. Diverses données témoignent pourtant du fait (1) que les personnes originaires du Sud du Sahara représentent une minorité des flux et des effectifs de migrants en Europe, (2) que l'Afrique subsaharienne est la région du monde où l'émigration à destination des pays du Nord est la plus faible, et (3) que les départs vers l'étranger sont largement tournés vers les pays voisins. En réalité, les flux internationaux africains sont essentiellement intra-continentaux (Lessault and Beauchemin 2009). Au-delà de ce tableau général, construit à partir de données agrégées parfois anciennes, on dispose de peu de données pour étudier les migrations subsahariennes.

De nombreuses questions restent en suspens. La période récente est-elle bien marquée, comme on l'entend souvent, par une progression massive des migrations subsahariennes vers l'Europe ? En dehors des retours forcés (raccompagnements à la frontière), les migrants africains s'installent-ils définitivement là où ils migrent ou rentrent-ils dans leur pays ? Autrement dit, la migration africaine est-elle à sens unique ? Alors que la migration est largement considérée comme le produit de la « misère » du continent africain, les migrants présentent-ils vraiment des profils de miséreux ?

Encadré 1). Elles ne permettent pas de construire un tableau qui couvrirait l'ensemble des migrations subsahariennes. Mais elles permettent néanmoins d'étudier les migrations des principales régions d'émigration de deux pays, le Sénégal et la République Démocratique du Congo (RDC). Ces deux pays présentent des contextes très différents : l'un est dépourvu de richesses naturelles alors que l'autre en regorge ; l'un a été colonisé par la France, l'autre par la Belgique ; l'un est d'une remarquable stabilité politique, y compris en période d'alternance, tandis que l'autre vit une histoire politique très conflictuelle depuis le début des années 1980. Ces différences de contexte ne sont pas sans impact sur les migrations des populations de ces deux pays. Si les migrations sénégalaises sont largement documentées, surtout par des études qualitatives, les migrations congolaises sont quant à elles moins connues.

L'histoire de l'émigration sénégalaise commence au début du XX<sup>ème</sup> siècle avec les navigateurs, les « tirailleurs » démobilisés et les premiers commerçants qui s'installent dans les pays de l'Afrique Occidentale Française et, dans une moindre mesure, en France (Lalou, Robin, Ndiaye 2000). Ces flux s'intensifient à partir du milieu des années 1960 à l'échelle de la sous-région avec, notamment, le succès économique des cultures de cacao et de café (en Côte d'Ivoire et au Ghana) d'une part, et vers l'ancienne métropole qui recrute de la main d'œuvre dans le cadre du développement de son industrie automobile d'autre part (Pison, Hill, Cohen, Foote 1997 ; Robin 1996). A cette époque, la présence sénégalaise en France est essentiellement composée d'hommes seuls qui ont laissé leur famille dans leur village

d'origine (Petit 2002). Ensuite, la politique d'immigration des années 1975 et 1976, favorise le regroupement familial (Lalou, Robin, Ndiaye 2000). Selon la littérature, les années 1980 sont marquées par un large mouvement d'émigration, révélateur des difficultés économiques au Sénégal (Tall 2001) et par une diversification des pays de destination (Ma Mung 1996) ; les destinations prometteuses seraient, depuis, surtout orientées vers les pays du Nord tels que les Etats-Unis, l'Italie (Bava 2000) et l'Espagne (Suarez-Navaz 1995) et traduiraient un essoufflement de l'immigration sénégalaise en Afrique (Oumar Ba 1995). Des auteurs qualifient le large mouvement d'émigration des Sénégalais vers l'étranger, révélateur des difficultés économiques du pays, de véritable « exode international » (Bruzzzone, Tall et Gueye 2006).

Faute de littérature sur le sujet, on ne peut commencer l'histoire des migrations congolaises aussi tôt. Les statistiques d'immigration des pays européens révèlent que la migration des Congolais vers l'Europe a débuté après l'indépendance du pays ; il s'agissait essentiellement d'une migration d'élites vers la Belgique dans un cadre d'études (Kagne et Martiniello 2001). Ce n'est qu'à partir des années 1980 que les profils des migrants se sont diversifiés et que la migration congolaise a pris une forme plus économique et politique (Demart 2008). Le contexte de crise politique et économique sans précédent au Congo a favorisé un flux continu d'émigration vers l'Europe (Sumata 2000). Les données statistiques de la Belgique, par exemple, révèlent que les années 1990 ont concorde avec l'arrivée des demandeurs d'asile en provenance du Congo (Schoonvaere 2009). Les migrations congolaises intra-contininentales ont surtout eu lieu à destination des pays frontaliers (Schoumaker, Vause et Mangalu 2009), mais aussi de l'Afrique du Sud, et concernent principalement les mouvements de réfugiés (Steinberg 2005). D'autre part, au Nord, petit à petit, les destinations des migrants congolais se sont élargies à la France, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis,... (Ngoie Tshibambe et Vwakyanakazi 2008).

En dépit des différences de contexte qui marquent les deux pays, cette étude montre que le Sénégal et le Congo partagent des traits communs en matière de migrations, qu'il s'agisse des départs ou des retours, dont les tendances et facteurs sont successivement abordés dans cette étude.

En dépit de leurs différences, les histoires migratoires du Sénégal et du Congo partagent des traits communs. S'il ressort de la littérature que les années 1980 ont été marquées par une augmentation des migrations, une diversification des migrations et des profils des migrants, les retours ont quant à eux été très peu étudiés. Ce chapitre propose de comparer systématiquement les tendances et les facteurs des migrations sénégalaises et congolaises ; les départs ainsi que les retours sont abordés de façon succincte.

#### **Encadré 1. Présentation des données analysées**

Le projet MAFE repose sur la collecte de données sociodémographiques sous la forme de deux questionnaires : un questionnaire ménage et un questionnaire biographique. Pour produire des résultats représentatifs sur les profils des migrants et sur les tendances de migration, le questionnaire ménage offre des données appropriées puisque, au delà des personnes résidant effectivement dans le ménage, il collecte des informations sur certains absents, notamment les conjoints et enfants du chef de ménage (CM). Plusieurs questions sont posées sur le parcours des personnes qui, un jour ou l'autre, ont quitté leur pays d'origine pour au moins 12 mois : année du 1<sup>er</sup> départ, 1<sup>er</sup> pays de destination, année de l'éventuel 1<sup>er</sup> retour, date du dernier départ, pays de résidence actuel pour ceux qui ne résident pas au Sénégal ou au Congo. A ces variables migratoires s'ajoute une série de variables sociodémographiques qui permettent de décrire le profil des individus.

De quoi les résultats sont-ils représentatifs ? Les ménages enquêtés sont représentatifs des populations qui résident dans les régions de Kinshasa en 2007 et de Dakar en 2008. Les statistiques que l'on présente sur les migrants sont donc représentatives des personnes, enfants ou conjoints du CM, qui ont été déclarés dans les

ménages des deux capitales comme ayant vécu au moins 12 mois en dehors du Sénégal ou du Congo. Il faut noter que les migrants déclarés à Dakar et à Kinshasa n'ont pas nécessairement vécu dans les régions où vivent leurs parents et conjoints au moment de l'enquête.

## I. Les départs

### *Destinations des migrants congolais et sénégalais : des orientations différentes*

Prises dans leur ensemble, les migrations subsahariennes sont majoritairement intra-continrentales : en majorité, les migrants internationaux africains demeurent en Afrique. D'après l'enquête MAFE, les migrations congolaises s'inscrivent bien dans cette tendance : 55% des migrants internationaux déclarés dans les ménages kinois se trouvent dans un autre pays africain (Figure 1). Il est fort probable que la proportion serait plus élevée dans d'autres régions du pays, car Kinshasa est la porte du Congo vers les autres régions du monde. Cependant, la capitale congolaise semble peu tournée vers les pays du Nord quand on la compare à Dakar où 79% des migrants internationaux déclarés dans l'enquête en 2008 résident hors d'Afrique. Là encore se joue un effet « capitale » : les migrants des autres régions du pays ont des destinations plus variées (Lessault et Mezger 2009).

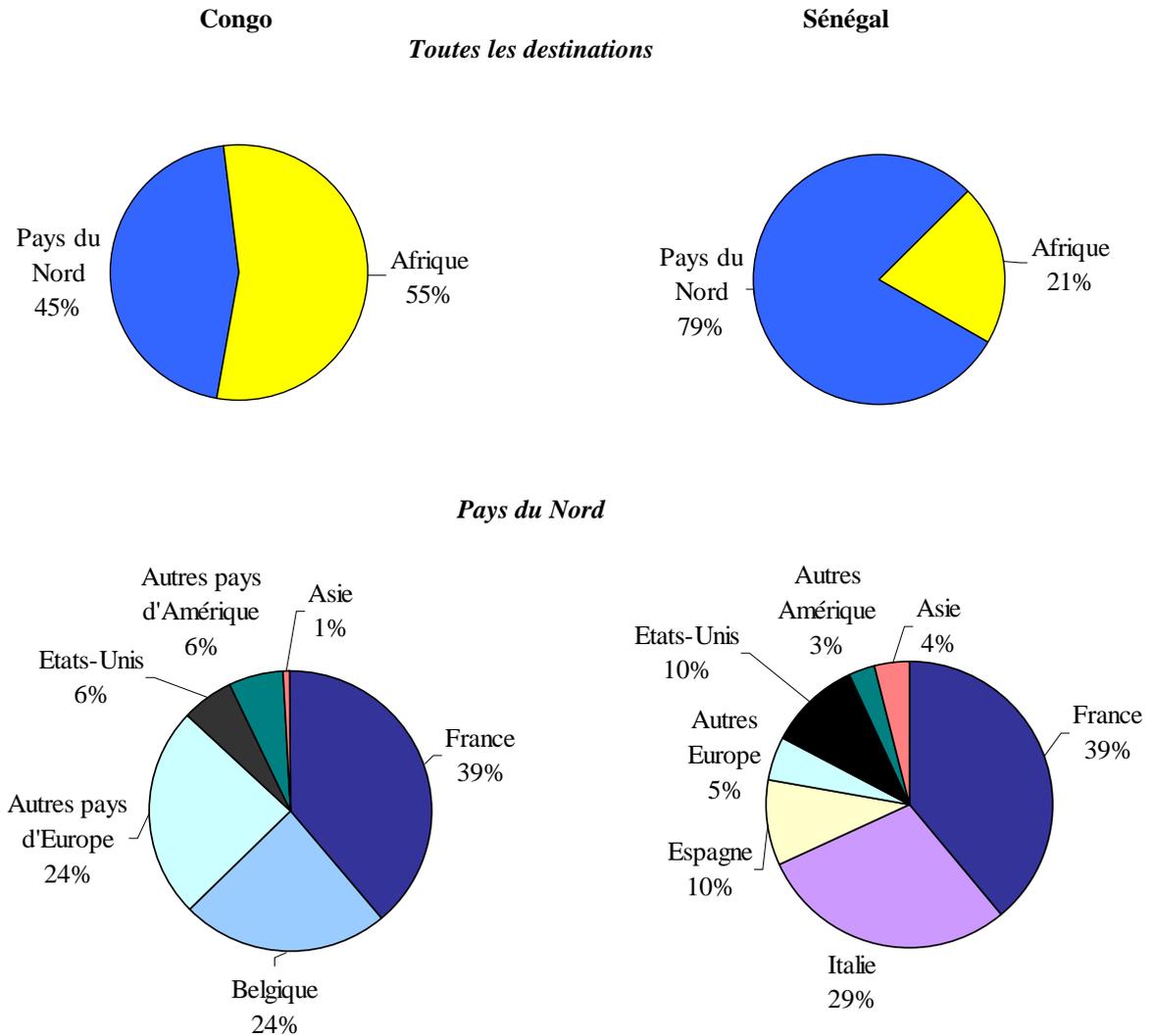
Dans le détail des destinations, Kinshasa et Dakar présentent aussi quelques divergences. Les migrations de proximité occupent une place nettement plus importante dans les migrations déclarées dans la capitale congolaise. D'après MAFE-Congo, les trois quarts des migrants restés sur le continent sont localisés dans les pays frontaliers. Peut-être faut-il rappeler que Kinshasa, qui est au bord du fleuve Zaïre, est juste en face de Brazzaville, et n'est pas très éloignée non plus de l'Angola. Les autres pays d'Afrique centrale et australe regroupent par ailleurs plus d'un cinquième des migrants, de sorte que les destinations plus lointaines (Afrique de l'Ouest, Maghreb) occupent une place marginale dans le tableau des destinations africaines (6% au total).

Les migrations déclarées par les ménages dakarois sont plus dispersées : parmi les migrants installés en Afrique, moins de la moitié concerne les pays frontaliers et un cinquième les autres pays de la sous-région. Le Maghreb apparaît comme une destination importante (17%), de transit peut-être, mais divers travaux témoignent maintenant de l'installation durable de migrants subsahariens dans les pays du Maghreb (Pian 2009). L'Afrique centrale et australe se distingue enfin en regroupant un cinquième des migrants internationaux déclarés à Dakar. C'est un résultat qui témoigne de l'importance persistante des migrations sénégalaises intra-africaines (Bredeloup 2007), même si celles-ci prennent surtout leur origine dans d'autres régions du pays, notamment dans la région de Touba et dans les départements de la vallée du Fleuve Sénégal, Matam et Podor (Lessault et Mezger 2009).

Du côté des pays du Nord, les migrations sénégalaises ont un profil plus varié que les migrations congolaises. Alors que les destinations non-européennes (Etats-Unis, autres pays d'Amérique et Asie) regroupent 17% des migrants sénégalais installés au Nord, elles ne concernent que 10% des migrations congolaises. En Europe, la France apparaît comme première destination des migrants des deux origines. Mais, au-delà de ce constat, les résultats de MAFE témoignent aussi de la diversification des migrations africaines et de l'érosion des vieux couples migratoires autrefois construits sur la base des rapports coloniaux. Les migrations congolaises étaient historiquement tournées vers la Belgique, qui ne représente plus qu'une part minoritaire dans le tableau des destinations. Même constat pour la France et les migrations au départ de Dakar : l'Italie et l'Espagne totalisent aujourd'hui autant de migrants que la France. Les choix de destination se sont non seulement affranchis des liens

laissés par l'histoire coloniale, mais également de la proximité linguistique : les pays francophones ont perdu leur suprématie.

**Figure 1. Zones de résidence des migrants internationaux déclarés dans les ménages enquêtés à Dakar et Kinshasa (2008)**





expliquer la progression des migrations à destination des pays développés au moment même où leurs politiques d'immigration devenaient restrictives<sup>5</sup> ? En première approche, ce résultat confirme ce qui est largement observé ailleurs : il ne suffit pas aux principaux pays de destination d'instaurer le contrôle de l'immigration pour, d'un coup, stopper les départs. En l'occurrence, ceux-ci ont pu être alimentés par, au moins, deux types de population. D'une part, il peut s'agir de migrants bénéficiaires du regroupement familial et l'on peut penser que l'effet d'appel par les travailleurs migrants, partis avant 1974, s'est atténué au milieu des années 1980. D'autre part, l'augmentation de la probabilité de migrer peut aussi correspondre à la détérioration de la situation économique dans le pays d'origine. A Dakar, l'application du premier plan d'ajustement structurel (1979) a brutalement réduit les possibilités d'emploi dans la fonction publique et a ainsi occasionné la réduction des effectifs de plusieurs administrations (y compris dans la police nationale, par exemple). Il est possible que cette fermeture du marché du travail « formel », qui représentait également le principal débouché professionnel des jeunes diplômés, ait joué un rôle, à côté d'autres facteurs, dans la progression des départs. En effet, à partir de 1980, les jeunes, renonçant aux longues études et aux hautes fonctions bureaucratiques, auraient réorienté leurs stratégies vers un autre cadre que celui de Dakar en crise. Ils seraient devenus candidats à l'émigration internationale vers les pays du Nord, de la même manière que leurs aînés auraient, une génération plus tôt, tenté leur chance en ville (Lessault et Diagne 2007). En outre, cette augmentation est peut-être exclusivement dakaroise : d'autres sources montrent en effet que, historiquement, l'émigration internationale était ancrée dans la Vallée du fleuve Sénégal, l'émigration à partir de Dakar étant plus récente (Robin, Lalou et Ndiaye 2000).

Au-delà des divergences de tendance décrites ci-dessus, la comparaison entre Congo et Sénégal apporte un enseignement majeur : les pays du Nord, et singulièrement d'Europe, ne sont pas des destinations en plein essor. La propension à émigrer vers ces destinations n'a pas augmenté de façon exponentielle depuis 1983 au Sénégal et la progression enregistrée entre 1975 et 2002 au Congo a été annulée par le retour à une situation politique plus stable dans le pays. Cela étant, nos résultats expriment ici des taux et non des effectifs. Si les proportions de migrants ont peu progressé, les volumes concernés ont dû augmenter parce que les taux s'appliquent à une population aujourd'hui plus nombreuse que par le passé (du fait de la croissance démographique).

---

<sup>5</sup> La France avait signé en 1964 une convention de main d'œuvre avec le Sénégal pour favoriser la migration de travailleurs masculins peu qualifiés ; cependant, avec la crise pétrolière de 1974, le recrutement de travailleurs étrangers a été suspendu (Kesselman et al. 2002)

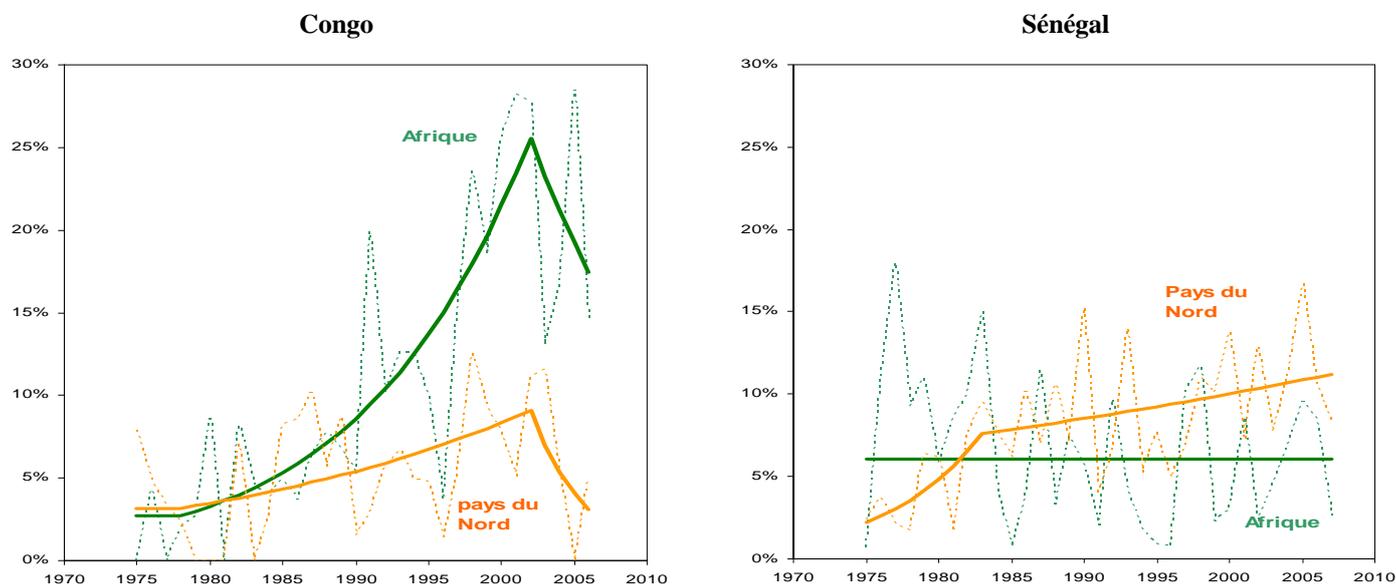
## Encadré 2. Comment reconstituer une histoire des tendances migratoires ?

Les sources habituelles de données sur les migrations internationales ne permettent pas de retracer un historique fiable et complet des tendances migratoires. En fait, elles sont très limitées. En Afrique, comme dans la plupart des pays du monde, les départs ne sont pas enregistrés. Et du côté des pays de destinations, les entrées le sont très imparfaitement. D'une part, par définition, les flux irréguliers échappent aux enregistrements administratifs, au moins au moment de l'entrée (dans les cas de régularisation, il y a un enregistrement retardé dans les statistiques). D'autre part, chaque pays applique des définitions qui lui sont propres et qui varient de l'un à l'autre, y compris dans des espaces unifiés comme celui de l'Union européenne. Agréger les données de flux d'immigration des pays de destination est donc un exercice très délicat.

Les données du projet MAFE offrent une alternative et permettent de reconstituer –a posteriori– une histoire des tendances migratoires sénégalaises et congolaises. Comment ? En calculant rétrospectivement des taux annuels d'émigration. Grâce au questionnaire ménage, on connaît la date de premier départ en migration (et la destination) du chef de ménage, de son/ses conjoint(e)s et de ses enfants. On connaît par ailleurs leur date de naissance. Pour chaque année du passé, on est donc en mesure de calculer le nombre de personnes susceptibles de partir (personnes âgées d'au moins 18 ans et n'ayant encore jamais quitté le pays) et le nombre de personnes effectivement parties en migration pour la première fois. Le taux d'émigration est calculé par régression (Poisson) selon une méthode d'analyse en temps discret qui utilise l'âge et l'année pour seules variables explicatives. Pour faciliter l'interprétation, les résultats sont présentés sous forme de taux représentant annuellement la proportion de personnes ayant effectué au moins une migration internationale entre les âges de 18 et 50 ans (Figure 2).

Du fait de la relative faiblesse des effectifs, il n'est pas possible de reconstituer les tendances en amont de l'année 1975. Par ailleurs, la faiblesse des effectifs explique aussi le caractère accidenté des courbes. Pour en faciliter l'interprétation, un procédé de lissage a donc été exploité. Il permet de mettre en évidence les points de rupture dans les courbes de tendance.

Figure 2. Proportion de personnes ayant effectué au moins une migration entre les âges de 18 et 50 ans (1975-2007)



### *Le profil des migrants internationaux en 2008*

Les migrants internationaux qui nous sont décrits par les ménages kinois et dakarois sont très semblables du point de vue de leur âge au départ. Ils se caractérisent par leur jeunesse : toute destination confondue, 44 à 45% d'entre eux ont entre 18 et 24 ans et 3% seulement ont plus de 45 ans (Tableau 1). Le détail par destination ne nuance pas grandement ce constat.

En revanche, le poids relatif des femmes parmi les migrants varie notablement : les femmes congolaises sont proportionnellement plus nombreuses dans les pays du Nord (45% des migrants) que dans les pays africains (32%) ; un écart par destination que l'on n'observe pas chez les femmes sénégalaises qui sont partout très sous-représentées (35%). Ces différences de profil pourraient s'expliquer par des différences en matière de rapports de genre. D'un côté, il est possible que les femmes congolaises soient soumises à un moindre contrôle social que leurs homologues sénégalaises et aient ainsi davantage d'autonomie pour migrer vers l'Europe. D'un autre côté, dans le contexte des conflits violents qui ont caractérisé l'Afrique centrale ces dernières décennies, il est aussi possible que les femmes congolaises aient cherché à s'orienter vers les pays du Nord pour échapper aux violences dont elles sont tout particulièrement victimes (Mukwasa Gipela et Kapinga Wa Diamba 2009).

Les profils de migrants congolais et sénégalais diffèrent aussi du point de vue de leur niveau d'instruction. Les personnes n'ayant pas dépassé le niveau de l'école primaire sont particulièrement nombreuses parmi l'ensemble des migrants dakarois (45%), alors qu'il s'agit d'une population marginale chez les Kinois (5%). D'un côté, cela peut être dû au fait que, contrairement à la migration sénégalaise qui était, il y a plusieurs décennies, surtout une migration de main d'œuvre, la migration congolaise était davantage celle d'une élite. D'un autre côté, malgré la détérioration des conditions économiques au Congo, la particularité du pays est que les familles investissent considérablement dans l'éducation des enfants, y voyant un moyen d'échapper au contexte difficile (Shapiro 2009). Par ailleurs, il apparaît clairement que les migrants africains résidant dans les pays du Nord ont un niveau d'instruction nettement plus élevé que leurs homologues résidant dans les pays d'Afrique. L'écart est spécialement frappant pour les migrants sénégalais : au Nord, il y a deux fois plus d'individus ayant atteint le niveau de l'enseignement supérieur que dans les pays d'Afrique. *In fine*, 34% des Sénégalais installés au Nord ont atteint ce niveau, la proportion étant de 40% pour les Congolais. On est loin de l'image d'une population totalement dépourvue d'instruction.

**Tableau 1. Caractéristiques des personnes ayant émigré  
du Sénégal ou du Congo selon la zone de première destination**

	Toute destination				Pays du Nord				Afrique			
	Congo		Sénégal		Congo		Sénégal		Congo		Sénégal	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
<b>Classes d'âge au départ</b>												
18-24 ans	175	44,3	216	45,2	43	39,9	148	46,6	131	45,7	69	43,2
25-34 ans	167	42,2	183	38,3	46	42,5	117	36,8	121	42,1	65	40,6
35-44 ans	41	10,4	64	13,4	16	14,9	44	13,7	25	8,8	21	12,9
45 ans et +	12	3,1	15	3,1	3	2,7	9	2,9	9	3,3	5	3,3
Ensemble	396	100,0	478	100,0	109	100,0	318	100,0	287	100,0	159	100,0
Donnée manquante	0		70		0		27		0		16	
<b>Sexe</b>												
Homme	256	64,7	356	64,9	60	55,1	223	64,8	195	67,9	114	65,2
Femme	140	35,3	192	35,1	49	44,9	122	35,2	92	32,1	61	34,8
Ensemble	396	100,0	548	100,0	109	100,0	345	100,0	287	100,0	175	100,0
<b>Niveau d'instruction</b>												
Sans/Primaire	18	4,6	229	44,6	3	2,8	116	35,1	15	5,2	96	59,6
Secondaire	259	65,7	146	28,4	63	57,3	102	30,8	196	68,5	37	23,3
Supérieur	117	29,7	139	27,0	43	39,9	113	34,1	75	26,3	28	17,2
Ensemble	395	100,0	514	100,0	109	100,0	331	100,0	286	100,0	160	100,0
Donnée manquante	1		34		0		14		1		15	
<b>Nombre total de migrants</b>	396		548*		109		345		287		175	

\* Le premier pays de destination est inconnu pour 28 migrants déclarés dans les ménages dakarois. Ceci explique la différence entre l'effectif total de 548 individus et la somme des migrants déclarés comme résidant en Afrique (175) et dans les autres pays (345).

NB : Ce tableau porte sur tous les individus (CM, conjoints et enfants du CM) ayant émigré, quels que soient leur date de départ et leur parcours migratoire ultérieur (retour ou non, nouvelles destinations...).

### *Les déterminants individuels du premier départ*

L'examen des facteurs expliquant les premières migrations au départ de Dakar ou de Kinshasa confirment à bien des égards les résultats présentés jusqu'ici. En fait, il permet de les synthétiser en présentant l'avantage de reposer sur une analyse « toutes choses égales par ailleurs » (sur la méthode, cf. Encadré 3).

### **Encadré 3. Comment étudier les déterminants de la migration ?**

Les analyses descriptives permettent d'étudier le profil des migrants, mais elles ne permettent pas d'isoler le rôle des facteurs de la migration indépendamment les uns des autres, qu'il s'agisse de facteurs individuels ou contextuels. Pour étudier les déterminants de la migration, nous avons donc eu recours à des analyses biographiques en temps discret.

Le principe est de modéliser un événement (la première émigration, ou encore le premier retour) en fonction de plusieurs variables explicatives introduites simultanément dans l'analyse. Cette technique permet ainsi d'isoler le rôle de chaque facteur, toutes choses égales par ailleurs. Au-delà de son caractère multi-varié, l'analyse biographique permet d'introduire une dimension temporelle dans le modèle. Par exemple, pour étudier la probabilité qu'un individu a d'émigrer, on le « suit » depuis une date donnée (ici, l'âge de 18 ans) jusqu'à ce que l'événement se produise ou jusqu'à la date de l'enquête si l'événement ne se produit pas. De même, pour étudier les déterminants du retour, on « suit » les individus migrants depuis leur premier départ du pays d'origine jusqu'à ce qu'ils rentrent ou, à défaut, jusqu'à la date de l'enquête. Le modèle peut ainsi tenir compte de la situation changeante des individus (par exemple, l'âge) ou du contexte (par exemple, la période). Pour expliquer les migrations, on peut ainsi faire la part de la situation du moment (un contexte économique plus ou moins déprécié, des politiques migratoires plus ou moins restrictives) et des caractéristiques des individus à tout moment.

Les données du questionnaire ménage offrent cependant un nombre limité de variables changeant dans le temps susceptibles d'expliquer une première émigration. Les variables introduites dans les modèles sont donc simplement les suivantes : l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et la période (qui rend compte du contexte). L'analyse porte sur la période 1975-2007. Les résultats ont été calculés par application de régressions de Poisson. D'autres analyses menées à partir des questionnaires biographiques pourront donner des résultats plus riches sur les facteurs individuels et contextuels de la migration.

Les points saillants des résultats sont les suivants :

- Quel que soit le pays d'origine et quelle que soit la destination, plus les individus sont âgés et moins ils ont de chance d'effectuer une migration internationale ;
- Le genre est un déterminant important des migrations, mais il agit différemment selon la destination. Comparées aux hommes, les femmes sénégalaises ou congolaises ont environ deux fois moins de chances de partir vivre dans un autre pays africain. En revanche, à destination du Nord, l'écart entre les sexes s'efface totalement chez les Congolais et se réduit notablement chez les Sénégalais. En somme, la migration afro-africaine est plus sélective selon le genre que la migration afro-européenne ;
- Le niveau d'instruction est un puissant facteur explicatif de l'émigration internationale : plus les individus sont instruits et plus grandes sont leurs chances de partir à l'étranger, et cela quelle que soit l'origine. Cette sélection des migrants selon leur niveau d'éducation est bien plus marquée à destination des pays du Nord : par rapport à quelqu'un qui n'a pas dépassé l'école primaire, un individu qui a atteint l'enseignement supérieur a 10 fois plus de chances d'émigrer du Congo et 6 fois plus de chances du Sénégal. De nouveau, on est loin de l'image courante du migrant africain miséreux, dépourvu de toute instruction. L'émigration afro-européenne est extraordinairement sélective selon le niveau d'éducation ;
- Enfin, la variable période rappelle les résultats détaillés dans la section « L'Europe : une destination en essor ? » : les chances de migrer à destination des pays du Nord n'ont significativement évolué ni au Congo depuis le milieu des années 1970, ni au Sénégal depuis les années 1980.

**Tableau 2. Déterminants des premiers départs en migration  
selon le pays de destination et d'origine (1975-2007, Rapports de taux)**

Variable	Modalité	Congo (Kinshasa)			Sénégal (Dakar)				
		(1) Toute destination	(2) Pays du Nord	(3) Afrique	(4) Toute destination	(5) Pays du Nord	(6) Afrique		
Groupes d'âges	18-24	1,00	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf	
	25-34	0,92	1,10		0,87		0,91	0,83	1,04
	35-44	0,38 ***	0,72		0,29 ***		0,58 ***	0,57 **	0,57 *
	45 et +	0,16 ***	0,22 **		0,14 ***		0,16 ***	0,15 ***	0,17 ***
Sexe	Hommes	1,00	1,00	réf	1,00	réf	1,00	1,00	réf
	Femmes	0,55 ***	1,07		0,44 ***		0,61 ***	0,70 **	0,48 ***
Instruction	Sans / primaire	1,00	1,00	réf	1,00	réf	1,00	1,00	réf
	Secondaire	2,48 ***	5,11 **		2,06 *		1,47 **	2,03 ***	0,92
	Supérieur	2,86 ***	10,24 ***		1,97		4,18 ***	6,56 ***	1,87 *
	nsp	10,58 ***	0,00 ***		10,12 **		2,79 ***	3,63 ***	1,85
Période	1975-1981	1,00	1,00	réf	1,00	réf	1,00	1,00	réf
	1982-1991	1,88 **	1,48		2,16		1,14	2,35 **	0,65
	1992-2001	3,87 ***	1,62		5,75 ***		1,07	2,28 **	0,57
	2002-2007	4,49 ***	1,58		7,02 ***		1,10	2,47 ***	0,52 *

**Lecture :** Pour chaque variable, les résultats permettent de comparer les différentes modalités avec la modalité de référence (réf). Toutes choses égales par ailleurs, une valeur supérieure à 1 indique qu'une variable a un effet positif sur les chances d'émigrer, tandis qu'une valeur inférieure à 1 indique un effet négatif. Un rapport de taux de 2,00 pour une modalité donnée indique que la probabilité de connaître l'événement est deux fois plus importante pour cette modalité que pour la modalité de référence. Un rapport de taux de 0,7 indique que la probabilité est réduite de 0,3 par rapport à la modalité de référence (c'est-à-dire de 30%). Les mentions portées à droite indiquent si la différence entre la valeur de la catégorie observée et la valeur de la catégorie de référence (1,00 par définition) est statistiquement significative. Plus il y a d'étoiles, plus le résultat est significatif. L'absence d'étoile indique que la différence avec la catégorie de référence n'est statistiquement pas significative.

\*\*\*: p<0.01 ; \*\*: p<0.05 ; \* : p<0.10

## II. Les retours

### *L'importance relative des retours*

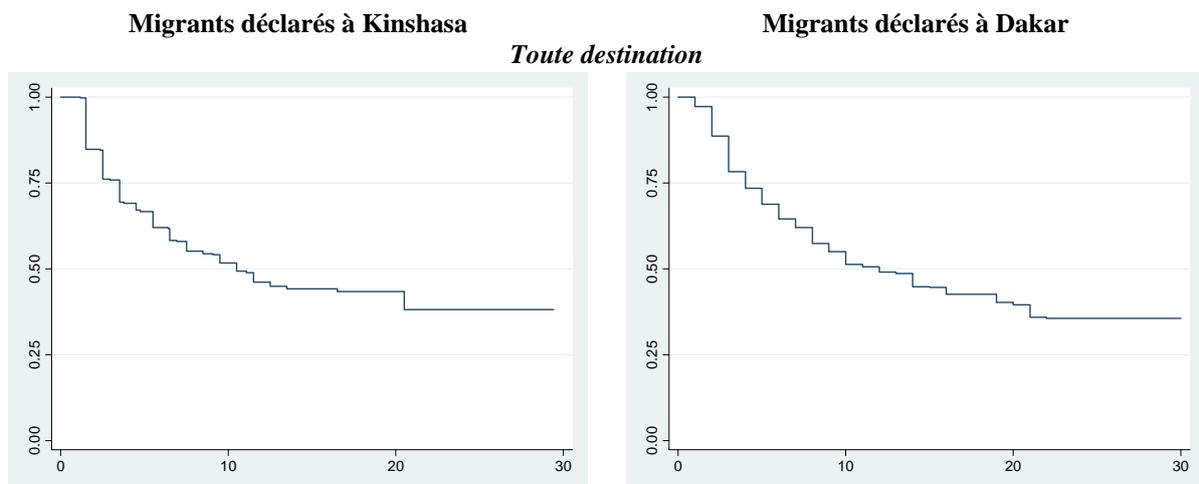
Les migrations internationales de retour demeurent un domaine relativement méconnu. En fait, peu de données statistiques sont disponibles pour indiquer à quel point ces migrations sont ou non fréquentes. Rares sont les enquêtes spécifiques qui couvrent le sujet et, à un niveau agrégé, il n'est par exemple pas possible de connaître la proportion des migrants qui restent dans les pays de l'OCDE par rapport à ceux qui rentrent dans leur pays d'origine (Dumont et Spielvogel 2008). En même temps, les migrations de retour font l'objet d'une attention politique toute particulière. Depuis que les pays européens ont entrepris de contrôler leurs frontières, ils ont aussi cherché à promouvoir les retours de leurs immigrants. D'un côté, divers programmes ont été mis en œuvre depuis la fin des années 1970 pour encourager les migrants réguliers à rentrer (dotations de subsides permettant aux migrants d'investir dans leur pays d'origine pour faciliter leur réinsertion<sup>6</sup>). D'un autre côté, les accords de réadmission se sont multipliés depuis les années 1990 pour permettre le retour « forcé » des migrants irréguliers (La Cimade 2009). Dans un cas comme dans l'autre, la migration de retour n'est pas envisagée pour les politiques publiques comme un mouvement spontané à accompagner, mais comme un mouvement à promouvoir, comme si les migrations

<sup>6</sup> Voir, par exemple, le projet d'accompagnement des projets d'investissement privé du PAISD au Sénégal : <http://www.codev.gouv.sn/?-Accompagnement-des-projets-d->

internationales étaient à sens unique. Mais il est reconnu que les flux de retour occasionnés par les politiques publiques concernent de très petits effectifs. Au final, une question demeure : n'y a-t-il pas des migrations « spontanées » de retour, c'est-à-dire des retours dépourvus de toute forme d'accompagnement institutionnel ?

Les données du projet MAFE permettent de calculer des probabilités de retour et, ainsi, de mesurer la fréquence des retours des migrants sénégalais et congolais en fonction du temps qu'ils ont passé en migration. La mesure porte uniquement sur les premiers retours, c'est-à-dire sur ceux qui surviennent éventuellement après le premier départ du pays d'origine. Un premier constat s'impose pour les deux pays : les migrations de retour sont loin d'être négligeables. Quelle que soit la destination des migrants, près de 50% d'entre eux sont retournés dans leur pays d'origine après 10 ans d'absence (Figure 3). Dans le détail, des écarts apparaissent en fonction de la destination : les retours en provenance des pays du Nord sont à la fois moins nombreux et moins rapides. Après 10 années passées hors du Sénégal, environ 7 migrants internationaux sur 10 sont de retour d'Afrique, ils sont seulement 2 sur 10 parmi ceux qui avaient rejoint un pays du Nord. Et l'écart s'accroît encore légèrement avec le temps. Les migrations de retour des Congolais sont légèrement moins nombreuses et moins rapides, mais l'écart en fonction des destinations (pays du Nord vs. pays africains) demeure. Comment l'expliquer ?

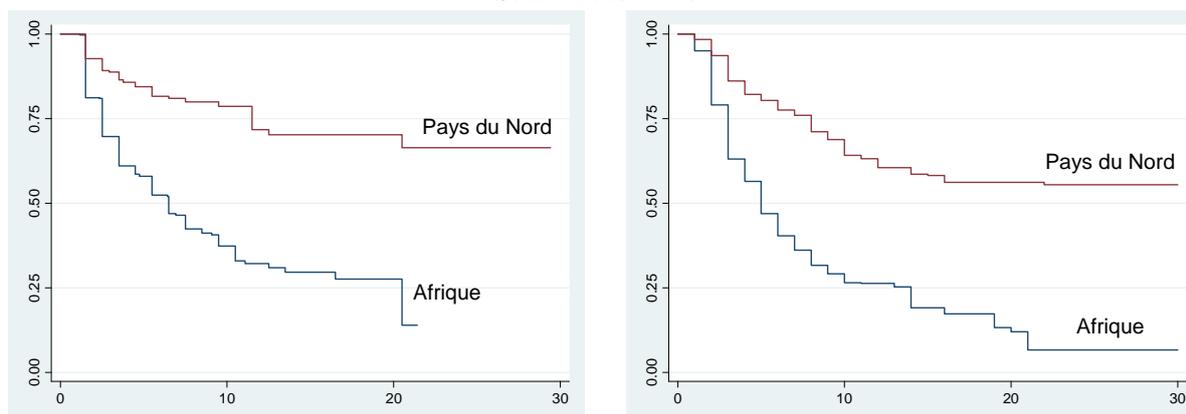
**Figure 3. Evolution de la probabilité de rester dans le pays de destination en fonction de la durée du séjour et selon la destination (Courbes de survie)**



### Migrants déclarés à Kinshasa

### Migrants déclarés à Dakar

Selon la destination



**Lecture :** Les courbes de survie représentent les probabilités qu’ont les migrants de rester à destination plutôt que de rentrer, en fonction du nombre d’années écoulées depuis leur 1<sup>er</sup> départ hors de leur pays d’origine. L’origine de l’axe des abscisses (année 0) correspond à l’année du départ. Cette année là, 100% (noté 1.00 sur l’axe des ordonnées) des migrants sont encore à destination. A mesure que le temps passe, cette probabilité de demeurer dans le pays d’accueil diminue, ce qui signifie *–a contrario–* que la probabilité d’effectuer un retour progresse. Ces courbes de survie ont été construites en utilisant l’estimateur non-paramétrique de la fonction de Kaplan-Meier. Le calcul des probabilités tient donc compte des troncutures à droite, c’est-à-dire du fait que les vies sont « coupées » au moment de l’enquête alors même que des retours peuvent encore se produire après l’enquête.

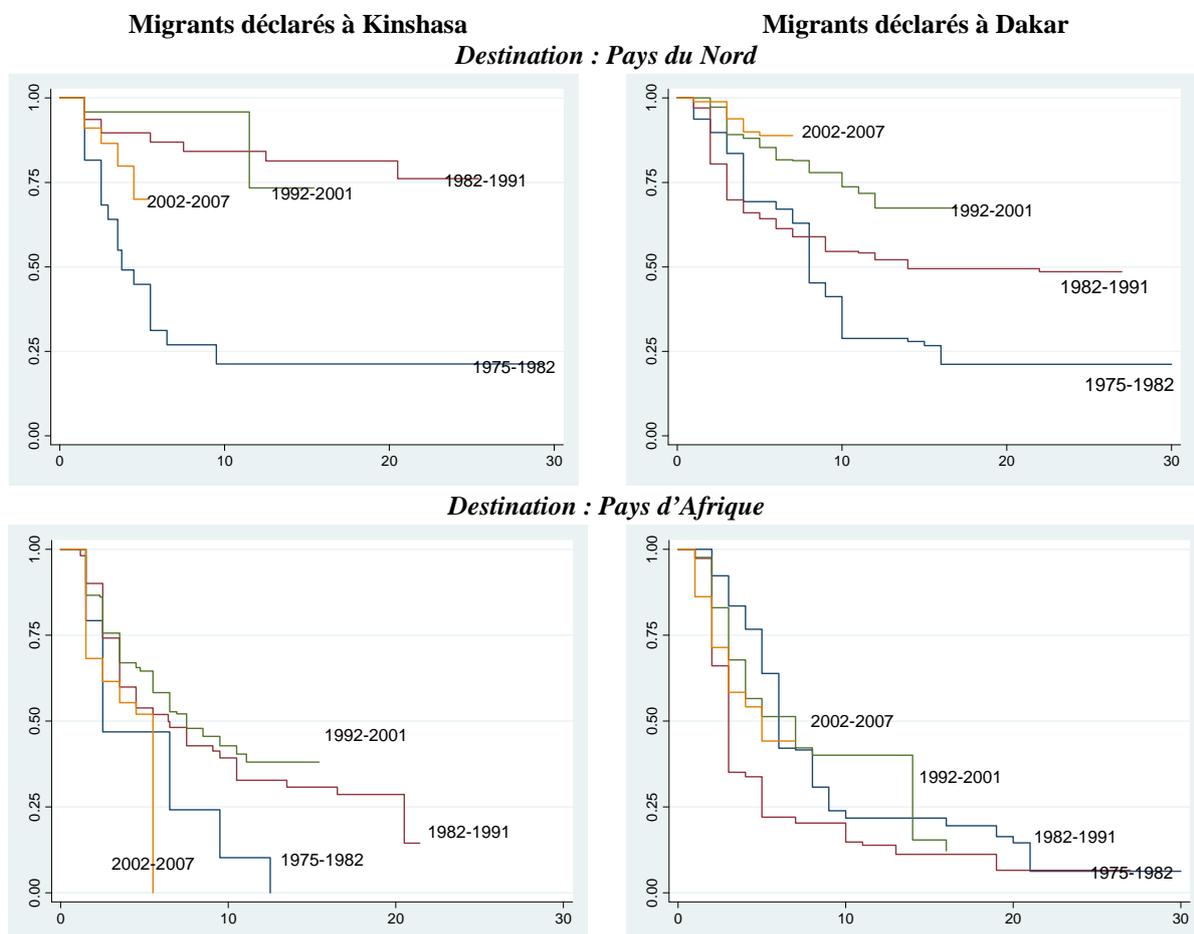
Deux hypothèses peuvent être avancées. D’un côté, les revenus et les conditions de vie *a priori* plus favorables des pays du Nord pourraient contribuer à allonger les séjours dans ces pays. Des travaux montrent que l’installation dans le pays de destination est plus probable lorsque les disparités de revenus avec le pays d’origine sont plus fortes (Dumont et Spielvogel, 2008). D’un autre côté, la plus grande propension au retour à partir des pays d’Afrique pourrait être associée à la facilité de circulation à l’intérieur du continent, et en particulier avec les pays voisins. Dans les pays de la CEDEAO, par exemple, il y a moins d’entraves à la circulation pour les ressortissants ; un visa ne leur est pas imposé à l’entrée des pays membres (Kabbanji, Piché et Ouédraogo 2005). Cette hypothèse explicative repose sur le modèle théorique suivant : pour les migrants, le retour au pays est associé à l’incertitude des conditions de réinsertion ; la possibilité de repartir en cas de difficultés lors du retour est une manière de palier cette incertitude ; du coup, plus le coût du départ est élevé (en argent, en démarches, en risques divers), moins il est aisé de décider de rentrer. Dans d’autres contextes, des chercheurs ont ainsi montré que les migrations de retour des Mexicains sont devenues moins fréquentes lorsque les conditions d’immigration aux Etats-Unis sont devenues plus difficiles (Massey, Durand et al. 2002). Nos résultats vont dans ce sens quand ils indiquent que les retours sont plus rares des pays du Nord que d’Afrique.

L’hypothèse selon laquelle la relative faiblesse des retours du Nord vers l’Afrique s’expliquerait par la difficulté de circuler entre ces deux régions du monde est confortée par d’autres résultats. On le voit particulièrement bien sur les graphiques qui concernent le Sénégal. Plus les départs des migrants sont anciens et plus les retours sont fréquents et rapides (Figure 4). Après 10 ans d’absence du Sénégal, près des trois quarts des migrants partis au Nord sont rentrés parmi ceux qui avaient émigré entre 1975-1982. La proportion descend à 40% pour ceux qui sont partis entre 1982 et 1991, et à 30% pour ceux partis plus récemment entre 1992 et 2001. *A contrario*, les probabilités de retour des migrants partis en Afrique ne varient pratiquement pas en fonction des périodes de départ. C’est que les conditions concrètes de circulation à l’intérieur du continent, et en particulier entre pays voisins, ne se

sont pas durcies, au contraire des migrations afro-européennes pour lesquelles les entraves n'ont cessé de croître au fil des années.

Côté congolais, on observe un résultat semblable : les migrants partis avant 1982 vers le Nord sont rentrés nettement plus fréquemment que ceux partis ultérieurement. Dans le détail cependant, les courbes montrent des tendances plus complexes qui traduisent sans doute les effets des variations de contexte au Congo, en plus des variations des politiques d'immigration des pays de destination. Au contraire de ce que l'on observe au Sénégal, ceux qui sont rentrés le moins souvent ne sont pas ceux qui sont partis le plus récemment, mais ceux qui sont partis alors que le pays traversait ses plus graves crises politiques et économiques. La même tendance s'exprime d'ailleurs pour les migrations à destination africaine, ce qui suggère que les migrations contraintes par la guerre engendrent certainement une rupture plus forte avec le pays d'origine.

**Figure 4. Courbes de survie des migrants selon la période de départ et la zone de destination**



**Quels facteurs favorisent les retours ?**

L'analyse multi-variée et rétrospective des déterminants du retour au pays conforte l'hypothèse selon laquelle le contexte joue un rôle majeur dans l'explication des retours. Les résultats de cette section affinent les analyses jusqu'ici présentées sur le rôle de la destination ou de la période de départ : les techniques de modélisation permettent d'isoler leur effet net (cf. Encadré 3), c'est-à-dire indépendant des autres variables qui peuvent influencer le retour

(sexe, âge au départ, niveau d'instruction, durée de séjour). Des analyses sur les facteurs des retours, on retient en particulier que :

- les Congolais partis dans un pays africain ont quatre fois plus de chances de retourner en RDC que ceux partis au Nord ; le rapport étant un peu moindre quoique considérable pour les Sénégalais (Tableau 3, colonnes 1 et 4) ;
- au sein des deux populations observées et toutes choses égales par ailleurs, les migrants partis dans un pays du Nord après 1982 ont des chances très réduites de retourner au pays par rapport à leurs homologues partis plus tôt (Tableau 3, colonnes 2 et 5). Par comparaison avec la catégorie de référence (départ avant 1982), la probabilité de rentrer des migrants sénégalais partis entre 1982 et 1991 est réduite de 54%, celle des migrants de la période 1992-2001 de 76%, et celle des migrants d'après 2001 de 83% (Tableau 3, colonne 5). La période de départ ne joue en revanche aucun rôle sur les retours d'Afrique des Sénégalais. Côté congolais, les résultats sont aussi, en tous points, conformes à ceux de la section précédente.

Le maintien des effets de la destination et de la période de départ sur les probabilités de rentrer vient renforcer l'idée selon laquelle les retours sont conditionnés par les possibilités de repartir. Pour les migrants, plus il apparaît envisageable de repartir en cas d'échec, et plus le retour est facile et –en termes statistiques– probable. En quelque sorte, plus le premier départ de l'individu a été coûteux, plus il est réticent à l'idée de rentrer parce qu'il craint d'être de nouveau confronté aux mêmes obstacles. Dans cette perspective, la variable « période de départ » rend compte de la mémoire de l'expérience migratoire. Mais il est par ailleurs probable que les individus raisonnent en fonction de l'évolution du contexte : à tout moment, les conditions de départ ne sont pas forcément les mêmes que celles qu'ils ont vécues. Le contexte du moment peut donc aussi intervenir comme facteur explicatif du retour. C'est pourquoi une deuxième série de modèles a été conçue pour mesurer non plus l'effet de la période de départ, mais l'effet de la période courante, qui réfère donc au contexte du moment (Tableau 3, partie inférieure). Les résultats montrent que les probabilités d'effectuer un retour se réduisent aussi dans les périodes récentes, et ceci de manière particulièrement significative pour les migrants qui résident dans les pays du Nord. Qu'il s'agisse de la période du départ ou de la période courante, il semble bien que les périodes de restriction au Nord des flux d'immigration conduisent les migrants à différer ou annuler leur projet de retour.

Au-delà des effets de période, les retours sont moins sélectifs pour les migrants partis en Afrique que pour les migrants partis au Nord. Pour ces derniers, l'âge au départ apparaît comme la principale variable individuelle explicative : plus les individus partent jeunes, et plus ils ont de chances de demeurer à destination. Cela peut s'expliquer par des capacités accrues d'adaptation au pays d'accueil. Dans les pays d'accueil du Nord, les migrants plus âgés quant à eux éprouvent plus de problèmes d'ajustement, ce qui doit les pousser à retourner davantage (Dustmann 2003). Par contre, les jeunes, eux, partent en ayant probablement moins d'obligations, notamment familiales (femmes, enfants) qui les rattachent à leur pays d'origine. Par ailleurs, la durée du séjour à destination tend à réduire les chances de rentrer : il est probable que, plus le temps passe, plus les migrants établissent des liens sociaux et économiques qui les attachent au pays de destination, et plus les liens avec le pays d'origine sont susceptibles de se distendre (DaVanzo, 1981) (Tableau 3, colonnes 1 et 4).

Cette relation du retour à la durée de séjour peut cependant ne pas être linéaire. C'est spécifiquement le cas pour les migrants sénégalais : ceux qui ont séjourné 2 à 4 ans au Nord ont deux fois plus de chances de rentrer que ceux qui y ont passé moins de temps, les chances de rentrer diminuant par la suite (courbe en U inversé). Ce « surplus » de retours observé pour

les séjours de moins de 5 ans pourrait correspondre soit à des migrations d'échec (insertion trop difficile sur les plans de l'emploi, des conditions de vie, du statut légal, etc. faisant finalement renoncer au projet migratoire), soit au contraire à l'atteinte des objectifs préalablement fixés et qui conditionnaient le retour dans le projet migratoire initial (fin d'études ou accumulation d'un capital suffisant pour investir, au pays d'origine, dans un logement ou une activité).

Autre trait particulier des migrations sénégalaises au Nord : les femmes ont significativement plus de chances de rentrer que les hommes (+61%). Ce résultat renvoie sans doute à la spécificité des rapports de genre dans la société sénégalaise. En dépit de l'émergence de migrations féminines autonomes, la mobilité des femmes semble encore largement soumise aux décisions des hommes (Khady 2005). Leur plus grande propension à rentrer du Nord et non pas des pays d'Afrique pourrait, en l'occurrence, s'expliquer d'au moins deux façons. D'une part, la non-tolérance de la polygamie au Nord invite les hommes polygames à établir une sorte de relais d'épouses (Bledsoe, Houle et al. 2007). D'autre part, la confrontation des normes sénégalaises et occidentales en matière de genre induit parfois des rapports conflictuels dans les couples qui peuvent conduire au renvoi des épouses au pays (Khady 2005).

**Tableau 3. Déterminants des premiers retours  
selon les pays de destination et d'origine (1975-2007, Rapports de taux)**

		Congo				Sénégal			
		(1) Toute destination	(2) Pays du Nord	(3) Afrique	(4) Toute destination	(5) Pays du Nord	(6) Afrique		
<b>Série « période de départ »</b>									
Destination	Pays du Nord	1,00	réf	-	-	1,00	réf	-	-
	Afrique	4,03	***	-	-	2,41	***	-	-
	nsp			-	-	0,00	***	-	-
Sexe	Hommes	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf
	Femmes	0,74		0,63		0,76		1,61	*
Durée du séjour en mig <sup>o</sup>	<2 ans	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf
	2-4 ans	1,06		1,03		1,09		2,00	*
	5-10 ans	0,83		0,58		0,93		1,39	
	11 ans et +	0,41	*	0,59		0,32	**	0,46	
Instruction	Sans / primaire	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf
	Secondaire	0,57		0,65		0,58		1,51	
	Supérieur	0,78		0,41		0,84		1,08	*
Age au départ	18-24	1,00		1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf
	25-34	1,11	réf	3,45	**	1,00		1,33	
	35-44	2,17	**	15,25	***	1,64		3,66	***
	45 et +	1,97	*	5,57		1,70		6,32	***
Période de Départ	1975-1981	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf
	1982-1991	0,32	***	0,11	***	0,53	*	0,46	**
	1992-2001	0,30	***	0,04	***	0,47	***	0,24	***
	2002-2007	0,45	***	0,13	***	0,71		0,17	***
<b>Série « période courante » (variables de contrôle, non montrées, résultats quasi-identiques à la série « période de départ »)</b>									
Période	1975-1981	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf	1,00	réf
Courante	1982-1991	0,16	***	0,12	***	0,24	**	1,40	
	1992-2001	0,23	***	0,02	***	0,47	*	0,59	*
	2002-2007	0,25	***	0,05	***	0,47	*	0,67	

\*\*\*: p<0.01 ; \*\* : p<0.05 ; \* : p<0.10

### ***Rester ou repartir ?***

Comme nous l'avons évoqué, pour les migrants, la décision du retour peut être conditionnée par la possibilité d'effectuer un nouveau départ, que ce soit parce que la réinsertion au pays s'avère difficile ou pour d'autres raisons<sup>7</sup>. De fait, les nouveaux départs ne sont pas rares : au Sénégal, sur 100 individus ayant fait un premier retour, 17 sont repartis (Flahaux 2009) ; au Congo, la proportion est de 23%.

Les nouveaux départs des Congolais ne sont pas seulement plus fréquents, ils sont aussi moins sélectifs. Ni l'ancien pays de destination, ni la durée de séjour à l'étranger, ni l'âge au retour, ni le niveau d'instruction n'ont d'influence significative sur les probabilités de migrer à nouveau. Sans doute ce résultat traduit-il le fait que les migrants de retour qui repartent ont en réalité des profils très variés (chercheurs de diamants en Angola, commerçants,

<sup>7</sup> Les résultats de C. Mezger et M.-L. Flahaux (2009) confortent l'idée selon laquelle le nouveau départ des migrants de retour intervient en cas de difficultés de réinsertion. D'après leurs analyses des données biographiques, les migrants de retour qui ont cumulé plusieurs allers et venues (d'au moins une année à chaque fois) sont moins avantagés sur le marché de l'emploi que les migrants de retour qui se sont stabilisés au Sénégal.

scientifiques, etc.). Des cinq variables introduites dans le modèle explicatif d'un nouveau départ, une seule donne un résultat significatif : le sexe. Les femmes congolaises ont presque deux fois moins de chances de repartir que leurs compatriotes masculins (Tableau 4, colonne 1). Le rapport de taux est similaire pour les femmes sénégalaises par rapport aux hommes, mais il n'est pas significatif (colonne 2). Peut-être cette moindre tendance des femmes à repartir s'explique-t-elle par le fait qu'elles sont socialement moins disponibles pour quitter à nouveau le pays. Un nouveau départ s'effectue par nature à un âge plus avancé qu'un premier départ, c'est-à-dire sans doute à un âge où les femmes ont déjà des enfants. Or, il est socialement mal admis qu'une femme laisse ses enfants au pays.

La ré-migration est bien plus sélective à partir du Sénégal qu'à partir de la RDC. Le temps joue un rôle particulièrement important pour expliquer le nouveau départ des Sénégalais. Le temps du retour, d'abord : toutes choses égales par ailleurs, les individus qui ont passé l'âge de 35 ans au moment de leur premier retour au Sénégal ont environ dix fois moins de chances de repartir que ceux dont le retour a eu lieu alors qu'ils étaient plus jeunes (entre 18 et 24 ans). Ce résultat peut s'expliquer par une meilleure préparation au retour parmi les personnes rentrées à un âge plus mûr, alors même que l'on sait que la préparation est un facteur facilitant notablement la réinsertion des migrants (Cassarino 2008). Le temps passé à l'étranger explique également le nouveau départ : les individus qui ont passé plus de 10 ans en dehors du Sénégal ont quatre fois plus de chances de repartir que ceux dont le séjour à l'étranger a été inférieur à deux années. Ici, la même logique prévaut que pour l'explication des retours (déjà d'autant moins fréquents que le séjour à l'étranger était long). Les longues absences ont un effet disruptif : elles contribuent à accroître l'attachement au pays de destination et à distendre les liens avec le pays d'origine, ce qui complique sans doute la réinsertion des migrants dans leur société d'origine.

La localisation de l'ancienne destination joue aussi un rôle important : les Sénégalais dont la première destination était africaine ont cinq fois moins de chances de repartir que ceux qui étaient dans un pays du Nord. Ici, la géographie –comme le temps– joue peut-être un rôle disruptif : le séjour dans un pays du Nord, par comparaison à un séjour dans un autre pays africain, crée sans doute une distance culturelle plus grande entre le migrant et sa société d'origine. Cette distance peut rendre plus difficile la réinsertion du migrant lorsqu'il rentre et donc plus probable son nouveau départ. Mais l'effet « destination » pourrait aussi traduire des divergences en matière de satisfaction du projet migratoire : les difficultés d'insertion des migrants sont telles dans les pays du Nord que leur retour les laisse peut-être « sur leur faim ». S'ils sont rentrés sans avoir réussi à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient préalablement fixés, leur réinsertion est difficile et la perspective d'un nouveau départ peut leur apparaître comme une opportunité à ne pas manquer. *A contrario*, les retours d'Afrique se réalisent peut-être dans des conditions plus « sereines », à un moment où les migrants sont davantage préparés à se réinsérer au Sénégal.

Enfin, les individus les plus instruits sont ceux dont les probabilités de réalisation d'un nouveau départ sont les plus faibles (-70% par rapport aux individus n'ayant pas dépassé le primaire). Ce résultat pourrait être un indicateur du fait que les plus instruits parviennent mieux que les autres à se réinsérer dans le marché dakarois du travail, en dépit des tensions qui s'exercent sur le marché de l'emploi formel. Les migrants de retour instruits, du fait même de leur expérience à l'étranger, pourraient ainsi bénéficier de positions économiques plus favorables que les individus instruits mais dépourvus d'expérience migratoire.

**Tableau 4. Facteurs associés à un nouveau départ pour les migrants ayant déjà réalisé un premier retour (1975-2007, Rapports de taux)**

Variable	Modalité	(1) Congo	(2) Sénégal
Destination	Pays du Nord	1,00 réf	1,00 réf
	Afrique	2,05	0,17 ***
Durée du séjour en mig <sup>o</sup>	<2 ans	1,00 réf	1,00 réf
	2-4 ans	2,25	1,77
	5-10 ans	2,18	1,12
	11 ans et +	3,44	4,33 **
	nsp	-	0,46
Age au retour	18-24	1,00 réf	1,00 réf
	25-34	0,41	0,58
	35-44	0,99	0,07 ***
	45 et +	0,23	0,04 ***
	nsp	-	1,75
Sexe	Hommes	1,00 réf	1,00 réf
	Femmes	0,54 *	0,45
Instruction	Sans / primaire	1,00 réf	1,00 réf
	Secondaire	1,56	1,16
	Supérieur	0,73	0,32 *
	nsp	-	4,48

\*\*\*:  $p < 0.01$  ; \*\*:  $p < 0.05$  ; \* :  $p < 0.10$

NB : Les données du questionnaire ménage ne permettent pas de traiter la question des déterminants d'un nouveau départ sous la forme d'une analyse en temps discret. Chacun de ces deux modèles correspond à une régression de Poisson appliquée à des fichiers dans lesquels chaque individu correspond à une observation. Au contraire des analyses sur les premiers départs et les premiers retours, il n'est donc pas possible d'isoler des effets de période. Sur les détails de méthode, voir Flahaux, 2009.

## Conclusion

Quels sont, en définitive, les principaux apports de cette analyse comparée des départs et retours des migrants issus de Dakar et de Kinshasa ?

Du point de vue des tendances migratoires, deux faits majeurs sont à retenir. Premièrement, en dépit des idées reçues, dans les vingt dernières années, concernant les deux cas étudiés, il n'y a pas eu d'essor massif des migrations internationales à destination des pays du Nord. Deuxièmement, les migrations de retour ne constituent pas un mouvement négligeable, même si elles sont plus nombreuses en provenance d'Afrique que d'ailleurs. Les données des enquêtes ménages exploitées ici ne disent pas si ces retours sont spontanés. Mais l'analyse des motifs des retours recueillis dans les questionnaires biographiques de MAFE montrent que les migrants de retour sont, dans une écrasante majorité, des retours dépourvus de tout encadrement administratif (Flahaux 2009). D'après nos résultats, les migrations entre l'Afrique et l'Europe ne peuvent être considérées comme des migrations à sens unique. Il reste que les probabilités de rentrer se sont sérieusement érodées au fil des années, une évolution qui pourrait bien s'expliquer par la multiplication des barrières destinées à freiner les migrations. Nos résultats ne valent, bien sûr, qu'à l'échelle des régions enquêtées. Cependant, Dakar et Kinshasa sont les principales portes du Sénégal et du Congo vers les pays du Nord. Les deux capitales sont habituellement présentées comme les lieux mêmes où les migrations internationales vers l'Europe ou l'Amérique du Nord auraient pris de l'importance au cours des dernières décennies. Ainsi, sans être généralisables aux pays entiers

ni à l'ensemble de la sous-région, nos résultats tempèrent le discours portant sur l'inflation des migrations internationales africaines.

Nos résultats appellent cependant des compléments d'étude. Nos analyses des déterminants de la migration visaient surtout à isoler les effets de périodes. Elles restent très frustes quant à l'identification des autres déterminants des migrations. D'autres travaux devront chercher à approfondir la question des facteurs de la migration internationale, tant au niveau individuel qu'au niveau contextuel. Dans ce domaine, au-delà des effets de période, un enjeu majeur est de chercher à isoler les facteurs contextuels, et notamment politiques, qui influencent les départs ou les retours, mais aussi qui font évoluer les profils des migrants.

Par ailleurs, au-delà des allers-retours réalisés à l'échelle d'une année au moins (comme ceux observés dans cette étude), il reste à analyser la fréquence et les modalités de formes plus courtes de circulation. Divers travaux qualitatifs insistent depuis plusieurs années sur l'émergence de nouveaux types de mobilité (Simon 2008 ; Tarrus 2002 ; Portes 1999 ; de Tapia 2004). A côté des migrants classiques, des « transmigrants » choisiraient de vivre à cheval sur plusieurs pays, circulant de l'un à l'autre. Pour l'heure, on ne dispose d'aucune information quantitative sur ces formes de mobilité, alors même que, dans les pays d'accueil (et en Europe, en particulier), les orientations politiques valorisent de plus en plus le thème de la circulation. Etudier, à une échelle temporelle fine, les allers et venues des migrants ; mesurer l'importance relative des pratiques de circulation ; comprendre les logiques qui animent ces mouvements : ce sont là des thèmes qui pourraient constituer une orientation prioritaire des prochaines analyses du projet MAFE.

### Références bibliographiques

- BA O.C., 1995, « Le Cameroun, un exemple d'essoufflement de l'immigration sénégalaise en Afrique », *Mondes en Développement*, 23(91), p. 31-44.
- BAVA S., 2000, « Reconversions et nouveaux mondes commerciaux des mourides à Marseille », *Hommes et Migrations*, 1224, p. 46-55.
- BEAUCHEMIN C., SCHOUMAKER B., HENRY S., 2007, « Côte d'Ivoire-Burkina Faso (1970-2000) : une étude rétrospective des déterminants individuels et contextuels du retour », in AIDELF, *Les migrations internationales : observation, analyse et perspectives*, Paris, PUF, p. 157-177.
- BLEDSOE C., HOULE R., SOW P., 2007, « High fertility Gambians in low fertility Spain: The dynamics of child accumulation across transnational space », *Demographic Research*, 16, p. 375-412.
- BREDELOUP S., 2007, *La diams'pora du fleuve Sénégal : sociologie des migrations africaines*, Toulouse-Paris : IRD éditions, 300 p.
- BRUZZONE T.D., TALL M., Gueye C., 2006, *Le milieu sénégalais et l'action transnationale des migrants*, Rome : CESPI, 99 p.
- CASSARINO J.-P., 2008, « Conditions of Modern Return Migrants », *International Journal on Multicultural Societies*, 10(2), p. 95-105.
- DAVANZO J., 1981, « Microeconomic Approaches to Studying Migration Decisions », in : De Jong G. F., Gardner R. W., *Migration decision making : multidisciplinary approaches to microlevel studies in developed and developing countries*, New York, Toronto : Pergamon Press , p. 90-129.
- DEMART S., 2008, « De la distinction au stigmat. Matonge : un quartier Congolais à Bruxelles », *Les cahiers de la Fonderie*, 38, p. 58-59.

- DE TAPIA S., 2005, *Migrations et diasporas turques. Circulation migratoire et continuité territoriale (1957-2004)*, Paris : Maisonneuve et Larose, 402 p.
- DUMONT J.-C., SPIELVOGEL G., 2008, « Les migrations de retour : un nouveau regard », in : OCDE, *Perspectives des migrations internationales* : Paris, SOPEMI, p. 181-246.
- DUSTMANN C., 2003, « Return Migration, Wage Differentials, and the Optimal Migration Duration », *European Economic Review*, 47(2), p. 353-369.
- FLAHAUX M.-L., 2009, *Les migrations de retour et la réinsertion des sénégalais dans leur pays d'origine*, Mémoire de master. Louvain-la-Neuve : Université catholique de Louvain, 114 p.
- KABBANJI L., OUEDRAOGO A., PICHE V., 2005, Politiques migratoires et intégration régionale en Afrique de l'Ouest, XXVème Congrès International de la Population, Tour, 22 p.
- KAGNE B., MARTINIELLO M., 2001, « L'immigration sub-saharienne en Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1721, 50 p.
- KESSELMAN M., KRIEGER J., ALLEN C.S., HELLMAN S., OST D., ROSS G., 2002, *European politics in transition*, Boston : Houghton Mifflin, 592 p.
- KHADY, 2005, *Mutilée*, Document, Paris : Oh Editions, 252 p.
- La Cimade, 2009, *Migrations, politiques publiques, pratiques administratives. Etat des lieux 2009*, Paris : La Cimade, 115 p.
- LESSAULT D., DIAGNE A., 2007, *Emancipation résidentielle différée et recomposition des dépendances intergénérationnelles à Dakar*, Paris : coll. Regard sur, CEPED, 45 p.
- LESSAULT D., BEAUCHEMIN C., 2009, « Ni invasion, ni exode : Regards statistiques sur les migrations d'Afrique subsaharienne », *Revue Européenne des Migrations internationales*, 25(1), p.163-194.
- LESSAULT D., MEZGER C., 2009, *La migration internationale sénégalaise, des discours publics à la visibilité statistique*, « MAFE Working Paper 6 », 13 p.
- MA-MUNG E., 1996, *Mobilités et investissements des émigrés, Maroc, Tunisie, Turquie, Sénégal*, Paris : L'Harmattan, 272 p.
- MASSEY D., DURAND J., MALONE N.J., 2002, *Beyond Smoke and Mirrors: Mexican Immigration in the Area of Economic Integration*, New York : Russell Sage Foundation, 199 p.
- MEZGER C., FLAHAUX M.-L., 2009, Returning to Dakar: The Role of Migration Experience for Professional Reinsertion, Table Ronde MAFE « Entre parcours de vie des migrants & attentes politiques, quel co-développement en Afrique subsaharienne ? », Dakar, 30 p.
- MUKWASA GIPELA M.-C., KAPINGA WA DIAMBA N., 2009, Migrations et femmes victimes de la violence sexuelle, Symposium International de l'IPDSR « Migration et Globalisation », Dakar.
- NGOIE TSHIBAMBE G., VWAKYANAKAZI M., 2008, « Country Paper: the Democratic Republic of Congo. Profil migratoire par pays: cas de la RDC », *Perspectives africaine sur la mobilité humaine*, Lubumbashi : Université de Lubumbashi, 48 p.
- PETIT A., 2002, « L'ultime retour des gens du fleuve Sénégal », *Hommes et migrations*, 1236, p. 44-52.
- PIAN A., 2009, *Aux nouvelles frontières de l'Europe : l'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc*, Paris : la Dispute, 237 p.

- PISON G., HILL K., COHEN B., FOOTE K., 1997, « Croissances et répartition de la population : migrations », in : *Les changements démographiques au Sénégal, Travaux et Document de l'INED*, 138, p. 31-38.
- PORTES A., 1999, « La mondialisation par le bas : l'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, p. 15-25.
- ROBIN N., 1996, *Atlas des migrations ouest-africaines vers l'Europe, 1985-1993*, Paris : ORSTOM éd., Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, 110 p.
- ROBIN N, LALOU F., NDIAYE M., 2000, *Les Déterminants de l'émigration internationale au Sénégal*, Sénégal : Eurostat-IRD-DPS, 160 p.
- SCHOONVAERE Q., 2009, *Etude de la migration congolaise et de son impact sur la présence congolaise en Belgique. Analyse des principales données démographiques*, Mémoire de master, Louvain-la-Neuve : Université catholique de Louvain, 127 p.
- SCHOUMAKER B., VAUSE S., MANGALU J., 2009, *Political Turmoil, economic crises, and International Migration in DR Congo: Evidence form Event-history data (1975-2007)*, IUSSP International Seminar « Demographic Responses to Sudden Economic and Environmental Change », Kashiwa, Chiba, Japan, 46 p.
- SIMON G., 2008, *La planète migratoire dans la mondialisation*. Paris : Ed. Armand Colin, 255 p.
- SHAPIRO D., PONGI NYUBA R. B., GOUGH M., 2009, Gender, Education, and the Labor Market in Kinshasa, IUSSP International Population Conference, Marrakesh, Maroc, 29 p.
- STEINBERG J., 2005, « A mixed reception. Mozambican and Congolese Refugees in South Africa », *ISS Monograph Series*, 117, Cape Town : Institute for Security Studies, 45 p.
- SUAREZ-NAVAZ L., 1995, « Les Sénégalais en Andalousie », *Mondes en Développement* 23(91), p. 55-65.
- SUMATA C., 2002, « Migradollars and poverty alleviation issues in Congo (DRC) », *Review of African Political Economy*, 29(93), p. 619-628.
- TALL M., 2001, « Les migrations internationales sénégalaises d'hier à demain », in : Diop M. C., *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris : Karthala, p. 549-578.
- TARRIUS A., 2002, *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Caen : Paradigmes, 219 p.

## Chapitre 3

### **RETURNING TO DAKAR: THE ROLE OF MIGRATION EXPERIENCE FOR PROFESSIONAL REINSERTION**

Cora MEZGER, University of Sussex/INED

Marie-Laurence FLAHAUX, Université catholique de Louvain

#### **Introduction and objectives**

The role of return migration and circulation for development has been of increasing interest to policy makers in both origin and destination countries. Return migrants may have acquired new know-how, skills and ideas, financial capital and social contacts during their stay abroad, all of which should be helpful in setting up a business, finding a job and bringing the new resources to use. However, migration may also have disruptive effects on the labour market reinsertion. The financial resources may be insufficient to start a business activity, social ties at the origin may be weakened, and if the employment taken up during migration is below the migrant's qualification, little or no human capital may have been acquired. Moreover, depending on the migration and return motives as well as the economic and social context in which the return takes place, returnees may also not participate in the labour market, retire or decide to depart again for another stay abroad. Origin and destination country policies should thus have an interest in accompanying the return process and in facilitating the professional reintegration process in order to valorise the migration experience and to lower barriers to reintegration. A considerable amount of empirical research has investigated the occupational status of returnees, in particular with regard to their involvement in business activities, for countries and regions such as Egypt (McCormick and Wahba, 2001), Albania (Kilic et al., 2007), Pakistan (Ilahi, 1999), the Maghreb (Mesnard, 2004; Tani and Mahuteau, 2008; Gubert and Nordman, 2008a) and Mexico (Lindstrom, 1996). However, little evidence exists on return migration and returnees' labour market reinsertion in the context of Sub-Saharan Africa.

The objective of our paper is (1) to assess to what extent the fact of being a return migrant influences occupational attainment in Senegal, a West African country which is highly affected by international migration, and (2) to explore the role of the differential migration experience in explaining heterogeneous occupational attainment outcomes. Quantitative analyses using a new set of survey data on African migration (Migration between Africa and Europe, MAFE) explore whether returnees' labour market behaviour differs from that of non-migrants. Do returnees benefit from their migration experience by gaining easier access to the labour market than non-migrants, and to higher-skill jobs? Are they more involved in entrepreneurial activities than individuals without migration experience, as empirical evidence from other countries suggests? What is the role of capital mobilised during the stay abroad, and does the context of return matter, in particular the return motive? The discussion of the findings and the summarising remarks in the concluding section will also benefit from complementary qualitative analysis on the reinsertion of return migrants in the region of Dakar.

The next section provides an overview of the theoretical and empirical literature on return migrants' reinsertion in the labour market. Section three introduces briefly the labour market situation in Senegal in general and Dakar in particular as a context of the analysis, and section four presents the data and describes the methods. Findings are presented and discussed in

section 5, and the last section concludes and raises questions for further research, taking into consideration the findings of the qualitative analysis.

## 1. A brief review of the literature on returnees' professional reintegration

### 1.1. Theoretical framework

Theoretical predictions regarding the process of labour market reintegration and the occupational attainment after return have been advanced by various bodies of migration theory.

<sup>1</sup> In static *neoclassical migration models*, the migration decision is based on a cost-benefit analysis by the potential migrant. Given wage differentials between countries, the migrant aims at maximising the individual expected net lifetime earnings by employing her human capital where it renders the highest returns (Sjaastad, 1962; Harris and Todaro, 1970). Migration is thus considered to be a permanent event (under the assumption of sustained wage differentials), and the model does not explain why return migration is observed. Ways to reconcile the existence of return migration with the paradigm of earnings-differentials as main migration factor include the following:

- The migration project failed (i.e. the migrant overestimated the expected returns of migrating to a specific destination and/or underestimated the costs due to imperfect information before departure). *Although neoclassical migration theory does not provide specific hypotheses about reinsertion after return, it is likely that the returnee faces difficulties in the context of a "failed" migration, since no financial, human or social capital is accumulated abroad and, in addition, the migration episode interrupts the work experience in the home country. One would expect that returnees remain, at least temporarily, out of the labour market. They may also take up work with low entry-level barriers, representing a "last resort" option.*
- Human capital accumulated in the host country is transferable and achieves higher (relative) returns at home than at the destination. One example are student migrations, where the level of human capital obtained would situate an individual within the average group in the host country, but would place the returnee among the educational elite at home and may increase expected income at home sufficiently to trigger return (Dustmann, 2000). *In this case, we would expect a smooth reintegration after return, in particular in skilled positions.*

The *New Economics of Labour Migration* (NELM) literature broadens the concept of utility-maximization beyond the notion of earnings maximisation by including non-monetary aspects, market imperfections and by extending from individual to a group utility. It introduces in this way explanations for return even if the wage differential persists. In the context of credit market imperfections at origin, migration may serve to accumulate sufficient savings to provide the capital, or at least the collateral required to obtain a credit for investment at home, in particular in business activities. Once they have achieved the target-level of savings, migrants return to their home countries (Stark, 1991; Mesnard, 2004; Yang, 2006). *The professional reintegration of return migrants should thus happen relatively smoothly, and one should observe an over-representation of returnees in entrepreneurial activities.* A further reason for return migration, in particular after the end of the work life, is a higher purchasing power of the host country currency in the home country (Stark et al., 1997).

---

<sup>1</sup> See, for example, the review by Cassarino (2004).

This implies that the Purchasing Power Parity between origin and destination country does not hold and that individuals can take advantage of higher wages abroad by migrating early on in their lives, and of consumption at lower prices after returning to their countries of origin. As long as savings can be accumulated abroad and transferred home, return may happen even if wages were zero in the home country. *Under such conditions, one would expect to observe retirement return migration, whereby the migrant returns after the end of the working life in order to spend savings in the country of origin.* In both cases, migration duration and activity after return are decided simultaneously – target savers who want to start a business stay only as long as needed to mobilise the resources, while return migrants who want to retire after return remain until the end of their working life abroad (Dustmann and Kirchkamp, 2002).

The ***structural approach*** to return migration emphasizes the role of the economic and institutional context as well as norms and traditions in the origin country for the success or failure of return. Actual opportunities at origin may diverge from migrants' expectations about their activities after return if migrants are not able to remain well informed about the economic, social and political situation at home during their stay abroad (Cassarino, 2004). The loss of ties to social networks at origin during the migration can be a reason why returnees are lacking information about conditions in their home country. Moreover, traditions and values anchored in the home societies are likely to hamper the process of social reintegration of returnees in their origin community, and may impede the introduction of new know-how and ideas by the return migrant if values are in general opposed to change (Colton, 1993). Overall, the structuralist theory views the process of reintegration after return in a rather pessimistic light: returnees may not be able to reintegrate if the “gulf” between norms and values at origin and their own is too large and decide to depart again. Alternatively, they may also respond to expectations at home by spending their savings on consumption or unproductive investments rather than productively. While the structuralist approach does not offer concrete hypotheses on the occupation after return, it suggests that returnees are *rather inactive than active*, in the short term, that they take up *less qualified jobs* when participating in the labour market, and that the sample of return migrants observed at origin may be self-selected if “frustrated” returnees decide to *re-migrate*.

While structuralists do not envisage the maintenance of social ties between origin and destination during the migration period and after return, these links are at the heart of both ***transnationalist theory*** and ***social network theory*** (Cassarino, 2004). Migration and return are depicted in a positive way, and return is seen as part, but not as the end of the migration experience. Migrants maintain regular contact with the origin community, for example through visits and transfers. At the same time they are also embedded in social networks at destination, constituting links which are kept after returning to the origin country. These links allow for a *better preparation of the return and a smooth reintegration after return, whereby skills, social acquaintances and financial resources acquired abroad facilitate a successful return*. The definition of the type of social links differs between the two approaches. Transnationalists focus on networks defined on the basis of kinship and common origin, while the social network theory emphasises “built” relationships such as associations in the host country, groups with common aims and interests whose members include migrants as well as non-migrants. Although there are no specific hypotheses with regard to the type of activity taken up after return, the existence of links to socio-economic networks abroad after return may facilitate “cross-border” activities, such as *import-export businesses*, but also *skilled employment in international companies or institutions*.

Finally, Cassarino (2004) emphasises that the ***preparation of the return*** is an element which determines the success of the return and the reintegration after return, independently of the

specific migration experience. Drawing on the previous theories, he highlights that returnees are better or worse prepared or “ready” for the time after return depending on their capacity to mobilise social, financial and human resources, both before and during migration. Savings accumulated during the stay abroad represent the financial capital. Human capital is composed of formal education, work experience as well as skills and know-how acquired during the individual’s lifetime. Finally, social capital includes personal and professional social relationships both at the origin and at destination. “Preparedness” also requires that the return is the result of a *voluntary decision of the migrant*. If the return is decided by others, for example the partner, or by external circumstances, such as the death of a family member or worsened political conditions in the host country, the returnee may have insufficient information about opportunities and may not have accumulated sufficient resources for a successful reinsertion at home. Returnees, who have been able to *mobilise various types of resources* (social, human, financial), and who decide themselves whether and when to return, should therefore have the least problems with regard to their professional reintegration after return. However, no concrete hypotheses can be made on the type of occupation after return, except that the occupation is likely to depend on the type of capital accumulated.

## **1.2. Empirical evidence on return and professional reintegration from the literature**

There is a sizeable amount of empirical work on the occupational status of return migrants.<sup>2</sup> However, most studies do not compare the occupational situation of individuals with migration experience to the situation of non-migrants, or are examining country contexts which are very different from the Sub-Saharan African one in general, and from the Senegalese in particular. This summary is therefore restricted to studies on return to African countries (covering mainly North Africa/Maghreb, with some studies on Sub-Saharan Africa), and reviews the main results focusing on the role of capital mobilisation, migration duration and the context of return.

Descriptive analyses comparing pre- and post migration periods generally suggest that the proportion of entrepreneurs increases from before to after migration and is higher among return migrants than non-migrants (e.g. McCormick and Wahba, 2001; Wahba and Zenou, 2009; Mesnard, 2004; Gubert and Nordman, 2008a). Several papers attempt to examine in more detail the determinants for business investments among returnees with regard to other occupational statuses (McCormick and Wahba (2001) on return to Egypt; Black and Castaldo (2009) on Ghana and Cote d’Ivoire; Mesnard (2004) on Tunisia; Gubert and Nordman, 2008a on Algeria, Morocco and Tunisia). The findings match with the theoretical predictions about the role of capital mobilisation. Financial capital accumulated during the migration and transferred back at the end of the migration period or remitted during migration appears to be a particularly strong predictor of entrepreneurship after return. However, also human capital in the form of work experience acquired and social capital – visits home, membership of associations – have a positive effect on the probability of becoming self-employed after return. Formal education acquired abroad does not seem to matter for self-employment, but raises the probability of wage employment and reduces the probability of unemployment, according to findings by Tani and Mahuteau (2008) on returnees to the Maghreb countries.

---

<sup>2</sup> See for quantitative studies e.g. Ilahi (1999), Arif and Irfan (1997), McCormick and Wahba (2001), Dustmann and Kirchkamp (2002), Wahba and Zhenou (2009), Woodruff and Centeno (2002), Mesnard (2004), Nair (1999), De Vreyer et al (2008), Massey and Parrado (1998), Kilic et al. (2007), Tani and Mahuteau (2008), Gubert and Nordman (2008a), Gubert and Nordman (2008b), Muschkin (1993), Black and Castaldo (2009) and Lindstrom (1996). Authors who have explored the issue in a more qualitative way include, for instance, Ammassari and Black (2001), Black et al. (2003), Ammassari (2004), Nicholson (2004), Diatta and Mbow (1999) and Thomas-Hope (1999).

The results with regard to the effect of migration duration are more conflicting. While McCormick and Wahba (2001) find a strongly positive effect of duration on returnees' entrepreneurship in Egypt, and Black and Castaldo (2009) similarly for returnees in Ghana and Cote d'Ivoire, migration duration has no effect in the findings of Gubert and Nordman (2008a) on returnees in Algeria and Morocco. While "too short" migrations may imply low levels of resource mobilisation, "too long" migrations can also lead to lost ties at the origin. Individuals who stayed very long abroad tend to return at older age, and the remaining lifetime spent back in the home country may be too short to set up a business activity and reap the returns.

Time elapsed since the return is found to be positively associated with self-employment in the context of return to the Maghreb (Gubert and Nordman, 2008a). The authors argue that returnees may need some time to gain knowledge about local market conditions and understand how "business is done". Moreover, they find that if the return was "forced" (no documents or deportation), entrepreneurship after return becomes less likely.

## **2. Context – The Senegalese labour market**

The analysis of determinants of occupational status needs to be placed in the context of the Senegalese labour market, or, more specifically, the labour market conditions in the Dakar region. Dakar is characterised by persistent urban unemployment and underemployment, with half of the officially unemployed living in the region of Dakar according to data from the second Senegalese Household survey (DPS, 2004). Over 50 per cent of the working active population in Dakar is in a situation of underemployment, and the sustained population growth, which more than doubled the population over the past 30 years, is expected to continue generating a high level of labour demand in the urban labour market.

The supply response to the increase in demand in the labour market was considerable, as the number of workers doubled over the past decade in Dakar. However, job creation occurred primarily in the informal sector, where 97% of new jobs were generated between 1995 and 2004 (World Bank, 2007). Within the informal sector, self-employment represents around half of all employment among men, and over sixty per cent among women. Trading activities encompassed the largest share of employment growth over the decade and the trade sector continues to be the most dynamic one (at an annual growth rate of approximately six per cent, World Bank, 2007). In addition, highly qualified jobs are rare, particularly because the public sector employment share has decreased steadily since the beginning of the 1980s (Ministère de l'Economie et des Finances, 2004). At the same time, average returns to schooling remain generally low in the informal market (World Bank, 2007).

However, the dual labour market structure does not only exist between formal and informal market, but also within the informal market itself. The large majority works at very low levels of income (at a median value of 40,000FCFA) mirroring low productivity levels, and represent thus the group of workers who are in the informal market because they do not succeed in accessing the formal market. However, a second group of informal workers reaches income levels which are equivalent or even higher than those in the formal sector (over 200,000FCFA). For this group, participating in the informal sector does not constitute a "last resort" choice, but is the result of a rational decision (e.g. they may face lower bureaucratic hurdles and lower fiscal burdens in the informal than in the formal sector) (World Bank, 2007).

The character of a "dual" informal labour market must be taken into account in the analysis of occupational status. While skilled and unskilled wage employment categories are defined based on the skill content, the self-employment category is likely to contain more

heterogeneous types of activities and attract therefore more heterogeneous types of returnees. The activities reported by self-employed non-migrants and return migrants in the context of the MAFE survey (data source explained in the following section) illustrate the breadth, diversity and quality of the type of work performed in self-employment (see Table 7, Annex, for a non-exhaustive list). While, for instance, a large number of individuals report activities in the trade sector, activities range from street vendors to shop owners and wholesale. Similarly, one finds tailors who work from home, and tailors with a workshop and sales shop, or electricians who work alone whereas others have employees. Although constituting a smaller number, there also appear to be examples of highly educated self-employed, e.g. an accountant, a translator, or a doctor.

### **3. Data, methods and hypotheses underlying the analysis**

#### **3.1. Data**

The analyses performed in this paper use a new set of survey data collected in 2008 in the framework of the MAFE-Senegal project (Migration between Africa and Europe). This project aims at filling the gap in data availability on African international migration highlighted in the literature (Lucas, 2006; Hatton and Williamson, 2003), and at generating quantitative evidence on migration between Africa and Europe.

Surveys have been carried out in Senegal and among migrants in France, Italy and Spain during spring and summer 2008. In Senegal, data have been collected at both household and individual levels. While the household data are a cross-section at the time of the survey, the individual data records yearly retrospective information about the respondent's life. Data hence cover the time from birth till the survey date, for both non-migrants and return migrants. This questionnaire type provides very detailed information on a large number of life domains, focusing in particular on experiences related to migration. In addition to more common life histories such as housing, family formation and activity histories, the survey provides information on migration and return migration, short returns, the sending of remittances, residence and work permits or migration attempts.

The same individual biographic questionnaire as in Senegal has been applied to migrants interviewed in the three main European destination countries for Senegalese migrants, France, Spain and Italy. This analysis uses only the biographic data collected on non-migrants and return migrants, and the description will be restricted to the Senegalese sample. For cost reasons, the sample in Senegal was limited to the region of Dakar with its four administrative departments of Dakar, Pikine, Guédiawaye and Rufisque. The region accounts for approximately a quarter of the national population. A three-stage probabilistic sampling design was used, oversampling households with migration experience. In the first stage, National Census data from 2002 was used as a sampling frame to group census districts into 10 strata of equal size based on the migration prevalence (number of households with at least one migrant) in the district. Six districts were randomly drawn out of each stratum, and a micro-census was conducted in the sampled districts to update the list of households. Within the sampled districts, households were further stratified into two strata (migrant households and non-migrant households). 22 households were randomly sampled in each selected census district, with migrant households representing a maximum proportion of 50%. Finally, individuals were sampled within households for the individual survey. All return migrants (individuals who had spent at least one year abroad and were at the time of the survey members of the household) and partners of current migrants identified in the household survey were sampled for the individual survey, and in addition one non-migrant per household was sampled randomly. The Senegalese sample is representative of the Dakar

region, and inference to the population characteristics is thus only valid at the regional and not at the national level. Similarly, results need to be interpreted in the urban context of the capital city and the surrounding departments. Returnees and non-migrants in rural areas may exhibit very different features from those observed in the MAFE data.

The eligibility criteria for the individual questionnaire established that individuals had to be between 25 and 75 years of age (to have long enough life histories), born in Senegal and of present or past Senegalese nationality (to exclude immigrants). The sample used in this analysis consists of 1062 individuals, out of which 869 are non-migrants and 193 are return migrants.

**Table 5. Senegalese sample used in the analysis**

<b>Non-migrants</b>	869	Never lived for more than 1 year out of Senegal
<b>Return migrants</b>	193	Lived for at least 1 year outside of Senegal, whatever the country (a large share was in Africa) and whatever the age of first migration

Given that no further restrictions have been placed on the sampling of return migrants, return migrants in the sample are representative of the population of returnees in the Dakar region, and may be male or female, and of different age, status in the household, and migration background (according to the motives of migration and return, migration destinations, age at migration etc.). It is important to note that a large share of returnees in the Dakar region had migrated to another country in Africa, and not to the North.

As a complement to the quantitative survey data, the analysis will also revert to insights from qualitative data (Flahaux, 2009). In February and March 2009 approximately twenty qualitative interviews were carried out with return migrants living in the region of Dakar. Due to reasons of confidentiality, return migrants included in the MAFE sample could not be recontacted. The sampling of respondents, which took mainly place in public spaces such as on public transport or in the street, intended to include returnees with diverse characteristics and migration experiences. The aim was to interview returnees from Africa as well as from European countries, highly educated as well as low-educated returnees, and women as well as men. The final sample is summarized in Table 4.

**Table 6. Sample of respondents of qualitative interviews**

<b>Variables</b>	<b>Categories</b>	<b>Number of respondents</b>
<b>Gender</b>	Men	17
	Women	6
<b>Destination</b>	Africa	9
	Europe	9
	Africa and Europe	3
	North America	2
<b>Level of education</b>	Low	12
	High	11
<b>Migration motive</b>	Work	12
	Studies	3
	Studies and work	3
	Follow a family member abroad	5
<b>Total n=</b>		<b>23</b>

The interviews were semi-structured, following a comprehensive interviewing guide in order to streamline the reporting and recording of the narratives. The emphasis was placed on the migratory experience of individuals, on the resources they had mobilized abroad (social capital, human capital and financial capital), and on the process of professional reinsertion after their return in Senegal.

### 3.2. Methods

In the first part of the analysis, we interrogate descriptive statistics to assess the relationship between the individual's migrant status (non-migrant, return migrant) and various variables describing the individual's labour force status and economic situation (Table 2). Due to the relatively low number of observations, certain categories have been collapsed. One example is the "self-employed" category, which also contains the employers. Unfortunately, it is not possible to further differentiate this category to account for the quality or the size of the business activity. Moreover, individuals who work as a family help or intern are grouped together with those who are inactive or unemployed into a group of "no income earners" in the occupational status variable. The sector/occupation variable is based on answers on the reported tasks and duties carried out on the job. The answers were coded at the three-digit level according to a classification inspired by ISCO-08, crossing the type of economic activity with its skill-level. At the one digit level, eight large occupational groups are defined: (1) agricultural and primary sector occupations, (2) Services occupations, (3) Industrial and Crafts, (4) Elementary occupations, (5) Clerical occupations, (6) Intermediate occupations, (7) Professionals, and (8) Chief executives and senior officials. To achieve groups with sufficient numbers of observations and to account for the important role of trade activities in the Senegalese context, the categories were regrouped as presented in Table 2.

Due to low absolute frequencies, the descriptive analysis was restricted to simple cross-tabulations of the migrant status against the various occupational variables, without distinguishing by third variables, such as gender, age or education. The variables are all measured at the time of the survey and not at the time right after return, in order to allow for a comparison between non-migrants and return migrants at the same point in time.

**Table 7. Variables in descriptive statistics**

Variable	Categories	% of sample at the time of the survey (exceptions in brackets; not weighted)
<b>Labour force participation</b>	Works	63%
	Does not work ( <i>homemakers, students, retired, unemployed, other inactive</i> )	37%
<b>Occupational status</b>	Skilled wage employed ( <i>Managers and skilled employees</i> )	15%
	Unskilled wage-employed	11%
	Self-employed ( <i>employers and self-employed</i> )	34%
	No labour income earner ( <i>homemakers, students, retired, unemployed, other inactive, family help, intern</i> )	40%
<b>Sector/occupation</b>	Primary sector and elementary occupations (simple/routine physical and manual tasks)	7%
	Services (excluding trade)	18%
	Trade	35%
	Craft	21%
	Higher-level occupations ( <i>clerical work, intermediate occupations, professionals, executives</i> )	19%

Variable	Categories	% of sample at the time of the survey (exceptions in brackets; not weighted)
<b>Income</b>	Last month's total income in CFA	144,006 (mean)
<b>Absolute deprivation</b>	Sufficient financial resources to procure basic goods	65%
	Insufficient financial resources to procure basic goods	35%
<b>Relative deprivation</b>	Better living conditions than other people in the village/town/city	23%
	Equivalent living conditions	62%
	Worse living conditions	15%

In a second step we estimate the effect of being a return migrant on occupational status, again at the time of the survey.<sup>3</sup> The outcomes (skilled wage-employment, unskilled wage employment, self-employment and no labour income earner) are estimated in the form of a multinomial logit model which is expressed as:

$$\text{Prob}[y_i = j] = \frac{\exp[\alpha_j + \beta_j X_i]}{\sum_j \exp[\alpha_j + \beta_j X_i]}, \quad j = 1, 2, 3, 4$$

, where  $y$  represents the  $j$  ( $=1,2,3,4$ ) outcomes in which the individual may be attached to the labour market;  $\alpha$  represents the vector of intercepts,  $\beta$  is the vector of coefficients to be estimated and  $X$  comprises a matrix of individual and family-level characteristics, including a variable indicating return migrant status. Control variables included comprise gender, education (no formal education, primary, secondary, tertiary or more), age, household head status, marital status, and the number of children between zero and sixteen years.

Modelling the occupational attainment as a discrete choice between the various outcomes implies the assumption of an imperfectly competitive labour market. As indicated by Robilliard, Bourguignon and Robinson (2001), the labour market may be segmented and returns to labour may differ across wage and self-employment due to rationing in the formal wage labour market. Individuals first try to achieve employment as wage workers and revert to self-employment if their intents were not successful. This assumption of a segmented labour market seems reasonable in the context we are studying. The model as such is not uniquely identified, due to the fact that different solutions to the estimation of coefficients can lead to the same probabilities, and one needs to normalize one category, setting its coefficients to zero. All coefficient and odds ratio estimates have to be interpreted as relative to the chosen base category. Moreover, marginal and impact effects are computed at average characteristics to present the direction of the effect on the probability of being skilled wage-employed, unskilled wage-employed, self-employed and no income earner.

### 3.3. Hypotheses

The same model is run several times, exchanging only the variable on the return migrant status. While the reference category remains “to have no migration experience”, the return status is further differentiated in order to test various hypotheses on the role of migration and return experiences. The various specifications are listed and explained in Table 3.

<sup>3</sup> Sampling weights have been used in the descriptive as well as the multivariate analysis to account for the sampling design.

**Table 8. Return migrant status – various definitions adopted**

Variable	Categories	Hypotheses on effects on occupational status (+ positive; - negative)
Reference category in all cases	Non-migrant in 2008	
<b>Specification 1</b>		
Any Return	Return migrant in 2008	Ambiguous effect/+ self-employed if capital is needed for self-employment and acquired abroad
<b>PREPARATION OF RETURN – Willingness and links to origin</b>		
<b>Specification 2</b>		
Return motive (last return experience)	Voluntary return	+ skilled wage employed/self-employed if rather sustainable entrepreneurial activity
	Involuntary return	+ “no income earner”/ self-employed if less sustainable entrepreneurial activity
<b>Specification 3</b>		
Links to origin household during migrations (all migration episodes)	Transfers	- “no income earner”, + self-employed
	No transfers	+ “no income earner”
<b>PREPARATION OF RETURN – Conditions for capital accumulation abroad</b>		
<b>Specification 4</b>		
Migration duration (cumulative)	Over 4 years	+ high-skilled wage-employed
	4 years or less	+ “no income earner”, + unskilled wage-employed
<b>Specification 5</b>		
Brain waste (all migration episodes)	Work below level of qualification	- skilled wage-employed
	Work equivalent or above level of qualification	No prediction
<b>Specification 6</b>		
Foreign education (all migration episodes)	Studied/went to school abroad	+ skilled wage employed
	Did not study abroad	No prediction
<b>Specification 7</b>		
Foreign work experience (all migration episodes)	Was mainly working while abroad	- “no income earner”, + self-employed
	Was mainly inactive while abroad	+ “no income earner”
<b>Specification 8</b>		
Destination region (last destination)	North (Europe, North America)	+ “no income earner”, + skilled employed
	South (Africa, Middle East)	+ active, + self-employed
<b>CONTEXT OF RETURN EXPERIENCE</b>		
<b>Specification 9</b>		
Number of long returns	One return (current)	No prediction
	More than one return	+ “no income earner”
<b>Specification 10</b>		
Years since last return	More than 5 years	+ skilled wage-employed
	Five years or less	+ “no income earner”, + self-employed
<b>Specification 11</b>		
Period of return (last return experience)	<= 1980	No prediction
	1981-1999	+ self-employed
	>=2000	+ “no income earner”, + self-employed

The theoretical and empirical literature suggests hypotheses with regard to the effect of return migration and the various migration- and return-related characteristics on occupational status.

The common hypothesis in the empirical literature is that *return migrants* are more likely to be self-employed than non-migrants. The underlying assumption is that, in a context of constrained credit markets at the origin, the migration experience contributes to the accumulation of capital which is not accessible to non-migrants. However, this effect is likely to vary depending on the characteristics of the return and the migration experience. We propose therefore that the effect cannot be clearly predicted, even if individual characteristics such as education and gender are controlled for. A differentiation of the return category by features of the migration and return experience should show in how far the effect of being a returnee as compared to non-migrants varies with migration characteristics.

#### Willingness and links to origin

The *return motive* variable reflects the concept of “willingness to return” proposed by Cassarino (2004). Individuals who take the return decision themselves are likely to be better prepared for their return and the life back in Senegal than individuals who did not take the decision themselves, either because another person decided for them or because return was triggered by external events (death of a relative, deportation, etc.). Our hypothesis is that individuals who decide themselves if and when to return are more likely to find a job, in general, and a job of higher skill-content in particular, than non-migrants. The effect on self-employment is ambiguous. If entrepreneurship is referring to sustainable and higher-level business activities, the fact that the return was involuntary is expected to have a negative effect on self-employment. If self-employment occurs mainly in the informal sector, which has at least a subsector with relatively low entry barriers, it may constitute the second-best option when (skilled) wage employment is not accessible. In this case, we would rather expect that ill-prepared returnees become self-employed. The ambiguity in the effect on self-employment is also present for other variables reflecting the preparedness of the returnee and the degree of capital accumulation at the time of return.

The fact of having sent *remittances* during the stay abroad can be interpreted in several ways. Transfers reflect that migrants maintain links with the family members at origin while they are abroad, what would help them gather information about labour market conditions and facilitate their reintegration after their return. While being rather active in the labour market, one cannot provide a concrete hypothesis on the type of activity. Transfers may also reflect the dependency of the household at origin on the migrant’s support, a hypothesis which is supported by first results from qualitative analyses. In this case, the returnee is forced to quickly find a replacement for remittance transfers, once back in the home country.<sup>4</sup> If self-employment work represents the lowest entry barriers, the return migrant is likely to become *self-employed*, rather than spend time on searching a salaried job. In a situation of continued dependence of the household, a voluntary return is unlikely, as migration would have been prolonged in order to ensure the support of the family.

#### Conditions for capital accumulation abroad

A third interpretation of the role of remittances would imply that transfers contribute to financial *capital mobilisation* by accumulating savings at the origin. They would thus represent an alternative capital to savings repatriated at the time of return and may be used to start a business. In this case we should also observe more involvement in self-employment, but in activities demanding higher starting capital. However, given that money is fungible and

---

<sup>4</sup> In such a situation, returns are likely to be ill-prepared.

the control of the capital is in the hands of the household, and not of the migrant, it is rather unlikely that savings are accumulated during the migration and re-transferred to the migrant after her return.

The process of capital mobilisation beyond financial capital is further captured by measures of *migration duration*, *brain waste*, *the acquisition of education* while abroad, and the fact of having gained *work experience* during the migration. The migration duration should ideally be measured in a non-linear form, since both very short (implying low gains from migration) and very long durations (leading to lost ties, as well as the acquisition of values and norms which are different from those in the home community) could lead to difficulties in reintegration after return. Given the small sample size, we distinguish only between migration durations over four years and those lasting four years or less. The literature generally suggests that longer migrations should have a positive effect on self-employment, as more capital may be accumulated. Due to the fact that the category of self-employment is likely to include mainly low-level activities, we do not provide a prediction. Individuals with longer migration experiences should, however, be less likely to be inactive or in a job which generates no income (family help, intern), and may use accumulated know-how to gain access to skilled employment. If returnees worked in the host country in activities below their level of qualification, no additional human capital was mobilised while being abroad (“brain waste”). In this case we would expect migrants to experience difficulties in the reintegration process, in particular to be less likely to take up skilled jobs. Individuals who gained education abroad should have better opportunities in skilled wage-employment than non-migrants, under the assumption that the knowledge acquired abroad is transferrable to the Dakar labour market and that it is more highly valued than education acquired in Senegal. Foreign work experience should also increase the level of (work-related) human capital and know-how and help finding a job after return. However, one cannot give a prediction about the skill-level of the activity after return, which depends on the skill-level of the previous work experience. Individuals who were mainly inactive during migration may also be more likely to remain without income generating activity after return.

The destination region of the last migration may encompass institutional and network effects, but may also proxy for the opportunities and conditions for capital mobilisation. Returnees from a destination in Africa should face fewer difficulties to reintegrate, in particular in self-employment occupations if this sector is characterised by relatively low entry-barriers. They come back from a context which is not very different from the Senegalese one, and may have kept closer ties to their family at home. At the same time, they may not have mobilised large amounts of capital. Returnees from Europe may first face more problems in readjusting to the life in Senegal, but may also have mobilised more capital which can facilitate the reinsertion in skilled jobs in the long-run.

### *Context of the return experience*

Finally, we explore several characteristics linked to the *context of the return experience*. A person who experienced already several migration and return episodes (lasting at least one year), may have been facing difficulties in the reintegration process. Since the social and economic reintegration process after return takes time, we also consider the number of years elapsed since the last return to Senegal. We expect that gains from migration can only be brought into use after several years and thus to find returnees who have been back for a longer time to be better equipped for the local labour market. The economic and political context at origin at the time of return is also likely to determine the occupational status of return migrants as compared to non-migrants, who did not interrupt their working life in Senegal. We expect to find higher probabilities of self-employment since the start of the structural

adjustment program in the beginning of the 1980s, a period in which access to the formal sector became increasingly difficult. Despite a more positive overall economic situation in recent years (in terms of GDP growth), unemployment and underemployment have rather been on the increase, in particular in the urban labour market of Dakar. Self-employment and inactivity may therefore be the dominant types of occupation for returnees who came back after 2000.

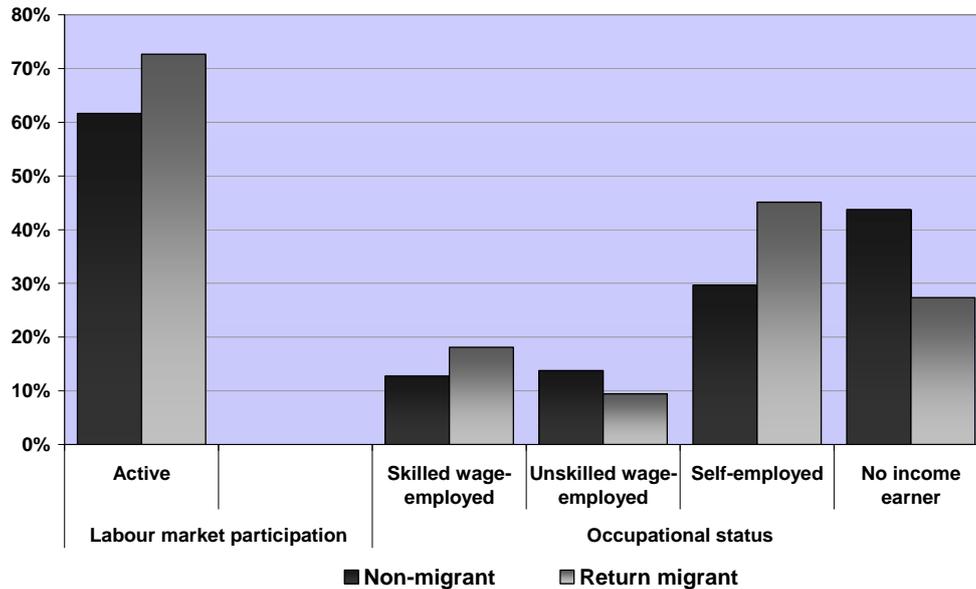
Several limitations of the econometric approach and the choice of variables should be noted: in this model, which is pooling migrants and non-migrants, we are not able to control for several return characteristics at the same time. A model focusing only on returnees would thus be helpful at a later stage, in order to explore the net effect of certain features of the migration and return experience on the occupational status. Other variables suggested by the theory and previous empirical work capturing social capital at destination and at origin, such as membership in migrant associations and visits home during the migration, could not be employed due to close to zero cell frequencies. It should be noted that the model may be suffering from selection bias if returnees had unobserved characteristics, which were also determining the labour market outcome; and from endogeneity of the return status if return decisions and occupational decisions were taken simultaneously. These potential limitations will be investigated in further research.

## **4. Results**

### **4.1. Descriptive statistics**

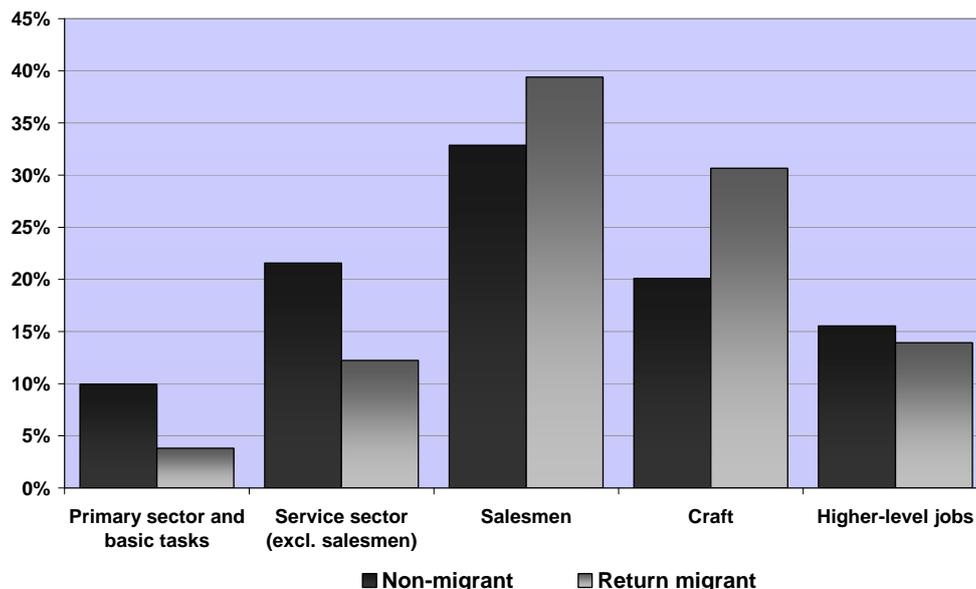
Compared to the non-migrant population, return migrants are found to be overrepresented among the active labour force (Figure 1). This suggests that return migrants are in general able to enter the labour market after their return to Dakar, and that they may benefit from capital accumulated abroad when searching for an occupation. Also the distribution across occupational status categories suggests that labour market reinsertion is successful. A larger share of returnees than of non-migrants find a job in skilled wage-employment, while the latter are more involved in unskilled jobs. The largest differential, however, can be observed in the category of the self-employed: 45 per cent of all return migrants start their own business activity, against 30 per cent of non-migrants, a result which is in agreement with findings from other countries and regions. This relative ease of returnees to become self-employed may be due to the starting capital and know-how accumulated during the migration. An alternative interpretation is that self-employment after return represents an “easy entry” into the labour market for returnees who do not access salaried employment, but need to work to continue supporting their family.

**Figure 5. Labour force and occupational status of return migrants and non-migrants, 2008**



We gain some more insights regarding the type of work done by return migrants and by non-migrants from the information provided on tasks and duties carried out on the job. Returnees seem to prefer activities as traders and craftsmen, while a larger proportion of non-migrants work in other service occupations (Figure 2). Trade and crafts are at the same time the sectors which are most characterised by self-employment. There does not seem to be a large difference with regard to “higher-level” jobs, which group the occupational groups of clerks, professionals and executives.

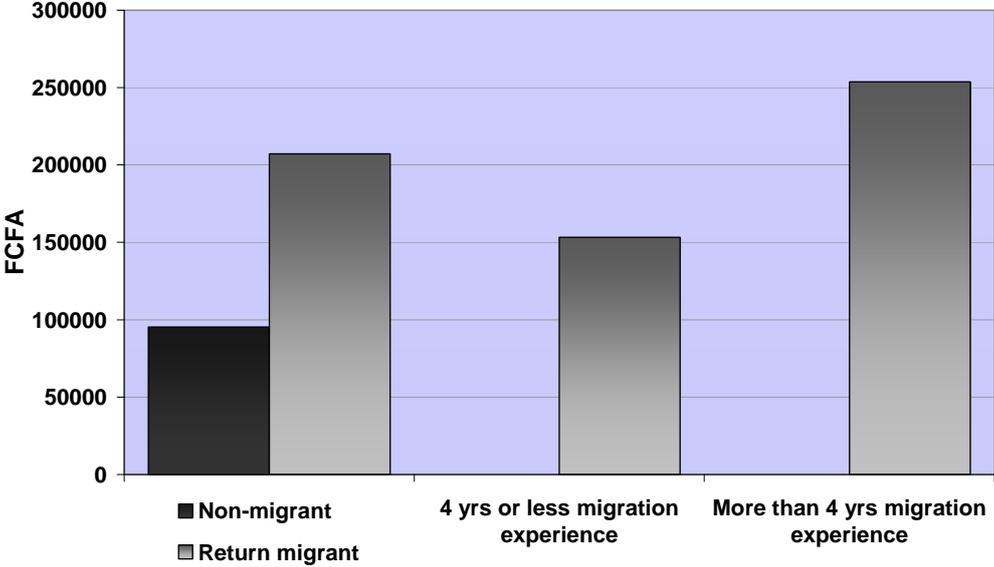
**Figure 6 : Sector of activity/qualification level of return migrants and non-migrants, 2008**



The success of the reintegration should also be reflected in wealth and well-being indicators. According to a measure of total monthly income at the time of the survey, return migrants are

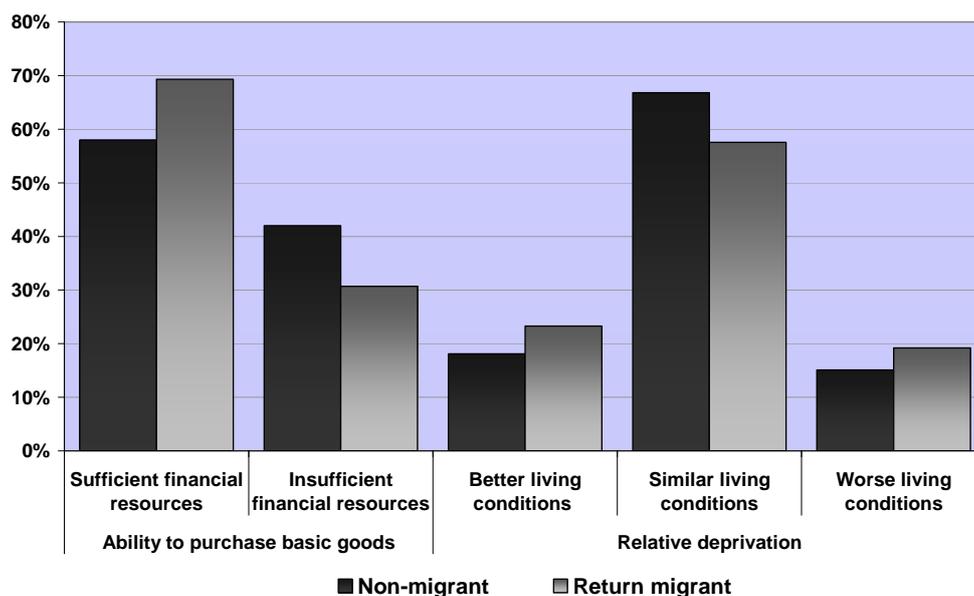
at the average considerably better off than non-migrants (Figure 3). However, one can observe that the migration duration is crucial. Returnees with more than four years migration experience reap considerably higher incomes than returnees who stayed for a shorter period abroad. Yet, the amount still exceeds the average total income of individuals without any migration experience.

**Figure 7: Total monthly income in 2008, overall and by migration duration**



The subjective measure of absolute well-being gives a similar image (Figure 4, lhs). Return migrants report more often than non-migrants that their households possess sufficient or more than sufficient financial resources to provide for basic goods. Interestingly, returnees do not perceive the living conditions of their household as superior to the situation of other households they compare themselves with (Figure 4, rhs). While the share reporting better living conditions is slightly higher in the return migrant group, the same is the case for those reporting worse conditions, and the differences between return migrants and non-migrants are not statistically significant. One possible explanation is that the reference group of returnees is different from that of non-migrants (higher up in the wealth distribution) Moreover, qualitative research on returnees in Dakar suggests that returnees need to present themselves as particularly “modest” in order to be reaccepted in their community (Flahaux, 2009).

**Figure 8 : Absolute and relative subjective well-being, 2008**



The results from the basic descriptive statistics are in line with evidence from other country contexts, and suggest that there is a positive association between being a return migrant in the region of Dakar and access to work. The migration experience does not seem to represent a disruptive factor. Moreover, returnees appear to be more likely to work in self-employment than non-migrants. However, the descriptive analysis does not control for other personal characteristics, such as gender, age and education, which affect occupational status and are also likely to be correlated with the return migrant status. Moreover, since all returnees are grouped together, the results do not account for any differences in their respective migration and return experiences. We will therefore turn to the discussion of findings from several multivariate models with the outcomes skilled wage-employment, unskilled-wage employment, self-employment and no income earner, in which we vary the specification of the return migrant variable.

#### 4.2. Results from the occupational status models

All models include a set of control variables (gender, education, age, household head status, marital status and number of children), and the marginal/impact effects at average characteristics and estimated relative risk ratios for the model which distinguishes only between non-migrant and return migrant status can be found in the Annex (Tables 8 and 9). The estimates are in accordance with expected effects. Higher education increases the probability of finding a skilled job and lowers the probability of being low-skilled or self-employed; women are more likely to receive no income from an economic activity and less likely to be in any of the other occupational statuses when compared to men. Being young as well as being relatively old raises the likelihood of being a “no income earner” and lowers the probability of being in any of the three remaining occupational statuses. Household heads are less likely to be without income-generating work than other household members, as they are in charge of providing for the household. Finally, married individuals are less likely to be unskilled wage-employed than singles with the same characteristics. The number of children does not appear to have any significant effects on the occupational status.

We now turn to the discussion of results on the main variable of interest, the return migrant status, to shed some light on the effect of migration experience on occupational attainment.

Table 5 summarizes the direction and statistical significance of the various return migration variables on the probability of being skilled wage-employed, low-skilled wage-employed, self-employed or no income earner in the region of Dakar in 2008. Plus signs indicate a positive effect, minus signs indicate negative effects, and the number of signs represents the level of statistical significance. The impact effects on which Table 5 is based are computed at average characteristics.<sup>5</sup>

In model 1, return migrants with any type of migration and return experience are compared to non-migrants. Individuals with migration experience are more likely to be self-employed and are less likely to have a low-skilled job than non-migrants. However, there is no difference in the probability of accessing skilled wage-employment. This finding corresponds to results from other empirical studies in very diverse country contexts, supporting the hypothesis that returnees bring back skills and resources which can be used to set up a business activity, and which prevent work in a low-skilled activity at a given level of education. Nonetheless, returnees may constitute a heterogeneous group, and this average effect of migration experience may not be the same for all types of returnees.

When distinguishing between returnees who decided about the return themselves and those who were forced into the return or in whose case the decision was taken by somebody else, we find that the effect on occupational status varies considerably relative to individuals who never migrated (Model 2). In case of involuntary return, individuals are clearly disadvantaged in their access to skilled wage-employment compared to non-migrants, and are more likely to become self-employed. Becoming self-employed upon return thus seems to require less “preparation”, a result that goes against previous evidence from the Maghreb countries, where “forced returnees” were found to be less likely to be self-employed, although one should note that the definitions of the return motive in the two studies differ (Gubert and Nordman, 2008a). Self-employment after an involuntary return may thus represent “last-resort” activities in the informal sector, which require little capital investment and exhibit low entry-barriers. This finding is also supported by the qualitative interviews with migrants who were deported or for whom an external event triggered the return, who are forced to take up self-employment in the informal sector due to the inability to find a salaried job. “Voluntary returnees”, on the contrary, are less likely to be in a low-skilled job than non-migrants, but do otherwise not seem to differ from individuals who never migrated with regard to the probability of attaining a certain occupational status.

Returnees who sent transfers during their stay abroad and kept in this way contacts to the family in Senegal are more likely to be self-employed and less likely to be “no income earners” than non-migrants (Model 3). Maintaining the social ties seems to prevent inactivity or no income-generating work, such as internships, after the return to Senegal. It is, however, not possible to further differentiate between self-employed returnees using transfers as a way of capital accumulation even before return, and returnees who take up self-employed work out of the necessity to provide continuous support to the family, an interpretation which is supported by the results from the qualitative interviews with return migrants in Dakar.<sup>6</sup>

---

<sup>5</sup> Exponentiated coefficients (relative risks) from the occupational status models can be found in the Annex (Table 10).

<sup>6</sup> Rather puzzling is the negative effect of not sending remittances on low-skilled wage employment. Possible explanations still need to be found.

**Table 9 : The effect of return migration experience on occupational attainment – direction of marginal effects**

Variable	Category	Skilled wage employed	Low-skilled wage employed	Self-employed	No income earner
<b>Model 1</b>					
Migration experience	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	Return migrant	n.s.	-	+	n.s.
<b>PREPARATION OF RETURN – Willingness and links to origin</b>					
<b>Model 2</b>					
Return motive	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	Voluntary return	n.s.	-	n.s.	n.s.
	Involuntary return	--	n.s.	++	n.s.
<b>Model 3</b>					
Links to origin household	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	Transfers	n.s.	n.s.	+++	---
	No transfers	n.s.	--	n.s.	n.s.
<b>PREPARATION OF RETURN – Conditions for capital accumulation abroad</b>					
<b>Model 4</b>					
Migration duration (cum.)	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	Over 4 years	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
	4 yrs or less	--	n.s.	++	n.s.
<b>Model 5</b>					
Brain waste	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	Brain waste	-	---	n.s.	n.s.
	No brain waste	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Model 6</b>					
Foreign education	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	Studied abroad	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
	Did not study abroad	n.s.	-	++	-
<b>Model 7</b>					
Work experience abroad	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	Worked mainly	n.s.	n.s.	++	--
	Mainly inactive	n.s.	---	n.s.	n.s.
<b>Model 8</b>					
Destination region	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	Europe/North	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
	Africa/South	n.s.	n.s.	+	n.s.
<b>CONTEXT OF RETURN EXPERIENCE</b>					
<b>Model 9</b>					
Number of long returns	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	One return	n.s.	-	++	n.s.
	More than 1 return	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Model 10</b>					
Years since last return	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	More than 5 yrs	n.s.	---	+	n.s.
	5 yrs or less	--	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Model 11</b>					
Period of return	<i>Non-migrant (ref)</i>				
	<= 1980	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
	1981 to 1999	n.s.	---	+++	--
	2000+	---	n.s.	n.s.	n.s.

Observations in each model=1060; +++/--- significant at 1%; ++/-- significant at 5%; +/- significant at 10%; n.s. not stat. sign.

The role of migration for other measures of “capital mobilisation” is ambiguous. Our hypothesis seems to be supported by the data in the context of human capital accumulation, as individuals who spent a relatively short time abroad are less likely to be in skilled employment (Model 4). However, the positive effect of short migration duration on entrepreneurship goes against previous evidence from the literature, and suggests that the types of business activities available in the context of the Dakar labour market do not require a large amount of financial or human capital. At least at the time of the survey, one does not find returnees with short migration experiences to be more likely to be without an income-generating job than non-migrants. A long migration experience neither worsens nor improves the occupational status compared to non-migrants, which would suggest that positive and negative effects of the migration duration cancel each other out.

Returnees who worked abroad in a job below their level of qualification (“brain waste” case) are less likely to be in skilled employment than non-migrants, a finding which is in accordance with our hypothesis, but they are also less likely to be in unskilled wage-employment (Model 5). An explanation for the latter may be that they are not willing to accept once again a job below their level of qualification after their return to Senegal. However, small cell frequencies for unskilled jobs held by individuals who worked abroad below their qualification level demand caution in the interpretation of the result. Foreign education does not seem to be easily transferrable to Senegal, as those who acquired formal education abroad have no better chances of finding a skilled job than non-migrants (Model 6). Returning students do thus not appear to contribute to “brain gain”, as this would require a better reinsertion into the labour market. However, returnees who did not study while abroad are more likely to be self-employed, what would suggest that they accumulated work experience which is useful for their occupation in Senegal. This hypothesis is supported by the findings on the following model, in which we distinguish return migrants by the main labour force status while abroad (Model 7). Those who gained foreign work experience are more likely to start a business and have a lower probability than non-migrants to be a “no income earner” at the time of the survey. Foreign work experience may therefore be more important than studies in explaining self-employment after return, a finding which is in line with results on return migration to Ghana and Cote d’Ivoire (Black and Castaldo, 2009).

The destination of the last migration does not seem to play a very important role in determining the occupational status (Model 8). In accordance with our hypothesis, returnees who had migrated to another African country have a higher probability to start a business activity than non-migrants, while coming back from Europe does not seem to facilitate incorporation in a specific occupational status when compared to individuals who never lived outside of Senegal.

Having made only one departure from Senegal and one return (at the time of the survey) seems to facilitate entry into self-employment and lowers the probability of being in low-skilled employment, while individuals who had experienced already several returns do not seem to be different from non-migrants with respect to their occupational status (Model 9).

The effect of the number of years passed since the last return has the expected effect on wage employment, as individuals who returned more recently face more barriers in accessing skilled wage-work, while those who returned longer time ago are less likely to be in an unskilled job, compared to non-migrants (Model 10). Since all occupation statuses are measured in 2008, the number of years elapsed since return is linked to the period of return, a variable which reflects the social, political and economic context at the time of return (Model 11). Individuals who came back before 1980 are no different from non-migrants – the return may have happened too long time ago to still exert effects on the occupational status in the

year 2008. Returnees who came back during the 1980s and 1990s are more likely to be self-employed than individuals who never migrated, and less likely to be low-skilled wage employed. They may have accumulated capital during the migration which can be used in a business activity. Moreover, during this period it may have been easier to access self-employment than wage employment, once the labour market experience was interrupted by a migration episode. More recent returnees have difficulties accessing skilled wage-employment after their return, when compared to individuals who did not migrate, which is likely to be conditioned by the labour market context in the Dakar region, with very few new jobs generated in the formal sector.

## **5. Conclusion & further research**

We will briefly summarize the main results, referring back to the research questions outlined in the introduction. At first sight, the quantitative evidence on the occupational status of non-migrants and return migrants in 2008 seems to confirm the evidence from previous literature with regard to the role played by return migrants in self-employment. In an optimistic interpretation, this would suggest a gain from migration, which can be exploited after return in the form of a “productive” entrepreneurial activity. At the same time, return migrants seem to be less likely to be without an income generating work than non-migrants. This is an indication that they are generally able to join the labour market after their return, and even more than the non-migrants, and that the return migrants are no “retirement returnees”. However, considering more in detail the migration and return experiences of migrants, and introducing the notion of a duality in the informal market with a large part which is characterised by low entry barriers and low productivity, leads us to qualify this result.

On the one hand, a higher probability of self-employment compared to non-migrants can be observed for individuals who came back involuntarily, whose migration experiences are relatively short, and who returned during the 1980s and 1990s, a period in which the economic context in Senegal was difficult. In these cases, migration is unlikely to have contributed to significant capital mobilisation and return lacks preparation. Rather than a choice, the self-employment status appears as a “last resort” for individuals who are not able to access wage-employment, but are obliged to continuously sustain their family (also reflected in the result on transfers).

On the other hand, the positive effect of foreign work experience suggests that the know-how accumulated through the stay abroad may come to use in an entrepreneurial activity once back in Senegal, possibly allowing for a higher-value and more sustainable activity. In this case, the self-employment activity may be a premeditated choice of the returnee, representing the conclusion of the migration experience. The finding that individuals who experienced only one migration episode and one return have a higher probability of becoming self-employed also supports this view.

The fact that returnees are in general less likely to be in unskilled wage employment than non-migrants indicates that self-employment may represent a substitute for unskilled wage-employment for otherwise similar individuals. At the same time, we do not find significant differences between return migrants and non-migrants in their access to skilled wage-employment. Migration experience thus does not seem to contribute to sufficient human capital accumulation to facilitate the search for a skilled salaried job. Nonetheless, human capital accumulated may also be used to start and develop a business activity.

To embed these conclusions further in the context encountered by return migrants in Dakar, and to provide ideas for discussion and further research, we join the quantitative analysis developed in this paper and the complementary qualitative analysis on returnees’ professional

reinsertion (Flahaux, 2009). The qualitative analysis additionally captures the quality of the work through the subjective measure of work satisfaction, an element which is difficult to integrate in the quantitative analysis.

With respect to the role of return migrants in business creation, the findings from both approaches indicate that self-employed returnees do not form a homogenous group. Instead, it appears necessary to distinguish between two types of self-employed return migrants, which reflect at the same time the duality in the informal labour market. As illustrated in Table 6, one finds on the one hand returnees who are successful and satisfied in their entrepreneurial activity, but one also finds a group of unsuccessful and unsatisfied self-employed, and differences between these two groups can be associated with differential features of the migration and return experiences.<sup>7</sup>

**Table 10 : Satisfied/successful self-employed returnees vs. Unsatisfied/unsuccessful self-employed returnees**

	<b>“Satisfied” and successful self-employed</b>	<b>“Unsatisfied” and unsuccessful self-employed</b>
<b>Return motive</b>	Voluntary	Involuntary
<b>Return preparation</b>	Present	Absent
<b>Wants to re-migrate</b>	No (or only short stays abroad)	Yes, absolutely
<b>Meaning and aim of the professional activity</b>	Realisation of an objective, successful conclusion of the migration project (acquired financial and human capital in view of a future activity). Self-employment generates relatively high revenues.	Obligation, otherwise there would be no resources to sustain the family. Represents a temporary solution while searching for an unqualified wage-employment. Self-employment activity generates low revenues.
<b>How the return migrant feels about himself</b>	Proud of himself	Ashamed of himself
<b>Transfers during the migration</b>	No, not necessarily (if yes, also representing social links, not purely financial ones)	Yes, needed to sustain the family
<b>Migration duration</b>	Optimal	Too short
<b>Accumulated knowledge, know-how abroad</b>	Yes, what is useful for the return. Through work experience rather than studies abroad.	No, and in any case not useful for the type of activity taken up after return.
<b>Worked abroad</b>	Yes	Yes, but in unqualified occupation
<b>Migrant’s Destination</b>	No impact	No impact
<b>Short returns (visits)</b>	Yes	No

Public policy commonly expects return migrants to contribute to “development” after their return through entrepreneurial activities, knowledge and skills acquired abroad and brought back, or to – in the “worst case” – reintegrate smoothly in to the local labour market at a similar level to the one of non-migrants. Moreover, policies rarely focus on the differential reintegration process depending on the motive of return – “spontaneous or voluntary” or “involuntary”.<sup>8</sup> The findings of this analysis suggest that involuntary returns tend to be followed by unsuccessful reintegration processes, and the intention to re-migrate. Any forced return is thus unlikely to be beneficial. Moreover, the reinsertion process is strongly linked to the labour market context in Senegal. To prevent returnees from being pushed in a low-level independent activity, policies may aim at supporting the return process more actively, in

<sup>7</sup> This table brings together conclusions from the qualitative and the quantitative analysis. Not all points are covered by both approaches.

<sup>8</sup> Given that the majority of return migrants in the Dakar region had migrated to another country in West Africa, and not to Europe or North America, the “involuntary” return motive is not restricted to deportations, but may be triggered by the economic or political context at destination or family factors.

particular if the migration experience was “unsuccessful”. A better integration at destination, on the other hand, would be a condition for more positive migration experiences, including the accumulation of useful work experience as well as social and financial capital.

However, further analyses would be needed to explore quantitatively the joint role of migration and return features on occupational status of returnees. In this analysis, we focused on the differences between return migrants and non-migrants and therefore included only one migration characteristic at one time. Future analyses should study the factors that facilitate or impede returnees’ reintegration and occupational attainment jointly, not only in the year 2008 but also at other points in time after the return.

## References

- AMMASSARI, S. & BLACK, R. (2001). Harnessing the Potential of Migration and Return to Promote Development. *IOM Migration Research Series No.5*, International Migration Organization.
- AMMASSARI, S. (2004). From Nation-Building to Entrepreneurship: The Impact of Elite Return Migrants in Cote d’Ivoire and Ghana. *Population, Space and Place* **10**, 133–154.
- ARIF, G. M. & IRFAN, M. (1997). Return Migration and Occupational Change: The Case of Pakistani Migrants Returned from the Middle East. *The Pakistan Development Review* **36**(1), 1-37.
- BLACK, R. & CASTALDO, A. (2009). Return Migration and Entrepreneurship in Ghana and Côte d’Ivoire: The Role of Capital Transfers. *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie* **100**(1), 44–58.
- BLACK, R., KING, R. & TIEMOKO, R. (2003). Migration, Return and Small Enterprise Development in Ghana: A Route out of Poverty? *International Workshop on Migration and Poverty in West Africa*. University of Sussex.
- CASSARINO, J. (2004). Theorising Return Migration: the Conceptual Approach to Return Migrants Revisited. *International Journal on Multicultural Societies* **6**(2), 253-279.
- COLTON, N.A. (1993). Homeward bound: Yemeni return migration. *International Migration Review* **27** (4): 870–82
- DE VREYER, P., GUBERT, F. & ROBILLIARD, A. (2008). Return Migrants in Western Africa: Characteristics and Labour Market Performance. Draft paper.
- DIATTA, M. A. & MBOW, N. (1999). Releasing the Development Potential of Return Migration: The Case of Senegal. *International Migration* **37**(1), 243-264.
- DUSTMANN, C. & KIRCHKAMP, O. (2002). The Optimal Migration Duration and Activity Choice after Re-Migration. *Journal of Development Economics* **67**, 351–372.
- DUSTMANN, C. (2000). Temporary Migration and Economic Assimilation. *IZA Discussion Paper Series* **186**, 1-36.
- FLAHAUX, M.-L. (2009). Les migrations de retour et la réinsertion des Sénégalais dans leur pays d’origine. *MAFE Working Paper* 5, 133p.
- GUBERT, F. & NORDMAN, C. J. (2008a). Return Migration and Small Enterprise Development in the Maghreb. Technical report, MIREM Project, Robert Schuman Centre for Advanced Studies.
- GUBERT, F. & NORDMAN, C. J. (2008b). Who Benefits Most from Migration? An Empirical Analysis Using Data on Return Migrants in the Maghreb. Technical report, MIREM Project, Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

- HARRIS, J. & TODARO, M.P. (1970). Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis. *American Economic Review* **60**, 126-142.
- HATTON, T. & WILLIAMSON, J. (2003). Demographic and Economic Pressure on Emigration out of Africa. *Scandinavian Journal of Economics* **105**, 465-486.
- ILAHY, N. (1999). Return Migration and Occupational Choice. *Review of Development Economics* **3**(2), 170-186.
- KILIC, T., CARLETTO, G., DAVIS, B. & ZEZZA, A. (2007). Investing Back Home: Return Migration and Business Ownership in Albania. *World Bank Policy Research Working Paper* **4366**. The World Bank.
- LINDSTROM, D. P. (1996). Economic Opportunity in Mexico and Return Migration from the United States. *Demography* **33**(3), 357-374.
- LUCAS, R.E. (2006). Migration and Economic Development in Africa: A Review of Evidence. *Journal of African Economics* **15**, 337-395.
- MASSEY, D. S. & PARRADO, E. A. (1998). International Migration and Business Formation in Mexico. *Social Science Quarterly* **79**(1), 1-20.
- MCCORMICK, B. & WAHBA, J. (2001). Overseas Work Experience, Savings and Entrepreneurship amongst Return Migrants to LDCs. *Scottish Journal of Political Economy* **48**(2), 164-178.
- MESNARD, A. (2004). Temporary Migration and Capital Market Imperfections. *Oxford Economic Papers* **56**, 242-262.
- Ministère de l'Economie et des Finances, République du Sénégal (2004). *Situation économique et sociale du Sénégal*, Edition 2004.
- MUSCHKIN, C. G. (1993). Consequences of Return Migrant Status for Employment in Puerto Rico. *International Migration Review* **27**(1), 79-102.
- NAIR, P. G. (1999). Return of Overseas Contract Workers and their Rehabilitation and Development in Kerala (India) - A Critical Account of Policies, Performance and Prospects. *International Migration* **37**(1), 209-242.
- NICHOLSON, B. (2004). Migrants as Agents of Development: Albanian Return Migrants and Micro-Enterprise. in D. Pop (ed.). *New Patterns of Labour Migration in Central and Eastern Europe*. Cluj Napoca: Public Policy Centre. pp. 94-110.
- ROBILLARD, A.-S., BOURGUIGNON, F. & ROBINSON, S. (2001). *Crisis and Income Distribution: A Micro-Macro Model for Indonesia*. The World Bank, mimeo.
- SJAASTAD, L.A., (1962). The Costs and Returns of Human Migration. *Journal of Political Economy* **70**(5), 80-93.
- STARK, O. (Ed.) (1991). *The Migration of Labor*. Oxford: Blackwell.
- STARK, O., HELMENSTEIN, C. & YEGOROV, Y. (1997). Migrants' Savings, Purchasing Power Parity, and the Optimal Duration of Migration. *International Tax and Public Finance* **4**, 307-324.
- TANI, M. & MAHUTEAU, S. (2008). Return Migration and Working Choices. Technical report (2008/01). MIREM Project, Robert Schuman Centre for Advanced Studies.
- THOMAS-HOPE, E. (1999). Return Migration to Jamaica and its Development Potential', *International Migration* **37**(1), 183-207.
- WAHBA, J. & ZENOU, Y., 2009. Out of Sight, Out of Mind: Migration, Entrepreneurship, and Social Capital, *CEPR Discussion Paper Series No. 7552*.
- WOODRUFF, C. M. & ZENTENO, R. (2001). Remittances and Microenterprises in Mexico. *UCSD, Graduate School of International Relations and Pacific Studies Working Paper*.

World Bank (2007). *Senegal Looking for Work — The Road to Prosperity*. Country Economic Memorandum. Report No. 40344-SN.

Yang, D. (2006). Why do Migrants Return to Poor Countries? Evidence from Philippine Migrants' Responses to Exchange Rate Shocks. *The Review of Economics and Statistics* **88**(4), 715-735.

## Annex

**Table 11. Examples of activities reported by self-employed individuals  
in the MAFE survey, 2008 (non-exhaustive list)**

Occupational category	Open answer description of the job/activity - examples
<b>Métiers de l'agriculture et du secteur primaire</b> <b>Agricultural and primary sector occupations</b>	Paysan
	Cultures maraîchères et jardinage
	Aviculture
	Apprenti pêcheur
	Pêcheur etc.
<b>Personnel des services</b> <b>Services occupations</b>	Coiffeur à son compte
	Tresseuse
	Lavandière
	Jardinier
	Restaurateur
	Commerçant de riz et d'huile
	Commerçant de produits divers
	Commerçant d'électroménagers
	Commerçante (habits, cosmétiques, divers)
	Commerce de friperies
	Commerce de pièces détachées
	Gérant De dépôt de boissons
	Gérant d'un télécentre
	Je vends des habits pour hommes, femmes et jeunes dans ma boutique au marché Sandaga
	Commerçante (petit commerce)
	Commerce de tissus et divers
	Commerçante de divers tissus cométiques
	Commerçante qui vend des effets de toilettes (mèches,...) et des objets de mercerie
	Commerce de glace
	Commerce de légumes et divers
	Commerce de petit-déjeuner devant l'école
	Commerce informel de tissus de porte à porte
	Petit commerce de denrées diverses
	Commerce de tissus et de produits cosmétiques
	Commerce de vente de glaces et d'eau fraîche
	Gérant de vidéo club
	Gérante D'un salon de coiffure
	Gérante d'une mercerie
	Gérante d'un télécentre et cosmétiques
	Propriétaire d'une boutique de tissus
Commerçant-grossiste	
Commerce international de textile (demi-gros)	
Gestion d'une salle de jeux	
Vente de pains d'un kiosque	
J'ai ma propre boutique	
Vendeur de café « Touba » dans un kiosque	
Vendeuse de pains	
Vendeur de voitures	
Vendeur de pièces détachées	

Vente de produits électroniques  
 Voyante, commerçante de tissus et divers  
 Petit commerce de fruits  
 vendeuse d'encens  
 vendeuse de marchandises diverses  
 Petit commerce d'arachides  
 Petit commerce de légumes  
 Petit commerce de légumes et fruits  
 Vente de balais et d'arachides  
 Vendeur de condiments (poivre, piments, etc.)  
 Vendeur de produits à son compte  
 Vendeur de tomates fraîches et de légumes  
 vendeuse de chaussures  
 vendeuse d'arachides et de fruits  
 vendeuse de cachets  
 vendeuse de chaussures  
 vendeuse de couscous  
 vendeuse de fruits  
 vendeuse de fruits (étalage)  
 vendeuse de légumes au détail  
 vendeuse de poisson frais  
 vendeuse de poisson séché  
 vendeuse de poisson  
 vendeuse de tissus, tricoteuse  
 vendeuse, elle a une table  
 vendeuse de beignets, de sandwichs, et de café Touba  
 vendeuse de pain au thon  
 vendeuse de café Touba  
 vendeuse de crème glacée et de jus  
 vendeuse de friandises  
 vendeuse de jus de fruits  
 vendeuse de jus de fruits et de crème glacée  
 vendeuse de jus et de glace  
 vendeuse de petit-déjeuner  
 vendeuse de poissons  
 Bana Bana, petit commerce  
 vendeuse de « Omo » (détergents)  
 vendeuse de beignets  
 vendeuse à la sauvette  
 chauffeur de taxi  
 chauffeur et propriétaire de taxi  
 chauffeur d'un transport en commun  
 etc.

---

**Métiers qualifiés de l'industrie et de  
 l'artisanat Industrial and craft workers**

Photographe  
 Mécanicien automobile  
 Menuisier charpentier à son compte  
 Maçon  
 Peintre  
 Peintre en bâtiment  
 Plomberie  
 Technicien en froid  
 Carreleur  
 Frigoriste

Plombier sous-traitant  
Electricien à son compte  
Electricien auto  
Electricien à son compte en atelier avec apprentis  
Boucher, vendeur de viande  
Menuisier, ébéniste  
Menuisier (patron)  
Cordonnier  
Gérant d'un salon de couture  
Tailleur  
Teinturier  
Broderie à la main  
Couture à domicile  
Couture chez moi  
Couturière à domicile de couvre-lits et de boubous africains  
Teinture de vêtements  
Teinture traditionnelle d'habits  
Teinturier et commerce de tissus  
Menuisier métallique  
Bijoutier  
etc.

---

**Professions intermédiaires**  
**Intermediate occupations**

Mécanographe  
Comptable, prestataire de services  
Fournisseur de matériels de bureau  
Animateur musical  
etc.

---

**Professions intellectuelles et scientifiques**  
**Professionals**

Traducteur en anglais  
Médecin en cabinet privé  
Sculpteur  
Musique  
Poète  
Marabout  
etc.

---

**Table 12: Direction of marginal effects for control variables (at average characteristics, model 1)**

Variable	Category	Skilled wage employed	Low-skilled wage employed	Self-employed	No income earner
		Marg. effect	Marg. effect	Marg. effect	Marg. effect
<b>Migrant status</b>	<i>Non-migrant (ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>
	Return migrant	n.s.	-	+	n.s.
<b>Gender</b>	<i>Male (ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>
	Female	---	--	--	+++
<b>Education</b>	<i>No education (ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>
	Primary	n.s.	n.s.	-	n.s.
	Secondary	n.s.	n.s.	---	n.s.
	Tertiary+	+	---	---	n.s.
<b>Age</b>	Age	+++	+	++	---
	Age squared	---	--	-	+++
<b>Status in household</b>	<i>Not household head (ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>
	Household head	n.s.	+	n.s.	--
<b>Marital status</b>	<i>Single (ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>	<i>(ref)</i>
	In partnership	n.s.	-	n.s.	n.s.
<b>Children</b>	Number of children 0-16	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.

Observations in each model=1060; +++/--- significant at 1%; ++/-- significant at 5%; +/- significant at 10%; n.s. not stat. sign.

**Table 13 : Basic return status specification with relative risk ratios for control variables (base category=skilled wage employment)**

Variable	Category	Low-skilled wage employed vs. Skilled wage employed	Self-employed vs. Skilled wage employed	No income earner vs. Skilled wage employed
		RRR	RRR	RRR
<b>Migrant status</b>	<i>Non-migrant (ref)</i>	1.000	1.000	1.000
	Return migrant	0.548	1.334	0.773
<b>Gender</b>	<i>Male (ref)</i>	1.000	1.000	1.000
	Female	2.022	2.996***	9.222
<b>Education</b>	<i>No education (ref)</i>	1.000	1.000	1.000
	Primary	1.228	0.581	0.858
	Secondary	0.367*	0.236***	0.514
	Tertiary+	0.011***	0.114***	0.341
<b>Age</b>	Age	0.904	0.822*	0.631***
	Age squared	1.001	1.001*	1.005***
<b>Status in household</b>	<i>Not household head (ref)</i>	1.000	1.000	1.000
	Household head	1.398	0.773	0.434*
<b>Marital status</b>	<i>Single (ref)</i>	1.000	1.000	1.000
	In partnership	0.437*	0.898	0.821
<b>Children</b>	Number of children 0-16	1.095	1.121	1.162

**Table 14. Occupational status models – Multinomial logit with different base categories**

Variable	Category	Self-employed vs.			Skilled wage employed vs.		Low-skilled wage employed vs
		Skilled wage employed	Low-skilled wage employed	No income earner	Low-skilled wage employed	No income earner	No income earner
<b>Model 1</b>							
Migration experience	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	Return migrant	1.334	2.432 **	1.725 *	1.824	1.294	0.710
<b>PREPARATION OF RETURN – Willingness and links to origin</b>							
<b>Model 2</b>							
Return motive	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	Voluntary return	0.555	2.530	1.492	4.558 *	2.688 *	0.590
	Involuntary return	3.719 **	2.377	1.774	0.639	0.477	0.747
<b>Model 3</b>							
Links to origin household	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	Transfers	2.517	1.719	4.326 ***	2.466 *	0.697	1.754
	No transfers	0.401	3.281 *	1.316	1.004	3.268	1.311
<b>PREPARATION OF RETURN - Conditions for capital accumulation abroad</b>							
<b>Model 4</b>							
Migration duration (cum.)	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	Over 4 years	0.669	2.030	1.315	3.033	1.965	0.648
	4 yrs or less	3.010 **	2.835 *	2.210 *	0.942	0.735	0.780
<b>Model 5</b>							
Brain waste	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	Brain waste	3.770 **	No est.	3.052 *	No est.	0.810	No est.
	No brain waste	1.012	1.886	1.514	1.865	1.497	0.803
<b>Model 6</b>							
Foreign education	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	Studied abroad	0.576	0.714	0.681	1.240	1.182	0.953
	Did not study abroad	1.519	2.783 **	2.012 **	1.832	1.325	0.723

No est.: too low cell frequencies for estimation; Observations in each model=1060;

\*\*\* significant at 1%, \*\*significant at 5%, \* significant at 10%

Variable	Category	Self-employed vs			Skilled wage employed vs		Low-skilled wage employed vs
		Skilled wage employed	Low-skilled wage employed	No income earner	Low-skilled wage employed	No income earner	No income earner
<b>PREPARATION OF RETURN - Conditions for capital accumulation abroad (cont'd)</b>							
<b>Model 7</b>							
<b>Work experience abroad</b>	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	Worked mainly	1.364	2.233	2.671 **	1.638	1.959	1.196
	Mainly inactive	1.249	3.900	1.071	3.124	0.857	0.275 *
<b>Model 8</b>							
<b>Destination region</b>	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	Europe/North	0.880	2.297	1.392	2.610	1.582	0.606
	Africa/South	1.529	2.499 *	1.856 *	1.634	1.214	0.743
<b>CONTEXT OF RETURN EXPERIENCE</b>							
<b>Model 9</b>							
<b>Number of long returns</b>	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	One return	1.485	2.769 **	2.000 **	1.865	1.347	0.722
	More than 1 return	0.624	0.963	0.759	1.543	1.216	0.788
<b>Model 10</b>							
<b>Years since last return</b>	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	More than 5 yrs	1.186	3.731 **	1.875 *	3.147 *	1.582	0.503
	5 yrs or less	2.536 *	1.084	1.293	0.427	0.510	1.193
<b>Model 11</b>							
<b>Period of return</b>	<i>Non-migrant (ref)</i>						
	<= 1980	2.601	0.766	1.492	0.295	0.574	1.948
	1981 to 1999	1.760	7.858 ***	2.794 **	4.465 **	1.588	0.356 *
	2000+	2.840 **	1.443	1.008	0.508	0.355 **	0.698

No est.: too low cell frequencies for estimation; Observations in each model=1060;

\*\*\* significant at 1%, \*\*significant at 5%, \* significant at 10%

## Chapitre 4

# LES TRANSFERTS DES MIGRANTS SENEGALAIS VERS LA REGION DE DAKAR : AMPLEUR ET DETERMINANTS

DIAGNE Alioune, UCL

### Introduction

Depuis le début des années 1990, de nombreux travaux de recherche ont été consacrés à la migration internationale et ses conséquences sur l'économie des pays en voie de développement. Les motivations des transferts des migrants et le rôle de ces transferts dans le développement et l'amélioration des conditions de vie des populations dans les pays de départ figurent parmi les questions abordées.

Cet intérêt pour les transferts monétaires réside dans le volume des flux financiers reçus, qui représentent, dans certains pays, une part significative du PIB. La dernière décennie a vu un développement considérable des rapatriements d'argent des travailleurs migrants vers leurs pays d'origine. En 2006, on estimait à 206 milliards de dollars les sommes transférées par les migrants des pays en développement en direction de leur pays d'origine (Ratha, 2007) contre près de 30 milliards en 1990 (Banque Mondiale, 2006). Ces montants restent vraisemblablement sous estimés, une partie des transferts transitant par des canaux non officiels. Dans les pays en voie de développement, ces flux de transferts constituent la seconde source de devises, juste après les investissements directs étrangers et dépassent de loin l'aide publique au développement (Ratha, 2005).

La contribution des transferts au développement des pays récipiendaires fait aujourd'hui encore débat. Investissements productifs créateurs d'emploi ou dépenses de consommation? Réduction ou accroissement des inégalités? Les résultats des études divergent selon le niveau d'analyse et les contextes. Des études récentes montrent qu'un accroissement du volume des transferts financiers permet une réduction de la part d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté (Adams et Page, 2003; Lopez-Cordova, 2006). Les transferts financent l'éducation, la santé et parfois l'investissement (Ratha, 2007). Cependant, d'autres études s'intéressant à la distribution des revenus des ménages concluent à un accroissement des inégalités du fait de la réception de transferts (Barham et Boucher, 1998) en particulier dans les zones les plus pauvres (Gonzalez-Konig et Wodon, 2005). Une baisse de la productivité, liée à une diminution de l'effort de travail du fait de la réception des transferts est également observée dans certains contextes (Gubert, 2002; Chami et al. 2005).

Une autre question importante concerne les déterminants des transferts migratoires. Dans une perspective politique, connaître les facteurs influençant le niveau des transferts permettrait de prendre des mesures destinées à favoriser ces flux et à orienter leur utilisation à la fois pour le bien-être des ménages qui en bénéficient, mais également pour le développement économique des pays récepteurs. Les déterminants macroéconomiques sont principalement les conditions économiques, à la fois dans le pays de destination, et dans le pays d'origine, les facteurs monétaires comme le taux de change ou l'inflation, ainsi que la situation politique dans le pays de départ (Hangen-Zanker et Siegel, 2007). Au niveau individuel, la littérature distingue l'altruisme, l'échange ou l'assurance mutuelle comme motivation des transferts (Carling, 2008). Le degré d'influence de différentes caractéristiques socioéconomiques du migrant et des ménages bénéficiaires, comme le niveau de revenu, la situation socioprofessionnelle ou

familiale ou le niveau de risque auxquels ils sont soumis permettent de valider l'une ou l'autre de ces approches explicatives.

Cette contribution s'intéresse aux pratiques de transferts des migrants issus de la région dakaraise. Elle se propose d'apporter un éclairage sur l'ampleur du flux de transferts des migrants vers les ménages résidant à Dakar, sur le profil des migrants qui transfèrent, ainsi que celui des ménages qui en reçoivent. Elle vise également à comprendre les facteurs qui influencent la propension à transférer et à explorer la question des effets de ces transferts sur les conditions de vie des ménages qui en bénéficient.

## **1. L'enquête MAFE**

Cette recherche est basée sur l'exploitation des données de l'enquête sénégalaise du projet MAFE, réalisée en 2008, par l'INED (Institut National d'études démographiques) et l'IPDSR (Institut de Population, Développement et Santé de la Reproduction de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar). Son objectif était de produire des données quantitatives suffisamment représentatives permettant d'appréhender à la fois la circulation des migrants et l'impact des migrations dans le pays d'origine. Les données ont été collectées à la fois dans le pays de départ (Région de Dakar-Sénégal) et dans trois pays de destination en Europe (France, Espagne et Italie), par deux questionnaires, un questionnaire ménage et un questionnaire biographique<sup>1</sup>.

Dans cette recherche, les analyses porteront sur les données de l'enquête ménage au Sénégal, pour laquelle 1147 ménages dakarois ont été tirés et enquêtés. Le questionnaire ménage comporte un module spécifique consacré aux transferts (argent et biens matériels) envoyé par les migrants aux membres du ménage d'origine au cours des 12 mois précédant l'enquête, recueillant des informations détaillées sur ces transferts. Il sera tenu compte uniquement du sous-échantillon des membres du ménage ayant plus de 14 ans<sup>2</sup> et vivant hors du Sénégal au moment de l'enquête (février-mars, 2008)<sup>3</sup>. Cette population est estimée à environ 1187 personnes, installées en Europe (749 personnes), en Afrique (163 personnes) et ailleurs dans le monde (201 personnes). Les migrants cités par les ménages dans le questionnaire comprennent les conjoints et enfants vivant à l'étranger au moment de l'enquête, ainsi que toutes les personnes vivant en dehors du Sénégal, qui ont gardé des contacts avec le ménage, que ce soit par téléphone, par courrier ou par internet au cours des 12 mois précédant l'enquête.

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur cette enquête, consulter le site web du projet : <http://www.mafeproject.com>

<sup>2</sup> Dans cette étude, nous nous intéressons uniquement aux individus âgés de plus de 14 ans, au moment de l'enquête. Avant l'âge de 15 ans les migrants sont le plus souvent aux études et à la charge des parents ou tuteurs et ne peuvent être que faiblement impliqués dans des transferts vers le pays d'origine.

<sup>3</sup> Cette population n'ayant pas été enquêtée au moment de l'enquête ménage, les informations qui sont utilisées dans cette recherche proviennent des déclarations recueillies dans les ménages à Dakar. Le questionnaire administré aux ménages donne des informations détaillées renseignant assez bien sur le comportement de transferts des migrants issus de ces ménages. Il est toutefois possible que la nature et la qualité des informations ainsi recueillies soient différentes de celles qui auraient été fournies directement par les migrants.

**Tableau 15-Répartition des migrants âgés de plus de 14 ans selon le sexe et le continent de résidence**

Continent de résidence	Femmes		Hommes		Ensemble	
	Effectif	Proportion %	Effectif	Proportion (%)	Effectif	Proportion (%)
Europe	240	64,9	509	68,6	749	67,3
Afrique	52	14,0	111	15,0	163	14,7
Autre continent	78	21,1	122	16,4	201	17,9
Total	370	100	742	100	1112	100

Données manquantes : 75

Source. Enquête MAFE-2008

L'Europe est la principale destination des migrants originaire de la région de Dakar. En effet, plus de la moitié des hommes et des femmes en situation de migration (73%) y étaient installés au moment de l'enquête. Les migrants installés en Afrique et dans les autres continents représentaient respectivement 14% et 13% des migrants recensés au moment de l'enquête ménage. Ces tendances rejoignent les résultats de l'Enquête Sénégalaise auprès des Ménages qui indique qu'en 2004 64% des migrants originaires de l'agglomération dakaroise étaient installés en Europe, 19% en Afrique et 17% dans les autres destinations<sup>4</sup> (DSP, 2004).

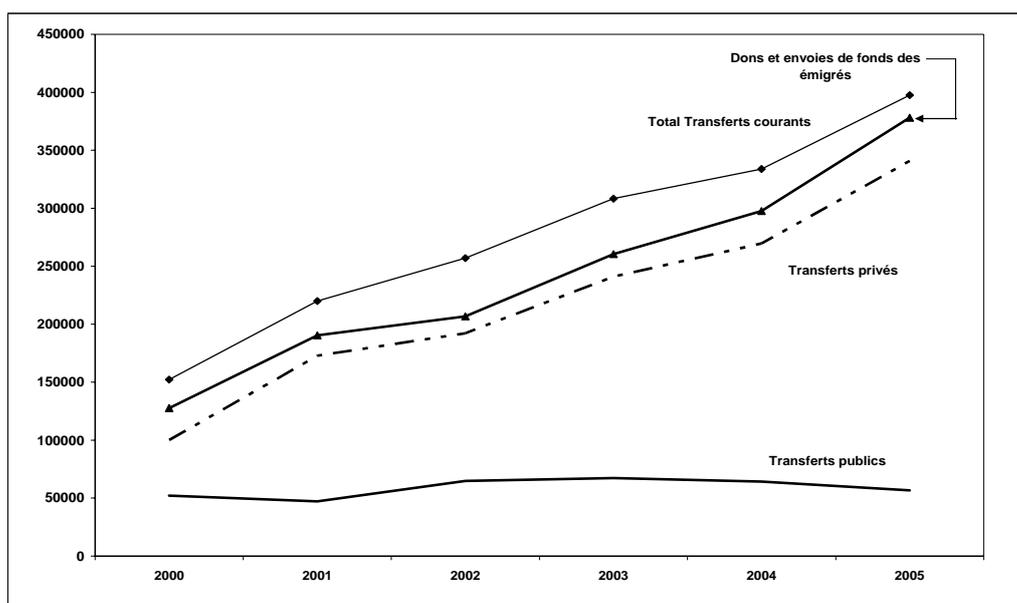
Cette préférence pour l'Europe par rapport aux autres destinations illustre les évolutions récentes du système migratoire sénégalais et dakarois en particulier. En effet, si dans les années 1960, les mouvements d'émigration sénégalaise étaient orientés vers l'Afrique, et principalement la Côte-d'Ivoire, le Gabon et la RDC (Russel et al., 1981 ; Findley, 1991), on note depuis quelques années une réorientation des mouvements migratoires sénégalais vers les pays du Nord (Robin et al., 1999), en particulier les pays européens de la bordure méditerranée.

## 2. Nature et importance des transferts migratoires

Les envois de fonds effectués par les migrants internationaux tiennent une place importante dans l'économie sénégalaise. Le Sénégal est le troisième pays d'Afrique Subsaharienne, derrière le Nigéria et le Kenya, en termes de volume des transferts reçus et le quatrième, derrière le Lesotho, le Cap Vert et la Guinée Bissau, par l'importance de la part des transferts dans le PIB (Gupta, Pattillo et Wagh, 2007). Les transferts reçus au Sénégal sont en hausse depuis plusieurs années (Figure 1), passant de 152 milliards de FCFA en 2000 à environ 397 milliards en 2005 (BCEAO, 2005).

<sup>4</sup> Cette enquête qui a été réalisée au niveau national montre qu'en ce qui concerne la destination des migrants sénégalais, la préférence des pays du Nord, de l'Europe et des USA, en particulier, est essentiellement le fait des urbains. Les ruraux préférant encore les destinations africaines. Ainsi, selon les résultats de cette enquête, en 2004, environ 67,5% émigrés du milieu urbain étaient installés dans les pays du Nord contre seulement 39% des émigrés du milieu ruraux. Les migrants installés en Afrique représentaient 28% des émigrés urbains et 59% des ruraux.

**Figure 9-Evolution des transferts courants en millions de FCFA (2000-2005)**



Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), 2006

D'après les informations recueillies auprès des ménages à Dakar, au cours de cette période, plus de la moitié (57%) des migrants recensés dans les ménages dakarois ont effectué un transfert quelle qu'en soit la nature. L'argent est le principal bien remis. Les transferts d'argent concernent 51% des migrants, contre seulement 24% pour les transferts de biens. Et parmi tous les migrants ayant effectué un transfert, 90% ont envoyé de l'argent. Les hommes sont plus nombreux que les femmes à participer aux remises vers le pays d'origine. Alors que 60% des migrants de sexe masculin ont envoyé de l'argent ou des biens, seulement 52% des femmes migrantes l'ont fait.

En considérant la localisation géographique des migrants, ceux qui résident en Europe sont plus nombreux (59%) à avoir effectué un transfert, quel qu'il soit, au cours des 12 mois précédant l'enquête, suivis par ceux qui résident en Afrique (56%) et ceux qui résident ailleurs (51%). Ces chiffres rejoignent ceux de la BCEAO indiquant que les fonds transférés par les migrants sénégalais proviennent principalement des pays membres de l'Union Européenne (BCEAO, 2006).

Les sections suivantes détaillent les différentes caractéristiques des remises envoyées selon leur nature.

### **Les transferts monétaires**

En considérant la participation des migrants aux transferts, selon leur lieu de résidence, il apparaît que ceux qui résident en Europe sont plus nombreux à remettre de l'argent que ceux qui vivent en Afrique ou ailleurs (Tableau 2).

**Tableau 2- Participation des migrants aux transferts monétaires selon leur lieu de résidence**

Continent de résidence	Proportion de migrants ayant transféré (%)
Europe	53,8
Afrique	49,5
Autre continent	48,2
<b>Total</b>	<b>52,1</b>

Source : Enquête MAFE-2008

Les transferts d'argent des migrants dakarois passent principalement par les agences de transferts. Cette situation concerne trois-quarts des migrants ayant remis de l'argent au cours des 12 mois précédant l'enquête. Le second moyen utilisé est la remise au porteur, par l'intermédiaire d'un parent, d'un ami qui fait le déplacement, et ce mode d'envoi concerne un migrant qui transfère sur dix. La remise en mains propres, à l'occasion d'un retour, ou par l'intermédiaire d'un commerçant, sont les autres modes d'envoi pratiqués. Le recours au virement bancaire est marginal (Tableau 3). Ce résultat va à l'encontre de l'idée communément admise que les transferts passent surtout par des moyens informels. Le recours aux canaux formels est en plein développement au Sénégal, que ce soit dans les grandes villes où dans les villages. C'est le cas par exemple dans les villages du Fouta, où les guichets des agences de transferts sont utilisés par un quart des expéditeurs et que seulement un tiers continuent de recourir aux services des commerçants locaux (Sarr, 2010). En plus de la rapidité et de la fiabilité de leurs services, les agences de transferts sont également de plus en plus accessibles. Elles offrent des services de proximité aux ménages en s'implantant dans de nombreux quartiers des grandes villes et en utilisant le réseau traditionnel des banques privées pour s'implanter dans les zones plus reculées du pays.

**Tableau 3-Répartition des migrants ayant effectué des transferts monétaires selon le mode d'envoi**

Modes d'envoi	Effectif	Proportion (%)
En mains propres	29	6,4
Au porteur	79	12,6
Agences de transfert	479	74,4
Virement bancaire	13	1,4
Intermédiaire commerçant	32	4,3
Autre	5	0,9
<b>Total</b>	<b>637</b>	<b>100</b>

Source : Enquête MAFE-2008

Le tableau 4 indique le montant du dernier transfert monétaire envoyé par les migrants. Il apparaît que près de la moitié des derniers envois sont inférieurs à 100 000 FCFA, soit moins de 150 euros environ, et que moins d'un migrant sur 10 a envoyé des montants supérieurs à 200 000 FCFA ou environ 300 euros. Ces montants semblent faibles, par comparaison avec les montants moyens observés dans les villages de la moyenne vallée du Sénégal, où les migrants envoient en moyenne 210 euros par mois (Sarr, 2010).

**Tableau 4- Montant du dernier transfert envoyé (en FCFA)**

Montant des transferts	Effectif	Proportion (%)
Moins de 50 000	111	23,3
50 000 à 100 000	214	33,5
100 000 à 200,000	181	33,3
Plus de 200,000	76	9,9
<b>Total</b>	<b>582</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête MAFE-2008

En considérant les fréquences des envois, il apparaît que le soutien financier des migrants n'est pas négligeable car malgré des montants qui peuvent paraître moyens, les remises sont régulières. En effet, les transferts monétaires sont réguliers pour deux tiers des migrants qui ont effectué des remises. Près de 40% d'entre eux effectuent des envois à une fréquence au moins mensuelle, et un migrant sur cinq remet de l'argent régulièrement, mais à des fréquences plus espacées. Le reste envoie de l'argent de façon plus occasionnelle (Tableau 5).

**Tableau 5 -Répartition des migrants ayant effectué des transferts monétaires selon la fréquence d'envoi**

Fréquence des envois	Effectif	Proportion (%)
Au moins tous les mois	266	39,6
Régulièrement mais non mensuel	139	19,6
De façon occasionnelle	234	40,8
<b>Total</b>	<b>639</b>	<b>100</b>

Source : Enquête MAFE-2008

La question de l'utilisation des transferts est importante dans la réflexion sur les conséquences des migrations sur les pays d'origine. Le tableau 6 montre que l'argent est majoritairement affecté aux dépenses quotidiennes des ménages bénéficiaires, ainsi qu'au paiement du loyer et des factures. Les sommes reçues de trois quarts des migrants au cours des 12 derniers mois ont été consacrées à ces deux postes de dépenses. Les cérémonies et fêtes religieuses viennent en troisième position, captant les sommes reçues de près de 15% des migrants.

**Tableau 6- Première affectation par les ménages des transferts monétaires reçus selon le sexe du migrant**

Affectation des transferts	Femmes	Hommes	Ensemble
Loyers, factures	33,5	38,9	37,3
Dépenses quotidiennes	36,7	35,3	35,7
Soins médicaux	3,8	3,8	3,8
Frais de scolarité	5,9	1,7	2,9
Épargne	1,0	0,0	0,3
Cérémonies et fêtes religieuses	14,9	14,2	14,4
Financer un voyage à	0,3	1,0	0,8
Achat d'un un logement	1,0	1,9	1,7
Autre	2,9	3,2	3,1
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Enquête MAFE-2008

Ce résultat est courant dans la littérature empirique. Dans de nombreux pays, les transferts sont largement affectés aux besoins de consommation ou à des dépenses de prestige (Taylor et

al., 1996). Ce point alimente les controverses sur l'efficacité des remises migratoires comme un levier en faveur du développement, sur l'opposition entre les dépenses de consommation et d'investissement, sur les investissements en capital humain. Ici, l'investissement, par l'affectation des transferts à l'épargne et au logement est marginal, avec respectivement moins de 1 et 2% des envois reçus des migrants. La part des frais de scolarité et des dépenses de santé est également très faible, alors qu'il s'agit de secteurs généralement prioritaires quant à l'affectation des transferts (Sarr, 2010). Une différence apparaît néanmoins pour les transferts provenant des femmes, qui sont légèrement plus utilisés pour le paiement des frais scolaires.

### Les transferts en nature

Les transferts en nature sont beaucoup moins répandus chez les migrants sénégalais. Près du quart d'entre eux a envoyé des biens matériels vers les ménages de Dakar au cours des 12 mois précédant l'enquête, et la participation des femmes (29%) dépasse celle des hommes (23%).

En considérant le lieu de résidence des migrants, on constate qu'il n'y a pas de différences dans les proportions d'individus impliqués dans les remises de biens matériels.

**Tableau 7 - Participation des migrants aux transferts de biens matériels selon leur lieu de résidence**

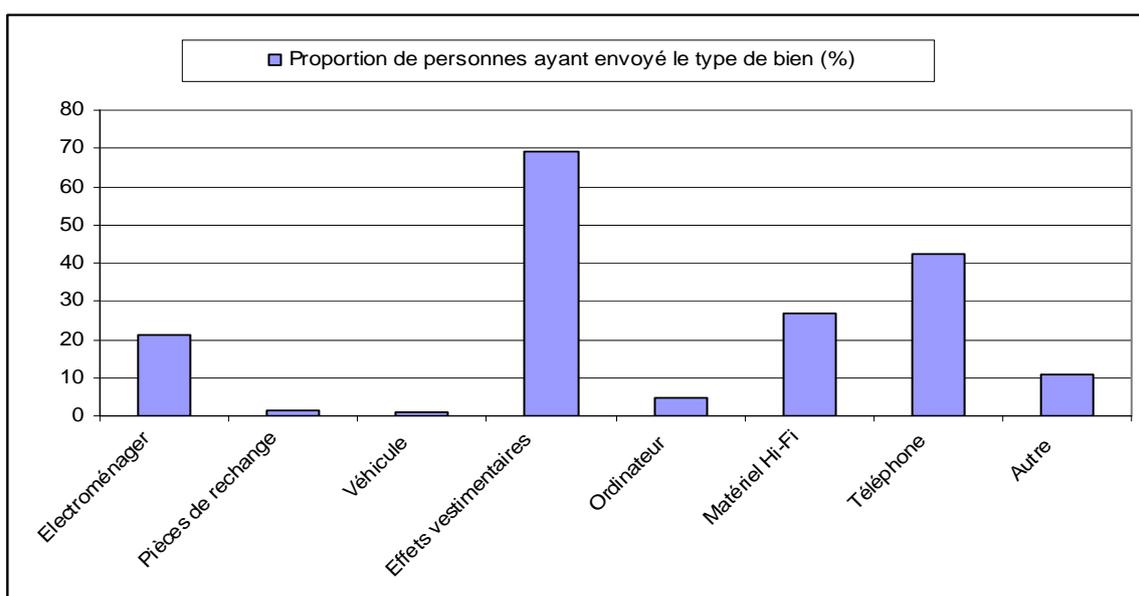
Continent de résidence	Proportion de migrants ayant transféré (%)
Europe	24,7
Afrique	23,6
Autre continent	24,0
Total	24,4

Source : Enquête MAFE-2008

Les biens envoyés par les migrants sont principalement des effets vestimentaires et du matériel de téléphonie, remis respectivement par 69% et 42% des migrants ayant envoyé des biens. Ensuite, viennent le matériel audio et audiovisuel<sup>5</sup> et les appareils électroménagers, envoyés par 27% et 21% des migrants concernés. Les autres biens remis sont le matériel informatique, les véhicules et les pièces de rechange, mais cela reste dans de très faibles proportions.

<sup>5</sup> TV, magnétoscope, matériel de musique, etc.

**Figure 10-Proportion de migrants ayant envoyé des biens matériels selon le type de biens**



Source : Enquête MAFE-2008

### **3. Les facteurs associés aux transferts**

Cette partie de notre étude porte sur les facteurs qui sont associés aux transferts de biens et d'argent. Elle permettra de montrer les caractéristiques des migrants et des ménages qui influencent respectivement la propension à transférer et à recevoir des transferts

#### ***Revue théorique des déterminants des transferts***

Plusieurs approches théoriques permettent d'expliquer aujourd'hui les motivations des comportements de transfert des migrants mais elles peuvent être regroupées en deux principaux courants : l'altruisme et l'échange ou la réciprocité. Le concept économique d'altruisme est la réduction de la consommation d'un individu pour accroître la consommation d'autres individus. Dans le cas des transferts migratoires c'est une internalisation positive du bien-être familial dans la fonction d'utilité du migrant (Becker, 1974). Le migrant se soucie du niveau de revenu ou de besoin du ménage récepteur ainsi que des chocs auxquels il peut être soumis. Une relation négative entre le revenu du ménage et le montant des transferts est observée, ainsi qu'une relation positive entre le revenu du migrant et son soutien financier au ménage. Autrement dit, plus les revenus du ménage sont faibles, plus les transferts reçus seront élevés, et de même plus les revenus des migrants sont élevés, plus les transferts envoyés seront élevés.

Dans le cas de l'échange, le migrant réalise des transferts parce qu'il en tire ou espère en tirer une contrepartie, immédiate ou différée. Elle peut consister en différents services rendus par les personnes bénéficiant des transferts, comme la prise en charge des enfants ou du patrimoine du migrant en son absence (Lucas et Stark, 1985). La contrepartie peut-être passée, si les transferts interviennent en compensation des frais pris en charge par la famille à l'occasion du départ du migrant ou lors de sa jeunesse (Poirine, 1997). L'auteur suggère l'existence d'un contrat implicite et informel entre le migrant et sa famille, qui prend en charge son éducation ou les coûts de son projet migratoire, dont les transferts constituent le remboursement. Stark (1991) dans la nouvelle économie des migrations de travail, assimile les transferts comme faisant partie d'un contrat implicite d'assurance mutuelle entre migrants

et non migrants. Dans ce cadre, la famille joue le rôle d'assureur dans un premier temps en prenant en charge les frais « d'intégration » du migrant dans le secteur moderne, en milieu urbain ou à l'étranger, selon le type de migration, qui est un investissement à haut risque. Une fois le migrant disposant d'une situation stable à destination, les rôles s'inversent et il joue à son tour le rôle d'assureur, en cas de chocs ou afin que la famille puisse investir dans une nouvelle activité économique innovante. La contrepartie des transferts peut également être future, prenant la forme d'un héritage ou se traduisant par des droits dont le migrant pourra jouir lors de son retour au pays (Hoddinott, 1994). Le montant des transferts croît ainsi avec la possession de biens par le ménage ou son revenu, la probabilité d'hériter, estimée par l'âge des parents, le nombre d'enfants, etc.

Il est à souligner que les motivations des transferts ne sont pas exclusives, et que plusieurs motivations peuvent expliquer le comportement de transfert d'un migrant. Lucas et Stark (1985) parlent ainsi d'altruisme ou d'intérêt personnel « modérés » pour désigner une combinaison des deux motifs, dans une optique d'intérêt mutuel entre le ménage bénéficiaire et le migrant. Cette contribution se propose ainsi d'éclairer les déterminants microéconomiques des transferts des migrants Sénégalais vers Dakar, en se plaçant dans une double perspective, celle du migrant qui envoie et des ménages qui reçoivent ces transferts.

## **Les migrants qui transfèrent**

Cette section se propose d'analyser les déterminants individuels des transferts. Du fait que conjoints et enfants d'une part, et autres migrants d'autre part ne soient pas échantillonnés de la même manière, les premiers étant exhaustivement inclus dans la liste des migrants, alors que les seuls ceux qui ont gardé des liens avec le ménage le sont pour les derniers, il est nécessaire d'homogénéiser la population soumise au risque d'envoyer des transferts pour éviter un biais dans la sélection des migrants. Ainsi, la population migrante retenue ici sera composée des migrants ayant gardé des liens effectifs avec le ménage au cours des 12 mois précédant l'enquête, par l'intermédiaire de contacts téléphoniques, par internet ou par courrier, quel que soit par ailleurs le lien familial avec le ménage.

L'analyse descriptive des caractéristiques des migrants qui transfèrent de l'argent ou des biens (Tableau 8) confirme une fois la plus forte participation des hommes. Deux tiers des migrants qui sont occupés dans une activité rémunératrice ont transféré des biens ou de l'argent, contre seulement 38% des non occupés.

La relation entre le niveau d'instruction et les transferts est moins évidente. Les personnes ayant un niveau d'éducation moyen, du niveau secondaire sont plus nombreuses à transférer que celles qui ne sont pas instruites.

En considérant la variable âge, les migrants ayant entre 30 et 50 ans sont les plus nombreux à effectuer des remises vers leur ménage d'origine à Dakar. Plus du tiers d'entre eux le font, contre moins de la moitié des émigrés les plus jeunes, de moins de 20 ans ou les plus âgés, de 60 ans et plus.

Une plus grande part des célibataires envoient des transferts.

Le degré de parenté avec le chef de ménage semble également influencer la participation aux transferts. Les parents réellement proches, comme le conjoint ou les enfants sont les plus nombreux à participer, avec respectivement 80% et 67% d'entre eux ayant effectué des remises. Les membres de la famille « plus éloignée », comme les ascendants, les frères et sœurs ainsi que les parents par alliance transfèrent dans une mesure moindre.

**Tableau 8 - Caractéristiques des migrants qui ont transféré de l'argent ou des biens au cours des 12 mois précédant l'enquête**

Variables	Modalités	Effectif	Proportion (%)	Khi-2
Sexe	Femme	364	53,9	8,9*
	Homme	722	63,2	
Occupation actuelle	Sans occupation	288	42,9	47,1***
	Occupé	798	66,1	
Niveau d'instruction	Sans instruction et primaire	413	55,3	15,2*
	Secondaire	316	68,4	
	Supérieur	224	54,4	
Groupe d'âge	20 - 29 ans	211	48,3	26,3***
	30-39 ans	352	69,6	
	40-49 ans	299	60,4	
	50-59 ans	136	55,4	
	60 ans et plus	88	54,9	
Statut matrimonial	Célibataire	240	57,6	1,4
	En union	805	60,9	
	En rupture d'union	33	53,2	
Lien de parenté avec le chef de ménage	Enfant CM	473	73,2	57,8***
	Parent proche CM	255	57,3	
	Parent par alliance	151	54,2	
	Autre parent	190	43,4	
	Sans lien	15	60,7	
Aide du ménage pour partir	Non	686	61,1	0,2
	Oui	358	59,6	
A vécu dans le ménage	Non	202	45,5	12,1**
	Oui	877	60,6	
A des papiers officiels pour son séjour	Non	130	49,6	0,1
	Oui	733	41,8	
	Ne sait pas	128	48	
Continent de résidence	Europe	705	59,8	1,9
	Afrique	140	56,6	
	Autre continent	178	51,6	
Durée dernière migration	Moins de 5 ans	214	51,2	2,4
	5 -14 ans	263	64,6	
	15 ans et plus	392	55,4	

\* : p<0,10 ; \*\* : p<0,05 ; \*\*\* : p<0,01

Le fait d'avoir bénéficié d'une aide pour partir ne semble pas avoir d'influence importante sur la propension à transférer, les personnes ayant reçu de l'aide transférant autant que celles qui n'en ont pas reçu. Par contre, ceux ayant vécu dans le ménage sont plus nombreux à transférer.

La proportion de ceux qui transfèrent est légèrement plus élevée chez les migrants qui possèdent des documents de séjour officiels que chez ceux qui n'en possèdent pas.

Pour confirmer cette lecture descriptive du lien entre la participation aux transferts et certaines variables, l'estimation par un modèle logistique de la probabilité d'effectuer un

transfert permet de dégager les facteurs susceptibles d'influencer la propension à transférer. Il s'agit ici d'une analyse multivariée, quantifiant le risque d'effectuer un transfert pour un migrant selon chacune des caractéristiques donnée, en tenant compte cette fois de l'effet simultané des autres variables. Le tableau 9 récapitule les résultats pour trois modèles, le premier concernant l'ensemble des transferts, le second uniquement les transferts d'argent et le troisième les transferts de biens matériels.

Les résultats confirment ceux de l'analyse bivariée. Ils confirment la plus grande probabilité de participation des hommes aux transferts, qui ont un risque de transférer de l'argent presque deux fois supérieur à celui des femmes. Une différence d'attente sociale, plus forte chez les hommes peut expliquer ces différences. En effet les « fils », dès qu'ils atteignent l'âge adulte, sont mobilisés pour porter assistance au cercle familial (Antoine et Sow, 2000). Mais la plus faible insertion des femmes immigrées sur le marché du travail à destination (Kofman et Raghuram, 2006) est également une explication possible à cette plus faible participation, leurs moyens étant ainsi plus limités.

Les personnes occupées sont plus enclines à transférer, qu'il s'agisse d'argent ou de biens matériels. Les personnes dotées d'un revenu, car occupant un emploi ont plus de chances de soutenir financièrement et matériellement leur famille restée au pays.

Le niveau d'instruction n'a pas d'effet en ce qui concerne les transferts de biens. Pour les transferts monétaires, deux effets contraires sont à souligner. Les personnes ayant un niveau d'éducation intermédiaire sont plus enclines à transférer, alors que la probabilité de transfert diminue pour celles qui ont fait des études supérieures. Ce résultat est surprenant et contraire à ce qui est généralement montré dans la littérature, où ce sont les plus éduqués qui sont les plus enclins à transférer (Rodriguez 1996, Niimi et al., 2008). Poirine (1997) suggère que les transferts peuvent être considérés comme le remboursement des frais engagés dans l'éducation des migrants, dans le cadre d'un échange avec la famille. Ici, le fait que les plus éduqués, pour lesquels l'investissement familial aurait été plus important, ne remettent pas davantage réfute cette interprétation. Mais le niveau d'éducation du migrant reflète également sa capacité à s'insérer sur le marché du travail à destination. Un migrant ayant un niveau d'éducation intermédiaire aura ainsi des incertitudes liées au revenu et à la stabilité de l'emploi plus grande qu'un niveau d'éducation supérieur, d'où une plus grande précaution à renvoyer de l'argent à titre de précaution pour faire face à ce risque lié à l'emploi (Amuedo-Dorantes et Pozo, 2006) et ce, dans le cadre d'une assurance mutuelle avec la famille bénéficiaire (Argawal et Horowitz, 2002).

Le fait d'avoir bénéficié de l'aide du ménage pour partir est négativement lié à la probabilité d'effectuer des transferts. Cette variable indiquant l'existence de services rendus au migrant et donc d'une possible dette envers la famille ne joue pas dans le sens attendu. De même, le fait d'avoir effectivement vécu dans le ménage durant une certaine période augmente le risque transférer, mais sans être statistiquement significatif. Ainsi, l'hypothèse des transferts intervenant en échange de services passés rendus par la famille ne semble pas soutenue par les données. Cela témoigne de la complexité des arrangements résidentiels, ainsi que de la distribution des soutiens au sein de la famille au Sénégal.

La significativité du lien de parenté avec le ménage est forte. Le fait de ne pas appartenir à la parenté proche du ménage, comme les conjoints ou les enfants, diminue la probabilité de participer aux remises, quel que soit le type de bien considéré.

Ces résultats semblent infirmer l'hypothèse d'échange, étant donné que les prestations pouvant donner lieu à contrepartie, comme l'éducation, la résidence antérieure, ou le soutien au départ n'influent pas sur la participation du migrant aux transferts. La non influence de ces variables supportent plutôt l'altruisme, que confirme l'importance du lien de parenté,

**Tableau 9 - Probabilité pour un migrant de transférer selon le type de transferts**

Variables explicatives	Modalités	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
		Tout type de transfert	Transfert d'argent	Transfert de bien
Sexe	Femme	1,00	1,00	1,00
	Homme	1,59	1,84*	0,74
Occupation actuelle	Sans occupation	1,00	1,00	1,00
	Occupé	2,29***	2,31***	1,96**
Niveau d'instruction	Sans instruction et primaire	1,00	1,00	1,00
	Secondaire	1,61*	1,60*	1,24
	Supérieur	0,91	0,63	1,11
Groupe d'âge	Moins de 30 ans	1,00	1,00	1,00
	30-39 ans	1,82*	1,91**	1,42
	40-49 ans	1,49	1,55	1,30
	50-59 ans	0,86	1,05	2,11
	60 ans et plus	0,85	1,19	1,55
Statut matrimonial	En union	1,00	1,00	1,00
	Célibataire	0,89	0,83	1,47
	En rupture d'union	1,16	0,91	1,12
Lien de parenté avec le chef de ménage	Conjoint et enfants CM	1,00	1,00	1,00
	Parent proche CM	0,39***	0,30***	0,67
	Parent par alliance	0,38**	0,37**	0,69
	Autre parent	0,17***	0,16***	0,28***
	Sans lien	0,18**	0,23*	0,67
Aide du ménage pour partir	Non	1,00	1,00	1,00
	Oui	0,69*	0,65**	0,99
A vécu dans le ménage	Non	1,00	1,00	1,00
	Oui	1,36	1,48	1,17
A des papiers officiels pour son séjour	Non	1,00	1,00	1,00
	Oui	1,11	1,12	0,95
	Ne sait pas	0,66	0,59	0,66
Continent de résidence	Europe	1,00	1,00	1,00
	Afrique	0,79	0,76	0,82
	Autre continent	0,76	0,92	1,11
Durée dernière migration	Moins de 5 ans	1,00	1,00	1,00
	5-9 ans	1,10	1,08	1,87**
	10 ans et plus	1,36	1,19	1,03
Nombre d'observations		878	883	878

\* :  $p < 0,10$  ; \*\* :  $p < 0,05$  ; \*\*\* :  $p < 0,01$

De plus, la durée de migration, qui est sans influence significative dans les deux premiers modèles, montre dans le modèle de tous les transferts confondus, que les migrants qui sont absents depuis 5 à 9 années sont plus enclins à transférer. Les premières années, le migrant doit trouver ses marques à destination, notamment pour son insertion professionnelle, et ses capacités de remise sont encore limitées. Mais au fil du temps, sa propension à transférer diminue et cela est souvent interprété comme un relâchement des liens familiaux avec le temps.

et la distance. Le déclin de la probabilité à transférer avec le temps est courant dans la littérature (Rodriguez, 1996, Amuedo-Dorantes et Pozo, 2006). A nouveau, ce résultat confirme l'hypothèse d'altruisme, car cela montre que les liens familiaux, qui se distendent avec le temps, influent sur la propension à transférer.

## Les ménages qui reçoivent des transferts

En considérant les caractéristiques des ménages bénéficiaires des transferts, près de deux-tiers (65%) des ménages comportant des migrants ont reçu des transferts au cours des 12 mois précédant l'enquête. 60% des ménages ont reçu des transferts d'argent et 32% des transferts de biens matériels.

**Tableau 16 - Caractéristiques des ménages ayant reçu des transferts au cours des 12 mois précédant l'enquête**

Variabiles	Modalités	Effectif	Proportion (%)	Khi-2
Sexe CM	Femme	194	68,0	1,5
	Homme	346	63,0	
Occupation actuelle CM	Sans occupation	149	69,9	22,3***
	Occupé	292	51,1	
Niveau d'instruction CM	Sans instruction et primaire	316	70,0	17,7**
	Secondaire	132	58,7	
	Supérieur	76	54,4	
Groupe d'âge CM	Moins de 30 ans	28	74,5	23,7**
	30-39 ans	83	62,7	
	40-49 ans	116	57,4	
	50-59 ans	140	55,2	
	60 ans et plus	173	76,9	
Statut matrimonial CM	Célibataire	27	61,8	2,12
	En union	413	63,5	
	En rupture d'union	100	70,6	
CM a déjà vécu hors Sénégal	Non	426	62,9	9,6*
	Oui	115	47,9	
Taille du ménage	Moins de 5 pers	72	48,2	15,1**
	5-9 pers	230	63,2	
	10-14 pers	135	70,7	
	15 et plus	103	71,9	
Enfants de moins de 15 ans	Aucun	103	71,2	2,20
	Oui	513	63,5	
Nombre de migrants	Un seul	271	60,9	5,8
	2-3 migrants	207	66,6	
	4 migrants et plus	63	75,4	

\* :  $p < 0,10$  ; \*\* :  $p < 0,05$  ; \*\*\* :  $p < 0,01$

La réception de transferts migratoires est liée à certaines caractéristiques du chef du ménage bénéficiaire. Les chefs de ménage sans occupation professionnelle, ceux qui sont les moins instruits sont moins nombreux à recevoir des transferts. Les plus jeunes, et les plus âgés sont

également plus nombreux à en bénéficier. L'expérience migratoire du chef de ménage joue également. La part de ceux qui reçoivent des transferts parmi ceux qui ont déjà vécu en dehors du Sénégal pour au moins un an est plus élevée.

La composition du ménage semble également être importante. Plus les ménages sont grands, plus ils bénéficient des transferts. Ainsi, si moins de la moitié des ménages de moins de 5 personnes en reçoivent, ils sont plus de 70% chez les ménages comptant plus de 10 membres. En ce qui concerne le nombre d'enfants à charge dans le ménage, la relation est moins claire. Les ménages sans enfants à charge et ceux en comptant 4 et plus sont plus nombreux à en bénéficier.

De même que dans la section précédente, un modèle logistique permet d'estimer la probabilité pour un ménage de recevoir un transfert, afin de montrer les variables qui influencent cette probabilité. A nouveau, trois modèles seront retenus, le premier concernant l'ensemble des transferts, le second uniquement les transferts d'argent et le troisième les transferts de biens matériels (Tableau 11).

**Tableau 17 - Probabilité pour un ménage de recevoir un transfert monétaire**

Variables	Modalités	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
		Tout type de transfert	Transfert d'argent	Transfert de bien
Sexe CM	Femme	1,00	1,00	1,00
	Homme	1,20	1,11	1,11
Occupation actuelle CM	Sans occupation	1,00	1,00	1,00
	Occupé	0,58**	0,54**	0,81
Niveau d'instruction CM	Sans instruction et primaire	1,00	1,00	1,00
	Secondaire	0,60*	0,56**	0,96
	Supérieur	0,65	0,58	1,14
Age CM	Age en années	0,99	0,98*	0,99
Statut matrimonial CM	En union	1,00	1,00	1,00
	Célibataire	0,77	0,51	1,14
	En rupture d'union	1,40	1,39	1,12
CM a déjà vécu hors Sénégal	Non	1,00	1,00	1,00
	Oui	0,52**	0,68	0,63
Taille du ménage	Moins de 5 pers	1,00	1,00	1,00
	5-9 pers	2,27*	2,61	1,30
	10-14 pers	3,40**	4,29	1,57
	15 et plus	3,86	5,21	1,28
Enfants de moins de 15 ans dans le ménage	Aucun	1,00	1,00	1,00
	Oui	0,53	0,51*	1,34
Nombre de migrants	Nombre de migrants	1,40***	1,25**	1,20**

\* : p<0,10 ; \*\* : p<0,05 ; \*\*\* : p<0,01

On observe que les caractéristiques du chef de ménage restent importantes, en ce qui concerne les transferts d'argent. Si le sexe du chef de ménage est sans effet significatif, son statut

d'occupation et son niveau d'instruction ont une influence importante. Les ménages dirigés par les personnes occupées, et qui ont donc un revenu lié à cette occupation, ont une plus faible probabilité de recevoir des transferts que les personnes qui ne travaillent pas. Les ménages dont le chef est instruit, en particulier au niveau secondaire, sont moins enclins à bénéficier des remises que les autres ménages. Mais au niveau d'instruction supérieur, la variable n'a plus d'effet. Ces variables reflètent une certaine situation de vulnérabilité du chef de ménage dans laquelle il est plus enclin à recevoir un soutien des migrants, et rejoignent l'hypothèse que les transferts se font pour un motif altruiste.

En ce qui concerne la composition du ménage, la taille du ménage est significative lorsqu'on ne différencie pas les types de transferts. Les ménages de taille élevée, de plus de 5 personnes ont une probabilité plus élevée de recevoir des transferts monétaires, mais la variable perd sa significativité au-delà de 15 personnes. La présence d'enfants à charge de moins de 15 ans est négativement liée à la probabilité de recevoir des transferts d'argent.

Le nombre de migrants du ménage est positivement lié à la probabilité de recevoir des transferts, quel qu'en soit la nature. Plus le ménage a de migrants, plus grandes sont ses chances de bénéficier de remises.

Les facteurs associés aux transferts, du point de vue des ménages bénéficiaires, semblent accréditer l'hypothèse de transferts altruistes, orientés vers le bien être du ménage. En effet, le statut d'occupation du migrant, que l'on peut rapprocher de la variable revenu car il estime la situation économique du migrant, influence positivement la probabilité de transférer, de même que la proximité relationnelle du migrant avec le ménage bénéficiaire. La composition du ménage est également importante, ainsi que certaines caractéristiques indiquant son niveau de vulnérabilité, notamment l'absence d'occupation du chef de ménage et sa faible instruction. L'absence de données sur le montant des transferts des migrants ainsi que sur les différents risques ou chocs auxquels les ménages ou le migrant sont véritablement soumis, ne permet pas de tester plus précisément ces hypothèses.

#### **4. Les transferts et les conditions de vie des ménages**

Afin d'estimer l'effet des transferts sur les conditions de vie des ménages qui en bénéficient, il est possible de comparer l'accès à différents biens d'équipements selon le statut des ménages. Les ménages non impliqués dans la migration seront distingués des ménages comptant des migrants, mais qui n'ont pas reçu des transferts au cours des 12 mois précédant l'enquête, et des ménages comptant des migrants et ayant reçu des transferts monétaires au cours de cette période.

Globalement, les ménages impliqués dans la migration sont plus nombreux à posséder les différents biens considérés (Tableau 12). Les ménages ayant reçu des transferts au cours de l'année sont plus nombreux à être propriétaires de leur logement, 60% d'entre eux le sont contre près de 40% des autres ménages. Les ménages de migrants n'ayant pas reçu de transferts et ceux ne comptant pas de migrants ont davantage accès à la propriété d'autres terrains. En ce qui concerne les équipements électroménagers et audiovisuels, les ménages impliqués dans la migration sont mieux dotés que les autres, et ceux ayant reçu des transferts le sont encore davantage. Les ménages impliqués dans la migration semblent ainsi avoir un meilleur accès à certains biens. Cependant, ce résultat doit encore être creusé, pour déterminer dans quelle mesure ils sont réellement imputables au statut migratoire et à la réception de transferts.

**Tableau 18 - Possession de certains biens selon le statut du ménage**

Variables	Ménages sans migrant	Ménages n'ayant pas reçu de transferts	Ménages ayant reçu des transferts
Logement	40,0	41,5	60,3
Cuisinière à gaz	67,9	73,1	71,7
Téléviseur	74,6	86,0	93,9
DVD ou magnétoscope	33,3	50,0	59,6
Câble ou satellite	10,4	31,2	22,0
Véhicule	7,3	20,9	14,9
Autre terrain	86,9	89,9	77,4

Source : Enquête MAFE-2008

Les transferts tiennent une place importante dans la satisfaction des différents besoins des ménages pour une majorité d'entre eux, qu'il s'agisse des besoins en nourriture, en logement, en transport ou en médicaments. Près du tiers des ménages déclarent que les transferts représentent une part élevée de leurs besoins, et 40% une part moyenne, contre près d'un ménage sur dix qui les déclarent comme insignifiants (Tableau 13). Cette question est entièrement subjective, mais permet de montrer qu'une large part des ménages s'appuie sur les remises migratoires pour satisfaire leurs besoins quotidiens.

**Tableau 19 - Part des transferts dans les besoins des ménages qui en bénéficient**

Part des transferts dans les besoins des ménages	Proportion( %)
Très élevée	8,7
Elevée	25,9
Moyenne	41,8
Faible	13,3
Insignifiante	10,3
Total	100

Source : Enquête MAFE-2008

## Conclusion

Ainsi, une part importante des migrants transfèrent des biens en nature ou de l'argent à destination de leur famille restée à Dakar. L'argent reste le premier bien transféré et les envois interviennent régulièrement, de façon mensuelle pour une partie des migrants. Les sommes envoyées restent faibles. Une caractéristique notable des transferts monétaires effectués par les migrants dakarois est que ceux-ci passent en majorité par les canaux officiels, au contraire de ce qui est habituellement observé dans les autres pays du Sud, où les transferts informels sont beaucoup plus importants. Ils sont majoritairement affectés aux dépenses quotidiennes du ménage bénéficiaire, et la constitution d'une épargne ou l'achat d'un bien immobilier sont des situations rares.

En ce qui concerne les facteurs associés aux transferts, le fait d'être un homme, le statut d'occupation et la proximité relationnelle avec le ménage sont importants. Les membres du noyau familial primaire, chef de ménage, conjoint ou enfants sont les migrants les plus enclins à soutenir leur famille. Du côté des ménages qui reçoivent, le statut d'occupation du chef de ménage, son âge et le nombre de migrants du ménage influencent la propension à recevoir des transferts d'argent. Les résultats semblent corroborer l'hypothèse d'altruisme.

Néanmoins, l'assurance mutuelle semble également présente, dans la mesure où les migrants qui sont plus exposés aux risques de variation de revenu à destination ont une plus grande propension à transférer. La question reste à creuser, en l'absence de certaines données plus précises, comme le montant des transferts reçus par les ménages ou les intentions de retour du migrant. L'exploitation des enquêtes biographiques auprès des migrants devrait permettre de combler ce manque.

Les ressources issues de la migration semblent d'abord constituer une aide pour la vie ou même la survie quotidienne des ménages à Dakar. Une part importante des ménages qui en reçoivent considèrent leur contribution à la satisfaction de leurs besoins comme importante. De plus, les ménages recevant des transferts ont un meilleur accès à certains biens. Cependant, la situation paraît loin des hypothèses posant les transferts comme une source de revenu susceptible de financer des investissements dans les pays d'origine. La part des transferts qui y sont consacrés semble marginale. Des questions se posent sur l'effet réel de ces transferts sur les conditions de vie et de production des ménages et des analyses futures doivent permettre d'y apporter des éléments de réponse.

## Bibliographie

- ADAMS R.H. et PAGE J. , 2003, « International Migration, Remittances and Poverty in Developing Countries », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 3179.
- AMUEDO-DORANTES C. et POZO, S., 2006), «Remittances as Insurance: Evidence from Mexican Immigrants», *Journal of Population Economics*, n°19, pp. 227-254.
- ANTOINE P. et SOW O., 2000, Rapport de genre et dynamiques migratoires, in *Rapports de genre et question de population*, Bozon M. et Locoh T. (dir.), Ined, Paris, France, pp. 112-123.
- ARGAWAL R., HOROWITZ A.W., 2002, «Are international remittances altruism or insurance ? Evidence from Guyana using multiple-migrant households », *World Development*, 2002, vol.30, n° 11, pp.2033-2044.
- BECKER G. S., 1974, « A theory of social interactions », *Journal of Political Economy*, vol. 82, n° 6, pp.1063-1093.
- CARLING J., 2008, «The determinants of migrant remittances», *Oxford Review of Economic Policy*, Volume 24, Number 3, 2008, pp.581–598
- CHAMI R., FULLENKAMPF C. et JAHJAH S., 2005, « Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development? », *IMF Staff Papers*, vol. 52, n° 1, pp. 55-81.
- Direction de la Prévision et de la Statistique, 2004, Rapport de synthèse de la deuxième enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM-II), République du Sénégal, 260p.
- FINDLEY S.E., 1991, « Sécheresse et migration dans la vallée du fleuve Sénégal: les femmes et les enfants dominant dans le nouveau type de migrant », *Pop. Sahel*, n° 16, pp.19-28.
- GUBERT F., 2002, « Do Migrants Insure Those Who Stay Behind? Evidence from the Kayes Area Western Mali », *Oxford Development Studies*, vol. 30, n° 3, pp. 267-287.
- HANGEN-ZANKER J., Siegel M., 2007, “The determinants of remittances, a review of the literature”, Working Paper, June 2007, Maastricht Graduate School of Governance, 25 p.
- HODDINOTT J., 1994, « A model of migration and remittances applied to Western Kenya », *Oxford Economic Papers* vol.46, pp.459-476
- LUCAS R. et STARK O, 1985, « Motivations to remit: the case of Botswana », *Journal of Political Economy*, 93(5), pp.901-918.

- LOPEZ-CORDOBA E., 2004, « Globalization, Migration, and Development: The Role of Mexican Migrant Remittances », mimeo, The Inter-American Development Bank.
- POIRINE B., 1997, «A theory of remittance as an implicit family loan arrangement », *World Development*, vol.25 n°2, pp.589-612.
- RODRIGUEZ E.R., 1996, «International Migrants' Remittances in the Philippine», *The Canadian Journal of Economics*, Vol. 29, Special Issue: Part 2 (Apr., 1996), pp. S427-S432.
- SARR F., 2010, *Migrations, transferts et développement local sensible au genre. Le cas du Sénégal*, UN-INSTRAW, UNDP, Dakar, 60 p.
- RATHA D., 2007, «Leveraging remittances for development», Migration Policy Institute, Policy Brief, 16 p., June 2007.
- ROBIN N., LALOU R. et NDIAYE M. (1999), *Facteurs d'attraction et de répulsion à l'origine des flux migratoires internationaux*”, Rapport National du Sénégal, EUROSTAT/NIDI/IRD.
- RUSSEL S. S., JACOBSEN K. J. et STANLEY W. D., 1990, *International Migration and Development in Sub Saharan Africa*, vol. 1 et 2. World Bank Discussion Papers, n° 101 et 102, 1990.

## Chapitre 5

# LES TRANSFERTS DES EMIGRES CONGOLAIS VERS LES MENAGES DE LA VILLE DE KINSHASA : NIVEAU ET DETERMINANTS

MANGALU MOBHE Agbada, UCL

### I. Introduction

Les migrations internationales, qu'elles soient légales ou illégales, sont devenues au fil du temps un élément-clé dans l'économie de nombreux pays tant du Nord que du Sud (Petit, 2002). En plus du rôle qu'elles ont joué et qu'elles continuent à jouer dans la modification des effectifs et dans la distribution spatiale de la population (Gendreau, 1993), les migrations internationales ont toujours été un puissant vecteur de la dynamique démographique (Lututala, 1987) et de la transmission, non seulement des idées, des valeurs et des technologies mais aussi des capitaux entre peuples et entre Nations (Chesnais, 1991 ; Faini, 2007, PNUD, 2009). Dans ces conditions, les migrants internationaux sont devenus non seulement des acteurs économiques à part entière, très actifs dans la construction de relations d'échanges, de transactions et de transferts de richesses et de biens entre les pays impliqués dans cette mobilité (Boubakri, 2001) mais aussi des acteurs externes les plus actifs et les plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté (Gildas, 2007).

C'est d'ailleurs le rôle supposé que sont censés jouer ces migrants dans l'économie de nombreux pays en développement, notamment à travers les transferts qu'ils réalisent au profit de leur ménage d'origine, qui a suscité un regain d'intérêt sur les questions migratoires. Et depuis quelques temps, de plus en plus d'études sont menées pour non seulement mesurer l'ampleur de ces transferts mais aussi pour déterminer les principaux facteurs explicatifs. En 2005 par exemple, les fonds rapatriés par des voies officielles par des émigrés en provenance des pays en développement à leurs pays d'origine ont été estimés à 167 milliards \$US (World Bank, 2006). Ces fonds sont en augmentation constante depuis les années 1990 et dépasseraient aujourd'hui en volume l'aide publique au développement ainsi que les flux financiers privés en direction de ces pays (World Bank, 2006). En 2006, ces fonds ont été estimés à 206 milliards \$US (Ratha, 2007) contre 308 milliards en 2008 (PNUD, 2009).

Même s'il est établi que les fonds que rapatrient les émigrés à leur ménage d'origine représentent des parts de plus en plus grandes des revenus de ces derniers (PNUD, 2009), les discussions restent encore ouvertes sur leur incidence sur le bien-être des ménages qui les reçoivent et partant, sur le développement des communautés d'origine. La plupart des études concluent que les ménages qui reçoivent ces fonds les dépensent surtout en biens de consommation élémentaire et de luxe. Peu de ménages entreprennent une véritable formation de capital par l'acquisition des biens de production et des investissements économiques (Weigel, 1982 ; Stahl, 1989 ; Russel, 1992 ; United Nations, 1998 ; Penent, 2003). Ces études insistent également sur les possibilités d'inflation consécutives à ces transferts, sur l'adoption des nouveaux modes de consommation de la part des ménages bénéficiaires mais aussi sur l'accentuation des inégalités dans la communauté (Russel, 1986 ; Barham et Boucher, 1998) et la baisse de productivité agricole (Gubert, 2002 ; Chami *et al.*, 2005).

A côté de ces vues pessimistes, certains auteurs pensent au contraire que ces fonds peuvent constituer un moyen de donner accès au crédit aux ménages et communautés. Et ce, dans la mesure où ces fonds peuvent être utilisés comme capital d'investissement pour lancer des

petites affaires, acquérir des propriétés agricoles ou immobilières, financer des projets collectifs, soutenir la scolarisation des enfants, mais plus généralement couvrir les besoins alimentaires, sanitaires et autres des membres de familles restés au pays (Buechler, 1987 ; Tall, 1994 ; Didier-Laurent, 1996, Penent, 2003). Comme on peut s'en rendre compte, le point d'achoppement entre ces différentes vues se focalisent sur la part de ces transferts que les ménages bénéficiaires consacrent aux différentes postes et natures de dépenses. Nous n'allons pas, en ce qui nous concerne, prendre position sur cette discussion, mais essayerons d'étayer l'une ou l'autre thèse sur la base des données empiriques dont nous disposons.

Un autre élément important lorsqu'on fait une étude sur les transferts est sans nul doute de déterminer les facteurs qui sous-tendent le comportement de transfert des migrants. L'étude de ces facteurs renvoie à la question de savoir pourquoi certains émigrés rapatrient de l'argent ou autres biens à leur ménage d'origine alors que d'autres ne le font pas. Ou encore pourquoi les ressortissants de certains pays rapatrient plus d'argent et de biens dans leurs pays d'origine que d'autres. Les réponses à ces questions demandent, d'une part, de chercher les motivations qui animent les émigrés au moment d'envoyer de l'argent et d'autres biens à leur ménage restés au pays (Straubhaart et Vadean, 2006) et d'autre part, d'identifier chez les émigrés les caractéristiques susceptibles d'agir sur leur propension à transférer des fonds et des biens. De même, les réponses à ces questions pourraient conduire à rechercher les caractéristiques des ménages et des pays susceptibles de drainer vers eux les fonds et les biens des émigrés.

Nous entendons par déterminants des transferts, les facteurs de différents ordres qui sont susceptibles d'influer à la fois sur la propension à transférer, sur le montant du transfert mais aussi sur la probabilité pour un ménage de recevoir des transferts. Et ces facteurs pouvant se situer au niveau macro-économique, au niveau familial et au niveau individuel (Kelly et Solomon, 2009). Dans le cadre de cet article, l'objectif consiste à déterminer l'ampleur des transferts des migrants congolais vers leur ménage d'origine, les facteurs qui influencent la propension à transférer et les montants transférés ainsi que les facteurs qui en influencent la réception par le ménage. Nous tenterons également d'évaluer l'incidence des transferts des migrants sur le vécu quotidien des ménages.

### ***1.1. Données et méthodes d'analyse***

Les données utilisées dans cet article sont issues d'une enquête réalisée en juillet-septembre 2007 dans le cadre du Programme « *Migrations internationales, recompositions territoriales et développement dans les pays du Sud* », financé par le Gouvernement français à travers le Ceped dans le cadre de Fonds de Solidarité Prioritaire. Pour la partie congolaise, l'enquête a été conduite par le Département des Sciences de la Population et du Développement de l'Université de Kinshasa en partenariat avec le Centre de Recherche en démographie et Société de l'Université catholique de Louvain. L'enquête s'est largement inspirée de la méthodologie utilisée par Massey et ses collègues, dans le cadre de Mexican Migration Project (MMP). Mais pour le besoin de cet article, seule la partie quantitative de l'enquête, réalisée à Kinshasa auprès des ménages des migrants et de non-migrants a été exploitée.

Deux types d'enquête étaient réalisés simultanément : l'enquête-ménage et l'enquête biographique individuelle. L'enquête-ménage était de type quantitatif et aléatoire, à un seul passage (en principe). Le questionnaire ménage a été administré aux chefs de ménages ou à leurs conjoints, ou à tout autre membre des ménages adultes rencontrés dans la parcelle. Il portait sur l'identification et les caractéristiques des membres actuels des ménages, sur l'identification et les caractéristiques des membres des ménages en migration, sur la dynamique entre les ménages et les migrants, sur les conditions d'habitat des ménages, etc. L'objectif consistait de mesurer la prévalence et d'étudier les déterminants de la migration et des transferts des fonds et biens des émigrés. L'enquête biographique a porté sur les individus

âgés de 20 à 60 ans, tirés de manière aléatoire au sein des ménages enquêtés. Qu'il s'agisse des migrants de retour, des non-migrants que des conjoints des migrants. L'objectif ici était notamment d'étudier les parcours migratoires des individus en fonction de leurs histoires matrimoniales, scolaires, professionnelles et autres. Au total 992 biographies individuelles ont été réalisées.

Etant donné qu'il s'agissait d'expliquer à la fois les déterminants de la migration et des transferts, tant au niveau des individus que des ménages, trois principales méthodes d'analyse ont été utilisées : l'analyse de dépendance, par la statistique de khi-carré ; la régression logistique ainsi que le modèle tobit.

## 1.2. Populations étudiées

Les analyses réalisées ici ont porté à la fois sur les ménages, ayant ou non des migrants mais aussi sur les migrants issus ou rattachés aux ménages enquêtés et âgés de 20 à 60 ans au moment de l'enquête. Sur les 945 ménages enquêtés, 478, soit 50,6 %, ont des migrants vivant à l'étranger. Les migrants étaient définis comme des personnes qui vivaient à l'étranger au moment de l'enquête pendant au moins trois 3 mois. Parmi ces migrants, on comptait des anciens membres des ménages (ceux qui ont vécu dans les ménages avant de migrer pour au moins 3 mois) mais aussi des frères et sœurs des chefs de ménages et/ou de leurs conjoints. Mais pour faire partie de la population étudiée, ces migrants devaient avoir gardé un contact régulier avec leur ménage d'origine au cours de 12 mois précédant l'enquête. L'effectif total de tous ces migrants s'élève à 1308 personnes. Le tableau 1 présente la répartition de ces migrants selon leurs sexes ainsi que les continents de résidence.

Tableau 1 : Répartition des émigrés congolais selon le sexe et les continents de résidence

Continent de résidence	Femmes		Hommes		Total	
	Effectif	Prop. %	Effectif	Prop. %	Effectif	Prop. %
Afrique	224	47,4	327	58,0	551	53,1
Europe	216	45,7	202	35,8	418	40,3
Ailleurs	33	7,0	35	6,2	68	6,6
Total	473	100	564	100	1037	100

Contrairement à certaines idées reçues selon lesquelles les migrations africaines en général et congolaises en particulier se dirigeraient principalement vers les pays occidentaux, les données du Tableau 1 indiquent qu'un peu plus d'un Congolais sur 2 qui résidait à l'étranger au moment de l'enquête avait choisi de rester à l'intérieur du continent africain. 4 migrants congolais sur 10 se sont dirigés vers l'Europe contre un peu moins de 1 sur 10 vers l'Amérique et l'Asie. Par rapport au sexe, si près de 60 % d'hommes se sont dirigés vers l'Afrique contre 36 % en Europe ; ces proportions sont respectivement de 47 % et de 46 % pour les femmes.

Si au début, vers les années 1960 et jusqu'au milieu des années 1980, les Congolais s'orientaient et s'établissaient principalement en Europe (Gatugu, Manço et Amoranitis, 2001 ; Sumata, Trefon et Cogels, 2004 ; Sumata, 2005 ; Lututala et Zamwangana, 1998), on observe depuis la fin des années 1990 un renversement de tendance, avec une montée des destinations intra-africaines. Cette situation pourrait être due à une somme de raisons, dont les guerres qu'a connues le pays depuis 1996. Ces guerres ont poussé nombre des Congolais, particulièrement ceux habitant la partie orientale du pays, à aller chercher refuge dans les pays voisins, notamment le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, le Soudan, etc. On peut également évoquer ici la suspension de la coopération bilatérale intervenue à partir de 1991 entre le Zaïre d'alors et les principaux pays de destination de Congolais en Europe que sont la

Belgique et la France. Enfin, le durcissement des conditions d'accès dans l'espace Schengen par les pays européens pourrait également expliquer la montée de destinations non-européennes de la part des migrants congolais.

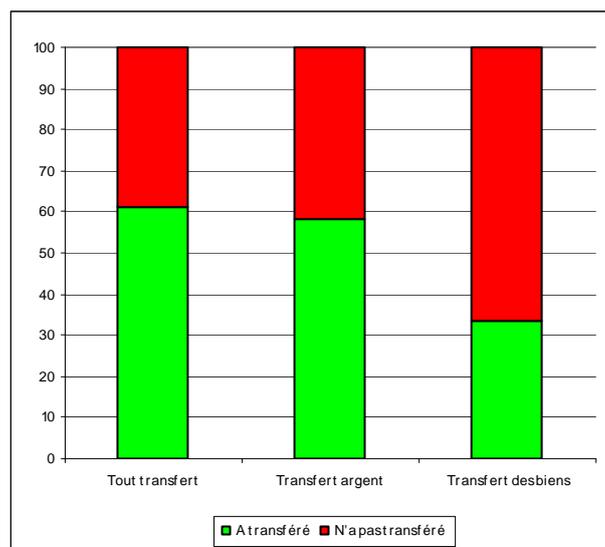
## II. Niveaux, caractéristiques et déterminants des transferts envoyés

### 2.1. Niveaux des transferts

Nous nous intéressons ici au comportement de transfert des migrants congolais. Il s'agira dans un premier temps de déterminer la proportion des migrants qui ont envoyé des transferts (toutes natures confondues, monétaire et matériel) et dans un second temps d'étudier le comportement de transferts de ces migrants en fonction de certaines de leurs caractéristiques socio-démographiques et migratoires. Précisons toutefois que à l'inverse de transfert toutes natures confondues et des transferts matériels pour lesquels la période de référence s'étale sur toute la durée de la migration, la période de référence pour les transferts monétaires se limite aux douze derniers mois ayant précédé l'enquête.

Le graphique 1 montre que 61 % de migrants ont déjà réalisé au moins une fois un transfert (toutes natures confondues) en direction de leur ménage d'origine depuis leur installation à l'étranger. De même, 30 % de ces migrants ont envoyé de biens en nature à leur ménage d'origine durant la même période. Quand on considère les transferts monétaires, cette proportion passe à 53 %. Le fait que beaucoup d'émigrés congolais réalisent de transferts au profit de leurs ménages d'origine n'est pas un phénomène nouveau. Dans son étude sur les migrants congolais installés à Paris, Lututala (2005 : 422) avait aussi trouvé que seuls 37 % d'entre eux n'avaient pas réalisé des transferts. Tout cela pourrait indiquer que les migrants ont bien intériorisé la « mission » confiée par leur ménage et qu'ils rempliraient, avec satisfaction, leur part du contrat. Ceci cadre d'ailleurs avec le postulat de la théorie de la nouvelle économie de la migration internationale de travail ainsi que celui de motivation d'altruisme tempéré (Lucas et Stark, 1985).

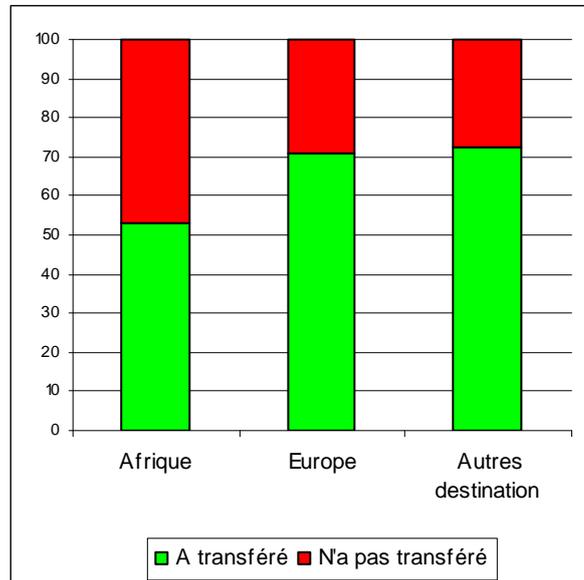
Graphique 1 : Proportion de migrants ayant réalisé des transferts au profit de leurs ménages selon la nature des transferts



Selon le continent de résidence, on observe sans surprise que ce sont les migrants qui résident en dehors de l'Afrique qui sont proportionnellement les plus nombreux à réaliser des transferts. En effet, alors que seuls 53 % des migrants résidant en Afrique ont réalisé des

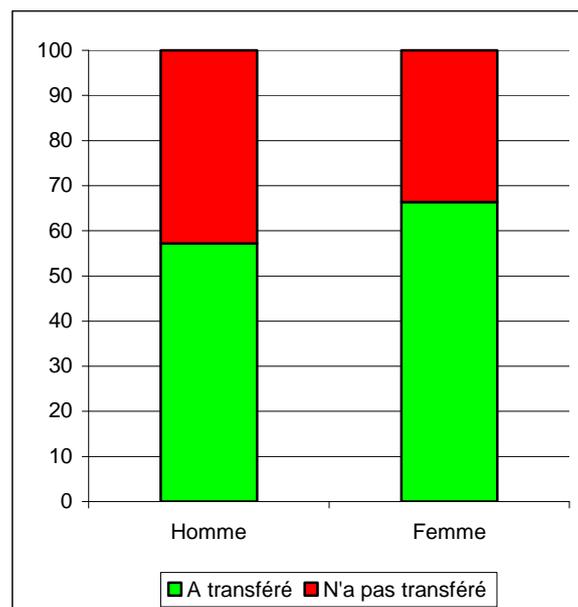
transferts, cette proportion passe à 71 % chez ceux qui résident en Europe et à 73 % chez ceux qui résident Amérique ou en Asie.

Graphique 2 : Proportion de migrants ayant réalisé des transferts au profit de leurs ménages selon les continents de résidence



Par ailleurs, une autre question qui peut paraître intéressante est celle de savoir s'il y a une différence de comportement de transferts entre les hommes et les femmes. A ce sujet, le graphique 3 indique que ce sont les femmes qui sont proportionnellement les plus nombreuses à envoyer des transferts au profit de leurs ménages d'origine. En effet, alors que 66 % d'entre elles ont réalisé des transferts ; cette proportion n'est que de 57 % chez les hommes.

Graphique 3 : Proportion de migrants ayant réalisé des transferts au profit de leurs ménages selon le sexe



## 2.2. Quelques caractéristiques des transferts monétaires

Lorsque l'on considère uniquement les transferts monétaires, on note qu'encore une fois, ce sont les migrants qui résident en dehors de l'Afrique qui sont proportionnellement les plus nombreux à envoyer de l'argent à leur ménage d'origine. En effet, alors que 66 % des migrants résidant en Europe et près de 70 % de ceux résidant en Amérique ou Asie ont envoyé de l'argent, cette proportion tombe à près de 51 % chez ceux qui résident en Afrique. On peut donc dire ici que plus le migrant est loin de son pays, plus il transfère. Cela pourrait aussi être vu comme la compensation de tous les efforts que les ménages ont réalisés pour faire voyager les migrants. Et toutes choses restant égales par ailleurs, ces efforts, financiers notamment, seraient proportionnels à l'éloignement de la destination. Par rapport au sexe, c'est encore les femmes migrantes qui sont proportionnellement plus nombreuses à avoir rapatrié de l'argent à leur ménage d'origine. Elles sont près de 62 % à avoir rapatrier de l'argent contre à peine 55 % pour les hommes.

Tableau 2 : Transfert d'argent selon le continent de résidence et le sexe des migrants

Variables	A transféré		N'a pas transféré		Ensemble	
	Effectif	Prop. %	Effectif	Prop. %	Effectif	Prop. %
<b>Continents de résidence</b>						
Afrique	278	50,5	273	49,5	551	100
Europe	277	66,3	141	33,7	418	100
Ailleurs	48	69,6	21	30,4	69	100
<b>Total</b>	<b>603</b>	<b>58,1</b>	<b>435</b>	<b>41,9</b>	<b>1038</b>	<b>100</b>
<b>Sexe</b>						
Masculin	310	54,9	255	45,1	565	100
Féminin	293	61,9	180	38,1	473	100
<b>Total</b>	<b>603</b>	<b>58,1</b>	<b>435</b>	<b>41,9</b>	<b>1038</b>	<b>100</b>

A quelle fréquence les migrants rapatrient-ils de l'argent à leur ménage ? Les données du tableau 3 indiquent que ces envois ont plutôt un caractère irrégulier ; ils répondraient à certains problèmes spécifiques que les ménages rencontrent dans leurs vécus quotidiens. En effet, ils ne sont qu'un peu plus d'un migrant sur 10 qui réalise des transferts de façon régulière, chaque mois. Plus de 7 migrants sur 10 envoient de l'argent soit de façon occasionnelle soit pour intervenir sur un problème ou une difficulté spécifique. Cela cadrerait bien avec une des fonctions essentielles des transferts qui consiste à « *diversifier les sources des revenus et à protéger la famille en cas de coup dur, par exemple la maladie, ou des chocs plus graves dus au ralentissement économique ou aux aléas climatiques* » (PNUD, 2009 : 80).

Ces transferts empruntent majoritairement les canaux officiels. En effet, un peu plus de 8 migrants sur 10 ont recouru au service des agences de transferts, telles que Western union, MoneyTrans, MoneyGram ou autres, pour faire parvenir de l'argent à leurs ménages. Seuls 5 % des migrants ont emporté de l'argent avec eux lors de leurs visites au pays. Ces résultats viennent un peu nuancer certaines idées largement répandues selon lesquelles plus de la moitié des transferts des migrants transiteraient par des canaux informels.

Tableau 3 : Migrants ayant effectué des transferts monétaires selon la fréquence et le mode d'envoi

Variables	Effectif	Proportion (%)
<b>Fréquence d'envois</b>		
Au moins tous les mois	80	13,3
Au moins tous les trimestres	78	13,0
De façon occasionnelle	260	43,1
En cas de problème	185	30,7
<b>Total</b>	<b>603</b>	<b>100</b>
<b>Mode d'envois</b>		
En mains propres	32	5,3
Au porteur	69	11,4
Agences de transfert	496	82,2
Autres	7	1,1
<b>Total</b>	<b>603</b>	<b>100</b>

Les montants envoyés lors du dernier transfert restent globalement faibles. En effet, un peu plus de 7 migrants sur 10 ont transféré des montants inférieurs à 150 dollars américains ; seuls 3 % d'entre eux ont transféré au moins 600 dollars américains lors du dernier transfert. Le montant moyen transféré lors du dernier transfert s'élève à 180 \$US et un migrant sur deux a envoyé durant cette période 100 \$US.

Tableau 4 : Montants transférés (en \$ américains) par les migrants congolais

Montants	Proportion (%)
Moins de 150	74
150 à 299	17
300 à 449	5
450 à 599	1
600 et plus	3
<b>Total</b>	<b>100</b>

Une autre question qui revient souvent lorsque l'on analyse des données sur les transferts des fonds de migrants est bien entendu celle portant sur l'utilisation que les ménages bénéficiaires font de cette manne financière. Cette question oppose souvent deux grands courants, les tenants d'une utilisation productive des transferts, d'un côté et ceux qui pensent que ces transferts sont souvent utilisés pour des dépenses de consommation et de prestige, de l'autre (Taylor et *al.*, 1996). Les données du tableau 5 indiquent, en ce qui concerne les ménages kinois, que la quasi-totalité des fonds issus de la migration est utilisée pour des besoins non productifs. Plus de 70 % de fonds ont été principalement affectées aux dépenses quotidiennes et rien pour les investissements productifs, hormis peut-être les 13 % qui ont été affectées aux dépenses scolaires.

Tableau 5 : Principales affectation de l'argent de transferts par les ménages

Principales affectations de l'argent	Proportion de ménages (%)
Dépenses quotidiennes	63,7
Loyer	1,7
Frais scolaires	13,0
Habillement	2,0
Cérémonies et fêtes religieuses	7,5
Soins médicaux	8,0
Autres	4,1
Total	100,0

### 2.3. Quelques caractéristiques des transferts en nature

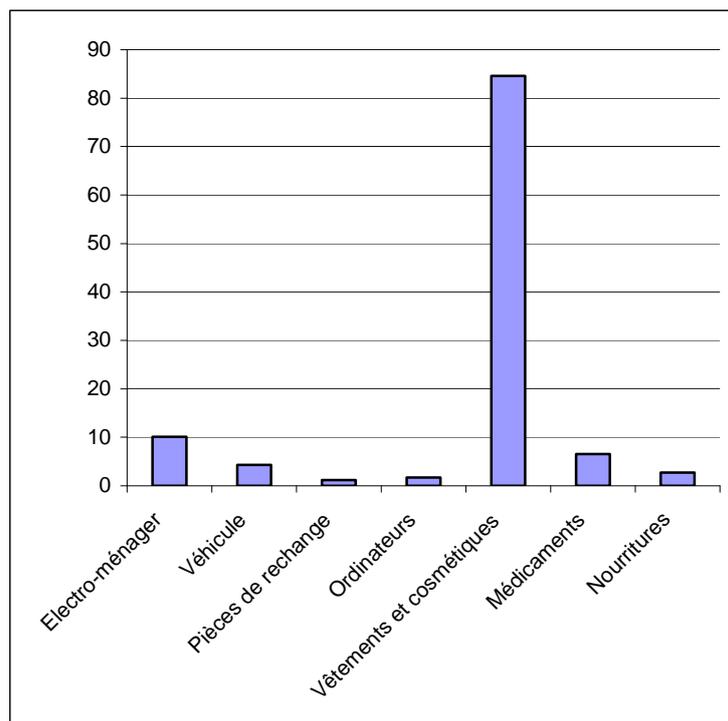
Même si ceux qui ont envoyé des biens en nature sont proportionnellement moins nombreux que ceux qui ont envoyé de l'argent, on observe tout de même les mêmes tendances que pour le transfert d'argent. Ainsi par exemple, c'est toujours les migrants résidant en Europe, en Amérique et en Asie qui sont les plus nombreux à avoir envoyé des biens à leurs ménages, à proportions presque égales autour de 43 %. De même, ce sont les femmes qui sont proportionnellement les plus nombreuses à avoir envoyé des biens, à hauteur de 41 % contre 27 % pour les hommes. Ici également, l'éloignement de la destination des migrants semble être en lien avec la probabilité de transférer.

Tableau 6 : Transfert des biens selon le continent de résidence et le sexe des migrants

Variables	A transféré		N'a pas transféré		Ensemble	
	Effectif	Prop. %	Effectif	Prop. %	Effectif	Prop. %
<b>Continents de résidence</b>						
Afrique	140	25,4	411	74,6	551	100
Europe	178	42,6	240	57,4	418	100
Ailleurs	30	43,5	39	56,5	69	100
<b>Total</b>	<b>348</b>	<b>33,5</b>	<b>690</b>	<b>66,5</b>	<b>1038</b>	<b>100</b>
<b>Sexe</b>						
Masculin	152	26,9	413	73,1	565	100
Féminin	196	41,4	277	58,6	473	100
<b>Total</b>	<b>348</b>	<b>33,5</b>	<b>690</b>	<b>66,5</b>	<b>1038</b>	<b>100</b>

Parmi ceux qui ont envoyé des biens en nature, un peu moins de 9 envois sur 10 étaient constitués des vêtements et produits de soins corporels. Les appareils électroménagers ont constitué la deuxième catégorie des biens les plus envoyés, avec une proportion d'un envoi sur dix. Les autres effets envoyés, mais en proportions très faibles sont, respectivement les médicaments, les véhicules, les produits alimentaires, les ordinateurs et les pièces de rechange.

Graphique 3 : Principaux biens envoyés par les migrants



#### 2.4. Facteurs associés au risque de transférer

Il est question ici de déterminer les facteurs socio-démographiques, familiaux et migratoires susceptibles d'agir sur la propension à transférer mais aussi sur le volume des montants transférés. On sait de par la littérature que : «*Migrant remittances depend both on the migrant's earnings and willingness and motivation to share part of these earnings with his/her household of origin* » (Taylor, 1999 : 75). Ce que notent également Straubhaart et Vadean (2006), pour qui le niveau des flux de transferts opérés par un émigré dépend à la fois de ses possibilités, c'est-à-dire de son revenu, et de la partie qu'il épargne de ce revenu, et de sa motivation à rapatrier ses économies dans son pays d'origine. Bien entendu, la volonté d'effectuer ces transferts dépend aussi de la durée de la migration, de la situation familiale des migrants (célibataire, marié, avec ou sans enfants) et des effets des réseaux (les migrants s'expatrient-ils seuls ? accompagnés de leur famille ? et conservent-ils des liens avec les personnes qu'ils ont laissées derrière eux ?). Russel (1986) et Penent (2003) mentionnent également d'autres caractéristiques démographiques de l'émigré (l'âge, le sexe, etc.), ses caractéristiques socio-économiques (l'emploi, niveau et stabilité du revenu, ...), la situation professionnelle des autres membres du ménage, le nombre des parents restés au pays, les objectifs, le type de la migration effectuée, etc.

Prenant en compte quelques unes de ces caractéristiques, nous tenterons de voir ce qu'il en est pour les migrants congolais, à la fois au niveau bivarié et multivarié. Au niveau bivarié, nous avons recouru à l'analyse de la dépendance par le test de khi-carré. Les résultats, présentés au tableau 7, indiquent que tous les tests de khi-carré réalisés sont statistiquement significatifs au seuil de 1 %, ce qui montre que toutes les variables intégrées dans l'analyse ont un lien très fort avec la probabilité de transférer.

En ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle, 64 % de migrants qui exercent un emploi rémunéré au moment de l'enquête ont réalisé des transferts contre 56 % chez ceux qui ont été déclarés sans emploi. Concernant le niveau d'instruction, on observe que plus le niveau d'instruction augmente, plus également la probabilité de réaliser des transferts augmente. Ainsi, alors que seuls 48 % d'émigrés sans instruction ou du niveau primaire ont réalisé des transferts, cette proportion monte à 68 % chez ceux du niveau supérieur, en passant par 60 % chez ceux du niveau secondaire. Par rapport à l'âge, on voit également que la probabilité de transférer augmente dans un premier temps avec l'âge jusqu'à un certain seuil (autour de 50 ans) avant de commencer à descendre par la suite. Ce sont donc les personnes les plus jeunes (moins de 30 ans) qui sont les moins susceptibles de réaliser des transferts. La probabilité de transférer étant maximale entre 40 et 49 et entre 50 et 59 ans.

Le fait d'être en union au moment de l'enquête améliore également la probabilité de transférer. Ainsi, 68 % d'émigrés en union au moment de l'enquête ont réalisé des transferts, contre 53 % parmi ceux en rupture d'union et seulement 51 % parmi les célibataires. Pour ce qui est du lien de parenté, globalement plus le lien avec le chef de ménage est étroit, plus la probabilité de transférer est grande. Ainsi, 71 % d'émigrés qui sont conjoints ou enfants du chef de ménage ont réalisé des transferts contre à peine 16 % parmi ceux qui sont sans liens. L'aide reçue du ménage au moment du départ en migration détermine également le comportement futur en matière de transfert, ainsi 65 % d'émigrés parmi ceux qui ont bénéficié de l'aide du ménage au départ ont réalisé des transferts contre 51 % parmi ceux qui n'ont pas bénéficié de telles aides. De même, le fait d'avoir vécu dans le ménage avant la migration améliore le comportement de transfert. En effet, 65 % d'émigrés parmi ceux qui ont vécu dans le ménage avant le départ à l'étranger contre 58 % parmi ceux qui n'y ont pas vécu ont réalisé des transferts. Le statut légal des migrants a également une influence sur sa propension à transférer. En effet, alors que près de 7 migrants sur 10 qui avaient des titres de séjour légaux ont réalisé des transferts, cette proportion tombe à près de 5 migrants sur 10 parmi ceux qui n'avaient pas de titres de séjour.

On note également que l'éloignement du continent de résidence des migrants améliore leur propension à transférer. Ainsi, un peu plus de 5 migrants sur 10 parmi ceux résidant en Afrique ont envoyé des transferts, cette proportion passe à plus de 7 migrants sur 10 parmi ceux résidant en Europe, Amérique et Asie. La propension à transférer augmente dans un premier temps avec la durée de résidence entre 5 et 9 ans et chute par la suite à partir de 10 ans, notamment à mesure que le migrant s'insère dans son nouvel espace et rationalise son comportement, notamment en matière de transfert.

Tableau 7 : Caractéristiques des migrants qui envoient des transferts

<b>Variables d'identification</b>	<b>Effectif</b>	<b>Proportion de ceux qui transfèrent (%)</b>	<b>Khi-deux</b>
<b>Sexe</b>			
Masculin	565	57,2	
Féminin	473	66,4	9,23***
<b>Occupation actuelle</b>			
Sans occupation	310	55,8	
Occupé	721	63,7	5,64**
<b>Niveau d'instruction</b>			
Sans instruction et primaire	60	48,3	
Secondaire	695	60,0	
Supérieur/Universitaire	282	67,7	9,67***
<b>Groupe d'âge</b>			
20-29 ans	246	48,4	
30-39 ans	412	62,9	
40-49 ans	271	69,0	
50-59 ans	67	68,7	
60 et +	16	62,5	26,01***
<b>Statut matrimonial</b>			
Célibataire	344	51,2	
En union	637	67,7	
En rupture d'union	55	52,7	27,49***
<b>Liens de parenté avec le CM</b>			
Conjoints/enfants du CM	208	71,2	
Parents proches du cm	442	57,2	
Parents par alliance	368	63,3	
Sans liens	19	15,8	28,83***
<b>Aide du ménage</b>			
N'a pas reçu l'aide	274	51,1	
A reçu l'aide	763	65,1	16,78***
<b>A vécu dans le ménage</b>			
N'a pas vécu dans le ménage	589	58,2	
A vécu dans le ménage	446	65,2	5,26**
<b>A un titre de séjour</b>			
Oui	776	66,1	
Non	69	46,4	
Nsp	193	47,7	29,17***
<b>Continents de résidence</b>			
Afrique	552	52,9	
Europe	418	70,8	
Amérique et Asie	69	72,5	36,03***
<b>Durée à la dernière migration</b>			
< 5 ans	390	50,0	
5-10 ans	317	66,9	
10 ans et +	327	70,0	35,71***

\* : p &lt; 10 % ; \*\* : p &lt; 5 % ; \*\*\* : p &lt; 1 %

Une autre question intéressante à ce niveau consisterait à se demander si la relation entre transfert et durée de résidence diffère significativement entre ceux qui ont reçu de l'aide des

ménages au moment des départs en migration et ceux qui n'ont pas reçu de telles aides ? Le Tableau 7 bis permet de répondre à cette question où on observe que les probabilités de transférer sont faibles à chaque durée de résidence chez ceux qui n'ont pas reçu de l'aide par rapport à ceux qui ont reçu de l'aide. De même, alors que chez ceux qui n'ont pas reçu de l'aide la probabilité de transférer diminue à partir de dix ans, chez ceux qui ont reçu de l'aide on observe par contre que plus la durée de résidence augmente, plus également la probabilité de transférer est forte. Ce résultat pourrait postuler que les comportements de transfert des migrants vont au-delà du simple remboursement des « dettes » tel que le supposent les motivations d'altruisme tempéré. Il s'agirait davantage du fonctionnement du modèle de diversification des risques tel que le laissait entendre la théorie de la nouvelle économie internationale de travail. En effet, conscients des difficultés des conditions de vie de leur ménage au pays, les migrants semblent avoir intégré cette donnée dans leur comportement migratoire. Et là les migrants interviendraient comme des « assureurs », empêchant leur ménage la descente aux enfers.

Tableau 7 bis : Transferts en fonction de la réception de l'aide et de la durée de migration

Variables d'identification	Effectif	Ont transféré (%)	Khi-deux
<i>Durée à la dernière migration* aide du ménage</i>			
< 5 ans sans aide du ménage	116	40,2	
5-10 ans sans aide du ménage	64	60,5	
10 ans et + sans aide du ménage	95	57,7	
< 5 ans avec aide du ménage	274	54,1	
5-10 ans avec aide du ménage	254	68,4	
10 ans et + avec aide du ménage	232	74,9	55,3***
* : p < 10 % ; ** : p < 5 % ; *** : p < 1 %			

L'analyse bivariée ayant dégagé des liens statistiquement significatifs entre les caractéristiques socio-démographiques, migratoires et familiales des émigrés et leur probabilité de transférer ; il nous revient maintenant d'indiquer quels sont parmi ces facteurs, ceux qui augmentent ou inversement, ceux qui réduisent cette probabilité, en présence d'autres facteurs. Nous avons recouru pour cela à une approche multivariée, avec la régression logistique. Trois modèles ont été construits. Le premier cherche à déterminer les facteurs qui agissent sur le risque de réaliser les transferts, indépendamment de leur nature, le second se préoccupe des facteurs liés au transfert monétaire et le troisième, au transfert matériel.

Les résultats présentés au Tableau n° 8 indiquent, pour le sexe, au seuil de 1 %, les femmes ont plus de chance de transférer que les hommes, qu'il s'agisse de transferts toutes natures confondues, du transfert d'argent que des biens. De même, pour l'occupation d'un emploi, la probabilité de transférer des migrants qui avaient un emploi au moment de l'enquête était supérieure à celle des migrants sans occupation, et ce, indépendamment de la nature des transferts et au seuil de 1 %. L'instruction du migrant perd tout pouvoir explicatif sur le transfert dans un modèle multivarié. Cela pourrait par exemple être dû au fait que l'effet de la variable « instruction » soit accaparé ou en compétition avec l'effet d'une autre variable comme « l'emploi ». En effet, on sait que d'ordinaire les emplois auxquels la plupart des migrants ont accès n'exigent pas des qualifications particulières. Et tant que tels, ne les discriminent pas dans l'accès au revenu et partant des transferts qui en découlent.

Pour ce qui est de l'âge, seuls les migrants âgés de 30 à 39 et ceux de 40 à 49 ans, ont des probabilités plus élevées d'envoyer des transferts de toutes natures confondues et de l'argent à

leur ménage que les autres, pendant que seuls ceux âgés de 30 à 39 ans ont été plus nombreux à envoyer des biens en nature. Globalement, au-delà de 49 ans, la probabilité de réaliser les transferts diminue, toutes choses restant égales par ailleurs. La relation entre l'âge et le transfert se présente ainsi sous forme de U renversé, où cette probabilité monte dans un premier temps avec l'âge, atteint un pic entre 40 et 49 ans et baisse par la suite. Concernant l'état-matrimonial, on note que les probabilités de transférer ne sont pas significativement différentes quelle soit la situation matrimoniale du migrant pour ce qui des transferts toutes natures confondues et des transferts des biens. Pendant que pour les transferts d'argent, les personnes les célibataires et les personnes en rupture d'union ont des chances plus faibles d'envoyer de l'argent que les personnes en union. Peut-être le degré de stabilité et d'insertion des mariées pourrait justifier ces différences. Cela pourrait être dû simplement à une surreprésentation des personnes vivant en union parmi les migrants. En ce qui concerne les liens de parenté, globalement, on observe qu'il n'y a que des parents aux chefs de ménages et les sans liens qui ont des risques plus faibles de réaliser des transferts que les enfants et conjoints des chefs de ménages. Quelle que soit la nature des transferts aussi, la probabilité de réaliser les transferts sont plus élevées chez les personnes qui ont bénéficié des aides des ménages au moment du départ à l'étranger.

Par contre, le fait d'avoir vécu dans le ménage avant le départ perd tout pouvoir explicatif, hormis sur le transfert d'argent. Visiblement l'effet de la variable « a vécu dans le ménage » a été accaparé par la variable « a reçu de l'aide ». En effet, près de 8 migrants sur 10 parmi ceux qui ont vécu dans les ménages ont aussi reçu des aides de ces derniers avant leurs départs à l'étranger. Le risque de transférer est également le même, que le migrant ait ou non un titre de séjour légal. Les résultats sur les continents de résidence restent stables. En effet, ce sont les migrants qui résident en Afrique qui sont les moins nombreux à avoir envoyé des transferts, quelle qu'en soit la nature. Enfin, pour la durée de résidence à l'étranger, hormis le cas des transferts des biens, ceux qui ont fait entre 5 et 10 ans et ceux qui ont fait au moins 10 ans ont des risques plus élevés de réaliser des transferts que les migrants de moins de 5 ans.

Au vu de ce qui précède, on peut noter que les facteurs qui expliqueraient le mieux le comportement de transferts des émigrés congolais sont par ordre d'importance : l'exercice d'une activité professionnelle, le sexe, le continent de résidence, le fait d'avoir reçu de l'aide du ménage avant la migration, et dans une moindre mesure l'âge et les liens de parenté avec le chef de ménage.

Tableau 8 : Effets des caractéristiques individuelles et migratoires du migrant sur le risque de transférer

Variables d'identification	Odds ratios pour différents modèles		
	Tous transferts	Transfert d'argent	Transfert des biens
<b>Sexe</b>			
Masculin (MR)	-	-	-
Féminin	1,75 <sup>***</sup>	1,52 <sup>***</sup>	2,15 <sup>***</sup>
<b>Occupation actuelle</b>			
Sans occupation (MR)	-	-	-
Occupé	1,82 <sup>***</sup>	1,98 <sup>***</sup>	1,40 <sup>**</sup>
<b>Niveau d'instruction</b>			
Sans instruction et primaire (MR)	-	-	-
Secondaire	1,18 <sup>ns</sup>	1,64 <sup>ns</sup>	0,93 <sup>ns</sup>
Supérieur/Universitaire	1,37 <sup>ns</sup>	1,97 <sup>*</sup>	0,92 <sup>ns</sup>
<b>Groupe d'âge</b>			
20-29 ans (MR)	-	-	-
30-39 ans	1,68 <sup>***</sup>	1,54 <sup>**</sup>	1,67 <sup>***</sup>
40-49 ans	1,74 <sup>**</sup>	1,44 <sup>ns</sup>	1,61 <sup>**</sup>
50-59 ans	1,61 <sup>ns</sup>	1,60 <sup>ns</sup>	1,67 <sup>ns</sup>
60 et +	2,18 <sup>ns</sup>	2,75 <sup>ns</sup>	1,91 <sup>ns</sup>
<b>Statut matrimonial</b>			
Célibataire	1,22 <sup>ns</sup>	0,74 <sup>*</sup>	1,03 <sup>ns</sup>
En union (MR)	-	-	-
En rupture d'union	0,60 <sup>ns</sup>	0,57 <sup>*</sup>	0,65 <sup>ns</sup>
<b>Liens de parenté avec le CM</b>			
Conjoints/enfants du CM (MR)	-	-	-
Parents proches du CM	0,56 <sup>**</sup>	0,60 <sup>**</sup>	0,75 <sup>ns</sup>
Parents par alliance	0,75 <sup>ns</sup>	0,77 <sup>ns</sup>	0,95 <sup>ns</sup>
Sans liens	0,05 <sup>***</sup>	0,06 <sup>***</sup>	0,22 <sup>**</sup>
<b>Aide du ménage</b>			
N'a pas reçu l'aide (MR)	-	-	-
A reçu l'aide	1,52 <sup>***</sup>	1,35 <sup>**</sup>	1,67 <sup>***</sup>
<b>A vécu dans le ménage</b>			
N'a pas vécu dans le ménage (MR)	-	-	-
A vécu dans le ménage	1,30 <sup>ns</sup>	1,46 <sup>**</sup>	1,29 <sup>ns</sup>
<b>A un titre de séjour</b>			
Non (MR)	-	-	-
Oui	1,63 <sup>ns</sup>	1,50 <sup>ns</sup>	1,28 <sup>ns</sup>
Nsp	0,96 <sup>ns</sup>	0,99 <sup>ns</sup>	0,54 <sup>ns</sup>
<b>Continents de résidence</b>			
Afrique	0,55 <sup>***</sup>	0,62 <sup>***</sup>	0,52 <sup>***</sup>
Europe (MR)	-	-	-
Amérique et Asie	1,10 <sup>ns</sup>	1,14 <sup>ns</sup>	1,14 <sup>ns</sup>
<b>Durée à la dernière migration</b>			
< 5 ans (MR)	-	-	-
5-10 ans	1,47 <sup>**</sup>	1,34 <sup>*</sup>	1,34 <sup>ns</sup>
10 ans et +	1,45 <sup>*</sup>	1,37 <sup>*</sup>	1,18 <sup>ns</sup>

M.R : Modalité de référence ; <sup>ns</sup> : Non significatif ; \* : p < 10 % ; \*\* : p < 5 % ; \*\*\* : p < 1 %

## ***2.5. Facteurs associés au volume des montants transférés***

Après avoir déterminé dans la section précédente les facteurs susceptibles d'agir sur la probabilité de transférer, il nous revient maintenant de déterminer parmi ces mêmes facteurs quels sont ceux qui sont susceptibles d'agir sur le volume des montants transférés. Etant donné qu'une bonne proportion des migrants n'a pas envoyé de l'argent, nous avons opté pour le modèle tobit, qui se prête mieux à cette nature tronquée de la variable à expliquer. Et les résultats sont présentés au tableau 9 qui suit.

En rapport avec le sexe, on peut voir que, même si les femmes transfèrent en moyenne 36 \$US de plus que les hommes, ce résultat n'est pas statistiquement significatif. Ce résultat s'écarte un peu de ce à quoi on devrait s'attendre. En effet, dans toutes les analyses qui précèdent, on a vu que les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses à réaliser des transferts que les hommes. Ainsi, on devrait s'attendre également à ce qu'elles transfèrent des montants plus élevés que les hommes ; ce n'a pas été le cas. Peut-être parce qu'il s'agirait des transferts groupés qui se réalisent aux noms des couples, hommes et femmes. Rappelons que 7 femmes sur 10 vivent en union au moment de l'enquête contre seulement 5 hommes sur 10. Pour ce qui est de l'exercice d'une activité rémunératrice, les personnes qui avaient un emploi au moment de l'enquête transfèrent en moyenne 85 \$US de plus que ceux qui ne travaillent pas et ce, au seuil de 10 %. Ce résultat se comprend dans la mesure où c'est bien une partie des revenus que les migrants gagnent grâce à leurs activités qui est transférée à leur ménage d'origine. Tout naturellement, ceux qui en gagnent plus, sont supposés transférer également plus.

L'âge, la situation matrimoniale, le fait d'avoir vécu dans le ménage, ainsi que la durée de résidence à l'étranger ne semblent pas agir sur les montants des transferts réalisés. Pour la durée de résidence par exemple, on pourrait dire que même si globalement la probabilité de transférer augmentait avec la durée de résidence, il n'est pas exclu qu'au bout d'un certain temps les montants transférés diminuent, notamment parce que le migrant pourrait commencer à réaliser certaines dépenses en vue de son intégration, notamment en se mariant ou faisant venir sa famille. Il pourrait aussi commencer à aligner ses conditions de vie à celles des personnes de son milieu de vie. Tous ces éléments peuvent avoir pour effet de réduire, parfois sensiblement, la part de ses revenus consacrée aux transferts. Les personnes sans lien de famille avec le chef de ménage transfèrent en moyenne 308 \$US de moins que les autres catégories. Les migrants qui ont reçu de l'aide du ménage avant le départ à l'étranger ont transféré en moyenne 104 \$US de plus que ceux qui n'ont pas reçu de telles aides, au seuil de 10 %. Le fait d'avoir un titre de séjour légal augmente le montant transféré de près de 160 \$US par rapport aux migrants ne disposant pas de papiers. Enfin, ceux qui résident en Afrique, ont transféré en moyenne près de 190 \$US de moins que ceux résident en Europe et il n'y a pas de différences statistiquement significatives entre ceux qui résident en Europe et ceux qui résident en Amérique et en Asie.

Au vu de ce qui précède, on peut donc noter que les facteurs susceptibles d'agir sur le volume du montant transféré sont par ordre d'importance : le continent de résidence, la possession d'un titre de séjour légal, le fait d'avoir reçu de l'aide du ménage, l'occupation professionnelle et dans une moindre mesure les liens de parenté.

Tableau 9 : Effets des caractéristiques individuelles et migratoires du migrant sur le montant transféré

<b>Variables d'identification</b>	<b>Coefficients</b>
<b>Sexe</b>	
Masculin (MR)	-
Féminin	32,6 <sup>ns</sup>
<b>Occupation actuelle</b>	
Sans occupation (MR)	-
Occupé	85,3*
<b>Niveau d'instruction</b>	
Sans instruction et primaire (MR)	-
Secondaire	26,8 <sup>ns</sup>
Supérieur/Universitaire	92,6 <sup>ns</sup>
<b>Groupe d'âge</b>	
20-29 ans (MR)	-
30-39 ans	-121,1 <sup>ns</sup>
40-49 ans	-80,1 <sup>ns</sup>
50-59 ans	-196,9 <sup>ns</sup>
60 et +	-88,6 <sup>ns</sup>
<b>Statut matrimonial</b>	
En union (MR)	-
Célibataire	56,4 <sup>ns</sup>
En rupture d'union	-24,5 <sup>ns</sup>
<b>Liens de parenté avec le CM</b>	
Conjoints/enfants du CM (MR)	-
Parents proches du CM	-110,0 <sup>ns</sup>
Parents par alliance	-117,3 <sup>ns</sup>
Sans liens	-308,2 <sup>***</sup>
<b>Aide du ménage</b>	
N'a pas reçu l'aide (MR)	-
A reçu l'aide	104,1*
<b>A vécu dans le ménage</b>	
N'a pas vécu dans le ménage (MR)	-
A vécu dans le ménage	51,3 <sup>ns</sup>
<b>A un titre de séjour</b>	
Non (MR)	-
Oui	159,6 <sup>***</sup>
Nsp	1,1 <sup>ns</sup>
<b>Continents de résidence</b>	
Europe (MR)	-
Afrique	-188,3 <sup>***</sup>
Amérique et Asie	9,4 <sup>ns</sup>
<b>Durée à la dernière migration</b>	
< 5 ans (MR)	-
5-10 ans	47,7 <sup>ns</sup>
10 ans et +	38,2 <sup>ns</sup>
<b>Constant</b>	<b>375,13<sup>***</sup></b>

M.R : Modalité de référence ; <sup>ns</sup> : Non significatif ; \* : p < 10 % ; \*\* : p < 5 % ; \*\*\* : p < 1 %

### III. Ménages et transfert

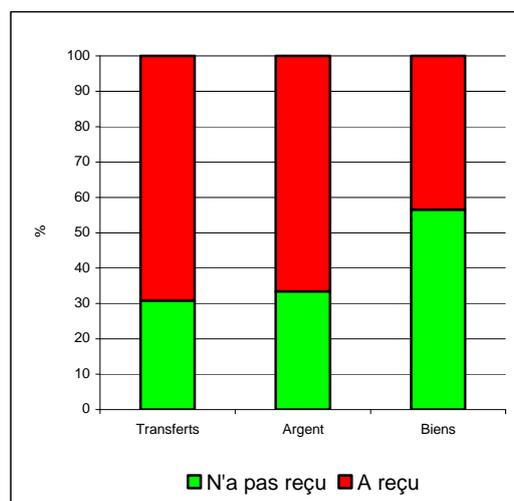
Entant qu'unité sociale d'appartenance des individus, le ménage a toujours entretenu des liens très étroits avec la migration de ses membres. Qu'il s'agisse de la phase de constitution, de son évolution que de sa recomposition (Eggerickx et Hermia 2005). En effet, loin d'être un phénomène isolé et individuel, la migration s'inscrit de plus en plus dans le cadre des réseaux sociaux agissant tant dans les milieux de départ que dans les milieux d'arrivée. Organisation d'appartenance et de référence sociale par excellence, la famille ou le ménage constitue en Afrique, plus qu'ailleurs, un élément clé autour duquel gravitent tous ces autres réseaux. Nombreuses sont les recherches qui indiquent que les migrations des membres de ménages, particulièrement dans les pays en développement, dépendent de plus en plus des aides obtenues de leurs ménages, tant dans les milieux d'origine que dans les milieux de destination (Root et De Jong, 1991). Certains chercheurs ont même observé que c'est à partir de ménages que la plupart des migrations ont lieu, de plus, de très nombreuses migrations de retour y aboutissent (Gregory et al. 1986).

Cette implication des ménages dans les processus migratoires de leurs membres serait essentiellement motivée par des considérations économiques. En s'y impliquant, les ménages espèrent en tirer des dividendes en termes des fonds et autres biens que les migrants rapatrient mais aussi en termes de la reproduction de l'acte migratoire en leur sein (Lututala, 1987 ; Pessar, 1999). Ainsi, cette partie de l'article se propose de vérifier si en s'impliquant ainsi dans la migration de leurs membres, les ménages en tirent réellement profit, tant en termes de réception de transferts que de l'amélioration de leurs conditions de vie. Signalons que plus de 7 migrants sur 10 ont bénéficié des aides de natures diverses de leurs ménages au moment des départs en migration, de même près de 8 ménages sur 10 ont fourni de telles aides à leurs membres migrants.

#### 3.1. Proportion des ménages recevant des transferts

Pour des raisons évidentes, toutes les analyses qui vont suivre ont été limitées aux ménages ayant des migrants à l'étranger. On observe par exemple que parmi ces ménages, sept sur dix ont reçu des transferts, toutes natures confondues de la part de leurs membres expatriés. De même près de 7 sur 10 ont reçu de l'argent et 4 sur 10 ont reçu des biens en nature.

Graphique 4 : Ménages (en %) ayant reçu des transferts selon la nature des transferts



### 3.2. Caractéristiques des ménages qui reçoivent des transferts

Nous avons cherché aussi à identifier les caractéristiques des ménages qui les prédisposent à recevoir des transferts de la part de leurs membres expatriés. Les résultats, qui sont consignés dans le tableau 10, indiquent que c'est dans les ménages dirigés par les personnes sans emploi, par les non-mariés (essentiellement les divorcées et veuves), les personnes de 60 ans et plus, les anciens migrants mais aussi des ménages disposant de beaucoup des migrants à l'étranger qu'on rencontre les probabilités de recevoir des transferts les plus élevées. Par contre le sexe du chef de ménage, son instruction, la taille du ménage ainsi que la présence des enfants de moins de 15 ans dans le ménage ne semblent pas avoir des liens statistiquement significatifs avec la probabilité de recevoir des transferts.

Tableau 10 : Caractéristiques des ménages qui reçoivent de transferts

Variables d'identification	Effectif	Proportion de ceux qui reçoivent des transferts (%)	Khi-deux
<b>Sexe du CM</b>			
Masculin	93	68,6	0,38 <sup>ns</sup>
Féminin	386	72,6	
<b>Occupation actuelle du CM</b>			
Sans occupation	104	75,3	2,27*
Occupé	374	67,8	
<b>Niveau d'instruction du CM</b>			
Sans instruction et primaire	71	71,2	3,86 <sup>ns</sup>
Secondaire	242	65,9	
Supérieur/Universitaire	164	70,7	
<b>Groupe d'âge du CM</b>			
Moins de 40 ans	153	59,4	15,20***
40-49 ans	146	72,2	
50-59 ans	106	70,0	
60 et +	72	83,4	
<b>Statut matrimonial du CM</b>			
Non-mariés	112	77,2	4,40**
En union	366	67,9	
<b>CM a déjà vécu hors du Congo</b>			
Non	383	66,0	10,6*
Oui	95	82,2	
<b>Taille du ménage</b>			
Moins de 5 pers.	135	71,1	6,0*
5-9 pers.	262	65,5	
10 et +	81	79,1	
<b>Enfants de moins de 15 ans dans le ménage</b>			
Aucun	87	74,6	1,44 <sup>ns</sup>
Oui	391	68,2	
<b>Nombre des migrants dans le ménage</b>			
1 seul migrant	183	52,7	54,4***
2-3 migrants	167	70,4	
4 migrants et +	128	91,6	

\* : p < 10 % ; \*\* : p < 5 % ; \*\*\* : p < 1 %

### ***3.3. Facteurs associés au risque de recevoir des transferts par les ménages***

Les résultats de cette analyse, consignés au tableau 11, indiquent que seuls l'âge du chef de ménage, sa situation matrimoniale, son expérience migratoire ainsi que le nombre de migrants du ménage conservent leurs valeurs prédictives sur le risque de recevoir des transferts, toutes natures confondues. En effet, en ce qui concerne l'âge par exemple, on observe que, hormis la situation de ceux âgés entre 50 et 59 ans, plus l'âge du chef de ménage augmente, plus aussi la probabilité pour le ménage de recevoir le transfert augmente. Les ménages dirigés par les chefs qui ne sont pas en union au moment de l'enquête ont 2,6 fois plus de chance de recevoir des transferts que ceux dirigés par les chefs en union. Ceux dirigés par les chefs qui ont déjà été à l'étranger ont près de 3 fois plus de chance de recevoir des transferts que ceux dont les chefs n'ont jamais été à l'étranger. Enfin, alors que les ménages ayant entre 2 et 3 migrants ont 2 fois plus de chance de recevoir des transferts, cette proportion passe à près de 11 fois parmi les ménages comptant 4 migrants et plus.

Lorsqu'on ne prend en compte que le transfert d'argent, on observe que trois des quatre variables citées précédemment expliquent aussi la probabilité de recevoir de l'argent. C'est le cas de l'âge, de l'expérience migratoire du chef de ménage et du nombre des migrants. En effet, pour l'âge par exemple, les ménages dirigés par les personnes de 40-49 ans, ont 1,8 fois plus de chance de recevoir des transferts que ceux dirigés par les personnes de moins de 40 ans prises ici comme modalité de référence. Ceux dirigés par les personnes de 60 ans et plus ont près de 4 fois plus de chance que la modalité de référence. L'expérience migratoire du chef de ménage explique à concurrence de 1,7 fois plus de chance la probabilité pour un ménage de recevoir de transfert, au seuil de 10 %. Le nombre de migrants du ménage reste toujours déterminant, mais avec des valeurs un peu réduites.

Par rapport à la réception des biens, on note que le sexe du chef de ménage qui, jusque là, était non significatif, devient ici significatif. En effet, les ménages dirigés par les hommes ont un peu plus de 2 fois moins de chance de recevoir des biens en nature que les ménages dirigés par des femmes. Le niveau d'instruction devient aussi significatif où les ménages dirigés par les personnes de niveau supérieur ont 2 fois plus de chance de recevoir des biens que les ménages dirigés par les personnes du niveau primaire ou sans instruction pris comme référence. Les ménages dirigés par les personnes de 60 ans et plus ont 2 fois plus de chance de recevoir les biens que les ménages dirigés par les personnes de moins de 40 ans. L'expérience migratoire du chef de ménage se révèle également déterminante. En effet, les ménages dirigés par les chefs qui ont déjà été à l'étranger ont 2 fois plus de chance de recevoir les biens que ceux dirigés par les chefs n'ayant jamais été à l'étranger. Enfin, plus le ménage a des migrants, plus également sa chance de recevoir des transferts est grande.

Au vu de ce qui précède, on peut noter que dans un modèle multivarié, les principaux déterminants de probabilité pour les ménages de recevoir les transferts (toutes natures confondues) de la part de leurs migrants sont : le nombre de migrants du ménage, l'expérience migratoire du chef de ménage, son âge ainsi que sa situation matrimoniale.

Tableau 11 : Effets des caractéristiques des ménages sur le risque de recevoir les transferts

Variables d'identification	Odds-ratios pour différents modèles		
	Tous transferts	Transfert d'argent	Transfert des biens
<b>Sexe du CM</b>			
Féminin (MR)	-	-	-
Masculin	1,54 <sup>ns</sup>	1,17 <sup>ns</sup>	0,44 <sup>**</sup>
<b>Occupation actuelle du CM</b>			
Sans occupation (MR)	-	-	-
Occupé	1,05 <sup>ns</sup>	0,99 <sup>ns</sup>	0,83 <sup>ns</sup>
<b>Niveau d'instruction du CM</b>			
Sans instruction et primaire (MR)	-	-	-
Secondaire	0,68 <sup>ns</sup>	0,76 <sup>ns</sup>	1,50 <sup>ns</sup>
Supérieur/Universitaire	0,81 <sup>ns</sup>	0,86 <sup>ns</sup>	2,14 <sup>**</sup>
<b>Groupe d'âge du CM</b>			
Moins de 40 ans (MR)	-	-	-
40-49 ans	2,06 <sup>**</sup>	1,81 <sup>**</sup>	1,02 <sup>ns</sup>
50-59 ans	1,69 <sup>ns</sup>	1,52 <sup>ns</sup>	1,27 <sup>ns</sup>
60 et +	3,52 <sup>***</sup>	3,75 <sup>***</sup>	2,23 <sup>**</sup>
<b>Statut matrimonial du CM</b>			
En union (MR)	-	-	-
Non-mariés	2,55 <sup>**</sup>	1,91 <sup>ns</sup>	1,00 <sup>ns</sup>
<b>CM a déjà vécu hors du Congo</b>			
Non (MR)	-	-	-
Oui	2,84 <sup>***</sup>	1,71 <sup>*</sup>	2,27 <sup>***</sup>
<b>Taille du ménage</b>			
Moins de 5 pers. (MR)	-	-	-
5-9 pers.	0,87 <sup>ns</sup>	0,77 <sup>ns</sup>	0,71 <sup>ns</sup>
10 et +	1,25 <sup>ns</sup>	1 <sup>ns</sup>	0,70 <sup>ns</sup>
<b>Enfants de moins de 15 ans dans le ménage</b>			
Aucun (MR)	-	-	-
Oui	0,89 <sup>ns</sup>	0,97 <sup>ns</sup>	1,13 <sup>ns</sup>
<b>Nombre des migrants dans le ménage</b>			
1 seul migrant	-	-	-
2-3 migrants	2,12 <sup>***</sup>	2,06 <sup>***</sup>	2,46 <sup>***</sup>
4 migrants et +	10,60 <sup>***</sup>	9,06 <sup>***</sup>	7,11 <sup>***</sup>

MR : Modalités de référence ; <sup>ns</sup> : non-significatif ; \* : p < 10 % ; \*\* : p < 5 % ; \*\*\* : p < 1 %

### 3.4. Transferts et conditions de vie des ménages

Une de dernières questions à laquelle nous tenterons de répondre est celle de savoir si la migration améliore ou non les conditions de vie de ménages d'origine. Ainsi, si dans la plupart des cas, ce sont des conditions défavorables du milieu d'origine qui agissent comme des « *push factors* » qui incitent les gens à partir, il peut s'observer qu'au bout d'un certain temps, la migration peut fondamentalement modifier les conditions de vie des ménages, notamment à leur facilitant l'accès à certaines ressources auxquelles il est difficile d'accéder autrement. Mais, il est aussi admis que l'amélioration des conditions de vie dans les sociétés d'origine n'arrête pas forcément les pressions migratoires, du moins dans un premier temps.

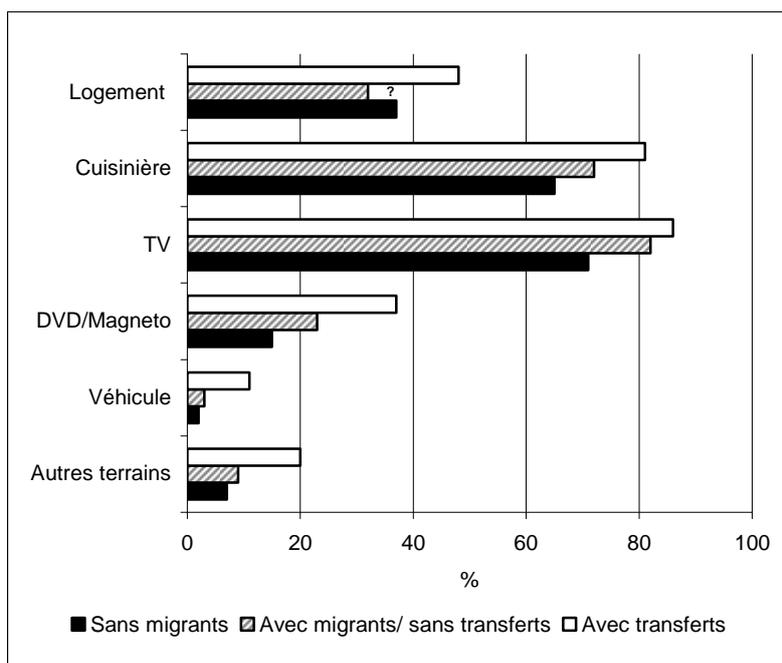
Pour savoir si la migration améliore ou non les conditions de vie des ménages d'origine, il importe d'évaluer l'incidence des fonds issus de la migration sur le bien-être des ménages bénéficiaires. Si les auteurs s'accordent sur la nécessité de cette évaluation, les manières d'y procéder divergent. Par exemple, Taylor (2004 : 163) propose d'examiner les dépenses qu'opèrent les ménages avec ces fonds pour en évaluer l'incidence sur le bien-être des ménages. Pour lui : « *Household expenditures are critical in determining the impact of migration on migrant-sending economies, because there are the means by which income gains in migrants households are transmitted to others in the economy* ». D'après lui, la migration est supposée avoir un effet positif sur le bien-être si une part importante de ces fonds est consacrée aux activités génératrices de recettes. D'autres chercheurs récusent cette façon de procéder. Pour eux, ne considérer que l'utilisation immédiate des fonds transférés revient à négliger l'effet potentiel de stimulation que ces fonds ont sur les économies indigènes, et leur apport en fonds disponibles, c'est-à-dire en capitaux d'investissement (Stahl, 1989). C'est ainsi qu'Adams-Richard (1991) recommande qu'on considère davantage la propension marginale à dépenser dans son ensemble plutôt qu'uniquement la structure de dépenses des fonds issus de la migration. Il s'agirait d'étudier la probabilité pour un ménage de dépenser lorsque s'accroît son revenu, notamment grâce à la migration. Adams-Richard propose donc de comparer les parts de revenus que les ménages consacrent aux différentes dépenses en fonction à la fois de leur position sur l'échelle de revenus mais aussi de leur statut migratoire.

Une méthode alternative serait d'estimer d'abord les conditions de vie de ménage avant toute migration et en suite d'en évaluer les conditions après la migration. C'est de la confrontation de ces deux situations, un peu comme dans les études expérimentales, que devraient sortir des indications permettant d'apprécier l'apport ou non de la migration dans l'amélioration des conditions de vie de ménage. Mais de telles analyses ne pourraient être possibles qu'avec des données de panel, dont nous ne disposons malheureusement pas. C'est ainsi que nous allons recourir à une approximation. Cette approximation permettra de saisir, un tant soit peu, l'apport de la migration dans l'amélioration des conditions de vie des ménages. Nous sommes bien conscient qu'il s'agit d'une démarche qui n'est pas exempte des critiques. La démarche consiste à scinder les ménages enquêtés en différents groupes selon leur statut migratoire. Et parmi les ménages migrants, selon qu'ils reçoivent ou non des transferts et à étudier la possession de certains biens à l'intérieur de chaque sous-groupe. La différence constatée pourrait ainsi être attribuée à la migration. La principale limite de cette approche reste le fait qu'on ne pas en mesure de savoir si la possession de ces biens est antérieure ou consécutive à la migration. Concrètement, trois sous-groupes des ménages ont donc été distingués : les ménages sans migrants, les ménages ayant des migrants mais ne recevant pas de transferts et les ménages ayant des migrants et recevant des transferts. A cause de leurs valeurs sociales et symboliques dans le contexte kinois, les biens et possessions suivants ont été pris en compte : la possession du logement occupé, d'une cuisinière et/ou d'un réchaud électrique, d'un téléviseur couleur, d'un magnétophone et/ou d'un lecteur DVD, d'une voiture personnelle, et d'un autre terrain bâti ou à bâtir.

Les résultats de cette analyse sont présentés sur le graphique 5 et indiquent que pour la quasi-totalité de ces items, la situation de possession des ménages s'améliore allant des ménages sans migrants aux ménages avec migrants et recevant des transferts. Seule la possession du logement occupé s'écarte de cette tendance générale. En effet, pour cet item, les ménages avec migrants et ne recevant pas de transferts sont proportionnellement moins nombreux que les autres à en être propriétaires. Une tentative d'explication de ce phénomène pourrait résider dans le fait que ces ménages auraient investi dans la migration de leurs membres et n'auraient pas encore commencé à en collecter les fruits.

En effet, pour ceux qui connaissent l'histoire migratoire de la ville de Kinshasa, il s'y observait vers les années 1990 qu'un certain nombre des ménages pauvres hypothéquaient certains de leurs biens de valeur pour faire migrer un de leurs. Dans cette catégorie des biens, les logements et terrains bâtis ou à bâtir constituaient les biens de prédilection. Une fois que le migrant réussit son intégration à l'étranger, il renvoie de l'argent à son ménage pour l'acquisition d'un autre logement. Peut-être que les ménages se trouvant dans ce cas attendent encore l'insertion de leurs membres partis pour pouvoir en acquérir un autre. Ceci reste évidemment une hypothèse à vérifier lors de travaux ultérieurs.

Graphique 5 : Possession de certains biens par les ménages selon leurs statuts migratoires



Une autre façon d'apprécier l'apport de la migration sur les conditions de vie des ménages pourrait consister à demander aux ménages recevant des transferts d'apprécier eux-mêmes l'apport de ceux-ci dans leurs dépenses globales. Cette appréciation reste subjective mais n'en permet pas moins de se faire une idée sur la place de l'argent de la migration dans le quotidien de ces ménages. Les résultats présentés au tableau 12 montrent que pour la plupart des ménages, l'apport de la migration reste faible dans leur revenu global. Pour 34 % des ménages, cet apport est faible et pour un peu plus d'un ménage sur quatre, la part de l'argent de la migration dans leur revenu global est moyenne.

Tableau 12 : Part des transferts dans les revenus de ménages

Part des transferts	Prop. (%) des ménages
Très élevée	4,9
Elevée	14,2
Moyenne	27,7
Faible	34,1
Insignifiante	19,1

#### IV. Discussion des résultats et conclusions

Cette partie de l'article se propose de confronter les résultats trouvés à ceux d'autres études qui ont abordé le même sujet. On note d'abord que les résultats présentés ici ne s'écartent pas fondamentalement de ceux des études antérieures consacrées au même phénomène. La première variable pour laquelle il existe un certain consensus dans la littérature en rapport avec ses liens très étroits à la fois avec la probabilité de transférer mais aussi le montant transféré est bien entendu l'exercice **d'une activité professionnelle**. Les émigrés qui ont un emploi, non seulement, ont une probabilité plus élevée de transférer mais transfèrent également des montants plus élevés que ceux qui sont sans emploi. Beaucoup de recherches antérieures sur les transferts de migrants sont également parvenues à la même conclusion. Par exemple, Osaki (2003 : 218) pour les cas des émigrés thaïlandais, Funkhouser (1995 : 143) pour le cas des émigrés nicaraguayens et Kelly et Solomon (2009 : 98) pour le cas des émigrés mexicains ont trouvé les mêmes résultats. Le pouvoir explicatif de ce facteur est par ailleurs resté stable qu'on soit dans un modèle bivarié que dans un modèle multivarié.

Pour ce qui est de **de sexe**, les résultats dégagent, tant pour les analyses bivariées que multivariées, que les femmes transfèrent plus que les hommes. Mais nous n'avons observé aucune différence en ce qui concerne les montants transférés. Ce résultat a également été trouvé par Lucas et Stark (1985). Koksal (2006 : 4) a également trouvé le même résultat pour les émigrées turques. Que les femmes transfèrent plus que les hommes dans le contexte migratoire congolais, cela a pourtant quelque chose d'étonnant. En effet, lorsque que l'on analyse par exemple la situation de l'emploi parmi les migrants, on s'aperçoit que la proportion des femmes qui travaillent est de loin inférieure à celle des hommes. En raison d'une femme sur deux contre huit sur dix pour les hommes. Et sachant que c'est des revenus qu'ils tirent de leurs emplois que les émigrés réalisent de transferts, on ne peut que s'étonner que ceux qui ne sont pas nombreuses à exercer des emplois, se trouvent proportionnellement plus nombreuses à transférer. Dans ces conditions, il vaut mieux d'aller chercher l'explication ailleurs que dans l'exercice d'une activité en elle-même, notamment en recourant aux éléments contextuels. Et lorsque l'on considère le contexte congolais en général et kinois en particulier, on remarque que les femmes sont généralement plus altruistes et plus attentives à la situation sociale de leurs proches que ne le sont les hommes. Cette situation n'est d'ailleurs pas spécifique à Kinshasa. Chant et Radcliffe (1992) en avaient déjà parlé dans quelques pays sous-développés. Les femmes participent plus à la solidarité intrafamiliale dont parlent Penent (2003) dans sa typologie de motivations liées aux migrations.

Pour ce qui est de **l'instruction**, étant donné ses liens étroits avec l'emploi et le revenu, on s'attend à ce que les émigrés plus instruits aient une probabilité plus élevée de transférer que les non-instruits. Les résultats obtenus ici ne permettent pas de se faire une idée claire. Si au niveau bivarié la relation entre l'instruction et le transfert était nette, au niveau multivarié, l'instruction a perdu tout son pouvoir prédictif, qu'il s'agisse sur la probabilité de transférer que sur le montant transféré. Nombre d'études antérieures ont également trouvé des résultats contrastés entre l'instruction et le transfert. C'est le cas notamment de Sousa et al., (2009 : 46) qui ont trouvé pour le cas des émigrés albanais un lien négatif entre le niveau d'instruction et la probabilité de transférer, d'une part et le montant transféré, d'autre part. Pendant que Holst et al., (2008 : 12) ont trouvé pour les émigrés turcs et autres installés en Allemagne que plus l'émigré était instruit, mieux il transférait. Plusieurs facteurs pourraient expliquer cet état de chose, on peut d'abord penser au fait que les émigrés ayant un niveau d'instruction élevé sont souvent issus des ménages aisés, qui n'ont pas grandement besoin de transferts pour leur survie (Lerch et Wanner, 2006). En effet, dans notre cas, 75 % des migrants de niveau supérieur sont effectivement issus de ménages riches et très riches. Il se

pourrait aussi que beaucoup de ces émigrés migrent pour des raisons d'études et qu'ils soient encore effectivement aux études au moment de la collecte et que par conséquent ils n'envoient pas suffisamment d'argent à leur ménage. Les données en présence indiquent par exemple que seuls 66 % des migrants issus des ménages très riches ont une occupation rémunératrice au moment de l'enquête contre 75 % chez ceux issus des ménages très pauvres et 71 % chez ceux issus des ménages pauvres. On peut aussi penser au fait que l'instruction ne soit pas un facteur discriminant dans l'accès au marché de travail chez la plupart des populations émigrantes, étant donné que nombreux par eux sont employés dans des emplois qui n'exigent pas de grandes qualifications professionnelles ou n'ont rien avoir avec leurs qualifications intellectuelles antérieures.

Pour ce qui de **l'âge**, les résultats indiquent que la probabilité de transférer monte dans un premier temps avec l'âge, avant de se mettre à chuter à partir de 50 ans. De même l'âge n'est pas non plus associé au volume du transfert réalisé. Avec de tels résultats, il n'est donc pas aisé de se faire une idée claire sur les liens entre l'âge et le transfert. Ainsi en est-il d'ailleurs de la plupart des recherches antérieures (Funkhouser, 1995 ; Osaki, 2003 ; Chaabita, 2007 ; Sousa e *al.*, 2009 ; Host et al., 2008).

**La situation matrimoniale** de l'émigré est aussi une des variables pour laquelle la plupart des études convergent dans le sens de ses liens avec la probabilité de transférer. On trouve dans la plupart de cas que les mariés ont une probabilité plus élevée de réaliser de transfert que les autres (Durand et *al.*, 1996 ; Holst et *al.*, 2008). En ce qui nous concerne aussi, nous avons trouvé au niveau bivarié qu'effectivement les mariés ont une probabilité plus élevée de transférer que les non-mariés mais au niveau multivarié, les résultats sont devenus un peu nuancés où l'état matrimonial perd tout son pouvoir explicatif, sauf en ce qui concerne le transfert d'argent. Cette situation pourrait être due au fait que la plupart de femmes seraient en union au moment de l'enquête et de ce fait, une bonne part d'explication de l'état-matrimonial serait absorbée par le sexe. En effet, 70 % d'émigrés actuellement en union sont de sexe féminin.

Concernant **les liens de parenté**, beaucoup d'études convergent. En effet, on y observe que plus les liens avec le chef de ménage est fort, plus également l'est la probabilité de transférer. C'est ce que Holst et *al.*, (2008 : 12) ont trouvé pour le cas d'émigrés installés en Allemagne. Gubert (2009 : 215) a également trouvé que les émigrés qui étaient chefs de ménages, ou fils de chefs de ménages transféraient plus que les autres. Cette convergence des résultats se comprend aisément quand on sait que l'implication de plus en plus grande des ménages dans la sphère des décisions migratoires de leurs membres est justement motivée par l'espoir de bénéficier plus tard des rentrées financières sous forme des transferts financiers et matériels (Stark et Bloom, 1985 ; Gubert, 1996 ; Findley, 1997).

Cette implication des ménages se matérialise également par **les aides de natures diverses** qu'ils fournissent à leurs membres à leur départ en migration. C'est ainsi qu'en retour ceux qui bénéficient de ces aides se montrent plus généreux envers leur ménage. Gubert (2009 : 215) montre par exemple pour le cas des migrants maliens originaires de la région de Kayes que ceux qui ont reçu de l'aide au moment du départ en migration transfèrent plus que ceux qui n'ont pas reçu de telles aides. Ceci se comprend aussi quand on sait que les aides fournies les ménages aux émigrés placent ces derniers dans une situation de « dettes » morales vis-à-vis de leurs ménages. Dans ces conditions, l'argent renvoyé par les émigrés seraient vus non seulement comme une contrepartie de dépenses engagées par les ménages au moment du départ en migration mais aussi une forme de remboursement de la « dette » contractée par les émigrés (Stark et Lucas, 1988 ; Poirine, 1997 ; Hagen-Zanker et Siegel, 2007 ; Gubert, 2007).

Paradoxalement, la possession **des titres de séjour légaux** ne s'est pas révélée un prédicteur du comportement de transfert. Même si au niveau bivarié, les migrants qui disposent des titres de séjour légaux transfèrent plus que ceux qui n'en disposent pas. Au niveau multivarié, la possession des titres de séjour n'est plus significatif ; hormis, pour les montants transférés. Même si les agences de transfert à travers lesquelles la plupart des transferts transitent exigent la présentation des titres de séjour légaux pour effectuer les opérations ; les migrants non en règle passent par d'autres compatriotes disposant des documents pour faire parvenir l'argent aux leurs. C'est ce qui expliquerait l'absence d'effet de cette variable.

**Le lieu de résidence** de migrants a été décrit dans la littérature comme ayant des effets sur leurs probabilités de transférer. Quel que soit le type d'analyse réalisé, nos résultats indiquent que la probabilité de transférer ainsi que les montants de transfert sont fonction notamment du continent de résidence. Gubert (2009 : 212) a aussi trouvé le même résultat pour le cas des émigrés maliens originaires de Kayes et installés en France et en Afrique. Le fait que les lieux de résidence de migrants aient une incidence sur leur probabilité de transférer se justifie. En effet, le choix de ces lieux est entre autre dicté par la nécessité d'y trouver des conditions favorables à un épanouissement personnel ainsi que celui de sa famille ; ce qui en retour ne peut qu'avoir des incidences positives sur sa capacité d'épargner et de transférer. De même, le degré de mobilisation et de l'implication des ménages dans la migration de leurs membres est également fonction de l'éloignement de la destination mais aussi des possibilités d'épanouissement du migrant dans la destination envisagée. Plus la destination envisagée est lointaine et « prometteuse », plus grande également est l'implication des ménages. C'est ainsi que 78 % des migrants se rendant en Europe ont bénéficiés des aides diverses fournies par leur ménage, contre 74 % pour ceux qui se rendent en Amérique et Asie et 71 % pour ceux qui se rendent en Afrique.

Concernant **la durée de résidence**, nous avons trouvé que la probabilité de transférer augmente dans un premier temps avec la durée de résidence à l'étranger, avant de commencer à chuter très légèrement à partir de 10 ans. La durée de résidence n'a même pas des liens avec le volume du transfert. Au niveau de la littérature aussi, les résultats se contredisent les uns des autres. Certains ont trouvé une absence de liens entre la durée de résidence et le transfert (Kelly et Solomon, 2009). D'autres ont trouvé des liens négatifs linéaires (Merkle et Zimmermann, 1992 ; Chaabita, 2007 ; Holst et *al.*, 2008), d'autres ont trouvé des liens positifs linéaires (Funkhouser, 1995 ; Sousa et *al.*, 2009). D'autres encore ont trouvé que la durée de résidence n'influçait que la probabilité de transférer et non le montant transféré (Osaki, 2003) et d'autres enfin ont trouvé de relation en forme de U renversé (Lucas, 2004). Ces résultats contrastés se justifient dans une certaine mesure. Il est vrai que plus le migrant séjourne à l'étranger, plus il s'y intègre, notamment en y trouvant un emploi ou d'autres encrages sociaux, l'acquisition de la citoyenneté entre autre. Dans ces conditions, il pourrait, toutes choses restant égales par ailleurs, acquérir une grande capacité d'épargne et de transfert. Mais le problème, avec le temps, il est difficile que toutes choses restent égales par ailleurs. En effet, non seulement le migrant peut modifier profondément sa situation sociale, en se mariant ou en se faisant rejoindre par sa famille, en ayant des enfants, en acquérant des biens de luxe, ou tout simplement en alignant ses conditions de vie à un niveau équivalent à celui de la population autochtone. Toutes ces modifications peuvent avoir pour conséquence de réduire sensiblement ses capacités d'épargne et de transfert.

Au niveau de ménages, on peut noter que, l'âge du chef de ménage, sa situation matrimoniale, son expérience migratoire, ainsi que le nombre de migrant des ménages se sont avérés être des meilleurs prédicteurs de la probabilité de recevoir des transferts. Ces résultats ne s'écartent pas fondamentalement de ce à quoi on devrait s'attendre. On y voit par exemple que ce sont

les ménages dirigés par les personnes de 60 ans et plus qui sont plus susceptibles de recevoir des transferts. Dans leur étude sur les transferts de fonds envoyés dans les régions rurales de l'Albanie, Germenji *et al.*, (2001) avaient également observé que les ménages dirigés par les personnes de plus de 50 ans bénéficient plus souvent de plus des transferts. On voit également que les ménages dirigés par les chefs non-mariés (essentiellement des veuves et divorcées) ont plus de chance de recevoir des transferts. Enfin, le nombre de migrants du ménage est positivement lié à la probabilité pour le ménage de recevoir des transferts. Ce résultat a été également confirmé par Lerch et Wanner (2006) pour les cas des migrants albanais.

Un résultat qui s'écarte de ce quoi on pouvait s'attendre est le fait qu'il n'y ait pas de différence en termes de probabilité de recevoir des transferts entre les ménages dont les chefs travaillent et ceux dont ils ne travaillent pas. Alors que dans la littérature, cette relation a été maintes fois établie. C'est le cas notamment de Itzigsohn (1995) qui a trouvé pour les cas des migrants des Caraïbes que les ménages dont les chefs ne travaillent pas ou contribuent peu au revenu ménager reçoivent plus souvent des transferts. Le résultat de notre étude pourrait, s'expliquer notamment par la faiblesse de salaires pratiqués dans l'administration publique. En effet, A Kinshasa, l'administration publique emploie plus de 70 % de la population travailleuse, les salaires qui y sont appliqués sont très dérisoires. A titre d'exemple, lors de la collecte des données pour cette enquête (juillet-septembre 2007), le salaire moyen du dernier des fonctionnaires (le huissier) se situait autour de l'équivalent en francs congolais de 30 \$US. Dans ces conditions, les pressions sur les éventuels migrants des ménages seraient identiques que le chef de ménage travaille ou non. Somme toute, on peut noter avec Dejene (2005) que c'est la vulnérabilité chez un ménage qui augmente sa probabilité de recevoir des transferts. C'est aussi ce que Lerch et Wanner (2006) ont trouvé pour Albanie où ce sont les ménages socialement précarisés, qui ont une probabilité accrue de bénéficier de transferts de fonds.

## Bibliographie

- ADAMS-RICHARD, H. J. (1991), "The Economic uses and Impact of International Remittances in Rural Egypt", *Economic Development and Cultural Change*, vol. 39, pp. 695-722.
- BOUBAKRI, H. (2001), *Le Maghreb et les nouvelles configurations migratoires internationales : mobilité et réseaux*, Position de Recherche, n° 68, Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IMRC), novembre-décembre, 15 p. ([www.irmcmaghreb.org/corres/textes/boubakri.pdf](http://www.irmcmaghreb.org/corres/textes/boubakri.pdf)).
- BUECHLER, H. C. (1987), « Introduction », in H. C. BUECHLER et J. M. BUECHLER, *Migrants in Europe: The Role of Family, Labor and Policies*, Greenwood Press, New York, pp. 1-7.
- CHAABITA, R. (2007), « Les transferts des fonds des résidents marocains en Europe : Impacts et déterminants », Communication à la Réunions ad hoc d'experts : *Migrations internationales et développement en Afrique du Nord*, Rabat, Maroc.
- CHAMI, R et al. (2005), « Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development? », *IMF Staff Papers*, vol. 52, n° 1, pp. 55-81.
- CHANT, S., et S. A., RADCLIFFE (1992), « Migration and Development: The Importance of Gender », in CHANT, S., *Gender and Migration in Developing Countries*, Belhaven Press, London, England, pp. 1-29.
- CHESNAIS, J. -C. (1991), « Immigration et Economie, facteur de développement des pays d'accueil ? », *Le Courrier*, n° 129, septembre-octobre.

- DIDIER-LAURENT, M. (1996), « La vie partagée et éclatée des migrants », communication présentée au colloque IFAN-ORSTOM : *Système et dynamiques des migrations internationales ouest-africaines*, Dakar, 3-6 décembre.
- DURAND, J. et al., (1996), « International Migration and Development in Mexican Communities », *Demography*, vol. 33, n° 2, pp. 249-264.
- EGGERICKX, T. et J. -P. HERMIA (2005), « Transformations familiales et migrations en Belgique, de 1995 à 2000 », in K. VIGNIKIN et P. VIMARD, *Familles au Nord, Familles au Sud*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, pp. 391-407.
- FAINI, R. (2007), « Migration et transferts des fonds. Impact sur les pays d'origine », *Revue d'économie du développement*, vol 2-3, n° 21, pp. 153-182.
- FINDLEY, S. E. (1997), « Migration and Interaction in Africa », in A. ADEPOJU (ed), *Family, Population and Development*, Zed books ltd, London et New Jersey, pp. 109-138.
- FUNKHOUSER, E. (1995), « Remittances from International Migration: A Comparison of El Salvador and Nicaragua », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 77, n° 1, The MIT press, pp. 137-146.
- GATUGU, J., A. MANÇO et S. AMORANITIS (2001), *Valorisation et transfert des compétences : l'intégration des migrants au service de co-développement. Le cas des Africains en Wallonie*, L'Harmattan, Paris, 161 p.
- GENDREAU, F. (1993), *La population de l'Afrique. Manuel de démographie*, Karthala, Paris, 463 p.
- GERMENJI, E., I.BEKA et A. SARRIS (2001), « Estimating Remittance Functions for Rural-Based Albanian Emigrants », *Working Paper*, Ace Project, P 97-8158R: Microeconomic Analysis of Restructuring in Central and Eastern Europe.
- GILDAS, S. (2007), « Migrations internationales dans le mouvement du monde », in CHEMIN, A. et J.-P. GÉLARD, *Migrants. Craintes et Espoirs. 18<sup>ième</sup> carrefour « Le monde diplomatique. Carrefour de la pensée*, Presses universitaires de Rennes, vol. 1, 350 p.
- GREGORY, J.W. et al. (1986), « Structure démographique des ménages et comportement migratoire en Haute Volta », in D. GAUVREAU et al. *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*, Centre for developping-area studies, n° 21, Montréal, pp. 111-141.
- GUBERT, F. (1996), « Transferts des travailleurs émigrés, facteurs de réduction de la pauvreté au Mali ? », Colloque Systèmes et dynamiques des migrations internationales ouest-africaines, Dakar, 3-6 décembre.
- GUBERT, F. (2002), « Do Migrants Insure Those Who Stay Behind? Evidence from Kayes Area Western Mali », *Oxford Development Studies*, vol. 30, n° 3, pp. 267-287.
- GUBERT, F. (2007), « A propos de l'article d'Anibal Sanchez Aguilar. Envois des fonds des migrants : quelle méthode de quantification privilégier ? », *Statistiques démographiques et sociales*, Stateco, n°101, Paris, pp. 127-130.
- GUBERT, F. (2009), Le comportement de transfert des migrants est-il guidé par un motif d'assurance ? L'exemple des Maliens de Kayes, IRD-DIAL, pp. 198-219. Article tiré de : [http://www.Gemdev.org/publications/cahiers/pdf/28/Cah\\_28\\_GUBERT.pdf](http://www.Gemdev.org/publications/cahiers/pdf/28/Cah_28_GUBERT.pdf).
- HAGEN-ZAKER, J. et SIEGEL, M. (2007), « The Determinants of Remittances: A Comparison between Albania and Moldova », *MSGOG Working Paper*, n° 3, Maastricht, the Netherlands, 46 p.
- HOLST, E., et al., (2008), « Gender, Migration, Remittances: Evidence from Germany », *SoepPapers on Multidisciplinary Panel Data Research*, DIW, Berlin, Germany, 23 p.

- ITZIGSOHN, J. (1995), "Migrant Remittances, Labor Markets, and Household Strategies: A Comparative Analysis of Low-Income Household Strategies in the Caribbean Basin", *Social Forces*, vol. 74, n° 2, pp. 633-655.
- KELLY, C., S. et B. SOLOMON (2009), « The Influence of Religion on Remittances Sent to Relatives and Friends Back Home », *Journal of Business and Economics Research*, vol. 7, n° 1, pp. 91-102.
- LERCH, M. et Ph. WANNER (2006), « Les transferts des fonds des migrants albanais. Facteurs déterminant leur réception », *Etudes du SFM*, n° 45, Université de Neuchâtel, 54 p.
- LUCAS, R. E. B. et O. STARK (1985), « Motivations to Remit: Evidence from Botswana », *Journal of Political Economy*, vol. 95, n° 5, pp. 900-918.
- LUCAS, R.E.B. (2004), *International Migration to the High Income Countries: Some Consequences for Economic Development in the Sending Countries*, Boston University (mimeo).
- LUTUTALA, M. B. (1987), *Dynamique des migrations au Zaïre. Réseau de Kinshasa*, thèse de doctorat, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, PUM, Montréal, 428 p.
- LUTUTALA, M. (2005), « L'élargissement des espaces de vie des familles congolaises sur des migrants à Paris », in K. VIGNIKIN et P. VIMARD (éd), *Familles au Nord, Familles au Sud*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, pp. 409-429.
- LUTUTALA, M., B. et ZAMWANGA, T. (1998), « R.D.C : Terre d'asile ou pays d'exil ?, in DEPARTEMENT DE DEMOGRAPHIE (Université de Kinshasa), *La question démographique en République démocratique du Congo*, DDK-FNUAP, Kinshasa, pp. 77-89.
- MERKLE, L. et K.F. ZIMMERMANN (1992), «Savings, Remittances and Return Migration», *Economic Letters*, no 38, pp. 77-81.
- OSAKI, K. (2003), « Migrant Remittances in Thailand: Economic Necessity or Social Norm », *Journal of Population Research*, vol. 20, n° 2, pp. 203-222.
- PENENT, A. (2003), *La valorisation économique de l'épargne des migrants. Epargner ici, investir là-bas, un état de lieux*, Rapport d'étude réalisée par le groupe de travail : « Valorisation économique de l'épargne des migrants », FORIM-FINANSOL-CFSI, 86 p.
- PESSAR, P.R. (1999), "The Role of Gender, Household, and Social Network in the Migration Process", in HIRSCHAMAN C. et al., *Handbook of International Migration*, Russel Foundation, New York, pp. 53-70.
- PETIT, V. (2002), « Migrations internationales et développement », in Y. CHARBIT, *Le monde en développement*, la documentation française, Paris, pp. 193-221.
- POIRINE, B. (1997), "A Theory of Remittances as an Implicit Family Loan Arrangement", *World Development*, vol. 25, n° 4, pp. 589-612.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (2009), *Rapport mondial sur le développement humain 2009. Lever les barrières : Mobilité et développement humains*, PNUD, New York, USA, 237 p.
- RATHA, D. (2007), "Leveraging Remittances for Development", *Migration Policy Institute. Policy Brief*, 16 p.
- ROOT, B.D et al., (1991), « Family Migration in Developing Countries », *Population Studies*, vol. 45, n° 2, pp. 221-233.
- RUSSEL, S. S. (1986), « Remittances from International Migration: a Review in Perspective », *World Development*, vol. 14, n° 6, pp. 677-696.

- RUSSEL, S. S. (1992), "Migrant Remittances and Development", *International Migration*, vol. 30, n° 3/4, pp. 267-288.
- SANA, M. et D. S. MASSEY (2005), « Household Composition, Family Migration and Community Context: Migrant Remittances in Four Countries », *Social Science Quarterly*, vol. 86, n° 2, pp. 509-528.
- SOUSA, J., et al. (2009), « The Determinants of Remittances in Southern Europe », *The Tenth Annual Conference: Natural Resources and Development*, Kuwait-City, Kuwait, 78 p.
- STAHL, C. W. (1989), « Aperçu des perspectives économiques », in R. APPELYARD, *L'incidence des migrations internationales sur les pays en développement*, OCDE, Paris, pp. 413-444).
- STARK, O. et D. E. BLOOM (1985), « The New Economics of Labor Migration », *The American Economic Review*, vol. 75, n° 2, pp. 173-178.
- STRAUBHAAR, T. et F.P. VADEAN (2006), « Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement » in OCDE, (2006), *Perspectives des migrations internationales*, 3<sup>ième</sup> partie, SOPEMI édition, pp. 149-174.
- SUMATA, C. (2005), "Les enjeux de la migration et de l'entrepreneuriat : Les transferts des immigrés peuvent-ils financer l'entrepreneuriat au Congo-RDC ?", Communication aux 9<sup>ième</sup> journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat de l'Agence Universitaire de la Francophonie, *Entrepreneuriat, développement durable et mondialisation*, Cluj Napoca (Roumanie), du 1<sup>er</sup> au 4 juin.
- SUMATA, C., T. TREFON et S. COGELS (2004), « Images et usages de l'argent de la diaspora congolaise : Les transferts comme vecteur d'entretien du quotidien à Kinshasa », in T. TREFON, *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'État*. Coll. Cahiers Africains, n° 61-62, pp. 134-154.
- TALL, M. (1994), « Les investissements immobiliers à Dakar des émigrés sénégalais », *Revue européenne des migrations*, vol. 10, n°3.
- TAYLOR, J. E. (2004), "Remittances, Savings, and Development in Migrant-Sending Areas", in D. S. MASSEY et J. E. TAYLOR (éds.), *International Migration. Prospects and Policies in a Global Market*, Oxford University Press, Oxford, pp. 157-173.
- UNITED NATIONS. Economic and Social Affairs (1998), *World Population Monitoring. International Migration and Development 1997*, United Nations, New York, 204 p.
- WEIGEL, J. Y. (1982), *Migration et production domestique des Soninke du Sénégal*, ORSTOM, Paris, 133 p.
- WORLD BANK (2006), *Global Economic Prospects. Economic Implications of Remittances and Migration*, Washington, 157 p.



## Chapitre 6

# MIGRATION INTERNATIONALE ET CONDITIONS D'HABITAT DES MENAGES A DAKAR

David LESSAULT, INED  
Cris BEAUCHEMIN, INED  
Papa SAKHO, IPDSR

### Introduction

Dakar, la capitale du Sénégal concentre plus d'un quart de la population du pays. Malgré les effets d'une crise économique persistante, la qualité de l'habitat s'est nettement améliorée. Aussi, la production immobilière affiche un certain dynamisme qui transforme rapidement les paysages urbains. D'un côté, l'achèvement du processus de « durcification » des constructions et la progression des taux de raccordement des logements aux réseaux élémentaires (eau et électricité) témoignent d'un meilleur confort des ménages. D'un autre, la forte pression exercée sur le marché immobilier conduit à un double processus de densification en surface et en volume (verticalisation) du bâti et d'étalement urbain qui stimulent fortement la production de logements. Ces processus de transformations se déroulent paradoxalement dans un contexte de désengagement de l'Etat de la production de logements et de paupérisation croissante des ménages dakarois. Ils appellent donc une question : d'où proviennent les ressources qui soutiennent la production immobilière et l'amélioration de la qualité de l'habitat ?

De l'avis de nombreux observateurs, scientifiques et politiques, les migrants internationaux, qui seraient de plus en plus nombreux à s'expatrier dans les pays du Nord, participeraient en première ligne au dynamisme du secteur immobilier. Par le biais d'investissements directs « dans la pierre » à distance ou à leur retour, ou de transferts financiers adressés à leur famille restée au pays, les migrants internationaux seraient les premiers acteurs de l'amélioration des conditions d'habitat des ménages, en particulier depuis la dévaluation du Franc CFA (1994) qui a doublé leur pouvoir d'achat et dopé leur potentiel d'investissement. La région de Dakar serait devenue le lieu focal des investissements immobiliers des migrants (Tall, 2000). Reconnue depuis longtemps comme un pôle de transit des migrants de l'intérieur vers l'étranger, la région de Dakar est aujourd'hui la première pourvoyeuse de migrants internationaux et celle qui est le plus franchement tournée vers les pays du Nord (Lessault, 2008).

Bien que le rôle des migrants internationaux dans les transformations de l'habitat s'impose comme une évidence dans le contexte social et politique dakarois, il n'existe pas pour l'heure de données statistiques permettant d'apprécier la contribution effective des migrants internationaux dans la production et les mutations du parc immobilier. Dans la lignée d'études qualitatives antérieures, l'objectif de notre contribution est d'évaluer l'impact de la migration internationale sur les conditions d'habitat des ménages à Dakar. L'originalité de ce travail est cependant de reposer sur une méthodologie quantitative, reposant sur l'exploitation des données de l'enquête « Migrations entre l'Afrique et l'Europe » (MAFE, 2008) <sup>1</sup>. Exploitant

---

<sup>1</sup> Les données du recensement de la population et de l'habitat (RGPH, 2002) ont également été exploitées. Sans être strictement comparables, ces deux sources (MAFE et REGPH) présentent de nombreuses complémentarités et offrent des possibilités de mise en regard des résultats pour une plus grande robustesse des conclusions (annexe méthodologique). En particulier, l'exhaustivité du recensement a permis de tester la validité des résultats

cette source, il s'agira de tester l'hypothèse selon laquelle les migrants internationaux sont les vecteurs de l'amélioration des conditions d'habitat des ménages dakarois. Si tel est le cas, nous devrions d'une part observer chez les *ménages migrants* un meilleur confort de logement et une plus grande qualité d'habitat. D'autre part, au vu des difficultés pour acquérir un logement à Dakar, on peut supposer que l'expérience migratoire du ménage favorise l'accès à la propriété immobilière. Enfin, compte tenu du volume croissant des transferts de fonds reçus de l'étranger par les ménages, on s'attend à ce qu'une partie importante de cet argent soit investi dans la construction ou les transformations de l'habitat des Dakarois.

Au-delà du cas particulier de Dakar, cette recherche renvoie aux débats politiques sur la participation des migrants au développement de leur pays d'origine, une idée chère aux politiques de co-développement défendues aussi bien par l'Europe et ses états membres que par les pays d'Afrique de l'Ouest. Elle renvoie, plus spécifiquement, à la question des acteurs du financement et de la gestion de la croissance urbaine, dans un contexte où les Etats sont, faute de moyens, de moins en moins interventionnistes. Elle renvoie aussi à la question de la contribution des migrants au développement social de leur région d'origine dans la mesure où « *la propriété apporte la sécurité, présente et à venir, pour son ménage et pour les membres de la famille étendue. Devenir propriétaire de son logement signifie (alors) pouvoir partager la parcelle, construire un étage, réserver un logement pour les enfants plus tard (...)* Dans un contexte de précarisation du travail, la sécurité offerte par la propriété immobilière se substitue de plus en plus fréquemment à celle que ne peut plus offrir le travail à nombre de citoyens » (Bonvalet, Dureau, 2000).

Sur le plan théorique, l'idée que les migrants puissent soutenir leur famille, notamment dans le domaine de l'habitat, est à l'opposée d'une vision néo-classique de la migration, selon laquelle la migration est un acte décidé par les individus eux-mêmes et pour leur seul profit personnel. L'hypothèse selon laquelle les migrants internationaux sont les acteurs majeurs des transformations des conditions d'habitat des ménages dakarois s'inscrit plutôt dans la continuité des théories (1) de la nouvelle économie des migrations et (2) des réseaux. Dans la première, la migration est un acte qui implique des groupes (familles, communautés) plus que des individus. La migration est alors conçue comme un moyen pour la collectivité de diversifier les sources de revenus et de surmonter les insuffisances des marchés locaux du crédit, de l'assurance, etc. Le départ d'un migrant peut ainsi, par exemple, être l'occasion de financer l'acquisition d'un logement familial (Stark, Bloom, 1985; Katz, Stark, 1986). Dans la seconde<sup>2</sup>, les réseaux migratoires sont considérés comme un ensemble de liens interpersonnels entre migrants, anciens migrants et non-migrants, liens qui peuvent être basés sur la parenté, l'amitié, ou simplement sur le fait d'appartenir à la même communauté d'origine (Massey, Arango et al., 1993). Elle accorde donc un rôle majeur à la famille et aux proches, comme unité décisionnelle mais également comme institution fournissant le support (humain, financier et matériel) nécessaire à la migration (Zlotnik, 2003). En contrepartie du contrat migratoire, la « dette » contractée par le migrant vis-à-vis de ses proches est notamment remboursée par le biais de transferts matériels et financiers (Guilmoto et Sandron, 2000). Dans le contexte sénégalais, l'approche basée sur la théorie des réseaux n'occulte pas de prendre part au débat en cours sur l'individualisation des comportements en Afrique et sur l'effritement des liens de solidarité dans les sociétés africaines et en particulier urbaines (Vidal, 1994 ; Marie, 1997).

---

obtenus à partir de de l'enquête MAFE, dont l'échantillon est restreint, mais qui offre de nombreuses variables d'analyse.

<sup>2</sup> La théorie des réseaux sociaux, quant à elle, considère que toutes les actions humaines et les processus sociaux qui en résultent doivent être analysés en fonction de leur enracinement dans des réseaux sociaux (Granovetter, 1990).

La première partie de cet article met en évidence le paradoxe que constitue l'amélioration des conditions d'habitat à Dakar dans un contexte de paupérisation des ménages. Dans la partie suivante, nous présentons la source de données utilisée et la démarche méthodologique adoptée. Nous présentons ensuite les principaux résultats de nos analyses en traitant successivement de trois questions. (1) Les conditions d'habitat sont-elles meilleures chez les ménages qui déclarent des migrants internationaux ? (2) A quel point l'argent de la migration internationale est-il investi dans l'habitat ? (3) La migration internationale favorise-t-elle l'accès à la propriété immobilière ? Finalement, nos résultats montrent que la contribution des migrations internationales à l'amélioration des conditions d'habitat des ménages dakarois est plutôt modérée.

## 1. Contexte

Depuis plusieurs décennies, le visage de Dakar, capitale du Sénégal, a considérablement changé. Nuançant les prévisions alarmistes des Nations Unies<sup>3</sup> et sous l'effet d'une production immobilière soutenue, la qualité de l'habitat s'est nettement améliorée. Cette évolution relève du paradoxe car elle se réalise en effet dans un contexte économique défavorable. La revue de littérature montre que tous les observateurs convergent vers une même explication : le rôle essentiel des migrants internationaux dans le développement urbain de la région capitale.

### *1.1 Un paradoxe : la qualité de l'habitat s'améliore malgré la crise*

Dakar compte aujourd'hui 2,2 millions d'habitants (ANSD, 2006) et s'étend désormais sur la quasi-totalité de la presqu'île du Cap Vert (550 km<sup>2</sup>). Son taux de croissance annuel est plus modéré que par le passé (de l'ordre de 2,5%<sup>4</sup> contre 4% dans les années 1980) et largement alimenté par le solde naturel. Malgré ce ralentissement, les besoins en logement demeurent importants. La population continue d'augmenter d'environ 80 000 personnes par an et les réserves foncières s'amenuisent au sein du périmètre urbain.

Sur le plan de la dynamique urbaine, un double processus est à l'œuvre depuis une quinzaine d'années. On assiste, d'une part, à la densification du tissu urbain (au sein des parcelles : ajout de pièces, et au sein des logements : augmentation du nombre de personnes par pièce, ajout d'un ou plusieurs étages) et, d'autre part, à la poursuite de l'étalement urbain (naissance de nouveaux quartiers viabilisés ou irréguliers). C'est ce dont témoigne le changement notable des paysages urbains. On observe une « verticalisation » de l'habitat, avec la construction d'immeubles de 3-4 étages au lieu de maisons basses, y compris en banlieue (Tall, 2000). Dans le même temps, on assiste aussi à une progression très rapide du front d'urbanisation d'ouest en est vers l'intérieur des terres (Lessault, Sakho, 2008). La ville de Rufisque, située à une trentaine de kilomètres du centre de Dakar a ainsi été récemment intégrée à la conurbation dakaroise (Dakar, Pikine, Rufisque, Thiès et Mbour).

Les mutations urbaines se traduisent aussi par la quasi-généralisation des constructions en « dur », y compris dans les zones encore rurales mais en voie de périurbanisation (Lessault, 2005). Cases et baraques traditionnelles ont pratiquement disparu du paysage urbain

---

<sup>3</sup> Discours officiel de la Directrice exécutive d'ONU Habitat à Dakar, 2005. La directrice exécutive d'ONU Habitat a ainsi rappelé : « la nécessité de résorber la prolifération des bidonvilles dans les grandes villes africaines et, en particulier dans la capitale sénégalaise ». Le Sénégal, qui figure parmi les pays les plus urbanisés d'Afrique subsaharienne (avec près de 50% de la population vivant dans les villes), a un « taux de prévalence de bidonvilles très élevé (...) Le cas de Dakar qui voit sa population augmenter de près de 120 000 habitants annuellement est particulièrement préoccupant, car la majorité ira vers des quartiers où manquent cruellement les infrastructures et les services de base ».

<sup>4</sup> Ce qui correspond quand même à un doublement de la population régionale tous les 25 ans

(respectivement 3.7% et 6.4% du bâti) (DPS, 1988 ; RGPH, 2002). A cette amélioration de la qualité du bâti s'ajoute un meilleur niveau d'équipement des logements. En 1989, 40% des ménages dakarois avaient un accès direct à l'eau et 63% à l'électricité (Antoine, 1995; DPS, 1988). En 2002, les proportions avaient respectivement atteint 77% et 86% (RGPH, 2002).

Au total, « *les espaces urbains se sont étalés associant l'agglomération compacte et continue et des zones périurbaines de plus en plus éloignés du coeur de la ville (...) Sur le plan morphologique et démographique, le bâti s'est durci, est devenu dense, a pris des formes architecturales modernes, des hauteurs et des couleurs* » (Piermay, Sarr, 2007). Mais cette évolution s'est réalisée dans une période à la fois de désengagement de l'Etat de la production de logement et de paupérisation des ménages (Amis 2002 ; Antoine, Fall, 2009). Ce paradoxe ne passe pas inaperçu et pose question.

## 1.2 L'explication du paradoxe dans les discours publics

De manière assez unanime, la production de l'habitat et la transformation des paysages urbains qui en résulte seraient sous-tendues par l'activité des migrants internationaux, en particulier dans le domaine de l'immobilier. C'est ce qui est mis en avant par les chercheurs. C'est aussi ce qui ressort du discours et des pratiques politiques récentes. C'est enfin ce qui se dégage des représentations médiatiques (Encadré 1). En effet, plusieurs études qualitatives font ressortir la réputation des migrants internationaux d'origine subsaharienne d'investir prioritairement dans l'immobilier. Pour certains, « *l'investissement majeur qui fédère les migrants africains est l'investissement immobilier. Pour des raisons culturelles notamment, chaque migrant africain en Europe est potentiellement acquéreur de deux ou trois maisons dans son pays d'origine sur une période de 10 à 20 ans* » (Nyam, 2003). Pour d'autres, « *les migrants investisseurs contribuent de par leurs investissements en ville à la re-dynamisation des processus d'urbanisation souvent ralentis par l'indisponibilité de moyens financiers* » (...) « *Dans ce remue-ménage les émigrés investissent en masse dans le secteur du logement* » (Tall, 2000). Des observateurs s'accordent également à faire ressortir l'intérêt des Sénégalais dits de « l'extérieur » pour un secteur aussi dynamique que l'habitat. Cet intérêt ne se limite plus désormais à la recherche d'un logement familial mais s'oriente de plus en plus vers la création de petites et moyennes entreprises de construction immobilière » (Barro, 2008). La plupart de ces travaux et études récentes mettent donc en exergue le « rôle pivot », voire « providentiel » joué par les migrants dans le secteur de l'habitat, ce qui suggère aux gouvernements de s'appuyer sur leurs actions pour définir ou encadrer leurs politiques de développement urbain.

### Encadré 1. Extrait « SudQuotidien », 02 juillet 2002

« On constate effectivement que le secteur de la construction est en plein essor, sans pour autant en saisir les tenants et les aboutissants. Selon un professionnel du bâtiment, « le niveau de l'activité économique interne ne saurait à lui seul expliquer un tel engouement » (...)

« Alors que certains observateurs semblent trouver la réponse dans une utilisation éventuelle de l'argent sale, d'autres moins soupçonneux, analysent cela comme une conséquence de la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994 » (...)

« Certains professionnels de l'immobilier estiment que c'est à partir de cette date repère (1994) que le boom de l'immobilier va prendre son envol. A cette période, **de nombreux immigrés**, et d'autres se sont retrouvés du jour au lendemain avec un pouvoir d'achat beaucoup plus élevé. Saisissant cette opportunité, ils n'ont pas hésité à **investir dans la pierre dans leur pays d'origine**. Forts de leurs nouvelles liquidités, ils ont investi **tous azimuts** le marché achetant au prix fort des terrains nus et des maisons bâties, construisant de grandes bâtisses aux Parcelles Assainies, sur la Corniche et ailleurs, portés par la vague du bord de mer au grand dam des réalités du marché intérieur. »

**Vieux Savane**

De fait, les décideurs politiques semblent avoir progressivement intégré cette nouvelle composante dans l'orientation de la politique de l'habitat au Sénégal. L'action des émigrés est actuellement perçue comme un pilier du développement local : « *c'est ce qui a incité l'Etat à mettre en place le ministère des Emigrés, puis le CSSSE* » (Tall, 2008). En effet, selon la Ministre des Sénégalais de l'Extérieur, « *le gouvernement a décidé de faire de l'émigration un partenaire potentiel au développement (...). C'est la raison d'être de ce Ministère qui doit permettre aux migrants de revenir et d'investir au pays sans difficulté* ». Face aux difficultés éprouvées par les migrants pour accéder au logement dans leur pays d'origine, les autorités ont donc mis en place une série de mesures destinées à faciliter leurs démarches. En collaboration avec la Banque d'Habitat du Sénégal (BHS), il est question de multiplier les succursales bancaires à l'étranger pour permettre aux expatriés de réaliser leurs projets d'investissement immobilier : « *nous nous sommes rendus compte que les 500 milliards de transferts annuels servaient d'abord à construire des immeubles* ». Des « guides » pratiques ont également été réalisés afin d'optimiser les démarches des migrants (Encadré 2). Depuis, certains Sénégalais de l'extérieur se sont constitués en association afin de se donner les moyens d'accéder plus facilement au logement<sup>5</sup>.

**Encadré 2. Un guide pratique d'accès au logement pour les émigrés!**

*L'accès des populations au logement a toujours été une préoccupation des pouvoirs publics du fait de la demande sans cesse croissante face à une offre faible. Ainsi, Dakar est confronté à une menace d'épuisement de ses réserves foncières. Face à cette situation, l'Etat a d'abord appuyé ses organismes de construction immobilière (SN HLM et SICAP) qui ont très tôt bénéficié de mesures d'accompagnement financier (concours financier du CCCE puis de la BHS: ouverture du secteur de la construction et de l'habitat aux opérateurs privés). La mission de la BHS est l'appui financier aux promoteurs immobiliers du secteur privé et aux particuliers désireux de construire leur logement. Elle accorde de plus en plus de financements aux émigrés assimilés à des clients privilégiés du fait de leur pouvoir d'achat jugé acceptable. Elle compte parmi eux, plus de 10 000 clients (7000 en France et 3000 en Italie) ( Rapport annuel de la BHS 2001). A l'issue d'un Symposium organisé en 2001, des offres ont été faites par la BHS pour construire sur le site du terminus de Liberté V (à Dakar), un parc de 210 appartements dénommés « Résidences Diaspora » et réservés exclusivement aux émigrés. Aussi, des guides ou recueils destinés aux émigrés ont été produits par les ministères de l'Economie, des Finances et de l'Habitat. Il s'agit du « guide pratique d'accès au logement », du « guide pratique des coopératives d'habitat » et du « guide douanier du voyageur ».*

*Barro, 2008 In MC DIOP, Le Sénégal des migrations*

### 1.3 Les spécificités de l'émigration internationale dakaroise

L'estimation du nombre de Sénégalais vivant à l'étranger varie fortement selon les sources. Les Nations Unies évaluaient à 463 403 le nombre de Sénégalais vivant à l'étranger en 2005 (ONU, 2009). Le ministère des Sénégalais de l'extérieur estime, quant à lui et sans préciser ses sources, que plus de 2 millions de Sénégalais résident aujourd'hui en dehors du territoire national. En ce qui concerne les flux d'émigration récents vers l'étranger, le dernier recensement de la population et de l'habitat (RGPH, 2002) du Sénégal fournit une information détaillée. Le nombre de migrants sénégalais partis à l'étranger depuis 1997 et qui y demeuraient encore en 2002 s'élevaient à 170 000 pour une population estimée à presque 10 millions d'habitants (9,8). Les principaux pays de destination sont (en ordre décroissant) : l'Italie, la France, la Gambie, la Mauritanie et l'Espagne. Ce classement confirme en même temps le succès des destinations européennes et le déclassement de la France. A eux cinq, ces

<sup>5</sup> C'est, par exemple, le cas de « Paris MBoko International » (PMI). Basée en France, cette association d'entre aide vise à rechercher, à Dakar, des parcelles à usage d'habitation pour les émigrés.

pays ont attiré près des 2/3 (64%) des émigrés sénégalais partis entre 1997 et 2002. Du point de vue des zones de départ, la région de Dakar se démarque franchement des autres régions. Elle constitue l'espace le plus fortement pourvoyeur de migrants internationaux en fournissant plus du quart des effectifs émigrés<sup>6</sup>. Ainsi, d'après le recensement, 10% des ménages dakarois auraient été concernés par l'émigration internationale récente. La singularité dakaroise s'exprime également du point de vue des destinations privilégiées par les ressortissants de la capitale : la proportion des migrants ayant choisi les Etats Unis et l'Europe du Sud y est nettement plus élevée qu'ailleurs (Lessault, 2008). Du fait de cette orientation et du nombre des émigrants, la région de Dakar bénéficie sans doute d'un potentiel d'investissement des migrants supérieur à celui des autres régions du pays.

On ne dispose pas d'information sur l'ensemble des transferts reçus par la région dakaroise. Pour autant, des estimations récentes montrent que les transferts de fonds émis par les migrants vers leur pays d'origine ont pris une ampleur sans précédent au Sénégal. Ainsi, selon les données publiées par la Banque Mondiale, « *en Afrique subsaharienne, le Sénégal fait partie en 2007 des dix premiers bénéficiaires des envois de fonds : Nigéria (3,3 milliards de dollars), Kenya (1,3 milliards), Soudan (1,2 milliards), Sénégal (0,9 milliards)* ». Ces résultats sont corroborés par une étude publiée en 2008 par la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE, 2008) : les envois s'élèveraient à 459,1 milliards de francs CFA contre 410 milliards en 2006 et 285 milliards en 2005. Ces transferts représenteraient « *7% du PIB, 28% des dépôts du système bancaire, 25% de la masse monétaire classant le Sénégal au 4ème rang des pays de l'Afrique subsaharienne recevant les montants les plus élevés en valeur absolue après le Nigéria, le Lesotho et le Soudan* » (Tall, 2009). Encore faut-il souligner que ces montants n'intègrent pas les transactions effectuées par le biais de canaux officieux.

Finalement, au Sénégal, la figure du migrant international « bâtisseur », « promoteur immobilier » est très présente dans les discours publics, médiatiques et politiques, ainsi que dans les milieux scientifiques. Pour autant, l'absence de mesure quantitative de l'impact de la migration internationale dans le secteur de l'habitat invite surtout à la prudence. Comme le souligne MC Diop (2008) : « *le développement important du parc immobilier noté de manière empirique à Dakar depuis 2000 est l'un des indicateurs des énormes ressources financières qui circulent dans le pays. La question se pose de savoir si ces ressources sont le produit d'une activité économique nationale ou internationale licite ou si elles proviennent d'autres horizons. Il est difficile de répondre avec certitude à cette question et encore moins de déterminer avec exactitude, le poids des migrants internationaux dans ces investissements immobiliers* ».

## 2. Methodologie

L'objectif principal de cette étude est de tester l'hypothèse selon laquelle les migrants internationaux seraient les vecteurs de l'amélioration des conditions d'habitat des ménages dakarois. Précisément, l'enquête MAFE (Migrations entre l'Afrique et l'Europe) a été conçue pour pouvoir étudier les relations entre migrations et habitat en ayant recours à diverses mesures statistiques. L'objectif du projet MAFE est de produire des données quantitatives sur les migrations internationales qui permettent de mieux comprendre les logiques migratoires

---

<sup>6</sup> Les principaux espaces d'émigration sont constitués par les régions de Dakar (26% des émigrants récents), Touba (7%) et les départements de la vallée du Fleuve Sénégal, Matam et Podor (12%). Presque la moitié des départs (45%) ont eu lieu depuis ces trois principales régions du Sénégal.

(déterminants des départs, des retours, pratiques de circulation, choix de destination, etc.) et d'analyser ses effets dans le pays d'origine. Le volet sénégalais du projet<sup>7</sup> a consisté en la réalisation quasi simultanée, en 2008, d'enquêtes socio-démographiques à la fois au Sénégal et en Europe, dans les trois principaux pays de destination des Sénégalais (France, Espagne, Italie). Deux questionnaires ont été conçus pour ces enquêtes : un questionnaire ménage (uniquement au Sénégal) et un questionnaire individuel (au Sénégal et dans les trois autres pays). Cette étude, centrée sur les conditions d'habitat des ménages sénégalais, mobilise seulement les données recueillies à partir du questionnaire ménage<sup>8</sup>.

## ***2.1 L'échantillon de MAFE au Sénégal***

Au Sénégal, la collecte des données de MAFE s'est limitée à la région de Dakar qui regroupe environ un quart de la population sénégalaise et qui est, en outre, la première région d'émigration du pays (cf. section 1.3). Au total, 1 140 ménages ont été enquêtés, parmi lesquels 60% ont déclaré des migrants internationaux (cf. tableau 1). Seuls les ménages résidant à Dakar ont été inclus dans l'enquête : les logements vides, occasionnellement occupés par les migrants et leur famille au moment de visites au pays, ne sont pas intégrés à l'enquête. Une partie de la dynamique immobilière des migrants échappe donc à l'enquête. Le plan de sondage a été conçu pour sur-représenter ces ménages déclarant des migrants internationaux tout en fournissant un échantillon représentatif de l'ensemble des ménages de la région de Dakar. Les résultats présentés dans cet article sont pondérés pour corriger les sur-représentations et la non-réponse. La nature aléatoire du sondage et la dispersion des unités d'observation, qui assurent la représentativité de l'échantillon, présentent un inconvénient : avec de telles données, il n'est pas possible de réaliser une étude morphologique ou spatiale permettant d'identifier finement des phénomènes de concentration des investissements des migrants au sein de la région urbaine. En outre, des micro-quartiers où se concentrent les investissements des migrants ont pu échapper à l'échantillon en dépit des efforts faits pour représenter les zones de forte intensité migratoire<sup>9</sup>.

---

<sup>7</sup> Le projet comporte deux autres volets, l'un sur les migrations ghanéennes et l'autre sur les migrations congolaises (RDC).

<sup>8</sup> Une autre étude (C. Beauchemin et C. Mezger), complémentaire, exploite le questionnaire individuel pour analyser les effets de la migration internationale sur la probabilité d'investir au Sénégal dans une affaire (activité commerciale), un bien foncier ou un logement (éventuellement locatif).

<sup>9</sup> C'est le cas, par exemple, des résidences « diasporas » situées au terminus de la ligne vers Liberté V et d'autres « cités » d'émigrés construites qui se trouvent en périphérie de la ZAC de M'Bao et à Keur Massar. Si ces réalisations sont isolées, elles marquent les paysages urbains mais échappent à notre étude. Cela dit, dans un souci de représentativité et pour évaluer ce que pèse réellement l'action des migrants internationaux à l'échelle de la région urbaine, il est important d'éviter les effets de « zoom », qui ont tendance à accentuer le rôle des expatriés dans la dynamique immobilière d'ensemble.

Tableau 1. Les ménages dakarois selon les liens avec la migration internationale

	Population enquêtée		Population pondérée	
	N	%	N	%
<b>Selon le statut migratoire des individus</b>				
Ménages sans migrant	458	40,14	528	46,27
Ménages avec au moins un migrant actuel	478	41,89	413	36,20
Ménages avec au moins un migrant de retour	205	17,97	200	17,53
<b>Selon la destination des migrants actuels</b>				
Ménages avec au moins un migrant en Afrique	139	12,18	123	10,80
Ménages avec au moins un migrant en Europe	480	42,07	416	36,43
Ménages avec au moins un migrant ailleurs (Hors Afrique et Europe)	109	9,55	90	7,90
<b>Selon la nature du lien avec le chef de ménage</b>				
Conjoints et enfants du chef de ménage*	326	28,57	323	24,48
Autres liens exclusivement	268	23,48	261	23,76
<b>Total</b>				
Ménages non-migrant	458	40,10	526	46,27
Ménages migrant**	683	59,90	615	53,73
Ensemble	1141	100	1141	100
* Ménages dont (le ou) les enfants et/ou (le ou) les conjoints du chef de ménage sont actuellement à l'étranger				
** Ménages comportant (un ou) des migrants actuellement à l'étranger et/ou (un ou) des migrants de retour				

## 2.2 La mesure des relations entre habitat et migrations

### Trois méthodes complémentaires

L'enquête MAFE auprès de ménages permet d'appréhender les relations entre migrations et conditions d'habitat selon trois méthodes complémentaires qui permettent, *in fine*, de dresser un tableau nuancé de l'impact des migrations internationales sur les conditions d'habitat à Dakar.

La première méthode consiste à comparer, au moment de l'enquête (2008), les conditions d'habitat des ménages selon leur rapport à la migration internationale. S'il est vrai que les migrants contribuent largement à l'amélioration des logements dakarois, alors les ménages avec migrants devraient vivre dans des conditions nettement plus avantageuses que les ménages sans migrants (taille et type de logement, densité d'occupation, raccordement aux réseaux, équipements). Pour autant, si ce résultat était confirmé, il ne suffirait pas pour établir que la migration est la cause de meilleures conditions de vie : il pourrait aussi bien s'expliquer par le fait que les migrants sont issus de ménages plus aisés. Les meilleures conditions de vie seraient la cause des migrations, et non l'inverse. D'autres mesures sont nécessaires pour mieux établir le sens de la relation entre conditions d'habitat et migration internationale.

La seconde méthode consiste donc à comparer ménages migrants et non-migrants non plus seulement au moment de l'enquête, mais aussi au moment de l'entrée dans le logement. Compte tenu des données disponibles, cette analyse rétrospective porte seulement sur le statut d'occupation des ménages. S'il est vrai que la migration des membres d'un ménage favorise

son accès à la propriété, alors le taux de propriété des ménages avec migrants au moment de l'entrée dans le logement devrait être supérieur à celui des ménages sans migrants. Et puisque l'accès à la propriété est conditionné par bien d'autres facteurs que le statut migratoire des ménages (le statut socio-économique du chef de ménage, par exemple), une analyse multivariée est proposée pour mesurer l'influence du statut de migration du ménage toutes choses égales par ailleurs.

La troisième méthode complète les analyses par une approche un peu différente, qui consiste à exploiter les réponses des ménages aux questions posées sur l'usage de l'argent de la migration. Deux types d'information sont disponibles. Elles portent, d'une part, sur les transferts reçus par les ménages et, d'autre part, sur les modes de financements de l'acquisition et de la transformation du logement occupé au moment de l'enquête.

En résumé, la dernière méthode relève d'une approche directe des rapports migration / habitat puisque l'on étudie les réponses des ménages pour chercher si l'habitat est financé par la migration. Dans ce cas, les résultats dépendent largement de la façon dont sont formulées et comprises les questions sur l'argent de la migration. Au contraire, les deux premières méthodes relèvent d'une approche indirecte, dans laquelle la relation migration / habitat est diagnostiquée à travers l'observation de corrélations statistiques entre statut migratoire et conditions de logement. Dans ces deux cas, les résultats dépendent de la ligne de démarcation que l'on fixe entre ménages « migrant » et « non-migrant ». Les sections suivantes discutent des présupposés sur lesquels reposent les résultats de ces méthodes directes et indirectes.

#### Qu'est-ce qu'un « ménage migrant » ?

La définition du ménage retenue dans l'enquête MAFE est assez classique : c'est « un groupe d'individus qui vivent ensemble et mettent en commun tout ou partie de leurs ressources pour subvenir à leurs besoins essentiels (logement et nourriture en particulier) »<sup>10</sup>. L'originalité de l'enquête vient plutôt de l'intégration dans le questionnaire des migrants du ménage, c'est-à-dire d'individus qui, par définition, ne sont pas des membres du ménage (puisqu'ils vivent ailleurs) mais qui lui sont liés. Qui sont-ils ? Le questionnaire ménage enregistre plusieurs catégories de migrants internationaux, c'est-à-dire de personnes résidant en dehors du Sénégal : (1) les enfants du chef de ménage<sup>11</sup>, (2) le(s) conjoint(s) des membres du ménage et (3) les personnes apparentées au chef de ménage ou à sa/son conjoint(e) qui ont eu des contacts réguliers avec le ménage dans les 12 mois précédant l'enquête. Aucun autre critère n'était ajouté, ni en termes de co-résidence passée avec le ménage<sup>12</sup>, ni en termes de durée d'absence<sup>13</sup>. Le projet MAFE a délibérément retenu une définition extensive des migrants du ménage afin de chercher à capter l'ensemble des personnes qui peuvent contribuer à l'économie domestique. Au total, suivant cette définition, il y a 42% de ménages migrants (c'est-à-dire déclarant des migrants actuels) dans la région de Dakar (Tableau 1).

---

<sup>10</sup> Cette définition correspond au concept de *Njël* en Wolof, *Ngaak* en Serer, *Hirande* en Pular, *Niakhamé* en Soninké, *Fousil* ou *Sinkamé* en Djola, *Sinkiro* en Manding. Pour être considérés comme membres du ménage, les individus doivent y résider pour une durée d'au moins 6 mois (révolus ou prévus).

<sup>11</sup> En fait, tous les enfants du chef de ménage sont enregistrés dans le questionnaire, quel que soit leur lieu de résidence : le ménage lui-même, un autre ménage au Sénégal ou un autre ménage à l'étranger.

<sup>12</sup> Ce critère a été exclu parce que le ménage ne peut se définir qu'au moment de l'enquête et non pas dans le passé. Le ménage correspond en effet à une liste donnée d'individus qui vivent ensemble dans un endroit et à un moment précis. Se référer aux ménages du passé est d'une trop grande complexité : comment tenir compte des changements de logement ou de composition des membres du ménage ? Un ménage qui a changé d'une manière ou d'une autre n'est plus le même ménage et l'on ne peut donc s'y référer.

<sup>13</sup> Au contraire du Recensement de la population de 2002 qui comptabilisait uniquement les personnes parties dans les cinq dernières années.

Partant de cette définition extensive à la collecte, nos analyses cherchent à raffiner le rôle de la migration dans les transformations de l'habitat en distinguant différents types de ménages migrants :

- selon le statut migratoire des individus. Au-delà du rôle des migrants actuels (individus qui résident en dehors du Sénégal au moment de l'enquête), on étudiera si les migrants de retour ont une influence spécifique sur les conditions d'habitat ;
- selon la destination des migrants. On testera l'idée selon laquelle les migrants installés en Europe, du fait de leurs revenus *a priori* supérieurs et du fait de pratiques d'habitat culturellement différentes, contribuent davantage à la transformation des logements de Dakar que leurs homologues installés en Afrique ;
- selon la nature des liens entre les migrants et le chef de ménage : on pourra alors chercher si les solidarités entre les migrants et les ménages dakarois s'exercent dans le cadre de liens familiaux étroits (conjoint et enfants du chef de ménage), comme le suggèrent les travaux sur l'individualisation des comportements sociaux (Marie, 1997), ou dans le cadre de réseaux sociaux plus larges.

### Qu'est-ce que « l'argent de la migration » ?

Pour analyser l'influence des migrations internationales sur les conditions d'habitat des ménages dakarois, notre dernière méthode consiste à exploiter les réponses données par les enquêtés aux questions sur l'argent de la migration. De ce point de vue, le questionnaire ménage MAFE fournit deux types d'information complémentaires.

Premièrement, un module entier du questionnaire est consacré aux transferts d'argent ou de biens matériels reçus par les ménages au cours des douze derniers mois (module C). Plusieurs questions renseignent sur les usages de l'argent transféré par les migrants, en particulier dans le domaine du logement : elles permettent de distinguer ce qui relève de dépenses de « fonctionnement » (payer le loyer, les factures...) des dépenses d'investissement (achat d'un logement, d'un terrain...).

Deuxièmement, un autre module permet de décrire les conditions d'habitat (taille et type de logement, densité d'occupation, raccordement aux réseaux, biens possédés...) mais aussi, pour les propriétaires, les modalités d'acquisition et de transformation du logement occupé (module E). Pour chaque type d'investissement (achat d'une parcelle ou d'un logement préconstruit, construction d'un logement, transformation d'un logement), deux types de questions sont posées :

- *Est-ce que la parcelle [ou autre investissement] a été payée, au moins en partie, avec de l'argent gagné à l'étranger ? Réponses multiples possibles : Non ; Oui, dans un autre pays d'Afrique ; Oui, en Europe ; Oui, dans un autre pays ; Ne sait pas*
- *Cet argent a été gagné par... Réponses multiples possibles : le chef de ménage ; une personne dont nous avons déjà parlé (indiquer l'identifiant de la personne) ; quelqu'un d'autre*

Ces questions permettent de mesurer à quel point les ménages propriétaires occupants ou hébergés de Dakar ont eu recours à des ressources exogènes pour le financement de leur parcelle de terrain, de la construction de leur logement ou d'éventuelles transformations (ajout de pièce en rez-de-chaussée, construction d'un étage, réalisation d'une clôture etc.). Elles permettent, en outre, d'identifier la source de cette contribution (profil du migrant / des migrants).

Ces deux modules permettent de porter un regard croisé sur la relation migration / habitat : l'un renseigne sur la part des transferts consacrés au logement (module C) ; l'autre renseigne, sur la contribution de l'argent de la migration aux dépenses de logement (module E). Les informations du module E ne permettent pas d'évaluer à quel point l'argent de la migration a contribué aux dépenses d'investissement dans le logement occupé. Mais elles dépassent un certain nombre de limites inhérentes aux questions, plus habituelles, sur les transferts qui :

- portent seulement sur les 12 derniers mois précédant l'enquête, alors même que les investissements dans le logement nécessitent souvent une longue période d'accumulation ;
- excluent l'argent qui ne relève pas des transferts à proprement parler, c'est-à-dire, par exemple, l'argent que les migrants accumulent à destination avant de rentrer définitivement au pays.

Ces limites transparaissent d'ailleurs dans les réponses données au module E : 15% des migrants qui ont contribué aux dépenses d'investissement dans le logement n'avaient pas été cités dans la liste des migrants du ménage : ce sont soit des migrants de retour qui ne vivent pas dans le ménage, soit des migrants actuels qui n'ont pas eu de rapports avec le ménage dans les 12 derniers mois (et qui ne sont pas non plus enfants du chef de ménage ou conjoints de l'un des membres du ménage).

### **3. Résultats**

L'exposé des résultats suit les trois approches méthodologiques ci-dessus présentées. La première section compare les conditions d'habitat des ménages selon leur expérience migratoire au moment de l'enquête. L'hypothèse est que, bénéficiant des retombées économiques de la migration, par le biais des transferts financiers ou d'investissements dans l'immobilier, les ménages avec migrant logent dans des conditions plus avantageuses que les ménages sans migrant. Si tel est le cas, on suppose que c'est parce que les ménages dakarois - qui sont nombreux à être liés à des migrants internationaux- ont recours à l'argent de la migration pour améliorer leurs conditions de logement. La seconde section examine donc dans quelle mesure l'argent de la migration contribue à la construction et aux transformations de l'habitat dans la région de Dakar. Enfin, constatant que c'est en particulier sur le plan du statut d'occupation que les différences sont les plus marquées entre ménages migrant(s) et non migrant, la dernière section étudie plus spécifiquement les conditions d'accès à la propriété immobilière des ménages dakarois, dans un contexte où l'accession est particulièrement difficile<sup>14</sup>.

#### **3.1. Les conditions d'habitat des ménages varient selon les liens des ménages avec la migration internationale**

Les conditions d'habitat des ménages sont ici appréhendées à travers trois domaines : (1) la morphologie du bâti (l'indicateur proposé est le rapport entre le nombre de logements « verticaux » -maisons à étage et appartements dans un immeuble- et le nombre total de logements) ; (2) des critères de confort (taux d'occupation du logement qui correspond au nombre moyen de personnes par pièce ; raccordement aux réseaux - électricité, eau potable, l'égoût, internet, satellite) ; et (3) le statut d'occupation du ménage (taux de propriété, correspondant au nombre de ménages propriétaires de leur logement rapporté au nombre total

---

<sup>14</sup> A Dakar, la proportion des ménages propriétaires est nettement moins forte que dans le reste du pays alors que c'est certainement ici que l'envie d'être propriétaire est la plus forte et le statut de propriétaire le plus convoité (Lessault, 2005).

de logements). Ces différents indicateurs sont examinés en fonction du statut migratoire du ménage (ménage sans migrant, ménage avec au moins un migrant actuel, ménage avec au moins un migrant de retour), selon la destination des migrants (résidence du migrant actuel en Afrique, en Europe ou Ailleurs) et, selon la nature des liens de parenté des migrants avec le chef de ménage (Proches ou lointains). L'hypothèse que nous testons est la suivante : si les migrants internationaux contribuent à l'amélioration de la qualité de l'habitat, des différences de conditions d'habitat devraient être perceptibles entre les ménages avec des migrants de retour ou actuellement à l'étranger et les ménages sans migrant apparenté.

D'un point de vue général, les caractéristiques d'habitat telles qu'observées dans l'enquête MAFE sont assez fidèles aux résultats du recensement le plus récent (voir l'annexe où les résultats de MAFE sont confrontés à ceux du RGPH 2002). Cette convergence assoit la robustesse de nos résultats.

*Tableau 2. Conditions d'habitat des ménages dakarois selon les liens des ménages avec la migration internationale*

Taux de ... (%)	Statut migratoire			Ensemble
	Sans migrant	Avec au moins 1 migrant actuel	Avec au moins 1 migrant de retour	
Verticalisation de l'habitat	32,7	30,1	31,9	31,9
Occupation du logement	2,7	2,5	2,2	2,6
Propriété du logement	37,6	49,5	59,5	45,8
Raccordement à l'égout	22,6	33,5	35,3	28,8
Accès direct à l'électricité	90,4	96,8	94,8	93,5
Accès direct à l'eau potable	87,3	87,5	89,4	87,8
Connexion à internet	3,5	3,5	9,8	4,6
Liaison satellite	9	21	33,4	17,7
N (Effectif de référence pondéré)	<b>528</b>	<b>413</b>	<b>200</b>	<b>1141</b>

Taux de ... (%)	Destination des migrants actuels			Lien de parenté avec le CM	
	Au moins un migrant en Af	Au moins un migrant en Europe	Au moins un migrant ailleurs	Conjoints et enfants du CM	Autres parents du CM
Verticalisation de l'habitat	28	34,9	40,9	36,1	32,1
Occupation du logement	2,6	2,4	2,5	1,9	2,3
Propriété du logement	55,4	52,4	57,6	67,7	35,3
Raccordement à l'égout	30,8	39,1	52,8	39,6	35,4
Accès direct à l'électricité	93,6	97,8	99,8	96,4	97,8
Accès direct à l'eau potable	85,7	89,1	96,7	92,3	86,8
Connexion à internet	3,5	5,8	13,9	6,9	5,1
Liaison satellite	25,7	25,6	30,3	25,1	25,9
N (Effectif de référence pondéré)	<b>123</b>	<b>416</b>	<b>90</b>	<b>323</b>	<b>260</b>

Sur le plan du *type de logement occupé* au moment de l'enquête, les deux tiers des ménages dakarois réside dans un logement horizontal (maison sans étage) et un ménage sur trois dans un logement « vertical » (maison à étage(s) ou appartement dans un immeuble). Le processus de « verticalisation » est donc bien engagé à Dakar mais il reste relatif. L'idée selon laquelle les migrants internationaux favorisent la « verticalisation » du bâti n'est donc pas vérifiée : les ménages sans migrant connaissent un taux de verticalisation quasiment identique à celui des ménages avec migrant. Dans le détail cependant, certains ménages expriment une légère préférence pour un habitat vertical : ceux dont les migrants résident en Europe (taux de

verticalisation de 35% des ménages contre 28% des ménages dont le migrant réside dans un autre pays africain) et ceux dont les migrants sont les plus proches du chef de ménage (conjoint et enfants).

Concernant les critères de *confort du logement*, les ménages avec migrant(s) résident généralement dans des logements moins densément peuplés, mieux équipés et souvent mieux raccordés aux réseaux que les ménages sans migrant. Les logements sont plus souvent raccordés à l'égout et à l'électricité quand le ménage comporte un migrant actuel ou de retour. Ces résultats pourraient traduire un effet de localisation géographique. Les ménages avec migrant sont relativement concentrés dans les quartiers péri-centraux de Dakar<sup>15</sup> qui sont, de fait, beaucoup mieux raccordés aux réseaux élémentaires. De surcroît, les ménages avec migrant disposent plus souvent d'équipements de confort (réfrigérateur, climatiseur) et sont aussi les mieux « connectés sur l'extérieur » (meilleure connexion internet ou liaison satellite). Les ménages disposent de conditions d'habitat un peu moins favorables quand le migrant vit dans un pays d'Afrique en comparaison des ménages comprenant au moins un migrant en Europe. Cela prévaut tant au niveau des raccordements aux différents réseaux que pour la densité et le niveau d'équipement des ménages. Quand les liens du migrant avec le chef de ménage sont étroits, les logements sont plus spacieux et moins densément peuplés (moins de 2 personnes par pièce en moyenne) que quand les liens sont plus lâches. Ils sont aussi relativement mieux équipés en éléments de confort.

Les différences les plus importantes constatées s'observent finalement sur le plan du *statut d'occupation résidentiel* : les ménages avec migrant sont plus souvent propriétaires de leur logement (plus d'un ménage sur deux) que les ménages sans migrant (un ménage sur trois). Le taux de propriété est sensiblement plus élevé chez les ménages comptant au moins un migrant de retour où il atteint près de 60%. La destination des migrants n'a pas, en revanche, de relation très forte avec le statut d'occupation résidentielle des ménages. Par contre, quand les liens du migrant avec le chef de ménage sont proches, les ménages sont presque deux fois plus souvent propriétaires que quand les liens sont plus lointains.

En somme et sans surprise, cette première section de résultats montre que, au moment de l'enquête, les ménages avec migrants sont globalement mieux logés que les ménages sans migrants. Elle permet de faire ressortir trois faits statistiques notables dans les relations entre les conditions d'habitat des ménages dakarois et leurs rapports avec la migration internationale. D'abord, le processus de « verticalisation » du bâti qui témoigne de la transformation récente de l'habitat à Dakar est bien engagé, mais il touche indifféremment les ménages comportant ou non des migrants. Sur le plan du confort du logement, les différences entre les catégories de ménages sont les plus marquées. Les ménages avec migrant occupent, en moyenne, des logements plus grands, moins densément peuplés, mieux raccordés aux réseaux élémentaires et mieux équipés que ceux des ménages sans migrant. Et le confort du logement est encore amélioré lorsque les migrants actuels résident en Europe ou sont proches parents du chef de ménage (conjoint ou enfant). Les écarts entre ménages avec et sans migrant sont finalement maximaux dans le domaine du statut d'occupation. Ces résultats sur

---

<sup>15</sup> Voir par ailleurs les travaux en cours menés par D. Lessault et C. Mezger à partir des données du recensement sénégalais sur les variations intra-urbaines de l'intensité migratoire à Dakar. Les premiers résultats montrent que l'intensité migratoire est nettement supérieure dans les quartiers « riches » péri-centraux que dans les quartiers « pauvres » de banlieue. On observe ainsi schématiquement un gradient de décroissance de la prévalence migratoire du centre vers la périphérie et, corrélativement une diminution de l'indice de richesse des ménages du centre vers la périphérie. « *Les déterminants contextuels de l'émigration internationale récente au Sénégal* », projet d'article.

l'avantage apparent des ménages avec migrant en matière d'habitat sont à double tranchant : ils peuvent indiquer aussi bien qu'il y a davantage de départ en migration dans les ménages aisés ou, inversement, que la migration de certains membres du ménage permet d'améliorer les conditions de logement des membres du ménage resté au Sénégal. En effet, le premier cas semble se confirmer au regard des résultats de l'analyse sur l'affectation de l'argent de la migration par les ménages dakarois.

### 3.2. L'argent de la migration, encore peu investi dans l'habitat des ménages

Afin de préciser l'incidence de la migration sur les conditions d'habitat, nous avons évalué à quel point « l'argent de la migration » était investi dans le logement des ménages dakarois. En première approche, l'analyse des transferts envoyés par les migrants au cours des 12 derniers mois révèle que l'argent de la migration est davantage utilisé pour des dépenses de fonctionnement que pour investir dans l'immobilier<sup>16</sup>. Dans 2% des cas seulement (Tableau 4), l'argent envoyé par les migrants au cours de l'année écoulée, a été utilisé pour l'achat d'un logement. Par contre, dans plus d'un tiers des cas, l'argent envoyé par les migrants a permis aux ménages de régler loyers et factures. Ce résultat, guère surprenant, tient avant tout à la nature de la mesure : l'observation de la période de transferts est ici limitée à un an. Pour avoir une idée plus précise de la contribution de l'argent de la migration, les questions directes portant sur le financement du logement sont a priori plus appropriées.

*Tableau 4. Utilisation des transferts envoyés par les migrants\* à Dakar*

*\*Pour chaque migrant apparenté au ménage, il était demandé si (1) le dit migrant avait transféré de l'argent au cours des 12 derniers mois et si oui (2) à quoi avait servi l'argent envoyé*

	Transferts envoyés par les migrants		
	Ensemble	Europe	Afrique
<b>Utilisation par les ménages</b>			
<i>Loyers, factures</i>	35,13	34,98	30,3
<i>Dépenses quotidiennes</i>	36,52	38,03	39,39
<i>Soins médicaux</i>	3,48	3,52	4,55
<i>Frais de scolarité</i>	3,3	3,52	3,03
<i>Epargne</i>	0,35	0,23	0
<i>Cérémonies et fêtes religieuses</i>	13,22	11,74	13,64
<i>Financer un voyage</i>	0,52	0,23	1,52
<i>Achat d'un un logement</i>	1,91	2,35	1,52
<i>Autre</i>	5,57	5,4	6,05
<b>Total</b>	100	100	100

Pour tous les ménages propriétaires et hébergés sachant répondre (soit 696 ménages ; ou 61% des ménages enquêtés), il était demandé : « *Est-ce que ce logement (achat ou construction) a été payé, au moins en partie, avec de l'argent gagné à l'étranger ?* » (...) Puis « *Avez-vous transformé ce logement depuis que vous l'occupez ? Si oui, est-ce que ces transformations ont été payées avec de l'argent gagné à l'étranger ?* ».

Parmi eux, 12,6% des ménages déclarent avoir eu recours à l'argent de la migration pour acquérir leur logement. Cette proportion apparaît relativement faible au regard de l'intensité et de la fréquence des liens des ménages dakarois avec la migration internationale (54 % des

<sup>16</sup> Pour plus de détails sur l'étude des transferts, nous renvoyons aux travaux d'Alioune Diagne et Andonirina Rakotoranivo sur « Les comportements des transferts des migrants dakarois », 2009.

ménages dakarois sont des ménages migrants et 25% des chefs de ménage ont un enfant ou un conjoint actuellement à l'étranger). Parmi les ménages ayant réalisé des travaux d'amélioration et d'agrandissement<sup>17</sup>, 17,1% d'entre eux disent avoir utilisé l'argent de la migration. Les ressources capitalisées par les migrants à l'étranger ne sont donc pas suffisantes à expliquer les transformations de l'habitat observées dans la capitale sénégalaise.

Cela étant, en centrant l'analyse sur la nature des transformations (Ajout d'étage(s) ou de pièce(s) en rez-de-chaussée), nous observons un comportement différentiel des ménages selon leur statut migratoire. La densification du bâti observée à Dakar résulte en effet de deux tendances récentes : la « verticalisation » de l'habitat et l'ajout de bâtiments en rez-de-chaussée. Or, nous observons que parmi les ménages avec migrant et ayant transformé leur logement, ils sont 18% (N=386) à avoir construit un étage contre 8% (N=327) chez les ménages sans migrant. Le statut migratoire (Ménage avec ou sans migrant) aurait donc une influence relative sur le choix de « verticalisation » de l'habitat. Concernant les transformations par ajout de pièce en rez-de-chaussée, l'écart est plus réduit mais les proportions plus élevées. Parmi les ménages avec migrant et ayant transformé leur logement, ils sont 27% (N=386) à avoir ajouté une pièce en rez-de-chaussée alors qu'ils sont 22% chez les ménages sans migrant. Ces résultats nous indiquent à la fois que les ménages avec migrant « verticalisent » davantage leur habitat que les autres et, que leur choix ne se porte pas nécessairement vers l'élévation pour agrandir leur logement.

Chez les ménages ayant utilisé de l'argent de la migration internationale pour acheter (N=104) ou transformer (N=86) leur logement, on observe que les contributeurs diffèrent selon le type d'investissement. L'acquisition du logement est réalisée principalement en mobilisant l'argent capitalisé à l'étranger par le chef de ménage lui-même (39,6%) et par ses conjoints (25%). Par contre, le financement de l'amélioration du logement est d'abord assuré grâce aux ressources mobilisées par les enfants du chef de ménage (32,3%). Par ailleurs, les ménages dont un enfant ou conjoint du chef de ménage est actuellement à l'étranger sont deux fois plus nombreux à avoir utilisé de l'argent de la migration pour acheter ou transformer leur logement (20% contre 11% des ménages dont le migrant est un autre parent). De toute évidence, il apparaît ici que dans le domaine de l'habitat, les solidarités entre les migrants et les ménages dakarois s'exercent dans le cadre de liens familiaux plutôt étroits (conjoints et enfants du chef de ménage). Ce résultat entre d'ailleurs en résonance avec l'observation précédente (section 3.1) selon laquelle les ménages dont les migrants apparentés sont des proches (enfants ou conjoints du Chef de ménage) disposent de meilleures conditions d'habitat que les autres (Tableau 5).

---

<sup>17</sup> Les ménages sont nombreux à déclarer avoir réalisé des travaux dans leur logement. 40% disent avoir rénové leur logement, 25% avoir ajouté une pièce en rez-de-chaussée et 13% à avoir construit un étage.

Tableau 5. Utilisation de l'argent de la migration dans l'habitat

	Type de financement			
	Acheter un logement		Travaux d'amélioration	
	N	%	N	%
<b>Utilisation de l'argent migration</b>				
OUI	104	14,2	86	16,8
NON	592	85,8	391	83,2
<i>TOTAL</i>	696	100	477	100
<b>Nature des contributeurs</b>				
Le Chef de ménage	50	39,6	28	26,6
Son conjoint	32	25	22	21,1
Ses enfants	19	15,3	35	32,3
D'autres parents	26	20,1	21	20
<i>TOTAL</i>	127	100	106	100
<b>Lieu de capitalisation</b>				
Afrique	31	29,5	20	23,6
Europe	61	59	53	61,7
Autres	12	11,5	13	14,7
<i>TOTAL</i>	104	100	86	100

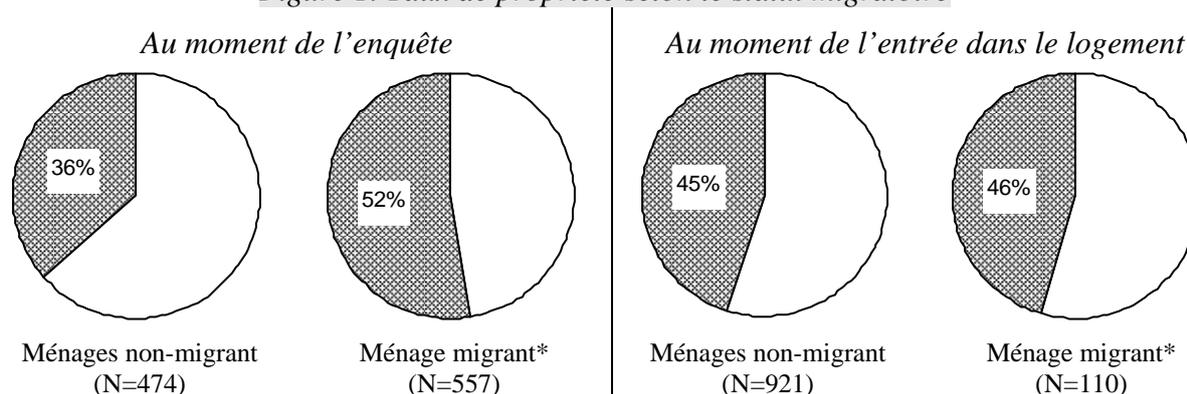
L'argent investi dans l'habitat par les ménages dakarois proviendrait essentiellement d'Europe. Quand nous interrogeons les ménages ayant utilisé de l'argent de la migration pour acquérir ou transformer leur logement, ils sont près des deux tiers à déclarer que cet argent a été gagné en Europe. Mais, cette répartition trahit en réalité un effet de structure lié à la distribution géographique des migrants internationaux dakarois dont nous avons vu que la spécificité récente était de migrer préférentiellement et majoritairement vers les pays européens.

Que l'on considère l'utilisation des transferts reçus par les ménages ou bien les modes de financement de l'habitat, on remarque que l'argent de la migration est relativement peu investi par les ménages à des fins immobilières. Ces résultats invitent donc à nuancer le rôle de la migration internationale dans l'amélioration des conditions d'habitat des ménages, y compris chez les ménages migrants. Au regard des liens avec la migration internationale (plus d'un ménage sur deux à Dakar comporte au moins un migrant actuel ou de retour), il n'est pas si fréquent que les ménages dakarois utilisent de l'argent de la migration, même partiellement, pour acheter ou transformer leur logement. Cela étant, la nature de nos données ne permet pas de surmonter une limite courante d'analyse : celle qui est liée à la fongibilité de l'argent de la migration. En couvrant d'autres dépenses régulières par exemple (loyers et factures notamment), l'argent de la migration peut également permettre aux ménages de réaliser des économies pour investir par ailleurs. L'argent de la migration peut ainsi ne pas être investi directement dans l'habitat mais permettre de libérer d'autres ressources qui sont investies dans l'achat ou la transformation du logement.

### 3.3. Migration internationale et accès à la propriété

Dans le but de dépasser cette limite, nous nous sommes intéressés en dernier lieu à l'accession au statut de propriétaire occupant. Si la migration internationale améliore les conditions d'habitat des ménages, alors elle devrait avoir une influence significative sur l'accès à la propriété à Dakar.

Figure 1. Taux de propriété selon le statut migratoire



\* Dans cette série de graphiques, un « ménage migrant » est un ménage dans lequel au moins un individu est migrant ou migrant de retour, au moment considéré, parmi les personnes suivantes : le chef de ménage ; sa / son / ses conjoint(es), ses enfants. L'analyse porte sur 1 031 ménages dont sont exclus les ménages pour lesquels la date d'entrée dans le logement et le statut migratoire du chef de ménage au moment de l'entrée dans le logement étaient inconnues.

Nous avons pu observer précédemment (Section 1) que les ménages migrant(s) étaient plus souvent propriétaires que les ménages non migrant(s). Mais, pour préciser le sens de la relation migration/propriété, il est nécessaire de savoir si les migrations ont précédé ou ont suivi l'acquisition du statut de propriétaire occupant. Si les migrants déclarés par un ménage sont partis après l'acquisition du logement, on ne peut pas considérer la migration comme un facteur explicatif de l'accession à la propriété. Les données de l'enquête MAFE permettent d'éclairer ce point puisqu'il est possible d'observer le statut migratoire des ménages au moment de leur entrée dans le logement et pas simplement au moment de l'enquête<sup>18</sup>. Par rapport à la section précédente, une restriction s'impose néanmoins : en se tournant ainsi vers le passé, on peut seulement inclure les chefs de ménage ainsi que leurs enfants et conjoints dans le compte des migrants du ménage<sup>19</sup>. On peut donc rétrospectivement comparer les ménages sans et avec migrant(s) au moment de l'entrée dans le logement, les ménages migrants étant ceux dans lesquels au moins une personne (le chef de ménage, l'un de ses enfants et/ou l'un(e) de ses conjoint(e)s) vivait à l'étranger ou était déjà revenu de migration l'année de l'entrée dans le logement.

L'examen des taux bruts de propriété (rapport entre le nombre de ménages propriétaires et le nombre total de ménages dans chaque catégorie) nuance singulièrement le constat fait dans la section précédente sur la relation migration/propriété. Comme nous l'avons observé auparavant, au moment de l'enquête, les ménages avec migrant(s) ont un taux de propriété nettement supérieur à celui des ménages sans migrant(s) : 52% contre 36% (Figure 1). Mais, au moment de l'acquisition, les ménages avec migrants ne sont ni plus ni moins propriétaires que les ménages sans migrants, le taux de propriété étant de 45 et 46% pour les deux groupes (Figure 1). A l'entrée dans le logement, il n'y aurait donc pas de relation entre statut

<sup>18</sup> Ce calcul est rendu possible par le fait que sont connues à la fois la date d'entrée dans le logement (que l'on peut assimiler, dans le contexte dakarais, à la date d'acquisition pour les propriétaires) et les dates de premier départ des migrants du ménage. Dans notre échantillon, 21% des ménages sont entrés dans leur logement avant 1980, 22% entre 1980 et 1994, et 57% après 1994.

<sup>19</sup> La catégorie des migrants apparentés au chef de ménage et/ou à sa conjointe et qui ont eu des liens avec lui dans les 12 derniers mois ne peut en effet être incluse. Le critère temporel des 12 mois permet de capter les migrants participant potentiellement à l'économie du ménage au moment de l'enquête. Mais il ne permet pas d'identifier les individus qui, dans le passé auraient pu participer à l'économie domestique.

migratoire et statut d'occupation. Le résultat est d'autant plus frappant que la définition des ménages avec migrant(s) appliquée ici est *a priori* de nature à forcer les écarts puisque au moment de l'enquête ce sont les ménages avec conjoints et/ou enfants à l'étranger (Liens proches ou étroits) et les ménages avec migrants de retour qui ont les taux de propriété les plus élevés.

Ce résultat appelle cependant des raffinements car l'accès à la propriété ne dépend certainement pas simplement du statut de migration des ménages. C'est la raison pour laquelle nous avons procédé à une analyse multi-variée de l'accession à la propriété. Un premier modèle logistique a été construit pour chercher à isoler l'effet net du statut migratoire des ménages sur leur probabilité d'accéder au statut de propriétaire occupant (modèle 1). L'analyse porte sur l'ensemble des ménages enquêtés dans la région de Dakar et qui sont entrés dans leur logement entre 1970 et 2008 ; soit 914 ménages, chacun d'eux formant une unité d'observation. La principale variable d'intérêt de ce modèle est le statut migratoire des ménages, pour lequel on distingue deux catégories : les ménages avec ou sans migrants et/ou migrants de retour au moment de l'arrivée dans le logement. Le modèle inclut par ailleurs diverses caractéristiques du chef de ménage susceptibles d'influencer son statut d'occupation (niveau d'éducation, lieu de naissance, religion, sexe, âge). La période d'entrée dans le logement est également introduite dans le modèle : elle permet de rechercher, par exemple, un éventuel effet de la dévaluation sur l'accession à la propriété. Puisque la littérature suggère que la dévaluation du franc CFA a stimulé les investissements immobiliers des migrants, on s'attend à ce que les ménages migrants aient des chances accrues d'accéder à la propriété après 1994. Pour tester cette hypothèse, deux modèles complémentaires ont été conçus. L'un porte spécifiquement sur les ménages sans migrants ou migrants de retour au moment de l'entrée dans le logement (modèle 2) et l'autre sur les ménages avec migrants (modèle 3).

Tableau 3. Facteurs influençant le « risque » de devenir propriétaire pour un ménage dakarois lors de l'entrée dans le dernier logement – 1970-2008 (rapports de cote)

Variable	Catégories	Modèle 1 (tous ménages)	Modèle 2 (ménages sans migrant)	Modèle 3 (ménages avec migrant)
Statut migratoire du ménage	Ménage non-migrant	1 réf	...	...
	Ménage migrant	1,26	...	...
Période	1970-1988	1,00 réf	1,00 réf	1,00 réf
	1989-93	0,54 *	0,66	0,17
	1994-98	0,18 ***	0,19 ***	0,09 *
	1999-03	0,08 ***	0,08 ***	0,05 **
	2004-08	0,04 ***	0,05 ***	0,02 ***
Niveau d'éducation du chef de ménage	Non scolarisé	1,00 réf	1,00 réf	1,00 réf
	Ecole primaire	0,90	0,89	0,68
	Ecole secondaire	1,09	1,27	0,16
	Enseignement supérieur	1,04	1,05	0,49
	Ecole coranique	1,17	1,33	0,28
	Ne sait pas	2,08	2,27	0,78
Lieu de naissance du CM	Hors région de Dakar	1,00 réf	1,00 réf	1,00 réf
	Région de Dakar	1,35	1,44	1,28
	Ne sait pas	0,70	0,68	0,32
Religion du CM	Musulman sans précision	1,00 réf	1,00 réf	1,00 réf
	Musulman, Layène	6,64 *	5,00 *	...
	Musulman, Mouride	1,23	1,01	5,22
	Musulman, Tidjane	1,10	0,90	3,04
	Chrétien	0,34 **	0,23 ***	4,00
Sexe du CM	Homme	1,00 réf	1,00 réf	1,00 réf
	Femme	1,86 ***	1,93 ***	2,48
Age du CM à l'entrée dans le logement	Moins de 29 ans	1,00 réf	1,00 réf	1,00 réf
	30 à 39 ans	1,16	1,25	0,59
	40 à 49 ans	2,53 ***	2,51 ***	2,00
	50 à 59 ans	4,02 ***	4,28 ***	3,63
	60 ans et plus	8,89 ***	8,64 ***	13,33 *
	Ne sait pas	2,63	2,76	...

**Lecture :** Pour chaque variable, les résultats permettent de comparer les différentes modalités avec la modalité de référence (réf). Toutes choses égales par ailleurs, une valeur supérieure à 1 indique qu'une variable a un effet positif sur le risque d'accéder à la propriété, tandis qu'une valeur inférieure à 1 indique un effet négatif. Les mentions portées à droite indiquent si les différences entre la valeur de la catégorie observée et la valeur de la catégorie de référence (1 par définition) est statistiquement significative. Plus il y a d'étoiles, plus le résultat est significatif. L'absence d'étoile indique que la différence avec la catégorie de référence n'est pas statistiquement significative. Légende : \*\*\*: p<0.01 ; \*\*: p<0.05 ; \* : p<0.10..

En premier lieu, les résultats du premier modèle confirment que les chances d'accéder à la propriété ne varient pas de manière significative en fonction du statut de migration des ménages, quelles que soient par ailleurs les caractéristiques du ménage ou la période dans le logement : l'écart entre ménages migrant et non-migrant n'est pas significatif. La période, en revanche, apparaît comme une variable fortement significative. Tous ménages confondus (modèle 1), on observe que les chances d'accéder à la propriété ont nettement diminué au cours du temps. Cette tendance vaut aussi bien pour les ménages sans et avec migrants. Pour ces derniers, la dévaluation n'introduit pas de rupture de tendance : les chances d'accéder à la propriété n'ont pas progressé après 1994 (modèle 3). Comment expliquer ce résultat ? D'une part, les gains en pouvoir d'achat des migrants dépendent du pays où ils se trouvent. Une

grande partie des migrants se trouvant dans d'autres pays de l'Afrique à zone Franc n'ont pu être affectés par la dévaluation tout autant que leurs proches restés au Sénégal. D'autre part, ceux dont le pouvoir d'achat au Sénégal a été augmenté du fait de la dévaluation ont pu investir ailleurs que dans le logement de leurs proches (parents ou conjoints), par exemple dans des logements locatifs. Mais ces investissements échappent à cette analyse puisqu'elle porte sur les ménages et non sur les migrants eux-mêmes. Enfin, la tendance à la baisse observée pour tous les ménages pourrait résulter de deux processus simultanés : d'une part, la diffusion de la pauvreté dans l'agglomération dakaroise et, d'autre part, l'augmentation des prix fonciers et immobiliers.

Quelles sont, par ailleurs, les caractéristiques des chefs de ménage qui ont une influence significative sur leurs chances d'accéder au statut de propriétaire occupant ? De manière assez attendue, plus les chefs de ménage sont âgés et plus ils ont de chances d'être propriétaires de leur logement. L'origine dakaroise est également déterminante. Les autochtones du Cap Vert, qui ont un accès facilité aux ressources foncières, ont des chances très accrues d'accéder au statut de propriétaire occupant : tous ménages confondus, les Layènes<sup>20</sup> ont presque six fois plus de chances que les autres d'accéder à la propriété. Le lieu de naissance n'a pas d'impact sur la probabilité d'être propriétaire. C'est que, au contraire de « l'autochtonie », le fait d'être né à Dakar ne garantit aucun accès privilégié à des terrains constructibles. Le résultat sur le sexe du chef de ménage est *a priori* plus surprenant : les femmes ont pratiquement deux fois plus de chances d'être propriétaires que les hommes. Ce résultat ne coïncide pas avec l'idée que les femmes accèdent plus difficilement à la terre et à la propriété immobilière dans le contexte sénégalais. En fait, ce résultat reflète sans doute un artifice de collecte : dans les ménages propriétaires où le mari est absent parce que sa résidence principale est ailleurs, c'est la femme qui fait fonction de chef de ménage dans l'enquête. Elle est donc assimilée au propriétaire. Mais dans bien des cas, le mari, même résidant ailleurs à titre principal, est en réalité le « vrai » propriétaire. Ce peut être le cas dans les familles polygames dans lesquelles les épouses occupent des logements différents, entre lesquels le mari alterne. Ce peut être encore le cas dans les ménages où le mari est un migrant international : il n'est pas présent dans le ménage et donc ne peut être reconnu comme étant le propriétaire dans l'enquête mais, dans les faits, il n'en est pas moins propriétaire du logement où son épouse et ses enfants résident.

Pour en revenir à la relation entre statuts de migration et de propriété des ménages, quelles conclusions tirer de cette approche multi-variée et rétrospective de l'accession à la propriété ? La prise en compte du statut migratoire du ménage non pas au moment de l'enquête, mais au moment de l'entrée dans le logement altère l'idée qu'il y aurait un lien de causalité entre la migration des membres d'un ménage et l'accès à la propriété de ce ménage. La simple comparaison des taux de propriété des ménages migrants et non-migrants ne fait apparaître aucun écart entre ces deux populations. Quant à l'analyse multi-variée, elle ne fait pas non plus ressortir des écarts significatifs. L'effet supposément positif de la migration sur l'accession à la propriété n'est pas vérifié. Compte tenu des résultats de la section précédente sur le lien propriété/migration au moment de l'enquête, il semblerait même plutôt que les ménages propriétaires occupants ont tendance plus que les autres à envoyer des migrants hors du Sénégal. Le rapport de causalité serait inversé : le plus souvent, la propriété ne serait pas le

---

<sup>20</sup> Les Layènes sont des Musulmans affiliés à une confrérie dont les fidèles sont principalement originaires de la presque île du Cap Vert. Pour l'essentiel, ce sont les autochtones de la région de Dakar. Ils ont, du coup, un accès facilité à la ressource foncière et donc au statut de propriétaire occupant dès lors qu'ils ont les moyens de bâtir un logement.

produit des migrations, mais plutôt –en tant qu’indicateur de bien-être des ménages– un facteur favorisant la migration.

## Conclusion

Les migrants investisseurs sont habituellement considérés comme de nouveaux acteurs centraux dans les transformations de l'habitat à Dakar. Ils seraient la clef d'explication du paradoxe observé selon lequel la qualité de l'habitat s'améliore malgré la crise économique et le désengagement de l'Etat de la production de logements. Examinant cette hypothèse selon différentes méthodes complémentaires, nous parvenons à des résultats plutôt nuancés sur le rôle de la migration internationale. La première section de résultats montre bien que, au moment de l'enquête, les ménages avec migrant(s) sont globalement mieux logés que les ménages sans migrant (type de logement, densité, niveau d'équipement). C'est sur le plan du statut d'occupation résidentiel que les écarts sont les plus accusés : les ménages migrant sont, au moment de l'enquête, plus souvent propriétaires de leur logement. Mais ce résultat est ambivalent : il peut indiquer aussi bien qu'il y a davantage de départ en migration dans les ménages aisés ou, inversement, que la migration de certains membres du ménage permet d'améliorer les conditions locales d'habitat. La suite des résultats penche plutôt en faveur de la première explication. D'une part, l'argent de la migration perçu par les ménages est finalement modérément utilisé à des fins de construction ou de transformation de l'habitat. D'autre part, l'analyse des conditions d'accès à la propriété des ménages montre l'absence d'influence des migrants. En considérant le moment de l'entrée dans le logement au lieu du moment de l'enquête, on observe que les ménages avec migrants n'ont pas plus de chances d'accéder au statut de propriétaire occupant que les ménages sans migrants. Les migrations internationales semblent donc jouer un rôle très relatif dans l'accession à la propriété et dans la transformation des logements des propriétaires occupants. Alors comment expliquer le paradoxe ?

D'abord, nous avons vu que les migrants internationaux pouvaient participer aux dépenses de fonctionnement des ménages par le biais de leurs transferts financiers. Ils aident ainsi les ménages locataires auxquels ils sont apparentés à s'affranchir du paiement du loyer ou à régler les factures relatives à l'occupation d'un logement. Ils contribuent de cette façon à loger leurs familles ou à les affranchir de certaines contraintes économiques, ce qui peut leur permettre d'investir par ailleurs. Ensuite, leurs investissements immobiliers peuvent être réalisés en dehors de leur ménage de référence. En effet, nous avons ici situé l'analyse au niveau des ménages. Nos résultats ne renseignent donc que partiellement sur le comportement des migrants internationaux eux-mêmes en matière d'investissements immobiliers<sup>21</sup>. Les constructions réalisées par les migrants peuvent ne pas être destinées à loger la famille mais être utilisées à des fins locatives. Sans pouvoir approfondir davantage l'analyse, nous observons par exemple qu'une part non négligeable de ménages locataires (40% des ménages locataires sachant répondre : N=242) déclare que leur propriétaire vit ou a vécu à l'étranger. Il n'est donc pas exclu qu'ils contribuent par d'autres biais à la dynamique immobilière à Dakar. Enfin, si le rôle des migrants internationaux n'a pas l'importance attendue, c'est aussi qu'il existe de nouveaux acteurs à l'intérieur du Sénégal : d'autres promoteurs privés prennent le relais de l'Etat en investissant le domaine du logement. Ce qui pose la question du fonctionnement des marchés fonciers et immobiliers à Dakar. Dans quelle mesure la production privée de logements peut-elle se substituer au désengagement de l'Etat en proposant une offre immobilière qualitativement et quantitativement adaptée à une demande

---

<sup>21</sup> Consulter la communication de Cris Beauchemin et Cora Mezger sur les investissements individuels des migrants sénégalais

croissante ? Et, quelle place peuvent prendre les migrants internationaux parmi les acteurs émergents de la production urbaine et de l'offre locative ?

Nos conclusions appellent aussi des prolongements d'analyse concernant les effets socio-économiques de la migration internationale à Dakar. Occupant un habitat plus grand, plus confortable et mieux équipé, les ménages avec migrant sont plus souvent propriétaires de leur logement. Le statut migratoire d'un ménage reflète donc aussi des inégalités au sein de la société dakaroise. Les disparités de conditions d'habitat des ménages, ici exprimées selon le statut migratoire, traduisent également des effets de concentration des ménages migrant(s) dans certains quartiers de Dakar. Les migrations internationales peuvent donc contribuer à accentuer la ségrégation socio-spatiale dans la ville. Ce qui suggère la conduite de nouvelles analyses et la production de données appropriées pour mieux documenter cette question.

## Bibliographie

- ANTOINE P, FALL S., 2009, « *Population et pauvreté à Dakar* », in Gaye Daffé, Le Sénégal face aux défis de la pauvreté, Karthala-Crepos, Paris, 23p.
- ANTOINE P., 2002, « *Crise, passage à l'âge adulte et devenir de la famille dans les classes moyennes et pauvres à Dakar* », Rapport d'étape pour le CODESRIA, IRD-IFAN, Dakar, Mars 2002, 118 p + 22 p annexes.
- ANTOINE P., BOCQUIER P., FALL AS., GUISSÉ Y., NANITELAMIO J., 1995, « *Les familles dakaroises face à la crise* », Dakar, IFANCAD, ORSTOM, CEPED, 1995, 209 p.
- BARRO I., 2008, « *Emigrés, transferts financiers et création de PME dans l'habitat* », in MC Diop: Le Sénégal des migrations, Mobilités, Identités et Sociétés, Paris, Karthala.
- BASOK T., 2003, « *Mexican Seasonal Migration to Canada and development: A Community-based Comparison* », International Migration, Vol 41 (2), pp 3-25
- BEAUCHEMIN C., LESSAULT D., DIAGNE A., 2007, « *Circulation internationale et développement urbain à Dakar: Potentiel d'analyse et résultats attendus* », Atelier International Accra, 18p.
- BERTRAND M., 2006: « *Mobilités et ancrages. Métropoles en perspective en Afrique de l'Ouest francophone et anglophone* », Dossier présenté en vue de l'Habilitation à diriger des Recherches, 3 vol., Paris X Nanterre, 270p.
- BERTRAND M., 2009 « *Migrants internationaux dans les villes ouest-africaines: de survisibles à contestés* », (à paraître) in Politique Africaine, 17p.
- BERTRAND M., 1999 « *Emigrés internationaux maliens face aux marchés fonciers bamakois* », in REMI, Vol (3), pp63-85
- DE HAAS H., 2003, *Migration And Development in Southern Morocco: The Disparate Socio-Economic Impact Of Out Migration On The Todgha Oasis Valley*, Grafische Communicatie, Rotterdam
- DIOP MC, 2008, « *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés* », Paris Karthala, 431p.
- DPEE, 2008, « *Impact des transferts des migrants sur la pauvreté au Sénégal* », Document d'étude n°7, Ministère de l'économie et des finances, République du Sénégal, 32p
- DPS, 1988, « *Résultats du deuxième recensement général de la population et de l'habitat-1988* », Rapport national définitif, Sénégal, DPS, 88p.

- DPS, 2006, *Résultats du troisième recensement général de la population et de l'habitat-2002, Rapport national de présentation*, Sénégal, ANSD, 123p.
- DUREAU et al., 2000, “*Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*”, Paris, Anthropos, Collection Villes, 651p.
- GAFFE G., 2008, “*Les transferts d'argent des migrants sénégalais. Entre espoir et risques de dépendance*”, in MC Diop: *Le Sénégal des migrations, Mobilités, Identités et Sociétés*, Paris, Karthala.
- GILANI I., KHAN MF., IQBAL M., 1981, « *Labour Migration From Pakistan To The Middle East And Its Impact On The Domestic Economy* », Washington DC, World Bank
- GUBERT F., 1996, “*Transferts des travailleurs migrants, facteurs de réduction de la pauvreté au Mali?* », Colloque Systèmes et dynamiques des migrations internationales ouest-africaines, Dakar, 3-6 décembre.
- GRANOVETTER M., 1990, « *The Myth of Social Network Analysis as a Special Method in the Social Sciences* ». *Connections*, XIII (1-2), p. 13-16.
- KABKI M., MAZZUCATO V., APPIAH E., 2003, « *Wo Benane A Eye Bebre* », The Economic Impact Of Remittances Of Holland Based Ghanaian Migrants On Rural Ashanti, Brighton, Centre For Migration Research, University of Sussex
- LESSAULT D., 2005, “*Périurbanisation et recompositions socio-spatiales à Dakar*”, Thèse de Doctorat, Université d'Orléans, 323p.
- LESSAULT D., SAKHO P., 2008, “*Etalement urbain et risques de fragmentation à Dakar*”, in Zaninetti JM et Maret I.: “*Etalement urbain et ville fragmentée à travers le monde*”, PUO.
- LESSAULT D., 2008, “*L'émigration internationale récente au Sénégal. Les enseignements du dernier recensement de l'habitat et de la population 2002*”, *Communication* présentée à l'Atelier FSP Dakar, UCAD, février 2008 [www.mafe.site.ined.fr](http://www.mafe.site.ined.fr)
- MARIE A. (éd.), 1997, « *L'Afrique des individus, Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)* », Karthala, Coll Homme et Société
- NDIONE B., LALOU R., 2005, « *Transferts de revenus, investissements, obligation de dons ? Les usages économiques et sociaux de l'argent de la migration au Sénégal (Dakar, Touba, Kaolack) et au Mali (Bamako, Kayes)* », Congrès international de la population, Tours
- PIERMAY J-L., SARR C. (eds), 2007, “*La ville sénégalaise, une invention aux frontières du monde*”, Karthala, Coll Hommes et sociétés, 242p.
- PILON M., VIGNIKIN K., 2007, “*Ménages et familles en Afrique Subsaharienne*”, Paris, EAC, Coll. Démographie et développement, 131p.
- RUSSELL SS., 1986, « *Remittances From International Migration: A Review In Perspective* », World development, Vol 14(6), pp677-696
- SALEM G., 1998, “*La santé dans la ville : géographie d'un petit espace dense, Pikine(Sénégal)*”, Paris, Karthala, 1998, 360p.
- STARK O., 1991, “*The Migration of Labor*”, Basil Blackwell, Oxford.
- SMITH L., Mazzucato V., 2003, *The Influence Of transnational Networks On Economic Activities In Accra*, Ghana, Sussex Centre For Migration Research
- TALL M., 2009, “*Investir dans la ville africaine. Les émigrés et l'habitat à Dakar*”, Crepos-Karthala, Coll Hommes et sociétés, Paris, 2009, 286p.

- TALL M., 2008, “*Les émigrés sénégalais en Italie. Transferts financiers et potentiel de développement de l’habitat au Sénégal*”, in MC Diop: *Le Sénégal des migrations, Mobilités, Identités et Sociétés*, Paris, Karthala.
- TALL M., 2000, « *Les investissements immobiliers à Dakar des émigrés sénégalais* », Thèse de Géographie, Université Louis Pasteur, Strasbourg, France, 553p.
- TEITELBAUM M. et S. RUSSEL., 1994, « Fertility, International Migration, and Development », In : Cassen R. (ed.), *Population and Development : Old Debates, New Conclusions*, Transaction Publishers, New Brunswick, pp. 229-252.
- VIDAL C., 1994, « *La « solidarité africaine » : un mythe à revisiter* », Cahiers d'études africaines, Vol 34, n°136, pp687-691

## Annexe méthodologique\_ Comparaison RGPH 2002/MAFE 2008

L'objectif de cette annexe est de comparer les résultats de l'enquête « ménage » MAFE à ceux du dernier recensement sénégalais. Malgré la différence de dates entre les deux enquêtes : 2002 et 2008, il est ici question d'évaluer la robustesse des résultats de MAFE (enquête sur échantillon) en les confrontant à ceux d'une source exhaustive.

### 1. Conditions d'habitat des ménages à Dakar

Dans le dernier recensement sénégalais et l'enquête MAFE, les conditions d'habitat des ménages peuvent être appréhendées à travers l'analyse du type de logement, du type de toilettes, du raccordement aux différents réseaux (électricité et le mode d'approvisionnement en eau), de la taille, de la densité et du statut d'occupation du logement ou encore de l'équipement du logement. Le tableau qui suit dresse l'inventaire des variables offrant des possibilités de comparaison entre les deux sources de données.

#### *Informations relatives à l'habitat dans MAFE et le Recensement : des catégories strictement comparables ?*

<b>Variables</b>	<b>RGPH 2002</b>	<b>MAFE 2008</b>	<b>Comparabilité</b>
Type de logement	x	x	possible
Nombre de pièces	x	x	possible
Statut d'occupation	x	x	possible
Type d'aisance	x	x	possible
Approvisionnement en eau	x	x	strictement
Electricité	x	x	strictement
Mode d'éclairage	x	o	<b>non</b>
Combustible	x	x	strictement
Nature du mur	x	x	possible
Nature du toit	x	o	<b>non</b>
Nature du sol	x	o	<b>non</b>
Biens d'équipement	x	x	strictement
Moyens de transport	x	x	strictement
Moyens de production	x	x	strictement
Evacuation ordures	x	o	<b>non</b>
Evacuation eaux usées	x	x	possible

#### 1.1 Types de logement

Concernant la répartition des types de logement à Dakar, les résultats de MAFE et ceux du RGPH se rapprochent partiellement. Ils sont très proches pour les catégories « Case », « Baraque » et « Maison basse » alors qu'ils sont assez éloignés en ce qui concerne les types « Maison à étage » et « Appartement ». L'échantillon MAFE sur-représenterait donc le type « Appartement » et sous-représenterait le type « Maison à étage ». Il est probable que cette différence soit liée à un problème de définition des catégories de logement : le flou entre « Appartement dans immeuble » et « maisons à étage(s) » a pu faire l'objet d'interprétations et de consignes différentes dans les deux enquêtes. Au final la proportion de l'habitat « vertical » est quasiment identique dans les deux enquêtes : environ 30%. Les données de l'enquête MAFE demeurent donc très proches de la distribution du parc de logements identifiée par le recensement à Dakar.

### *Types de logement à Dakar- Comparaison des résultats RGPH/MAFE*

<b>Type de logement</b>	<b>RGPH (2002)</b>	<b>MAFE (2008, pondéré)</b>
Case	0,6	0,2
Baraque	3,2	2,3
Maison basse	65,2	65,1
Maison à étage	27,4	20,9
Appartement	2,4	10,1
Autre	1,2	1,4
Total	100	100

**Données INED et ANSD compilées par D.Lessault**

La maison basse correspond au type de logement prédominant à Dakar. Les modes de production du logement à l'oeuvre sont directement responsables de cette situation. Ainsi, la verticalisation de l'habitat et son corollaire la production d'appartements en immeubles ou de maisons à étage(s) sont longtemps restés marginaux à Dakar où le processus d'urbanisation s'est réalisé à travers une expansion horizontale rapide. « *En l'absence de production de logement social ou d'accès à des systèmes de financement, l'auto-construction de la maison individuelle correspond aux ressources, très limitées, du plus grand nombre* » (Bonvalet, Dureau, 2000). Mais le caractère évolutif des constructions permettant aux familles d'étaler la construction dans le temps, en fonction des ressources et rentrées d'argent souvent irrégulières, a plus récemment modifié en partie la situation. Il est ainsi possible d'ajouter un ou plusieurs étages, utiles lorsque la famille s'agrandit, quand on souhaite exercer une activité commerciale ou encore louer une partie de son logement. La multiplication des maisons à plusieurs étages et la diffusion du phénomène aux espaces de banlieue contribuent ainsi à modifier les paysages urbains à Dakar. En effet, selon les sources entre 20 et 27% du parc de logements dakarois est constitué de maisons à étage(s) ; et entre 2 et 10% des ménages résident dans des appartements. Près d'un tiers du parc de logements dakarois est donc d'allure « verticale », ce qui traduit bien le processus de verticalisation engagé dans la capitale dakaroise. La faible proportion de baraques et de cases observée confirme également l'achèvement du phénomène de durcification de l'habitat relevé dans le cadre d'enquêtes antérieures (RGPH 1955 ; RGPH 1988 ; Antoine, 1989 et 2001). Elle témoigne aussi d'une nette amélioration de la qualité générale des constructions qui vient tempérer certains discours sur la prolifération des « bidonvilles » dans la capitale sénégalaise.

#### **1.2 Equipements et aménités**

Pour le type d'aisance, les résultats des deux collectes sont assez similaires. Plus des deux tiers des ménages dakarois utilisent une chasse qu'elle soit raccordée ou non à l'égout. Cette situation nouvelle témoigne d'une nette amélioration au regard de la situation passée

(Rappelons que selon le recensement de 1988, seulement la moitié des ménages de la région de Dakar disposait de ce type d'aisance, et moins d'un quart était raccordé à l'égout, DPS, 1988).

La répartition des modes approvisionnement en eau affiche les mêmes ordres de grandeur dans les deux sources. La majorité des ménages dakarois ont un accès direct à l'eau par un robinet intérieur. Concernant le mode d'éclairage, il est remarquable d'observer qu'aujourd'hui, presque tous les ménages dakarois disposent de l'électricité. Il en est de même pour les combustibles utilisés pour la cuisson : pas de différence flagrante entre les deux sources. C'est en grande majorité le gaz qui est utilisé pour la cuisine et qui supplante le bois et le charbon ayant encore récemment la faveur des ménages sénégalais. D'une façon générale, ces niveaux d'équipement constituent bien des indicateurs d'une amélioration des conditions de logement des ménages à Dakar.

**« Equipements et aménités »- Comparaison des résultats RGPH/MAFE**

	<b>RGPH (2002)</b>	<b>MAFE (2008)</b>
<b><i>Type d'aisance</i></b>		
Chasse raccordée à l'égout	33,6	28,7
Chasse avec fosse	42,3	40,4
Latrines	19,8	26,9
Toilettes publiques	1,3	0,6
Dans la nature	1,9	0,4
Autre	1,1	0,2
Non réponse	X	2,8
Total	100	100
<b><i>Approvisionnement en eau</i></b>		
Puit intérieur	2,5	1,9
Puit extérieur	4,7	1,2
Robinet intérieur	77,2	88
Robinet extérieur	12,5	8,5
Forage	0,1	0
Vendeur d'eau	2,5	0,2
Source, cours d'eau	0,1	0
Autre	0,4	0,2
Total	100	100
<b><i>Eclairage</i></b>		
Electricité*	85,7	93,7
<b><i>Combustible utilisé pour la cuisson</i></b>		
Bois	4	1,3
Charbon	6,4	3,7
Gaz	87,9	93,9
Autre	1,7	1,1
Total	100	100

*Attention : la question n'est pas posée de la même façon dans le recensement et dans MAFE. Dans le premier, il s'agit du renseignement sur le mode d'éclairage ; pour le second, la question est plus directe : « avez-vous l'électricité ? »*

### 1.3 Statuts d'occupation résidentielle

Les statuts d'occupation utilisés lors des deux collectes ne sont pas strictement comparables. L'enquête MAFE a utilisé davantage de catégories parmi lesquelles « Co-locataire » et « Dans une maison ou concession familiale », inexistantes dans le recensement occupent une place relativement importante. Du coup les résultats obtenus sont assez différents. Un ajustement de certaines catégories est possible et donnent des résultats qui se rapprochent davantage. Par exemple, dans MAFE, la catégorie « co-locataire<sup>22</sup> » peut être considérée comme une sous-catégorie de « locataire ». Ainsi les résultats de MAFE se rapprochent davantage de ceux du recensement : 49,4% de locataires dans le RGPH et, du coup 42,3% dans MAFE. Autre exemple, on peut très bien fusionner les catégories « propriétaire » et « co-propriétaire » du recensement et obtenir une proportion quasi identique de ménages se déclarant propriétaires dans le RGPH (45,3%) et MAFE (45,8%). Restent les catégories (1) « hébergés » plus exactement intitulé « logé par la famille<sup>23</sup> » dans le recensement qui semble sous-représentée dans le recensement et (2) « dans une maison ou concession familiale » de MAFE qui représente 6% des ménages interrogés.

#### *Statut d'occupation des ménages à Dakar- Comparaison des résultats RGPH/MAFE*

Statut d'occupation	RGPH (2002)	MAFE (2008, pondéré)
Propriétaire	41,8	45,8
Co-propriétaire	3,5	X
Locataire	49,4	35,8
Hébergé	2,9	5,6
Logé par l'employeur	1,6	0,2
Co-locataire	X	6,5
Location vente	X	0,1
Dans une maison ou concession familiale	X	6
Autre	0,8	X
Total	100	100

Selon nos deux sources : à Dakar, deux statuts d'occupation sont dominants : les locataires, près de la moitié des ménages de l'agglomération et les propriétaires, environ 45% des ménages dakarois. Le taux de propriété à Dakar est en dessous de la moyenne nationale. L'écrasante majorité des ménages sénégalais étant propriétaire de leur logement. La location est un phénomène réservé aux villes secondaires et surtout à la capitale au sein de laquelle l'accès à la propriété immobilière est particulièrement difficile. Sous l'effet de la demande en

<sup>22</sup> Elle peut par ailleurs s'apparenter à la « sous-location » différente mais généralement sous-déclarée par les ménages, le propriétaire n'en étant pas toujours informé...

<sup>23</sup> Catégorie ici incluse dans la catégorie « hébergé »

terrains à bâtir et de la saturation des réserves foncières dans la presqu'île du Cap Vert devenir propriétaire d'un logement est progressivement devenu difficile... Dans la plupart des cas, l'accès à ce statut est rendu possible pour les plus modestes dans les extensions illégales situées en périphérie de la ville (Lessault, 2005).

## **2. La migration internationale à Dakar**

Les données du recensement et de l'enquête ménage MAFE nous permettent également d'évaluer l'importance de la migration internationale à Dakar, à l'échelle des individus et des ménages. Les migrants internationaux, étant par définition « absents », correspondent dans ces deux enquêtes aux individus déclarés par les ménages (le plus souvent par le chef de ménage) et vivant actuellement à l'étranger. Concernant, l'enquête MAFE, il s'agit des personnes de l'entourage du ménage vivant actuellement à l'étranger. La définition de « l'entourage du ménage » retenue pour les besoins de l'enquête MAFE est la suivante : (1) enfants du Chef de Ménage, (2) conjoints des membres du ménage, (3) « autres parents » du Chef de Ménage ou de son conjoint et qui ont eu des contacts réguliers au cours des 12 derniers mois. Concernant le recensement, il s'agit des personnes antérieurement présentes dans le ménage, ayant émigré au cours des cinq dernières années et qui résidaient toujours à l'étranger en 2002. Dans les deux cas, on connaît également le lien du migrant avec le chef de ménage. La définition de la migration internationale se distingue donc dans les deux sources principalement sur le plan de la durée de la migration (5 ans pour le recensement, sans condition de durée pour MAFE).

D'après le recensement, si nous rapportons les émigrants internationaux à la population totale de la capitale, nous constatons que la proportion de personnes parties vivre à l'étranger entre 1998 et 2002 représentait 2,1% de la population de Dakar. Les 45 000 départs observés sur la période ont principalement concerné l'Europe (59%), l'Afrique (21%) et l'Amérique du Nord (14%). Cette situation traduit une certaine diversité des migrations internationales sénégalaises qui privilégie les destinations du Nord<sup>24</sup>, sans pour autant que l'Europe ne soit une destination exclusive. Si l'on poursuit l'analyse au niveau des ménages, 12% déclaraient au moins un de ses membres partis à l'étranger au cours des 5 dernières années. C'est dire l'importance de la migration internationale récente chez les ménages dakarois. Les données de l'enquête MAFE nous permettent de comparer ces données de flux qui témoignent d'une situation pendant la période considérée (1998-2002) avec les effectifs déclarés par les ménages sans condition de durée. Les principaux résultats (pondérés) renforcent l'idée de l'importance de la migration internationale chez les ménages dakarois. Près de la moitié des ménages a déclaré au moins un migrant actuellement à l'étranger (44%).

---

<sup>24</sup> Cette situation semble assez nouvelle au Sénégal puisque des enquêtes antérieures avaient pu montrer qu'au début des années 1990, les migrations sénégalaises étaient majoritairement intra-africaines.

### *Fréquence et rapports des ménages dakarois avec la migration internationale*

<b>Liens des ménages avec la migration internationale</b>	Proportion de ménages (en %)
<b>Migrant(s) de retour</b>	7
<b>Migrants de retour et migrants actuels</b>	9
<b>Migrant(s) actuel(s)</b>	
<i>oui</i>	35
Contacts au cours 12 derniers mois	92
Visite dans les 12 derniers mois	39
Transferts dans les 12 derniers mois	
<i>oui</i>	53
<i>au moins une fois par mois</i>	40
<i>« régulièrement »</i>	61

Source : MAFE, 2008

Quatre à cinq ménages sur 10 confirment être actuellement en contact avec un migrant à l'étranger et, un ménage sur deux dit avoir reçu des transferts de bien ou d'argent d'un migrant au cours des 12 derniers mois. Concernant la distribution géographique des migrants actuels, 72% vivent en Europe, 15% en Afrique et 13% ailleurs. La France (32%), l'Italie (23%), l'Espagne (11%) et les Etats Unis (9%) sont de loin les quatre principales destinations. La région de Dakar est également connue pour être un lieu d'installation des migrants au retour de leur séjour à l'étranger. Ainsi, 16% des ménages dakarois ont déclaré au moins un migrant de retour. La plupart revient d'Afrique (65%) mais aussi d'Europe (26%)<sup>25</sup>. La France (23%), la Mauritanie (15%), la Côte d'Ivoire (14%), qui sont aussi historiquement des destinations dites « traditionnelles » de la migration sénégalaise, sont les principaux pays d'où reviennent les migrants sénégalais. Si on ajoute le poids des migrants de retour, au total, un ménage dakarois sur deux compterait un migrant actuel (selon la définition accordée aux migrants dans l'enquête) et/ou un migrant de retour.

### *Répartition des migrants internationaux sénégalais (par grande région)*

	<i>RGPH 2002</i>	<i>MAFE 2008</i>
<b>AFRIQUE</b>	21	15
<b>EUROPE</b>	59	72
<b>AUTRES</b>	20	13
<b>TOTAL</b>	100	100

*NB : Migrants déclarés par les ménages de Dakar*

<sup>25</sup> Cette différence notable pourrait être liée au fait que les destinations européennes sont encore très récentes...

## Chapitre 7

# THE ROLE OF INTERNATIONAL MIGRATION EXPERIENCE FOR INVESTMENT AT HOME: THE CASE OF SENEGAL

Cora MEZGER, University of Sussex/INED  
Cris BEAUCHEMIN, INED

## 1 Introduction and Objectives

Nowadays, public institutions at international, national and regional levels tend to consider migration as a possible driver of development. International organisations disseminate the idea of a migration-development link in their recent research publications (e.g. UNDP, 2009; IOM, 2005; World Bank, 2005). Regional organisations are also in line with this view. On the one hand, receiving regions, such as the European Union, see the potential positive impact of international migration on development at the origin as a means to reduce immigration flows (Kabbanji, 2010). And, on the other hand, sending regions, such as ECOWAS, explicitly call on their migrants to be actors in development (ECOWAS, 2008). Finally, national governments in development countries have similar expectations and some have developed schemes aimed at facilitating migrants' investments in their origin country (IOM, 2009). There is thus an extraordinary policy consensus on the expected effect of migration on development. Yet, while there is a growing body of empirical literature on the effects of remittance inflows at the economy-level, as well as on the role of transfers for household income and expenditures at the micro-level, other channels, such as the role of migration for individual investment behaviour in terms of investment in business activities, but also in real estate as an alternative target, remain less explored. Moreover, the existing literature focuses largely on remittance-receiving households at origin, and empirical studies comparing the investment behaviour of non-migrants, current migrants and return migrants remain scarce.

The goal of our paper is to provide a quantitative assessment of the impact of international migration on investments in origin countries. More specifically, and in line with policy expectations, we want to test the hypothesis that international migration is a factor determining personal investment in Senegal, a country where the interaction between migration and development is of crucial importance.

Senegal is a Sahelian country located in West Africa. As most of its neighbours, it pertains to the group of the poorest countries in the world according to international indicators. It is also highly affected by international emigration. The Senegalese Ministry in charge of migration estimates that about two million of its nationals live abroad, implying there is one expatriate for every five people living within the country (IMF et al., 2006). Another source, based on census data in destination countries, indicates that there are eleven Senegalese people in OECD countries for every one thousand individuals in Senegal, against a ratio of 4.5 for the whole of sub-Saharan Africa (Lucas, 2006). In the late 1990s, the remittances transferred through official channels amounted to almost 3% of Senegalese GDP, and informal remittances are believed to represent an equivalent amount. Various qualitative studies have shown the impact of collective remittances systems in Senegal, especially in the rural region of the Senegal River Valley (Lavigne-Delville, 2000). Research has also shown the surge of

investments in urban areas, and especially in the housing sector in Dakar, the capital city of the country (Tall, 1994). To the authors' knowledge, no complementary study indicates whether migrants are directly involved in the development of economic activities and the housing sector.

Given this context, our objective is to study the investments of Senegalese migrants, returnees and non-migrants in their origin country in three sectors that are commonly described as migrants' investment targets: land, housing and businesses. More specifically, our analyses will allow for an assessment of the extent to which current migrants and return migrants exhibit specific behaviour, compared to non-migrants, regarding their investment choices. Do they invest more or less? Do they invest more in economic "productive" activities and less in housing, as is anticipated by public authorities both in sending and receiving countries? Or do they, on the contrary, invest more in the real estate sector, as qualitative evidence on Senegal suggests (Tall, 1994)?

More specifically, we will test three hypotheses. The first is that international migration has a direct effect on investment: living abroad or being back in the origin country may increase the odds of investing for various reasons (financial resources acquired abroad, strong social ties at origin, public incentives, etc.). In other terms, the personal experience of migration would be a driver of investment. The second hypothesis is that – in addition to its direct effect – migration can help individuals overcome social disadvantages in the access to asset ownership. Migration experience may, for instance, close the gender gap in access to assets, or facilitate individual investments by individuals with low levels of education. The third hypothesis is that international migration has an indirect effect: it is possible that people who are not migrants themselves but have migrants in their social network are more likely to invest because, for instance, they may receive material support.

## **2 Migration and investment: A brief review of the literature**

### **2.1 Theoretical framework**

#### **2.1.1 *Migration-investment linkages***

The early neoclassical migration literature does not provide a theoretical framework for studying the effect of migration on investments at origin (Harris and Todaro, 1979; Taylor, 1999; Rapoport and Docquier, 2005). Since migration was considered to be motivated primarily by individual life-time income maximisation objectives, and to take place in a context of perfect credit and insurance markets, there was no reason why individuals should return to the origin country to invest, or send remittances and other types of transfers home. Investment in the neoclassical context would only be envisaged if returns to investments in the home country exceed those in other countries, contributing thus to an increase in life-time earnings.

The discussion of the migration-investment link effectively emerged within the framework of the New Economics of Labour Migration (NELM) literature (e.g. Stark and Bloom, 1985; Stark, 1991), which shifts the focus from the individual to households/groups as the unit of analysis, and introduces market imperfections and failures in the analysis of departure, remittance transfers and return. Migration can impact investment through its influence on financial, human and social capital constraints, both for the individual with migration experience (current migrants and return migrants) and for the household at origin if material

or immaterial resources are transferred back home in the form of remittances or repatriated savings (financial capital), know-how (human capital) or business contacts (social capital).

#### *Financial and risk constraints (imperfect credit and insurance markets at origin)*

One important contribution of the NELM theoretical literature consists in the introduction of imperfect markets in migration theory. If credit markets are absent or imperfect, migration may represent a strategy for the individual or household to obtain informal credit in the form of remittances or savings to finance a minimum investment or, if the banking sector is to some extent developed, serve as collateral (Katz and Stark, 1986). This type of investment can be productive in the case of a business activity, but can also serve to acquire expensive assets, such as housing and land.

Several authors have proposed formalised theoretical models investigating the role of credit constraints for investment decisions of migrants or migrant households. Mesnard (2004), for instance, introduces credit constraints and investment thresholds in a life-cycle maximisation model of temporary migration, in which individuals decide simultaneously on migration duration and occupation after return. According to the model predictions, migration duration is determined by the time needed to reach a specific savings target if migrants aim to start a business after their return. Migration duration may be shortened, for example, if foreign wages rise. De Brauw and Rozelle (2008), on the other hand, formulate a theoretical model from the perspective of the household at origin. Households are assumed to maximize utility by choosing the extent of their participation in migration as well as the share of remittances they will invest in capital goods. The model predicts that migration will be positively linked to productive household investment in poorer areas, where households tend to be credit-constrained, but will not affect households' investment behaviour in wealthier areas. Moreover, Osili (2004) suggests that migrants' investment in housing in the origin community, though not directly productive, may serve as a signalling device regarding the migrant's wealth. It may this affect other types of investment indirectly by improving the family's social standing and access to formal credit markets in the origin country.

Remaining in the context of missing or imperfect markets, the NELM literature proposes that migration can serve as a co-insurance and risk diversification mechanism if insurance markets at the origin are imperfect. Migration may allow for riskier and more profitable investments at the origin, such as the opening of a new business by the remaining household members (Stark, 1991). A potential negative corollary of the insurance function of migration is that in the context of information asymmetries between the migrant and his or her household, remittances may lead to moral hazard by family members at home. Moral hazard would imply that non-migrant household members keep their work effort below optimal levels, leading to negative effects on productive investment (see, e.g. Azam and Gubert, 2006; Chami et al., 2003).<sup>1</sup>

#### *Human capital constraints*

The "brain gain" literature stipulates that migration may help overcome human capital constraints, if new knowledge and know-how is acquired abroad through education, training, or work experiences, which are not available or not accessible in the origin country.

---

<sup>1</sup> The implicit insurance contract between migrants and family members at origin does not only insure non-migrants in the case of a shock, but also migrants, in particular in the beginning of their stay abroad (Mazzucato, 2009).

Transferred back home, knowledge and know-how can improve the conditions for investment, also for individuals who did not migrate themselves (Dos-Santos and Postel-Vinay, 2003). Moreover, the human capital model of migration (Sjaastad, 1962; Becker, 1964) predicts that individuals move to where their skills and knowledge can be most productively employed. Human capital accumulated abroad, which achieves higher relative returns in self-employment at home than in other occupations or abroad, will provide migrants with an incentive to invest at home. Similarly to financial resources, migration may also have limited or negative effects on human capital. This is the case of a “brain-waste” situation, in which migrants are not able to accumulate new skills and know-how abroad, especially if the skill-level of a migrant’s occupation at destination remains below the education and capacity (e.g. Mattoo et al., 2008).

#### *Social capital constraints*

Moreover, migrants and returnees’ may see their social capital weakened due to the prolonged distance to social networks during the stay abroad. This loss may partly offset the gains in financial or human capital through foreign work experience. Wahba and Zenou (2009) formalise this disruptive effect of migration in a theoretical model, which predicts that returnees may be less likely to become entrepreneurs if they have weaker ties (friends, acquaintances) at home than non-migrants and do not access a high-quality social network through their strong ties (family). On the other hand, returnees may be able to take advantage of ties maintained with the destination country, for instance in starting and sustaining a business activity (Cassarino, 2004).

#### *The role of the context at destination and origin*

Given that international migration is a costly and risky undertaking, the potential positive effects may, however, be reduced or eliminated entirely, if the economic and labour market situation at destination does not allow for the accumulation and transfer or repatriation of savings, of human and social capital. Also exchange rate fluctuations can increase (in the case of a depreciation of the origin currency) or decrease (in the case of an appreciation of the origin currency) the financial effect of transfers to origin households (Yang, 2008). Moreover, even if productive investment was utility-maximising for the individual migrant or the migrant household, the economic conditions and institutional structures at origin may discourage business investment as they require functioning and stable credit, labour, input and output markets to obtain additional capital, hire trained employees, purchase inputs locally, and sell the output (Massey and Parrado, 1998). In such a context, investment into housing may seem more attractive as it may provide returns in the form of rental payments at lower risk, facing lower administrative hurdles as well as financial, human and social capital requirements, and providing additional utility from social prestige and housing benefits to the family (Osili, 2004).

#### ***2.1.2 Do gains from migration remain with the migrant or are they transferred home?***

So far, no distinction is made with regard to who invests gains from migration: the individual with migration experience, still abroad or returned to the home country, or kinship and friends. If one thinks of migration as a household decision, with the gains from migration shared within the household, there is no “a priori” indication whether the ownership stays with the migrant or whether the investment is made by a non-migrant at origin. This question can be placed in the framework of the remittance literature (anchored primarily in the New

Economics of Labour Migration theories, e.g. Stark, 1995, and Hoddinott, 1994), which explores motives for and uses of remittances (see, for instance, Rapoport and Docquier, 2005 for a review). These include altruism or emotional ties, but also family loan arrangements, in particular involving the payback of the migration costs pre-financed by the household, as well as various types of implicit contracts. Remittances may be exchanged against future inheritances or constitute the “payment” for services performed by the network at origin while the migrant is abroad, e.g. caring for the migrant’s children. As migration may constitute an informal insurance mechanism in the context of imperfect insurance markets, remittances may be sent in the response to shocks to family members or friends at home. If remittances “replace” savings, the migrant may be less likely to accumulate sufficient capital for own investment projects. In addition to responses to demands coming from the origin household (e.g. Blanchard, 2008), social networks at destination may exert social pressure on migrants to redistribute a larger share of their incomes, hampering individual aspirations, such as entrepreneurship (Platteau, 2006).

The question can also be examined drawing on the literature on “la solidarité africaine” (e.g. Marie, 1997; Vidal, 1994; Calvès and Marcoux, 2007). The notion of “African solidarity” has been developed in sociological and anthropological studies of the role of solidarity among members of the extended family in African societies (e.g. Marie, 1997; Vidal, 1994; Calvès and Marcoux, 2007). Solidarity is described as a social norm and insurance mechanism, which stands in contrast with the Western value system centred to a larger extent upon the individual. Different works have discussed the evolution of this society based on solidarity in the context of economic, political, demographic and social changes, pointing out a possible trend towards individualisation, or, alternatively, towards the emergence of new forms of solidarity (e.g. directed more towards friends, external network than relatives, sustained support of the young by the old due to precarious living conditions among the younger generation (Dimé, 2007). One would expect that these changes in the solidarity patterns induce more individualistic investment behaviours.

## **2.2 Insights from the empirical literature**

As the relevant quantitative literature on Senegal is scarce, qualitative evidence on Senegalese migrants’ involvement in business formation and housing investments is summarized, followed by a review of empirical studies from other geographical contexts.

### **2.2.1 Evidence from Senegal**

As state-regulated housing plans have failed to satisfy the rising demand for housing in urban areas, research has emphasized the role of migrants in the development of the Senegalese housing sector. According to Tall (1994, 2002), housing constitutes the main investment target for Senegalese migrants, and is to a large extent financed through savings accumulated abroad. It is considered to be a relatively safe investment and faces fewer bureaucratic hurdles than business investment. The investments tend to target larger cities (Dakar, Touba), even if migrants originated from elsewhere. In Dakar, migrants invest primarily in the periphery, and contribute in this way to revitalising districts previously neglected in urban planning.

The motives of housing investments are varied: investments occur in the context of an intended return, but migrants also invest while abroad to obtain income from rents or house family members. It is also common that a two-storey house is built in order to rent out one floor and house family members in the remaining rooms, or to anticipate use as a room for a

business activity (Robin, 1996). Moreover, the ownership of a dwelling is considered to be a sign of social status and success, which facilitates both maintaining social ties while abroad and the reintegration after return. Overall, the studies portray the migrant as the investor, rather than the non-migrant family.

Concerning the capacity of Senegalese migrants to undertake and develop business investments, most authors share a rather pessimistic view. Firstly, migrants appear to be unable to accumulate sufficient savings while abroad (Bruzzone et al., 2006; Fall et al., 2006). While expenditures are kept at a minimum-level, income levels are generally too low to allow for savings in addition to remittance transfers. Secondly, migrants and their contacts at the origin seem to lack the necessary human capital to start and maintain a productive venture (Fall et al., 2006). Even if migration leads to gains in know-how, the employment experience acquired abroad would not be easily transferrable, as entry into the formal sector is restricted and leaves as an option the reinsertion in the already saturated informal trading or service sector (Tall, 2002). Given these financial and human capital constraints, there would be a need for pooling capital and know-how among migrants, but migrants seem to pursue individual rather than joint projects (Sakho, 2006; Fall et al., 2006; Cissé et al., 2006). The lack of a trustworthy and motivated social network at home constitutes a further obstacle to investment (Bruzzone et al., 2006; Fall et al., 2006). If the migrant is otherwise in the position to invest, this lack of trust tends to delay investments until after the return. The legal status of a migrant also appears to play a role, as documented migrants have better possibilities to circulate, and to make use of their migration experience in building up businesses involving “transnational” activities. In addition, disposing of the starting capital is often not synonymous with a successful investment, making remigration abroad necessary to keep business projects going. Another factor influencing investment (in both housing and businesses) is the location of the family. As family reunification procedures are complex, cultural habits such as polygamy usually not accepted, and the maintenance of a family in Europe costly, migrants still tend to follow a strategy whereby the family is segmented. However, family reunifications seem to be on the increase, for instance in Italy, which may reduce incentives to invest at home if ties are weakened (Fall et al., 2006).

Cissé et al. (2006) present a slightly more positive picture of the Senegalese migrants’ investment capacity, based on interviews with 19 migrants who started a business in the Dakar region. Most of the entrepreneurs interviewed benefitted from training received in Europe and managed to stay in touch with other migrants, but the main determinant was personal or family members’ previous entrepreneurial experience.

### **2.2.2 Review of quantitative empirical studies**

The relevant quantitative empirical literature uses predominantly cross-sectional data to study direct effects of migration experience on the migrant’s or returnee’s behaviour, as well as indirect effects on households at the origin. From the migrant’s or returnee’s perspective, studies focus on the determinants of migrants’ remittance and spending patterns (*during the stay abroad*), the odds of investing in assets (*before and after return*) and the effect on entrepreneurship at the origin using information on occupational status (*after the return*). Other studies take the perspective of the household at origin comparing households with/without migrants or with/without remittance receipts to examine remittance-use, differentials in household expenditures, as well as the odds of business formation.

### *Migration experience effect on migrants and returnees' investments*

Massey and Parrado's (1998) paper on Mexico is closest to the research proposed in this paper. The authors use spells at risk data to estimate the hazard of business formation in Mexican communities. Using data from the Mexican migration project (MMP) on household heads with and without migration experience, they are able to identify all three migrant experiences: individuals with migration experience are captured through a variable on cumulative years abroad; moreover, a dummy variable controls for the household head being a current migrant in spell  $t-1$ . Current migrants are less likely to become entrepreneurs than household heads back in Mexico, indicating that migration has a disruptive effect. The effect of the cumulative number of years spent abroad, a variable which could proxy the effect of experience gained during migration as well as capital accumulation, is found to be statistically insignificant. Also the amount of remittances received in a given year does not affect business investments. However, cumulative remittances both at household and community level do increase the odds of investing, what suggests that, at least in rural contexts, gains from migration may spill-over to households without any migration experience, for example through increases in demand for goods and services.

Osili (2004) uses a matched data set on Nigerian migrants in the US and their households in Nigeria to analyse determinants of housing investments. While migrant as well as non-migrant data are used, the investment event is studied from the migrant's perspective, and is modelled as a function of individual, family and home town characteristics. The results support the theoretical motivations regarding the importance of securing membership in the household and home community as older migrants closer to return are more likely to invest. In addition to the probability model asking whether a migrant invests or not, the time to investment is examined in a duration model framework. The findings suggest a positive relation between migration duration and the hazard to invest, and highlight the role of the macroeconomic context (changes in the exchange rate and the real interest rate) for housing investments. However, no comparison is made with housing investments by individuals without migration experience or back in Nigeria after a stay abroad.

Another body of empirical literature concentrates on the occupational choice of return migrants, in particular the odds of becoming an entrepreneur as compared to individuals without migration experience. The general consensus from descriptive and multivariate analyses is that return migrants are more likely to become entrepreneurs than non-migrants (McCormick and Wahba, 2001; Mesnard, 2004; Ilahi, 1999; Wahba and Zenou, 2009). Migration experience thus appears to contribute to the accumulation of financial and human capital which can be employed in an entrepreneurial activity after return to the origin country.

Regarding the hypothesis that know-how accumulated abroad stimulates productive investment, Ilahi (1999) finds for Pakistan that having skilled employment abroad reduces the probability of urban self-employment after return, whereas a study by Tani and Mahuteau (2008) on the Maghreb suggests that self-employment abroad has a positive effect on being self-employed after return. A recent paper by Black and Castaldo (2009) on return migrants' involvement in entrepreneurship in Ghana and Cote d'Ivoire finds that foreign work experience and hence know-how, but also networks and contacts gained abroad have a positive effect on investing in businesses. All three papers study entrepreneurial activities of returnees using exclusively data on return migrants, and do thus not provide a comparison with non-migrants or current migrants as counterfactual.

### *Migrant network effect on investments by individuals and households at origin*

Household survey evidence on remittance-use generally suggests that only a small share is spent on productive investment (see review by Taylor et al., 1996), which corresponds to findings on the regions of Dakar and Touba, where three per cent of remittances are reported to be invested productively (Ndione and Lalou, 2005). However, the remittance-use approach, based on answers asking households on what remittances have been spent, has several weaknesses: the period over which remittance use is recorded differs by survey, and money is fungible and remittances difficult to separate from other income sources, if they are not earmarked for a specific use. Moreover, remittances may affect investment through loosened capital constraints or insurance provisions as suggested by the NELM, and descriptive results cannot take account of the possible endogeneity of remittances (Taylor, 1999; McKenzie and Sasin, 2007).

Amuedo-Dorantes and Pozo (2006) study for the Dominican Republic the effect of remittances on the probability of household business ownership in a system of simultaneous probit models, in order to take account of the possible simultaneity between remittances and business ownership. Their results suggest that households receiving remittances have a lower probability of owning a business, but households owning a business are more likely to attract remittances.

A second type of study examines differences in marginal spending patterns between migrant and non-migrant households by estimating a system of household demand equations and adding remittances as an explanatory variable. Adams (2005) applies this method in the context of Guatemala and finds that households receiving remittances spend, at the margin, less on food and more on housing and education. Since gains from migration may extend beyond remittances, several authors propose to investigate the overall effect of migration rather than the specific effect of remittance flows to avoid omitted variable bias (McKenzie and Sasin, 2007; Kilic et al., 2007). Taylor and Mora (2006) use thus an indicator for migrants in the household instead of remittances and instrument migration with migration networks, as migration may be endogenous if unobserved factors that explain households' selection into migration also affect expenditure patterns. Their conclusions are nonetheless similar, indicating that households with international migrants spend at the margin more on investment (education, health, and housing) and less on consumption.

All in all, the empirical literature leaves us with rather conflicting results on the impact of migration on different types of investment. Results highlight that even if the major share of migrant savings is spent on consumption, migrant savings and remittances appear to increase significantly the odds of productive investment, change marginal expenditure shares towards less consumption and more investment, and even more so if economic conditions at the origin were more favourable. Moreover, return migrants are found to be more likely to become entrepreneurs, a result which is generally interpreted in terms of the role played by migration in overcoming credit constraints. Being currently a migrant, on the other hand, appears to lower the odds of investment in business activities.

However, there are still limitations in the literature on migration and investment. Research integrating non-migrants, current migrants and return migrants in the analysis, allowing for a joint assessment of the direct effects of migration, whatever the location of the migrant, and the indirect effects of migration experience on non-migrants, is very scarce. Most studies

either concentrate on a single perspective (only non-migrants, returnees, current migrants) or compare two groups (especially return migrants and non-migrants). The lack of evidence may be explained by a lack of data, as surveys are generally implemented either at origin or at destination. Similarly, the timing of investment has not been sufficiently studied either, as migrants and returnees are rarely analysed together. Timing of investments may however be important if investment is linked to the migration or return motive, if investment follows a “basic needs” ladder, placing housing before productive investment, or if different investment types are interdependent.

Another limitation is that research has so far focused primarily on business investments, which are of special interest given their potential “productive” nature. However, studies of the role of migration for investment should extend to “alternative” assets. These are other assets which require relatively lumpy investments, in particular housing/land investments, which appear to be a privileged investment target for Senegalese migrants.

### 3 Data

The analyses performed in this paper use new survey data collected in 2008 in the framework of the MAFE-Senegal project (Migration between Africa and Europe).<sup>2</sup> This project aims at filling the gap in data availability on African international migration highlighted in the literature (Lucas, 2006; Hatton, 2004), and at generating quantitative evidence on migration between Africa and Europe. The design of the MAFE survey builds on several previous surveys on international migration in the world. First, the design of the “Mexican Migration Project” (MMP), a major longitudinal dataset that provided numerous insights into patterns, causes and consequences of Mexican migration to the United States (Massey 1987), was adapted to ensure its applicability to African migration. Second, recent experience with biographic surveys in Europe and in Africa has provided inspiration for the design of the MAFE project questionnaires (GRAB 1999; Poirier et al. 2001; Schoumaker 2006). Moreover, the MAFE research design and the sampling strategies draw on experiences from the project “Push and Pull Factors of International Migration”, a large Eurostat-funded project in the mid-1990’s collecting data from selected countries in West Africa, the Mediterranean region and Europe (Groenewold et al. 2004).

#### 3.1 Survey characteristics

The MAFE survey design rests on two principles:

(1) **Longitudinal data.** Among other objectives, the MAFE survey was built to study the consequences of international migration. To do so, there is a need for information not only at the time of the survey but at the time of migration and at the time of the possible subsequent changes (Bilsborrow et al. 1997). For instance, to study whether migration has an impact on investment, it is essential to know whether an individual has invested before or after

---

<sup>2</sup> The Migration between Africa and Europe (MAFE-Senegal) survey is a project coordinated by INED (France), in association with the Institut de Population, Développement et Santé de la Reproduction of the University of Dakar (IPDSR, Senegal). It also involves the Pompeu Fabra university (UPF, Spain) and the Forum Internazionale ed Europeo di Ricerche sull'immigrazione (FIERI, Italy). The survey was conducted with the support of the Agence nationale de la recherche (ANR, France), the Ile de France Region, the Institut de recherche pour le développement (IRD, France), the Centre population et développement (CEPED, France) and the FSP programme entitled 'International Migrations, territorial reorganizations and development of the countries of the South. The MAFE-Senegal project is now being enlarged to Ghanaian and Congolese Migrations thanks to the financial support of the European Commission under the FP7 programme.

migration, and also to control for individual characteristics, household-level factors and contextual factors at the time of the outcome of interest, in this case the first investment made.

Through the individual questionnaire, the MAFE survey collected therefore annual retrospective information on a broad range of life histories (family formation, education and employment, housing histories etc), covering the time from the respondent's birth till the survey date. One module is specifically dedicated to asset ownership and investments (in land, housing and business activities) and provides detailed information on the outcome variable of this paper, the timing and type of investment made by the respondent. The two main independent variables of interest – personal migration experience and migrant networks – are constructed on the basis of migration and housing histories of the interviewee and of his/her social circle (parents, brothers, sisters, partners, children and other relatives or close friends he/she could rely on or could have relied on in the context of a migration project).

(2) **A transnational sample.** Our contention, in line with recognized recommendations (Bilborrow et al., 1997; Massey, 1987), is that data collected only at the place of origin or at the destination are not sufficient to study the impact of migration. On the one hand, surveys carried out only in sending countries tend to collect poor information on the migrants themselves, either through proxy respondents (since migrants are absent by definition) or from a potentially selective sample of those who use to return at particular times of the year. In either case, the information on migration is unlikely to provide an accurate or representative picture of the migration experience. On the other hand, surveys carried out in receiving countries can collect information on the current migrants' investments but they do not allow for a comparison of migrants with non-migrants, which is essential to determine the impact of migration on investment decisions. We thus collected data both at origin (among non-migrants and return migrants in Senegal, at household and individual level) and in destination places (among migrants in the main European destination countries, France, Italy and Spain).

### **3.2 Sampling strategies and their impact on analyses**

For cost reasons, the sample in Senegal was limited to the region of Dakar with its four administrative departments of Dakar, Pikine, Guédiawaye and Rufisque. The region accounts for approximately a quarter of the national population. The three-stage probabilistic sampling design oversamples households with migration experience. In a first step, National Census data from 2002 was used as a sampling frame to group census districts into 10 strata of equal size based on the migration prevalence (number of households with at least one migrant) in the district. Six districts were randomly drawn out of each stratum, and a micro-census was conducted in the sampled districts to update the list of households. Within the sampled districts, households were further stratified into two strata (migrant households and non-migrant households, definition based on information collected during the micro-census). Twenty-two households were randomly sampled in each selected census district, with migrant households representing a maximum proportion of 50 per cent. Finally, individuals were sampled within households for the individual survey. All return migrants and partners of current migrants identified in the household survey were sampled for the individual survey, and in addition one non-migrant per household was sampled randomly. The Senegalese sample is representative of the Dakar region, and inference to the population characteristics is thus only valid at the regional and not at the national level.

The original survey design anticipated matched samples by tracking down migrants in Europe whose contact details were obtained during the household survey in Senegal. Although a relatively large number of contacts were collected, only a small share could be used due to problems of non-eligibility (age, regional criteria) or because the person could not be traced (i.e. individuals had moved, phone number were not assigned, phone calls were left unanswered) (Beauchemin and Gonzalez, 2009). Therefore, complementary sampling strategies were applied to achieve the set sample of 200 migrants per country (without links to the households interviewed in Senegal). Respondents in France and Italy were sampled through varied non-probabilistic methods (e.g. snowballing, intercept points, contacts obtained from migrant associations) in order to fill pre-established quotas (women and older migrants were over-represented). The municipal register in Spain (padrón) offered a national sampling frame from which documented and undocumented migrants could be randomly sampled (stratifying by gender and age and adhering to the same eligibility criteria as in France and Italy)<sup>3</sup>.

In all countries, the eligibility criteria for the individual questionnaire established that individuals had to be between 25 and 75 years of age (to have long enough life histories), born in Senegal (to exclude second generation in Europe) and of present or past Senegalese nationality (to exclude immigrants in Senegal). In Europe, another criterion was added to exclude 1.5 generation migrants (who are often “passive” migrants)<sup>4</sup> and insure more homogeneity within the samples: migrants had to have emigrated out of Africa at age 18 or later, for a stay of at least one year.

In Senegal, 1,067 individuals were interviewed, including 195 return migrants, while 200 migrants were interviewed in each of the three destination countries.

Since samples were collected both at origin and destination, one disposes of rich information to analyse simultaneously the behaviour of current migrants, returnees and non-migrants. In this regard, the MAFE project offers a dataset which is similar to the MMP, LAMP or Push-Pull projects, as all of them contain information collected both at origin and destination (Massey, 1987, Groenewold et al., 2004). However, while these projects focus predominantly on one destination country for each origin group<sup>5</sup>, the MAFE project includes several destination countries to capture more varied migrant characteristics and selection patterns. In order to be representative of the entire Senegalese community scattered around the world, the ideal survey should cover all countries in which Senegalese people live. For cost and logistic reasons, our sample at destination is thus limited to three countries in Europe, even though they account for about 42 per cent of the Senegalese people who had migrated from Senegal (and 54 per cent from the region of Dakar) according to the population census from 2002. Moreover, the region of Dakar constitutes the main departure region, at least in absolute terms (26 per cent of all departures in the five years preceding the census).<sup>6</sup>

---

<sup>3</sup> For a detailed presentation of the Padrón, see Ródenas Calatayud and Martí Sempere (2009).

<sup>4</sup> “1.5 generation” migrants are individuals who migrate as children or in their early teens.

<sup>5</sup> Recently Canada was included as a destination country in the MMP, but the sample in this country is still very limited.

<sup>6</sup> Source: Senegalese Census, 2002. Figures computed by the authors: this figure takes into account the individuals that were declared by the Senegalese households as having migrating out of Senegal within the 5 years preceding the Census. In total, 176 095 persons have left the country to go to various destinations: 43% to other countries in Africa, 42% to France, Spain and Italy, 15% to other countries (including 7% to the United States).

This sampling design implies potential biases in the analyses. First, no information is available on the investment behaviour of the Senegalese residing, *at the time of the survey*, in other destination countries, in particular in the West African region or the United States. The retrospective survey does, however, provide some information about *past* migration experiences in countries other than France, Spain and Italy. These migration experiences are recorded for migrants interviewed in Europe, who previously lived in other countries, as well as for returnees sampled in the region of Dakar, who may have lived anywhere in the world. In particular, 9 per cent of the European sample lived in Africa (outside of Senegal) and 32 per cent of return migrants interviewed in the region of Dakar had spent at least one year in Europe, while the majority of return migrants (62 per cent) have migrated only within Africa. This difference in the percentages shows that there is a sort of “sample mismatch” between the migrants interviewed in Europe and the return migrants interviewed in Senegal: the first ones have almost no experience of migration in Africa, while the latter came mainly back from African countries. Moreover, the more one approaches the survey time, the more the composition is biased towards the three European destinations.

Another “sample mismatch” is due to the limitation of the Senegalese sample to the region of Dakar, since 35 per cent of the current migrants interviewed in Europe have never lived there for more than a year.<sup>7</sup>

What are the consequences of these “sample mismatches” for our analyses? There is very little information on the potential differences in matter of investment behaviour between those migrants that have lived at least one year in Europe and those who have not. Some studies conducted in other African contexts (Burkina Faso, South Africa, Morocco) suggest that migrants who stay in Africa may invest less than those who move to Europe: their earnings at destination are in general lower; they tend to originate from less wealthy households for which reason their migration could be primarily seen as a way to ensure the livelihood security of the origin family rather than as a way to accumulate capital to promote investments.<sup>8</sup> The absence in the sample of those migrants living in other African countries could lead thus to an overestimation of the effect of migration on investment in our analyses if this behaviour was equally valid for Senegalese migrants. Moreover, differences in results for current migrants and return migrants may be due to differential selection by destination rather than the timing with the migration process or selective patterns into return migration. There is even less information on behaviour differentials between those who have lived at least one year in Dakar and other migrants.

In any case, it must be clear that the groups of current migrants and of return migrants are not strictly comparable. Despite this limitation, we attempt to capture to some extent the effect from selective migration by destination by distinguishing in the analyses the migration status by destination, with migration in Africa/outside of Africa for individuals abroad in a given year and migration experience only in Africa/beyond the African continent for return migrants. The “out of Africa” categories include predominantly migrations to Europe, and

---

<sup>7</sup> However, this sample mismatch may be less problematic in terms of selection bias. On the subjective question “Is there a place which you would consider to be your village or your town of origin in Senegal?”, 37 per cent of the migrants interviewed in Europe report Dakar or its surrounding towns in the region, while this is the case of only 23 per cent among non-migrants and return migrants respectively.

<sup>8</sup> Wouterse, F. S. (2006); Hampshire, K. (2002); de Haas, H. (2006); Dodson, B. et al (2008); Pendleton, W. et al (2006), Cited in: Bakewell, O. (2009), “South-South Migration and Human Development: Reflections on African Experiences”, Human development research paper n°7, UNDP, 80 p.

few spells in North America and the Middle East. The trade-off of the finer distinction comes in the form of small cell frequencies. Descriptive analyses are therefore not always possible using the more detailed migrant status categories, and regression coefficients are estimated less precisely. Bearing in mind the various selection biases we mentioned, it is clear that our results will not provide a perfect estimation of the impact of personal migration on investment and that caution is required in the interpretation of the results. This analysis will, however, bring new evidence in a scientific field where there is no perfect approach so far. As showed above in the conclusion of the literature review, earlier studies are equally hampered by selection biases since some migrant groups are excluded from the analysis. Albeit imperfect, ours will be the first one to analyse jointly data on return migrants, non-migrants and migrants living in several destination countries. In this sense, it consists in a new exploratory step towards a better understanding of the direct effect of international migration on investments. The question of the indirect effect of migration on investment, i.e. the fact that non-migrants in the Dakar region could be “encouraged” to invest by migrants, is not affected by the sampling issues discussed.

**Table 20: Samples in the MAFE-Senegal survey**

Place of residence at the time of the survey	Stratum	Number	Peculiarities regarding migration history
Senegal	Non-migrants	720	- Reside only in Dakar Region at the time of the survey, but 55% used to live at least one year out of Dakar in Senegal
	Non-migrants and migrants' spouses	152	- Never lived more than one year out of Senegal
	Return migrants	195	- Reside only in Dakar Region, but 55% lived at least one year out of Dakar in Senegal - Used to live at least one year out of Senegal, whatever the country (only 32% lived at least one year in Europe) and whatever the age of first migration
Europe	Current migrants in France	200	- 35% never lived in Dakar Region
	Current migrants in Spain	200	- Reside in Europe at the time of the survey, even though 9% have lived in other countries
	Current migrants in Italy	203	- First arrived in Europe at age 18 or later

## 4 Methods

Previous analyses of the migration-investment link have mainly reverted to cross-sectional analyses (except the studies using data from the Mexican Migration Project), and focus to a large extent on either the group of non-migrants, of migrants or of return migrants, since data on all three migrant statuses is rarely available. The MAFE survey data allows us to perform analyses which compare the investment behaviour of these three groups and to use retrospective information for longitudinal analyses. In line with policy concerns, the theoretical framework and findings from the existing empirical analyses, the aim of this paper is to test the following hypotheses:

- **H1.** Individual migration experience stimulates personal investments in Senegal.
  - **H1A.** The effect of individual migration experience varies depending on the type of asset and the individuals' location (abroad or back in Senegal). Current migrants are expected to exhibit higher propensities to invest in the real estate sector (land, housing), returnees in entrepreneurial activities.
- **H2.** In addition to having a direct effect through its role in overcoming capital constraints, migration experience can attenuate or offset the effect of other individual characteristics (fixed or determined early in life) on the access to asset ownership, such as sex and education;
  - **H2A.** The equalizing effect of migration is heterogeneous across asset types.
- **H3.** There is an indirect effect of international migration. Non-migrants with access to a migrant network are more likely to invest than non-migrants without any migrant network.
  - **H3A.** The indirect effect of migration varies according to the characteristics of the migrant network (e.g. strong vs. weak ties).
  - **H3B.** The indirect effect of migration varies according to the type of asset (land, housing, or business activities).

To test these hypotheses, we combine descriptive statistics from a cross-section perspective and event-history models with a longitudinal approach.

#### **4.1 Descriptive statistics from a cross-section perspective**

The first analyses interrogate descriptive statistics to assess the associations between (1) the individual's migrant status (current migrant, return migrant (migration experience exclusively in Africa/at least one year of migration experience outside Africa, non-migrant) and asset ownership, and (2) non-migrants' access to a migrant network and asset ownership, at the time of the survey (2008).

Since our research question concerns personal investments at origin, the descriptive analysis, is performed on a subsample including: (i) individuals owning in 2008 at least one asset in Senegal they acquired personally; (ii) individuals who never owned any asset. Some surveyed individuals are thus excluded from the data-set used for descriptive statistics. These people are those who inherited assets, but did not invest themselves; those who invested abroad but not in Senegal; those who only owned assets in the past, but not at the time of the survey. By excluding them, we ensure that the reference category of "non-investors" remains more homogenous. Table 2 shows the resulting sample of 1,458 individuals, with 523 migrants in Europe, and 172 return migrants and 763 non-migrants in Senegal.

**Table 21: Sample characteristics – descriptive analysis**

	Europe			Senegal			Total
	Spain	France	Italy	Return migrant (only AF)	Return migrant (1 year+ outside AF)	Non-migrant	
No asset	103	89	138	72	25	641	1,068
At least 1 asset in SN & not inherited in 2008	59	83	51	31	44	122	390
<b>Total</b>	162	172	189	103	69	763	1,458

Most descriptive results consist in the comparison of property rates, i.e. the ratio of people owning an asset over the total population of each group (current migrant in Europe, return migrant with distinction by destination, non-migrant, when cell frequencies allow for a distinction). All statistics are adjusted for the respective sampling design.<sup>9</sup> Sampling weights are applied in the case of the Senegalese sample, while the weighting represents an adjustment for the over-representation of certain population groups (in particular female and elderly migrants) in the European quota samples. Tables providing absolute and relative frequencies without weights are included in the Annex.

#### 4.2 Discrete-time Event-history models: a longitudinal perspective

To go beyond statistical association and provide an assessment of the causal effects of migrant status and migrant networks on individual investment decisions, we estimate binary discrete-time duration models. Person-year datasets are constructed from the retrospective histories, and individuals are followed from age eighteen to the date of their first investment or the survey date, whatever date occurs first. The definition of the dependent variable follows the same criteria set out in the descriptive analysis (i.e. inherited assets and assets abroad are not included). However, all individuals are considered to be “at risk of a first investment” and their person-years are included in the analysis, even if they already own an inherited asset or an asset abroad.

Given the discrete data structure, the discrete-time hazard for interval  $t$  is the probability of investing during interval  $t$ , given that no investment has occurred in a previous interval:

$$h_{it} = \text{prob}(y_{it} = 1 | y_{is} = 0, s < t)$$

As this corresponds to the response probability for a binary dependent variable, a straightforward estimation approach proposed by Allison (1982) is to use a logit model, specified as:

$$\log\left(\frac{p_{it}}{1 - p_{it}}\right) = \alpha(t) + \beta M_{it-1} + \gamma NET_{it-1} + X'_{it-1} \delta$$

where  $p_{it}$  is the conditional probability that an individual  $i$  invests at period  $t$ , given that the event has not yet occurred. The variable  $M_{it}$  indicates the individual’s migrant status in year  $t$ , and  $NET_{it}$  captures the existence of a migrant network in any spell at risk. The baseline hazard

<sup>9</sup> Weights used for this paper are still provisory and results might be adjusted in the future.

is represented by  $\alpha(t)$  and  $X_{it}'$  is a vector of both time-invariant and time-varying individual and family-level covariates. The time-varying variables, including migrant status, are lagged by one year to make sure that characteristics are measured prior to the investment event. If two events occur in the same year, the sequencing is not observable in the data, since information is collected on yearly spells. While the establishment of a time order of changes in covariates and the first investment strengthens a causal interpretation of the results, individuals may take decisions based on expectations about future events well in advance, in which case timing does not ensure causality.<sup>10</sup>

In order to control for unobserved heterogeneity, the models are estimated including random effects ( $u_i$ ), which are assumed to vary across individuals and remain constant over time.

$$\log\left(\frac{p_{it}}{1-p_{it}}\right) = \alpha(t) + \beta M_{it-1} + \gamma NET_{it-1} + X_{it-1}'\delta + u_i$$

We start by estimating a model which groups all types of property and only distinguishes between investing and not investing as outcomes (Models 1). In a second step, separate models for investment in different property types (land, housing, business) are estimated (Models 2a to 2c).<sup>11</sup> In a third step, we estimate two separate series of models in order to explore if covariate effects vary depending on the migrant status at the time of investment (any type of investment). One series of models contains only non-migrant person-year spells before the observation period ends, either because the individual invests or because of censoring at the time of the survey (Models 3a to 3d). The other series contain migration and return spells of individuals who spent years abroad before investment or before censoring at the time of the survey (Models 4a to 4d). The separate models allow us to examine whether, and by how much, the effect of covariates on investments depends on the individual's migration experience. They provide insights into the role of migration in compensating for potential differential access to assets due to individual characteristics such as gender or the educational status. They also provide refined results on the impact of migrant networks on the odds to invest by exploring various definitions of the network variable. Finally, the two last series of models (5 and 6) are used to assess whether migrants and non-migrants show differential behaviour depending in the type of asset. Table 3 summarises the model specifications.

---

<sup>10</sup> The regression models are estimated without sampling weights.

<sup>11</sup> If the asset is a dwelling, the questionnaire asks if the plot on which the dwelling is built was owned previously, and if yes, from which year. If the date of land investment takes place at least a year before the construction of the dwelling, both the land and the dwelling are considered as separate investments, and can appear as dependent variable in the land equation as well as the housing equation.

**Table 22 : Model parameters**

	Model 1	Models 2a, 2b, 2c	Model 3a, 3b, 3c, 3d	Model 4a, 4b, 4c, 4d	Model 5a, 5b, 5c	Model 6a, 6b, 6c
<b>Tested hypothesis</b>	H1: There is a direct effect of migration on investment	H1A: The direct effect of migration varies according to the type of asset and the location (current migrant, returnee)	H2: Migration experience compensates for usual social disadvantages (offset effect) H3 : There is a network effect on non-migrants investments H3A: The network effect depends on the network composition and location		H2A: The equalizing effect varies according to the type of asset H3B : The network effect on non-migrants investments varies according to the type of asset	
<b>Event studied</b>	Time of first personal investment into any type of asset (land, housing or business)	Time of first personal investment into land (Model 2a), housing (Model 2b), a business activity (Model 2c)	Time of first personal investment into any type of asset (land, housing or business)		Time of first personal investment into land (Models a), housing (Models b), a business activity (Models c)	
<b>Population (migrant status in year t)</b>	- Non-migrants - Migrants - Return migrants		- Non-migrants	- Migrants - Return migrants	- Non-migrants	- Migrants - Return migrants
<b>Left truncation (time origin)</b>	Each individual enters the risk set at age 18			Each individual enters the risk set - at the date of migration, - at age 18 if first departure took place before the age of 18	Each individual enters the risk set at age 18	Each individual enters the risk set - at the date of migration, - at age 18 if first departure took place before the age of 18
<b>Right censoring</b>	Each individual leaves the risk set: - at first investment (event under study) - In 2008 (survey date)	Each individual leaves the risk set: - at first investment in land (Model 2a), housing (Model 2b), a business activity (Model 2c) (event under study) - In 2008 (survey date)	Each individual leaves the risk set: - at first investment (event under study) - at first departure abroad - In 2008 (survey date)	Each individual leaves the risk set: - at first investment (event under study) - In 2008 (survey date)	Each individual leaves the risk set: - at first investment (event under study) - at first departure abroad - In 2008 (survey date)	Each individual leaves the risk set: - at first investment in land (Models a), housing (Models b), a business activity (Models c) - In 2008 (survey date)

### 4.3 Construction of variables

The outcome variable – **investment** into an asset – is constructed based on yearly dated retrospective information on assets owned by the respondent, at the time of the survey or in the past. Types of assets captured are land (agricultural and for construction purposes), dwellings (traditional house, single-storey house, multi-storey house, apartment, apartment block), and business activities (owning the business premises or business/venture without walls).<sup>12</sup> Since we are interested in investment behaviour, we use information on the

<sup>12</sup> There is no restriction on business activities reported by individuals, and they are likely to be rather small-scaled (no employees or family labour) and set up with relatively small amounts of initial capital (less than housing and land investments) in the informal sector. A list of activities reported can be found in the Annex.

acquisition mode to exclude inheritances from the analysis. Similarly, we rely on information on the location of the asset in order to limit our investigation to investments in Senegal.

The retrospective housing and **migration** histories enable us to identify individuals as non-migrants, current migrants and return migrants in a given year. To be classified as migration (for the individual as well as network members), the stay abroad must have lasted for at least one year. Similarly, to be counted as return migrant, the individual must have spent at least one year back in Senegal after an international migration experience. We further distinguish between migration experiences in Africa and outside of Africa, based on the location in any given year for current migrants and on the fact of having spent at least one year outside of Africa for return spells.

Moreover, the location and composition of the respondent's social network is recorded in a "migration network" history, and allows us to construct variables indicating access to a **migrant network** at any time during the respondent's life. Since family structures in Senegal are characterised by large and extended families and households, a relatively broad definition of "migrant network" has been adopted. Apart from the close family (partner, children, parents, and siblings), other relatives as well as close friends are recorded, under the condition that these would have provided a significant support to the respondent in case of migration. Moreover, the questionnaire does not only capture migration episodes abroad, but records also return migrations of network members. The broad migrant network variable includes therefore close family and extended family members, current migrants and return migrants. We test for the significance of the specification of the network variable by using variables distinguishing the relationship link, the location of the network and the presence of women in the network in addition to the broad network variable which only compares individuals with and without migrant network.

**Control variables** included in the discrete-time event-history models comprise relevant individual characteristics, family factors, information about previous asset ownership, and contextual factors. Individual variables capture the life-cycle effect of age contained in the baseline hazard, the role of gender, the effects of educational attainment and occupational status, income stability and the place of birth. Family factors measure the number of children aged below 16, as well as the marital status. The marital status variable distinguishes, on the one hand, singles from individuals in a relationship. For the latter, we further differentiate those who live in the same country as their partner and those who live in different countries. To control for existing wealth, we also include controls for previously owned assets. In Models 1, 3, and 4, which have as outcome variable the first investment into any asset, a dummy for previous inheritances is used as a covariate. When modelling the first investment into land (Model 2a), houses and business assets which have been acquired previously – via inheritance or investment – are used as explanatory variables. Similarly, land and business assets are included when the outcome is the first investment into a dwelling (Model 2b), and land and dwellings are used to explain first investment into a business activity (Model 2c). To account for period effects, dummies for the respective time period (before 1980, 1980-1994, 1995-1999, after 2000) are also included. A problem attached to the retrospective nature of the data is that, by definition, there are fewer investments recorded for earlier periods than for later periods, since there are relatively few older respondents. The first investment in the data set occurred in 1960, the last ones in 2008. All variables used in the regression analysis are

listed below (Table 4), including an indication of the sample proportions at the time of the first investment or at the survey if the observation is censored.

**Table 23 : List of variables used in discrete-time event-history analyses**

Variables	Categories/description	% of sample at the event or date of survey (exceptions in brackets)
Time		-
Time squared		-
<b>Migrant network</b>	<i>No migrant network (ref)</i>	22.69
<i>Broad definition</i>	Any migrant network	77.31
<i>By relationship link</i>	Children or siblings	52.32
	Other relationship	24.98
<i>By location</i>	In Senegal	20.10
	Abroad (not Senegal)	57.21
<i>By presence of women</i>	At least one woman	38.50
	No women in network	38.81
<b>Migrant status</b>	<i>Non-migrant (ref)</i>	56.25
	Current migrant outside Africa	33.92
	Current migrant in Africa	0.66
	Return migrant 1 year+ outside of Africa	2.96
	Return migrant, only Africa	5.85
<b>Gender</b>	<i>Male (ref)</i>	47.68
	Female	52.32
<b>Occupational status</b>	<i>No wage earner (ref)</i>	31.14
	Manager/employer	5.20
	Skilled worker	16.14
	Unskilled worker	19.38
	Self-employed	27.63
<b>Education</b>	<i>No education (Ref)</i>	24.7
	Primary education	29.51
	Secondary education	32.56
	Tertiary education+	13.23
<b>Income stability</b>	<i>Sufficient resources (Ref)</i>	76.17
	Insufficient resource	6.34
	Unstable	17.49
<b>Children</b>	Number of children 0-16	1.5 (mean value)
<b>Marital situation</b>	<i>Single (ref)</i>	28.67
	In partnership and the same country	53.17
	In partnership and different countries	18.17
<b>Previous wealth</b>	<i>No inherited asset (ref)</i>	89.26
	Owns inherited asset	10.74
	No land owned (ref)	-
	Owns land	-

Variables	Categories/description	% of sample at the event or date of survey (exceptions in brackets)
<b>Place of birth</b>	No dwelling owned	-
	Owns dwelling	-
	No business owned	-
	Owns business	-
	<i>Born elsewhere in SN (ref)</i>	49.3
<b>Period</b>	Born in Dakar	50.70
	<i>before 1980 (ref)</i>	9.61 (at time of first investment)
	1980-1994	24.38 (at time of first investment)
	1995-1999	16.26 (at time of first investment)
	after 2000	49.75 (at time of first investment)

Most variables are constructed as varying over time (e.g. migrant status, networks, occupation, income stability etc.). Variables which are time-invariant are fixed individual characteristics, such as gender and place of birth, or are considered to be fixed at age 18, such as education. However, for the descriptive analysis presented in section 5.1, all characteristics are measured as of the time of the survey (year 2008). The descriptive findings provide thus a “cross-section” perspective and a reference point for subsequent longitudinal analyses.

## 5 Descriptive Results

### 5.1 Is there a correlation between personal migratory experience and investment?

A comparison of the overall property rates of current migrants, return migrants and non-migrants at the time of the survey suggests a positive association between personal migration experience and access to property in Senegal, as long as migration experience was gained outside of Africa (Table 5). While less than one out of five non-migrants declares ownership of at least one land plot, dwelling or a business in Senegal in 2008, this share increases to 41 per cent for individuals living abroad in 2008. Return migrants who spent at least one year in a non-African country show the highest property rates: they may have invested while abroad, similar to the current migrants, but have seized further investment opportunities after their return. Return migrants, however, who have migrated to other countries on the African continent, are no different from non-migrants regarding their asset ownership. This suggests that there may be indeed an initial selection by destination, and that international migration experience in other African countries does not stimulate personal investments into the assets examined, and may rather follow a strategy of securing .

**Table 24: Asset ownership rates by migrant status, in 2008**

	Current migrant (Europe)	Return migrant, min 1 year out of Africa	Return migrant, only Africa	Non-migrant	Total
<b>At least one asset</b>	41%	71%	18%	17%	22%
<b>Construction land</b>	19%	33%	4%	7%	9%
<b>House</b>	26%	52%	9%	6%	10%
<b>Business</b>	5%	19%	9%	5%	6%

The association between migration experience and asset ownership is likely to vary depending on the type of asset, e.g. due to differences in monitoring costs. Nonetheless, one observes no

differences with respect to individuals without migration experience for the group of returnees from other African countries, independently of the type of asset (construction land, housing and businesses). While the returnees' property rate is slightly higher for housing and businesses, and slightly lower for construction land, these differences are not statistically significant. Current migrants and return migrants who migrated out of Africa, on the contrary, seem to have an advantage with respect to non-migrants. The difference is largest in the case of housing and construction land, and remains only present for the group of return migrants if the asset is a business activity. Migrants thus seem to have a clear preference for investments in the real estate sector, a phenomenon which has been highlighted within the existing literature (Tall 1994, 2002). Possible explanations for this bias towards construction land and housing include both economic and social motivations, and have to be examined within the institutional context in Senegal.

Housing is considered to be a relatively safe investment, which requires less financial, human and social capital than investments in businesses and faces less bureaucratic hurdles than business investment. Incentives to invest in real estate have further been provided by institutional initiatives. The Senegalese Housing Bank (BHS), for instance, supports the opening of savings accounts for housing investments by migrants, and annual housing fairs are organised in major destination countries (Ndione and Broekhuis, 2006). Investment into land and housing can represent a form of saving for the migrant, since the investment can be done step-by-step, and the money is no longer fungible and possibly diverted to more ad-hoc expenditures as may be in the case of remittance transfers. Real estate property may also constitute a collateral in the context of constrained access to credit markets. Moreover, the completed dwelling may be rented out and provide regular income flows in the form of rental payments. An important non-economic reason is that housing owned at the origin may be a visible sign of social status and success, which facilitates maintaining social ties while abroad and then reintegrating in the home community after return (Osili, 2004).

With regard to businesses, the advantage of migration is less clear-cut. While property rates of non-migrants and current migrants identical (5 per cent), the proportion of those return migrants who lived in non-African countries and own a business is four times as large (19 per cent). The difference between returnees and migrants reflects the fact that business activities need to be managed and maintained. Therefore, they are likely to require the presence of the owner, at least from time to time. Several authors have also noted that the lack of a trustworthy and motivated social network at home, which would take over the management of the business during the migrant's stay abroad, constitutes an obstacle to investment into business activities (Bruzzone et al., 2006; Fall et al., 2006). Migrants may therefore delay their investment into businesses until after the return. However, the relatively low presence of returnees from Africa in business activities is surprising, if one starts from the premise that entrepreneurial activities in the context of the Dakar region are to a large extent located in the informal low-productivity sector. These descriptive statistics suggest rather that migration does indeed lead to capital accumulation which facilitates business investment after return. More detailed analyses on the type of business, the characteristics of business owners, and the timing of the investments would be needed to clarify the relationship between starting and maintaining a business, staying abroad and returning.

## 5.2 Access to migrant networks and investments by non-migrants

Our third research question concerns the indirect channel between migration and investment: do non-migrants, who have links to a network of family and friends with migration experience, invest more than non-migrants without any migrant network? A first attempt to approach this question consists in comparing the asset ownership status of non-migrants with and without migrant networks, keeping in mind that the association may work in both directions: having a network may influence the investment behaviour, if financial support or know-how is provided, but wealth in the form of asset ownership can also finance the migration of network members. Moreover, one should take into consideration that our definition of “migrant network” is relatively broad. In fact, the large majority of interviewees report having a network of relatives or friends with migration experience, either abroad or back in Senegal, while only 29 per cent of non-migrants have no migrant network of any kind in 2008.

The first descriptive results indicate that there is no statistically significant association between non-migrants’ ownership status and their link to a network of migrants and return migrants, those with a migrant network exhibiting a rate of 17%, while it is 18% for those without a network (Figure 2, “any network” columns). A distinction by the type of asset (building land, housing and business) does not provide a different view (see tables in Annex).

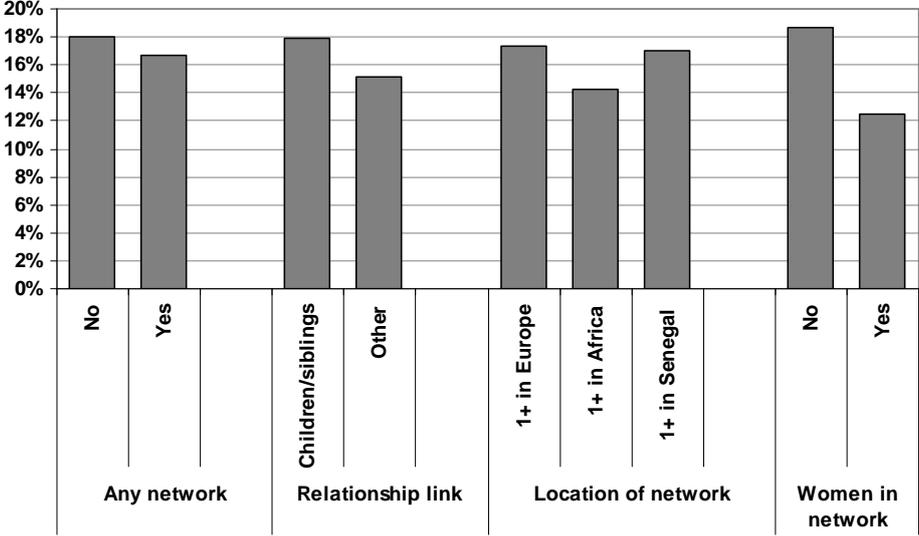
To investigate if this lack of association observed when grouping together all network members and all assets is robust to modifications of the network definition, we distinguish migrant network characteristics by various variables: (1) the relationship link with the (return) migrants in the network, (2) the location of the migrants, and (3) the presence of women in the network.

(1) The network variable by relationship link separates non-migrants who have at least one child or sibling with migration experience from non-migrants with networks of other relationship links. Since the broad definition of the network, which takes account of the extended family structures in Senegal, does not provide any differential for individuals with and without network, a “close family” definition is hence tested to explore if stronger links have a stronger association with investment. An exploratory analysis (not shown) by detailed relationship links suggested that children and siblings are closest in their association with investment. From a theoretical point of view, the grouping corresponds to a view of migration as household-level decision, whereby older children migrate to provide additional income and/or minimize income risk for the household remaining at origin, in particular parents and younger siblings.

(2) The location of the migrant network in 2008 is captured by three dichotomous variables, being equal to one if at least one relative lives in Europe, in Africa, or back in Senegal after a stay abroad. Since the migrant network consists most often of more than one relative or friend with migration experience, the same non-migrant can have simultaneously a network in a European country, an African country, and links to returnees in Senegal. Migrants in Europe could dispose of more resources, transfer more, and hence may have a stronger association with investment. However, return migrants in the network may have repatriated their savings. Being at home, they are more accessible, and, given their presence, they may keep a certain control over the way savings from migration are invested by their kinsmen.

(3) Finally, networks with at least one female (return) migrant are distinguished from all-male networks, given that the literature takes increasingly a gendered perspective, analysing, for example, if women are more altruistic and hence more likely to send transfers.

Figure 11: Asset ownership rates using different definitions of the migrant network



Non-migrants with and without migrant network remain very similar with regard to their ownership status, whatever the migrant network definition adopted (Figure 2). Only for the case of female migrant networks one observes a slightly negative association with asset ownership, but the difference is not statistically significant. This suggests that there is no significant association between investment into assets and access to migrant networks, whatever the network definition.

Overall, these first descriptive results indicate that individuals with personal migration experience in 2008 are more likely to invest in assets than non-migrants. On the other hand, access to migrant networks in the form of family members and friends with migration experience does not seem to influence asset ownership. However, the analysis of the situation in 2008 does not allow for an assessment of the causal relationship between migration and investment. The direction of the effect can be from migration to investment, if migration allows for the accumulation of resources, know-how and changes in cultural norms, but assets represent at the same time wealth which can be used to finance international migration. Moreover, we have been measuring characteristics at the time of the survey, and not at the time when the investment actually happened. An understanding of the causal relationship between the two processes requires also controlling for other determinants of investment, which may affect the way in which networks and personal migration experience are related to the acquisition of land, housing or businesses. The purpose of the next section is to refine the understanding of the migration-investment relationship by discussing the findings from several discrete-time event-history models.

## **6 Evidence on the migration-investment relationship from discrete-time event-history models**

### **6.1 First investment into an asset: the effects of migration and other personal characteristics**

#### *Is there a direct effect of personal migration on investment?*

The first set of models produces results on the personal experience of migration on investment (Table 6). In Model 1, all types of assets are grouped to test for our first general hypothesis according to which migration has a direct effect on the odds to invest in any type of asset. Separate models (2a to 2c) are then estimated for each type of asset (construction land, housing and business activities<sup>13</sup>) in order to test the hypothesis, according to which the effect of personal migration experience varies depending on the type of asset.

The positive effect of personal migration experience on the odds of investing in any type of asset (Model 1) is large and significant for all but the group of current migrants in Africa. While being a current migrant outside of Africa more than doubles the odds of investing, current migrants in Africa seem not to have any advantage with respect to non-migrants. However, they seem to delay the investment until after return, as individuals who returned from African destinations are twice more likely to invest for the first time than non-migrants.

The following models, which provide separate estimates for land, housing and business assets, provide an even more differentiated picture. The impact of migration experience differs depending on the asset type, and effects across current migrant and return migrant groups become more diverse than in the model pooling all types of assets.<sup>14</sup> Being a current migrant in destination countries in the North has the strongest positive influence on investments in the housing sector. Investments into land range second. This differential between land and housing suggests that migrants invest, in addition to constructing dwellings, in already built houses and apartments, a type of housing investment which requires less management and oversight effort, and may be faster ready to be rented out or used by family members more rapidly than other assets. Being a migrant in an African country does not increase the odds of investing in constructible land, but raises the chances of constructing a house. This can imply that they also invest in already built houses. A more likely explanation would be that the land is acquired through other channels, for example through an inheritance. Once there is a plot of land, migrants in Africa are more likely to invest in a dwelling than non-migrants. Return migrants are no more likely to acquire land than non-migrants, suggesting that land investments are made before returning to Senegal. However, there is a positive effect of being a returnee with migration experience outside Africa on the odds of housing investments. Migrants may thus follow two types of strategies - investing while abroad or repatriating savings to acquire a dwelling after the return. With regard to business investments the results suggest that returnees who lived in other African countries are more than twice more likely to

---

<sup>13</sup> Agricultural land was included in Model 1. But due to the few relevant observations, it is not considered as a separate outcome variable in the following analyses.

<sup>14</sup> Since the models are estimated separately, have overlapping observations of individuals purchasing several types of assets, and are of unequal panel length, no formal statistical tests on differences in coefficient estimates have been carried out. The comparisons of migrant status effects across models should hence be treated with caution.

start an activity than non-migrants, while there is no effect of other types of migrant experiences. While statistically not significant, the odds ratio below one on current migrant statuses indicates that businesses may require a more continued presence of the investor to monitor the business activity. Returnees who gained some migration experience outside of Africa are not more likely to become entrepreneurs than non-migrants, which contrasts with the results from the descriptive statistics had suggested. After controlling for other characteristics, it seems thus that migration experience in Africa matters most for the type of business activities started after return. According to the list of open answers, these are mainly located in the informal trading sectors.

All in all, these findings confirm our first and second hypotheses. They also provide some evidence with respect to the selectivity of migration effects by destination region, taking to some extent the “sample mismatch” problems into consideration. Moreover, they give a quantitative support to the largely qualitative literature studying the role of international migration in the Senegalese housing sector (e.g. Tall, 2004), and, to some extent, to the literature on the preference of return migrants for taking up business activities after their return (e.g. McCormick and Wahba, 2001; Mesnard, 2004; Ilahi, 1999). The type of business and the motives for becoming entrepreneur need to be studied in more detail to determine whether the positive effect indicates that migration helps indeed overcoming credit constraints in the origin country or whether the business activities are rather a “survival strategy” when other occupations are not available.

### ***Inequalities in the access to asset ownership***

Access to property is not only dependent on the migratory experience of the individuals, but the results show that other individual characteristics influence the probability of acquiring an asset. The overall model shows, for instance, that women have a clear disadvantage in accessing asset ownership, as being female reduces the odds of investing for a first time in year  $t$  by over 50 per cent, compared to male individuals (Table 6, Model 1). However this disadvantage is heterogeneous across asset types (Table 6, Models 2a to 2c). The difference to men becomes statistically insignificant in the case of land, but is pronounced in the case of first investments in business activities and housing. This suggests that entrepreneurship is still mainly driven by men, despite the increasing emphasis on female entrepreneurship in policy-making and in the literature (e.g. Sarr, 1999; Diagne, 2005).

Not surprisingly, the socio-economic position also plays an important role in access to property. Earning an income from an economic activity pushes the odds of a first investment upwards, in the specification in which all types of assets are confounded (Table 6, Model 1). The strongest effect is observed for the group of managers/employers, for which the odds of investment more than triple compared to individuals who do not earn any income. Skilled workers, unskilled workers and self-employed have similar odds ratio estimates of around 2, compared to the group of non-income earners. When a person experiences a period of income instability or even clearly lacks the financial resources to assure day-to-day life expenses, the odds of investing drop compared to a situation in which the individual has sufficient financial resources to manage every-day-life. Human capital matters as well, as being highly educated raises the odds of investing by 56% when compared to individuals who did not receive any formal education. Beyond this general picture, looking at the type of asset leads to more mixed results. On the one hand, investing into a constructible land or housing depends largely on being highly educated and on the occupational status, as in model 1. On the other hand, the

past migration experience in Africa appears to be the major factor influencing the odds of investing into a business, together with the fact with passing through a period of income instability, the education level and occupation status having no influence in this matter. This absence of selectivity might be due to the fact that the businesses in question are mostly low-skilled and trade oriented. The migration experience would represent a way to acquire the initial capital, whatever the initial skills of the migrants.

The fact of having inherited an asset, which can be seen as a wealth attribute, does not have a significant effect on the odds of personally acquiring an asset. This could be explained by a substitution effect since owning already an asset may satisfy the needs. The results by type of asset suggest, however, that there is a cumulative process of acquisition. Owning construction land raises strongly the odds of investment into housing, and, to a lesser extent, of starting a business activity. This suggests that there is a sequencing of the investments. First a land plot is bought, and the investment into housing or businesses occurs later on, once the necessary capital is accumulated. Conversely, owning a business helps to invest into land when such an asset is not already owned. This cumulative logic of investments is only contradicted by the result that individuals who already own a dwelling are less likely to invest in additional construction land, indicating that further land is not bought when the housing needs are satisfied.

The influence of all these variables on the odds of investing is seen as independent from the migration experience of the individuals. However, the fact whether one has migrated or not may change the role of other individual, family and household characteristics for a first investment in housing, land or business assets. More specifically, migration experience could attenuate or offset some disadvantages observed so far, as formulated in hypothesis 2. The distinction between people with and without migratory experience could also qualify the results regarding the influence of migrant networks. According to table 6, having access to a migrant network does not have any effect on the odds of first investment with respect to individuals without any network. Still, it may play a role only for non-migrants, as suggested in hypothesis 3.

**Table 25: Odds ratio estimates for first investment into an asset in year t from discrete-time event-history analyses (all asset types confounded and separate models by asset type)**

<b>Event: First investment in...</b>	<b>Model 1 ... any type of asset</b>	<b>Model 2a ... land (building)</b>	<b>Model 2b ...housing</b>	<b>Model 2c ...business</b>
Time (since age 18)	1.102***	1.142***	1.024	1.046
Time squared (since age 18)	0.998***	0.997***	1.000	0.998*
<b>Migrant status (in t-1)</b>				
<i>Non-migrant (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000
Current migrant outside Africa	2.304***	2.627***	3.386***	0.790
Current migrant in Africa	1.308	1.343	1.887*	0.747
Returnee at least 1 yr outside Africa	2.368***	1.676	2.566***	1.493
Returnee, only spells in Africa	1.946**	0.918	1.614	2.365**
<b>Migrant network (in t-1)</b>				
<i>No migrant network (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000
Any migrant network	1.062	0.935	0.818	0.875
<b>Gender</b>				

<b>Event: First investment in...</b>	<b>Model 1 ... any type of asset</b>	<b>Model 2a ... land (building)</b>	<b>Model 2b ...housing</b>	<b>Model 2c ...business</b>
<i>Male (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000
Female	0.459***	0.837	0.502***	0.500***
<b>Occupational status (in t-1)</b>				
<i>No income earner (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000
Manager/employer	3.498***	5.348***	3.198***	0.739
Skilled worker	2.126***	3.359***	1.802**	0.789
Unskilled worker	1.781***	2.719***	2.250***	0.883
Self-employed	2.102***	2.721***	2.997***	1.337
<b>Education</b>				
<i>No education (Ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000
Primary education	0.879	0.783	0.925	0.858
Secondary education	1.360	1.298	1.368	1.127
Tertiary education+	1.564*	2.043***	1.642*	0.998
<b>Income stability (in t-1)</b>				
Sufficient resources	1.000	1.000	1.000	1.000
Insufficient resource	0.436**	0.407*	0.702	0.299**
Unstable	0.685**	0.629**	0.725	0.717
<b>Children (in t-1)</b>				
Number of children 0-16	1.108***	1.019	1.053	1.094
<b>Marital situation (in t-1)</b>				
Single (ref)	1.000	1.000	1.000	1.000
Partnership and same country	1.179	1.368	1.439	0.929
Partnership and different countries	1.459**	1.275	2.423***	1.372
<b>Family background (in t-1)</b>				
No inherited asset (ref)	1.000	...	...	...
Owns inherited asset	0.722	...	...	...
<b>Assets already owned (in t-1)</b>				
No previous land owned (ref)	...	...	1.000	1.000
Owns land	...	...	5.048***	1.972**
No previous dwelling owned (ref)	...	1.000	...	1.000
Owns dwelling	...	0.525**	...	1.098
No previous business owned (ref)	...	...	1.000	...
Owns business	...	1.640*	1.306	...
<b>Place of birth</b>				
Born elsewhere in Senegal (ref)	1.000	1.000	1.000	1.000
Born in Dakar	0.717**	0.936	0.707*	0.754
<b>Period</b>				
before 1980 (ref)	1.000	1.000	1.000	1.000
1980-1994	0.727	0.605	0.508***	2.584*
1995-1999	0.804	0.647	0.474***	3.620**
after 2000	1.111	0.987	0.291***	4.911***
Observations	31,608	34,413	33,736	35,342

\* significant at 10%; \*\* significant at 5%; \*\*\* significant at 1%

### **Migrants vs. non-migrants: how do they differ in their access to asset ownership?**

We now split the sample into non-migrant spells and migrant/return spells, in order to investigate if some of the average effects studied before may indeed hide differences depending on the migrant status. In the series of models number 4, migrant and return migrants are pooled together. However, in order to keep the comparison between models 3 and 4, we did not include a variable to control for the status of the migrants (returnee or not).

#### ***Does migration have an equalizing effect?***

Results of the models 1 and 2a to 2c showed that investment is determined not only by the direct experience of migration but also by various individual characteristics so that access to asset ownership appears, without any surprise, as a selective process. However, as earlier hypothesized and suggested by the descriptive results, it is possible that people who migrate are able to compensate for their possible initial disadvantage. Migration would thus act as an empowerment experience for those who are usually handicapped in terms of their possibilities to invest, for instance women or less educated people. Findings from the models 3a and 4a confirm this hypothesis.

When migrants and non-migrants are pooled together, we showed that females have lower odds of investing for the first time (model 1, Table 6). When migrants and non-migrants are separated in the analyses, this result needs to be qualified. While being a female non-migrant lowers the odds of investment even more, the negative gender effect disappears for migrant and returnee spells (Table 7, lower part). Similarly, individuals with a low level of education are generally less likely to access asset ownership (model 1, Table 6). However, according to estimates in Table 7, it appears that higher education (secondary and tertiary) only matters for non-migrants, and becomes statistically insignificant for migrants. For the latter, it also appears that individuals with primary education have lower odds of investing than those with no education at all. In short, migration seems to be a way to compensate for an initial educational handicap.

Still, migration does not help overcome income instability. While a period of income instability does not affect non-migrants' investments, migrants and returnees with insufficient or unstable resources are strongly disadvantaged when compared to those who possess sufficient resources. This difference between the two groups could be explained by migrants and returnees being less embedded in social networks, which may represent an insurance mechanism and facilitate the absorption of income shocks. On the other hand, migrants appear to be less vulnerable to the changing economic and social conditions in Senegal, as the time period has no statistically significant effect on investment for migrants and returnees. Non-migrants' odds of investing seem to be affected by the context: in the 1980 to 1994 period, a time of economic and social crisis, the odds of investing for the first time diminished by 37% compared to the years before 1980. The post-devaluation period (1995 and after) has neither an impact on non-migrants, nor on migrants. It is possible though that the devaluation had a differential effect according to the type of asset, a question we will further explore in section 6.3.

### **Is there a network effect of international migration for non-migrants on any type of investment?**

Having a migrant network has no effect on the odds of investing in any type of asset when migrants and non-migrants are pooled together (Model 1, Table 6), whatever the type of asset considered (Models 2a-2c, Table 6). After differentiation between non-migrant spells (models 4a) and migrant/return spells (models 3a), the presence of a migrant network still exerts no effect on personal investment. Network effects may, however, play differently according to who is considered as a member of the network. Beyond the broad definition of the migrant network used in models 3a and 4a (having at least one migrant in ones social circle at any point in time, friends and relatives included), other models explore the potential effect of more specific migrant networks. Models 3b and 4b distinguish between having children or siblings with migration experience versus other family members and friends. The third model (3c and 4c) takes into account the network location (at least one return migrant in Senegal versus all network members abroad in the previous year). Lastly, Models 3d and 4d investigate whether networks with female migrants have a different effect on first investment than all-male networks. In the end, is there some migrant network effect on non-migrants' investment behaviour?

Although odds ratio estimates for the children and sibling network, as well as for return migrants in Senegal among network members, and women in the network are positive, the estimates are not significantly different from one. It thus seems that there is no network effect of migration, whatever the specification of the network variable. This finding could be qualified by the result of the marital status variable (Table 8, lower part): non-migrants having a partner abroad have larger odds (1.9) of investing than those with their partner in Senegal (1.5). However, this difference is not statistically significant. Rather than an indirect effect of migration on non-migrants' investments, there seems to be a positive effect of being in a partnership versus being single, whatever the location of the partner. All in all, the hypothesis that migration may affect non-migrants' investment behaviour, for example via transfers of material resources or know-how, is not supported by the data when all assets are pooled together. Still, are there specificities to investments in business, housing or land?

**Table 26: Separate models for non-migrant and migrant/return person-periods: Odds ratio estimates for first investment into any type of asset (effect of networks and migrant status)**

	Models 3a-4a : Network of any type		Models 3b-4b : Network by relationship link		Models 3c-4c : Network location		Models 3d-4d : Women in network	
	Non- migrant spells	Migrant spells	Non- migrant spells	Migrant spells	Non- migrant spells	Migrant spells	Non- migrant spells	Migrant spells
Time*	1.126***	1.058	1.125***	1.056	1.126***	1.060	1.126***	1.057
Time squared	0.998***	0.998**	0.998***	0.998**	0.998***	0.998**	0.998***	0.998**
<b>Migrant network (in t-1)</b>								
<i>No migrant network (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Any migrant network	1.114	0.959	...	...	...	...	...	...
Children or siblings	...	...	1.128	1.048	...	...	...	...
Other relationship	...	...	1.098	0.751	...	...	...	...
In Senegal	...	...	...	...	1.139	1.138	...	...
Abroad	...	...	...	...	1.105	0.892	...	...
At least one woman	...	...	...	...	...	...	1.044	1.208
No women	...	...	...	...	...	...	1.153	0.775
	<i>with controls (see estimates below)</i>				<i>with all controls (not shown)</i>			

Table 7 : Continuation

Variable	Category	Model 3a : Any network; Non-migrant spells (cont.)	Model 4a : Any network; Migrant spells (cont.)
<b>Gender</b>	<i>Male (ref)</i>	1.000	1.000
	Female	0.385***	0.828
<b>Occupational status (in t-1)</b>	<i>No income earner (ref)</i>	1.000	1.000
	Manager/employer	2.962***	3.454***
	Skilled worker	1.599*	2.541***
	Unskilled worker	1.701**	2.023***
	Self-employed	1.610**	2.861***
<b>Income stability (in t-1)</b>	<i>Sufficient resources (Ref)</i>	1.000	1.000
	Insufficient resources	0.698	0.249**
	Unstable income	0.716	0.672**
<b>Education</b>	<i>No education (Ref)</i>	1.000	1.000
	Primary education	1.041	0.681*
	Secondary education	1.696***	0.912
	Tertiary education+	1.907**	1.171
<b>Children (in t-1)</b>	Number of children 0-16	1.032	1.152***
<b>Marital situation (in t-1)</b>	Single (ref)	1.000	1.000
	In partnership and same country	1.498**	1.002
	In partnership and different countries	1.902*	1.339
<b>Family background (in t-1)</b>	No inherited asset (ref)	1.000	1.000
	Owns inherited asset	0.657	0.919
<b>Place of birth</b>	Born elsewhere in SN (ref)	1.000	1.000
	Born in Dakar	0.785	0.784
<b>Period</b>	before 1980 (ref)	1.000	1.000
	1980-1994	0.630*	0.824
	1995-1999	0.735	0.896
	after 2000	0.936	1.292
	Observations	23,080	8,528

\* Time elapsed since age 18 for the non-migrants and since first migration for those who left Senegal.

## 6.2 Different assets, different effects of migration experience?

### No network effects for non-migrants

Models 5 and 6 allow for a more detailed analysis of the impact of having a migrant network on individual investment in housing, land or business, rather than in any type of asset. This refinement does not change the broad results: non-migrants are not more likely to invest when they have international migrants in their social circle (Table 8). Results regarding the marital status and the location of the partner are also similar to the previous ones. At first view, non-migrants with a partner abroad seem to be much more likely to invest (especially in land or housing) than those whose partner is in Senegal. Individuals engaged in a transnational

relationship are 2.7 times more likely to invest in a building land than single people and 6 times more likely to invest in a dwelling. The odds are respectively 1.6 and 3.9 for the non-migrants whose spouse lives also in Senegal. But again, albeit large, the differences between the estimated values are not statistically significant. This implies that being in a partnership is what matters, independently of the location of the partner. There is, in fine, no indirect effect of migration through social networks.

The results concerning migrants, on the contrary, suggest a differential behaviour depending on the location of the partner: when they left a partner in Senegal, they are twice as likely to invest in a dwelling as when they are single. In order to provide the family in Senegal with housing, migrants appear to prefer to acquire themselves real estate, rather than transferring funds that would be invested by the spouse at origin. Migrants with a migrant network (broad specification of migrant network) are also less likely to invest in a business than migrants with no such network. A possible explanation may be that having a network at destination leads to stronger social links abroad and weakened links to the home country, lowering incentives for individual investments in Senegal. The literature is divided on this point. While Mooney (2003), for instance, predicts a positive effect of living with social network members at destination on investment at origin if the network exerts “social pressure”, other authors suggest that the social network may pressure the migrant to divert capital towards remittances instead of accumulating savings for investment projects (Platteau, 2006).

#### ***Does the equalizing effect hold for all types of assets?***

Previous analyses have suggested that migration has an equalizing effect on first investment in general (all assets pooled together, Models 3a and 4a). Is this effect homogeneous across the various types of assets?

The answer is negative regarding the gender variable (Table 8). When asset types were pooled, it was shown in the previous section that female migrants are not significantly less likely to invest than males, while there is a gender gap for non-migrants. While an equalizing effect can be observed for construction land and business activities, for which the ratios are not statistically significant, the gender gap persists in matter of housing investments, though at a lower level than among non-migrants (35% lower odds than males as opposed to 64% lower odds among non-migrants).

As for education, one also observes variations depending on the type of asset. Migration does not have an equalizing effect in terms of business investments, as there is no significant effect of education on investments by migrants nor individuals without migration experience (models 5c-6c). The story is different for land or housing. In these cases, non-migrants with higher levels of education are clearly advantaged. For example, an individual with a tertiary level of education is 3.7 more likely to invest in a constructible land than someone with no education at all. This selection effect of education fades away among migrants and returnees, suggesting that there is, in matter of access to land, an equalizing effect regarding the level of formal education.

Migration, however, never helps overcome the lack or the irregularity of financial resources. While unstable or insufficient resources do not affect the odds of investing of non-migrants, there is a clearly negative impact on migrants: when confronted to this kind of situation, they are 50% to 60% less likely to invest. The effect of the occupation status on investment is much less homogeneous. The occupation status does not impact business investments.

Individuals who do not participate in the labour market or do not receive revenues from their economic activity are no more and no less likely to invest than individuals in other occupational categories. It does exert, however, a great impact on the first investment in land, even though migration experience tends to lower this effect. For example, managers are 7 times more likely than people with no earnings to invest in land when they are non-migrants, against a ratio of 4 when they are migrants. As to investment in housing, migrants and non-migrants with an income from an economic activity (management, skilled and unskilled workers, self-employed) are more likely to acquire a dwelling than those without an income-generating activity. For the non-migrant group, one observes this effect only for managers/employers and self-employed.

The effect of the period (which accounts partly for the economic context) varies depending on the migratory status and the type of asset. Neither non-migrants' nor migrants' and returnees' investment in construction land is affected by the period context. On the contrary, the time period exerts a strong impact on housing and business investments, although the effect is heterogeneous across asset types and migration statuses. Investing in a dwelling became less and less likely for non-migrants after 1980, though the decrease appears less marked for migrants. After 2000, non-migrants were 88% less likely to buy a dwelling than before 1980, against a fall of "only" 50% for migrants. This general downward trend in housing investment might be due to the continuously increasing prices in the real estate sector. The difference between migrants and non-migrants might be due to the fact that these two groups lived in very different economic contexts, the latter being the subject of an increasing economic hardship in times of structural adjustment programs in Senegal. In any case, it seems there was a "buffer" effect of migration on housing investment. While the devaluation of the CFA franc (1994) could have boosted investments from abroad, it seems to have had no effect on migrants' odds to invest in dwellings. Still, the devaluation may have encouraged the migrants' investments in businesses. Indeed, this type of investment became more likely as time went by, especially for migrants after 1994. After 2000, migrants and returnees were almost 7 times more likely than their counterparts during the years before 1980. Albeit in a lesser extent, non-migrants were also much more likely (4.5) to invest in a business after 2000 than before 1980. This general apparent attraction for business might actually be explained by a shift of the labour market away from the formal sector towards the informal sector since the beginning of the structural adjustment programs in the 1980s. This evolution was exacerbated in more recent years, which were characterised by a mismatch between supply and demand on the labour market, in particular in the urban context of Dakar (Diagne, 2005).

**Tableau 27 : Separate models for non-migrant and migrant/return person-periods: Odds ratio estimates for first investment into a land / a dwelling / a business**

	<b>Models 5a-6a : Investment into a plot of land</b>		<b>Models 5b-6b : Investment into a dwelling</b>		<b>Models 5c-6c : Investment into a business</b>	
	<b>Non- migrant spells</b>	<b>Migrant spells</b>	<b>Non- migrant spells</b>	<b>Migrant spells</b>	<b>Non- migrant spells</b>	<b>Migrant spells</b>
Time*	1.225***	1.093*	1.011	1.030	1.125***	0.902
Time squared	0.996***	0.998**	1.001	0.999	0.997***	1.001
<b>Migrant network (in t-1)</b>						
<i>No migrant network (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000

	<b>Models 5a-6a : Investment into a plot of land</b>		<b>Models 5b-6b : Investment into a dwelling</b>		<b>Models 5c-6c : Investment into a business</b>	
	<b>Non- migrant spells</b>	<b>Migrant spells</b>	<b>Non- migrant spells</b>	<b>Migrant spells</b>	<b>Non- migrant spells</b>	<b>Migrant spells</b>
Any migrant network	0.827	0.943	0.824	0.950	1.165	0.416***
<b>Gender</b>						
<i>Male (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Female	0.493**	1.325	0.358***	0.650*	0.415***	0.712
<b>Occupational status (in t-1)</b>						
<i>No income earner (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Manager/employer	7.080***	4.427***	4.406***	3.404**	0.466	1.595
Skilled worker	3.926***	3.165***	1.365	2.391**	0.690	0.938
Unskilled worker	5.387***	2.118**	1.269	3.512***	0.624	1.216
Self-employed	3.514***	2.100*	2.091**	4.274***	1.060	1.852
<b>Income stability (in t-1)</b>						
<i>Sufficient resources (Ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Insufficient or unstable resources	0.571	0.595*	0,858	0.608**	0,719	0.506*
<b>Education</b>						
<i>No education (Ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Primary education	1.051	0.623	1.391	0.737	1.043	0.640
Secondary education	1.648	1,006	2.672***	0.982	1.365	0.655
Tertiary education+	3.692***	1,512	2.764**	1.396	1.161	0.571
<b>Children (in t-1)</b>						
Number of children 0-16	0.950	1.043	0.981	1.074	1.089	1.142*
<b>Marital situation (in t-1)</b>						
<i>Single (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
In partnership and same country	1.575*	1.268	3.924***	0.791	0.937	1.059
In partnership and different countries	2.676*	1.482	5.979***	1.906**	1.182	1.183
<b>Assets already owned (in t-1)</b>						
No previous land owned (ref)			1.000	1.000	1.000	1.000
Owns land			5.002***	4.967***	1.539	2.458**
No previous dwelling owned (ref)	1.000	1.000			1.000	1.000
Owns dwelling	0.945	0.491**			0.344	1.788
No previous business owned (ref)	1.000	1.000	1.000	1.000		
Owns business	1.851*	1.588	1.358	1.041		
<b>Place of birth</b>						
<i>Born elsewhere in SN (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Born in Dakar	0.912	0.950	0.878	0.648*	0.728	1.034
<b>Period</b>						
<i>before 1980 (ref)</i>	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
1980-1994	0.597	0.653	0.456**	0.641	2.185	3.592
1995-1999	1.119	0.504	0.298***	0.697	2.587	6.635*
after 2000	1.025	1.059	0.117***	0.505*	4.446**	6.907*

	<b>Models 5a-6a : Investment into a plot of land</b>		<b>Models 5b-6b : Investment into a dwelling</b>		<b>Models 5c-6c : Investment into a business</b>	
	<b>Non- migrant spells</b>	<b>Migrant spells</b>	<b>Non- migrant spells</b>	<b>Migrant spells</b>	<b>Non- migrant spells</b>	<b>Migrant spells</b>
Observations	24495	10324	24401	9713	24632	11112

\* Time elapsed since age 18 for the non-migrants and since first migration for those who left Senegal.

## 7 Conclusion and Discussion

Let us now come back to our initial objectives and hypothesis in order to sum up the findings (see table 9 below). On the one hand, the hypotheses concerning the direct effect of migration are supported by the results. Overall, direct experience of international migration is found to stimulate personal investment (Hypothesis 1). This effect varies according to the type of asset and the migratory status: while current migrants invest in housing and land in priority, return migrants are much more engaged in the business sector (Hypothesis 1A). In addition to looking at current migrants as well as returnees, it is important to take account of the fact that returnees and current migrants in the sample (the first interviewed in Senegal, the latter exclusively in Europe) may have had very diverse migration experiences, clouding the results with regard to “current migrant” and “return migrant” statuses. The findings on migrant status by destination show that the fact of having gained migration experience in the same region has a more homogenous effect on investment behaviour than the fact of being a migrant or a returnee in a given year. The only exception is investment in business activities, where one sees a clearer split between current migrant and return migrant statuses.

Moreover, international migration appears as a way to overcome certain social disadvantages in terms of access to property (Hypothesis 2). Females with a migration experience are not less likely than male migrants to invest, while there is a considerable gender gap among non-migrants. Migration also augments the odds of investing among less educated people. On the other hand, hypotheses referring to the indirect effect of migration on investment are not confirmed. Non-migrants with access to migrant networks, in a broad sense, are no more likely to invest than non-migrants without any migrant network (hypothesis 3). This result is robust to the specification of the migrant network we use (location, gender composition) and the type of asset (hypotheses 3A and 3B).

**Table 28 : Summary of main findings**

	<b>All types of assets</b>	<b>Land</b>	<b>Housing</b>	<b>Business</b>
<b>Direct effect of migration (hypotheses 1, 1A)</b>				
Current migrants outside Africa	++	++	++	No effect
Current migrants Africa	No effect	No effect	+	No effect
Return migrants min 1 year outside Africa	++	No effect	++	No effect
Return migrants only Africa	+	No effect	No effect	+++
<b>Equalizing effect of migration (hypotheses 2, 2A)</b>				
Gender	++	+++	+	+++
Education	++	+++	+++	No effect
Occupation status	++	++	mixed	No effect
Period – Economic situation	No effect	No effect	++	--
<b>Indirect effect of migration on non-migrants' investments (hypotheses 3, 3A, 3B)</b>				
Network effect	No effect	No effect	No effect	No effect

These results suggest that the investment spin off effect of international migration works primarily at the individual level: migrants would invest by themselves, but would not help people from a larger social circle, including close family, to access asset ownership themselves. This finding would tend to confirm the idea that the African large solidarity is a myth (Vidal, 1994). It also suggests that international migration could be a matter of individualistic behaviour rather than a community or a family strategy. However, these observations need to be qualified. Firstly, even if the migrant is the asset owner, other people from his family circle could well be using the asset (living in the house, working in the business...) and thus reaping an indirect benefit of migration which we did not capture in this paper. The finding that migrants are more likely to construct or purchase a dwelling when their spouse lives in Senegal than when they are single or both partners are abroad indicates that dwellings are used by the family. Furthermore, migrants may donate or bequeath assets to non-migrants, who would thus become asset owners without having invested by themselves. Indeed, the rate of owners who inherited or received the asset from a relative or friend is approximately twice as high among non-migrants as among individuals with migration experience. Further analyses of the MAFE data could give some insights on this form of support to those left behind. Secondly, apart from the personal investments we analysed here, it is also likely that migrants send remittances to non-migrants and participate in collective investments. Actually, first cross-tabulations show that the same migrants, who invest for themselves, also distribute savings via remittances and are members of migrant associations involved in community investment in towns and villages in Senegal. Further investigation would also be needed to study to what extent these results on the personal character of migrants investments is due to the urban context. It is important to bear in mind that our sample of non-migrants is limited to the region of Dakar. The functioning of networks might be different in rural areas, as it has been observed in other contexts. This would require an extension of the survey to other Senegalese regions.

As for the direct effect of international migration, further investigations are also needed. We found that international migration helps individuals to overcome some social disadvantages in their access to property (gender, education). But so far, we just distinguished between land, house and business. These broad categories potentially conceal very heterogeneous sub-groups. There is thus a need to refine the analyses, at least in a qualitative way, in order to understand the value and stability of the acquired assets. Finally, this paper focused on the differences between migrants and non-migrants in order to test whether migration triggers investment. Now that this hypothesis is confirmed, further analyses should study the factors that facilitate migrants' and returnees' investments, in particular with regard to characteristics of the migration experience.

The econometric methodology should also be further enhanced. An instrumental variable approach would be needed to account for the potential endogeneity of the migrant status. Moreover, duration models typically assume that all individuals are at risk of experiencing the event, in this case investment. Another extension could therefore account for the fact that certain individuals may have an investment probability of zero. Finally, repeated investment events could be studied instead of the first investment decision only.

## References

- ADAMS, R.H. Jr., 2005. Remittances, household expenditure and investment in Guatemala, *Policy Research Working Paper Series 3532*, The World Bank.
- ALLISON, P., 1982. Discrete time methods for the analysis of event histories. In: S. Leinhardt (ed) *Sociological Methodology 1982*, Jossey-Bass, San Francisco. pp. 61-98.
- AMUEDO-DORANTES, C. & POZO, S., 2006. Remittance receipt and Business ownership in Dominican Republic, *The World Economy*, 29(7), 939-956.
- AZAM, J-P. & GUBERT, F., 2006. Migrants' remittances and the household in Africa: a review of evidence, *Journal of African Economies* 15(2), 426-462.
- BEAUCHEMIN, C. & GONZALEZ FERRER, A., 2009. Multi-Country Surveys on International Migration: an Assessment of Selection Biases in Destination Countries. *Mimeo*. Presented at PAA 2009 Annual meeting, Detroit.
- BECKER, G.S., 1964. *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. University of Chicago Press, Chicago.
- BILSBORROW, R., G. HUGO, A. OBERAI, & H. ZLOTNIK, 1997. *International Migration Statistics: Guidelines for Improving Data Collection Systems* (Geneva: International Labour Office), 441 p.
- BLACK, R. & CASTALDO, A., 2009. Return Migration and Entrepreneurship in Ghana and Côte d'Ivoire: The Role of Capital Transfers. *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie* 100(1), 44-58.
- BRUZZONE, T.; FALL, P.D.; TALL, M. & GUEYE, C., 2006. Le milieu sénégalais et l'action transnationale des migrants, Centro Studi di Politica Internazionale (CeSPI), *mimeo*.
- CALVÈS, A. E. & MARCOUX, R., 2007. Présentation: les processus d'individualisation « à l'africaine ». *Sociologie et sociétés*, 39(2), 5-18.
- CASSARINO, J.P., 2004. Theorising return migration: the conceptual approach to return migrants revisited, *International Journal on Multicultural Societies* 6(2), 253-279.
- CHAMI, R., FULLENKAMP, C. & JAHJAH, S., 2003. Are immigrant remittance flows a source of capital for development? *IMF Working Paper WP/03/189*.
- CISSÉ, F., DANSOKHO, M. & DIAGNE, A., 2006. Migration et développement de l'entreprenariat des migrants Sénégalais d'Italie. In : S. Ceschi & A. Stocchiero (eds.) *Relazioni transnazionali e co-sviluppo. Associazioni e imprenditori Senegalesi tra Italia e luoghi di origine*. Torino: L'Harmattan Italia.
- DE BRAUW, A. & ROZELLE, S., 2008. Migration and Household investment in rural China, *China Economic Review* 19(2), 320-335.
- DE HAAS, H., 2006. Migration, remittances and regional development in Southern Morocco, *Geoforum*, 37(4): 565-580.
- DODSON, B., SIMELANE, H., TEVERA, D., GREEN, T., CHIKANDA, A. & DE VLETTER, F. 2008. Gender, Migration and Remittances in Southern Africa, in J. Crush (ed) *SAMP Migration Policy Series*, Vol. 49, Cape Town: Southern African Migration Project.
- PENDLETON, W., CRUSH, J., CAMPBELL, E., GREEN, T., SIMELANE, H., TEVERA, D. & DE VLETTER, F. 2006. Migration, Remittances and Development in Southern

- Africa, in J. Crush (ed) *SAMP Migration Policy Series*, Vol. 44, Cape Town: Southern African Migration Project.
- DIAGNE, A., 2005. L'entrée des Jeunes dans la vie Professionnelle à Dakar: Moins D'attente et Plus de Précarité. *African Population Studies*, 20(1), 119-139.
- DIME M. N., 2007. Remise en cause, reconfiguration ou recomposition? Des solidarités familiales à l'épreuve de la précarité à Dakar. *Sociologie et sociétés*, 39(2), 151-171.
- DOS SANTOS, M.D. & POSTEL-VINAY, F., 2003. Migration as a source of growth: The perspective of a developing country. *Journal of Population Economics* 16(1), 1432-1475.
- Economic Community of West African States, 2008. *Common approach on migration*. adopted at the 33<sup>rd</sup> ordinary Session of the Head of State and Government, Ouagadougou, 18 January 2008.
- FALL, P.D., TALL, S.M., BRUZZONE, V.T. & GUEYE, C., 2006. Capital social et potentiel d'investissement dans les territoires d'origine des Sénégalais d'Italie. In : S. Ceschi & A. Stocchiero (eds.) *Relazioni transnazionali e co-sviluppo. Associazioni e imprenditori Senegalesi tra Italia e luoghi di origine*. L'Harmattan Italia, Torino.
- GRAB, 1999, *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes. Biographiques*, Paris, INED, 340 p.
- GROENEWOLD G., BILSBORROW R., 2004, Design of Samples for International Migration Surveys: Methodological Considerations, Practical Constraints and Lessons Learned from a Multi-Country Study in Africa and Europe. Communication to the Population Association of America 2004 General Conference, Boston, 1-3 April 2004, 28 p, *mimeo*.
- HAMPSHIRE, K. 2002. Fulani on the Move: Seasonal Economic Migration in the Sahel as a Social Process, *Journal of Development Studies* 38(5): 15 - 36.
- HARRIS, J. & TODARO, M.P. (1970). Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis. *American Economic Review*, 60, 126-142.
- HATTON, T. & WILLIAMSON, J., 2003. Demographic and Economic Pressure on Emigration out of Africa. *Scandinavian Journal of Economics* 105, 465-486.
- HODDINOTT, J., 1994. A Model of Migration and Remittances Applied to Western Kenya. *Oxford Economic Papers*, New Series, 46(3) 459-476.
- ILAHY, N., 1999. Return Migration and Occupational Choice, *Review of Development Economics* 3(2), 170-186.
- International Monetary Fund, International Development Association, Republic Of Senegal, 2006. *Second Poverty Reduction Strategy Paper*. Joint Staff Advisory Note.
- International Organization for Migration, 2005. *World Migration Report 2005: Costs and Benefits of International Migration*, IOM: Geneva.
- LAVIGNE-DELVILLE, P. (2000). Courtiers en développement ou entrepreneurs politiques ? Les responsables d'associations villageoises de développement dans une région d'émigration interantionale (Mali, Sénégal). *Courtiers en développement : Les villages africains en quête de projets*. T. Bierschenk, J.-P. Chauveau and J.-P. Olivier de Sardan. Paris, Karthala-APAD.
- KABBANJI, L., 2010, Migration et développement: quelles politiques menées en Afrique subsaharienne? *MAFE Working Paper* 7, INED.
- KATZ, E. & STARK, O., 1986. Labor Migration and Risk Aversion in Less Developed Countries, *Journal of Labor Economics* 4(1), 134-149.

- KILIC, T.; CARLETTO, G.; DAVIS, B. & ZEZZA, A., 2007. Investing Back Home: Return Migration and Business Ownership in Albania, *World Bank Policy Research Working Paper* 4366, The World Bank.
- LUCAS, R.E., 2006. Migration and Economic Development in Africa: A Review of Evidence. *Journal of African Economics* 15, 337-395.
- MARIE, A., 1997. *L'Afrique des individus : itinéraires citoyens dans l'Afrique contemporaine* (Abidjan, Bamako, Dakar et Niamey), Paris, Karthala.
- MASSEY D., 1987, The Ethnosurvey in Theory and Practice, *International Migration Review*, 21(4), p.1498-1522
- MASSEY, D. S. & PARRADO, E. A., 1998. International Migration and Business Formation in Mexico, *Social Science Quarterly* 79(1), 1-20.
- MATTOO, A. & NEAGU, I. C. & ÖZDEN, Ç., 2008. Brain waste? Educated immigrants in the US labor market, *Journal of Development Economics*, 87(2), 255-269.
- MAZZUCATO, V., 2009. Informal Insurance Arrangements in Ghanaian Migrants' Transnational Networks: The Role of Reverse Remittances and Geographic Proximity. *World Development* 37(6), pp. 1105–1115.
- MCCORMICK, B. & WAHBA, J., 2001. Overseas Work Experience, Savings and Entrepreneurship amongst Return Migrants to LDCs, *Scottish Journal of Political Economy* 48(2), 164-178.
- MCKENZIE, D. & Sasin, M.J., 2007. Migration, Remittances, Poverty, and Human Capital: Conceptual and empirical challenges, *World Bank Policy Research Working Paper* 4272.
- MESNARD, A., 2004. Temporary Migration and Capital Market Imperfections, *Oxford Economic Papers* 56, 242-262.
- NDIONE, B. & LALOU, R., 2005. Transferts de revenus, investissements, obligation de dons ? Les usages économiques et sociaux de l'argent de la migration au Sénégal (Dakar, Touba, Kaolack) et au Mali (Bamako, Kayes). *Mimeo*. Presented at the XXV IUSSP International Population Conference, Tours, France, 18-23 July 2005
- NDIONE, B. & BROEKHUIS, A., 2006. Migration internationale et développement. Points de vue et initiatives au Sénégal, *Working Papers Migration and Development Series Report* 8, Research group Migration and Development, Radboud University, Nijmegen, the Netherlands.
- OSILI, U.O., 2004. Migrants and Housing Investments: Theory and Evidence from Nigeria, *Economic Development and Cultural Change* 52(4), 821-849.
- PLATTEAU, J-P., 2006. *Institutions, social norms, and economic development*, London: Routledge.
- POIRIER J., DABIRE B. et al., 2001, Projet d'étude des stratégies de reproduction des populations sahéniennes à partir de l'enquête « Dynamique migratoire, insertion urbaine et environnement au Burkina Faso », *Cahiers québécois de démographie*, 30(2), p.289-309.
- RAPOPORT, H. & DOCQUIER, F., 2005. The Economics of Migrants' Remittances, *IZA Discussion Paper* No. 1531.
- RÓDENAS CALATAYUD, C. & MARTÍ SEMPÈRE, M., 2009. Estimating False Migrations in Spain, *Population* vol. 64(2), p. 361-376.
- SAKHO, P., 2006. Les migrations internationales sénégalaises: potentiels financier et changement social, *Mimeo*, IPDSR, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

- SCHIFF, M. & OZDEN, C. (eds.) *International Migration, Remittances, and the Brain Drain*, Washington DC: Palgrave Macmillan and World Bank.
- SCHOUMAKER B, DABIRÉ B., et al., 2006, Collecting community histories to study the determinants of demographic behaviour: a survey in Burkina Faso. *Population*, vol. 61, n° 1-2, p. 81-107.
- SJAASTAD, L.A., 1962. The Costs and Returns of Human Migration, *Journal of Political Economy* 70(5), 80-93.
- STARK, O. & BLOOM, D.E., 1985. The New Economics of Labor Migration, *American Economic Review* 75, 173-178.
- STARK, O. (Ed.), 1991. *The Migration of Labor*. Oxford: Blackwell.
- STARK, O. (1995): *Altruism and Beyond*, Oxford and Cambridge: Basil Blackwell.
- TALL, S.M., 1994. Les investissements immobiliers à Dakar des émigrants sénégalais, *Revue Européenne des Migrations internationales* 10(3), 137-151.
- TALL, S. M., 2002. L'Émigration internationale sénégalaise d'hier à demain. In: Diop, M. C. (ed.) *La Société sénégalaise entre le local et le global*. Paris: Karthala, 549-578.
- TANI, M. & MAHUTEAU, S., 2008. Return Migration and Working Choices, *Technical report* (2008/01), MIREM Project, Robert Schuman Centre for Advanced Studies.
- TAYLOR, J.E., 1999. The New Economics of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process, *International Migration* 37(1), 63-88.
- TAYLOR, J.E., ARANGO, J. HUGO, G., KOUAOUCI, A., MASSEY, D.S. & PELLEGRINO, A., 1996. International Migration and Community Development, *Population Index* 62(3), 397-418.
- TAYLOR, J.E. & MORA, J., 2006. Does Migration Reshape Expenditures in Rural Households? Evidence from Mexico, *World Bank Policy Research Working Paper* 3842.
- United Nations Development Programme, 2009. Human Development Report 2009: Overcoming barriers: Human mobility and development. New York: Palgrave Macmillan.
- VIDAL, C., 1994., "La 'solidarité africaine', un mythe à reviser", *Cahiers d'études africaines* 39(136), 687-691.
- WAHBA, J. & ZENOU, Y., 2009. Out of Sight, Out of Mind: Migration, Entrepreneurship, and Social Capital, *CEPR Discussion Paper Series No. 7552*.
- WOUTERSE, F. S., 2006. *Survival or accumulation: migration and rural households in Burkina Faso*, Wageningen: Wageningen University.
- YANG, D., 2008. International Migration, Remittances and Household Investment: Evidence from Philippine Migrants' Exchange Rate Shocks. *The Economic Journal* 118 (April), 591-630.

**ANNEX: Tables presented in descriptive analysis: without and with sampling weights**  
(Numbering corresponds to table number in the text)

**Association with individual migration experience**

**Table 5: Property rates by migrant status – without weights**

	Current migrant	Return migrant, min 1 year out of Africa	Return migrant, only Africa	Non-migrant	Total
<b>No asset</b>	335	25	72	641	1,073
<b>%</b>	64%	36%	70%	84%	74%
<b>At least one asset</b>	188	44	31	122	385
<b>%</b>	36%	64%	30%	16%	26%
<b>Total</b>	523	69	103	763	1,458
	100%	100%	100%	100%	100%
<b>Construction land</b>	94	21	9	58	182
<b>%</b>	18%	29%	9%	8%	12%
<b>House</b>	110	33	15	35	192
<b>%</b>	21%	45%	15%	5%	13%
<b>Business</b>	20	14	16	45	94
	4%	19%	16%	6%	6%

\* There are 14 individuals who own agricultural land, included in the count for “owning at least one asset”

**Table 5: Property rates by migrant status – with weights**

	Current migrant	Return migrant, min 1 year out of Africa	Return migrant, only Africa	Non-migrant	Total
<b>No asset</b>	59%	29%	82%	83%	77%
<b>At least one asset</b>	41%	71%	18%	17%	23%
<b>Total</b>	100%	100%	100%	100%	100%
<b>Construction land</b>	19%	31%	4%	7%	10%
<b>House</b>	28%	51%	9%	5%	10%
<b>Business</b>	8%	19%	9%	5%	6%

**Asset ownership rates by migrant status and individual characteristics, 2008**

**Age – without weights**

		Current migrant in Europe	Return migrant (both types)	Non-migrant			
<b>&gt; 35 years</b>	<b>No asset</b>	121	80%	27	87%	331	94%
	<b>Asset</b>	31	20%	4	13%	22	6%
<b>35-49 years</b>	<b>No asset</b>	184	61%	53	69%	220	83%
	<b>Asset</b>	117	39%	24	31%	44	17%
<b>50+ years</b>	<b>No asset</b>	30	43%	17	27%	90	62%
	<b>Asset</b>	40	57%	47	73%	55	38%

**Age – with weights**

		Current migrant		Return migrant (both types)		Non-migrant	
> 35 years	No asset	80%		90%		90%	
	Asset	20%		10%		10%	
35-49 years	No asset	53%		78%		83%	
	Asset	47%		22%		17%	
50+ years	No asset	37%		20%		63%	
	Asset	63%		80%		37%	

**Education – without weights**

		Current migrant in Europe		Return migrant (both types)		Non-migrant	
No education	No asset	45	61%	19	43%	193	85%
	Asset	29	39%	25	57%	35	15%
Primary	No asset	92	70%	39	76%	228	89%
	Asset	40	30%	12	24%	29	11%
Secondary	No asset	133	64%	25	53%	169	84%
	Asset	74	36%	22	47%	33	16%
Tertiary	No asset	54	56%	14	47%	51	67%
	Asset	42	44%	16	53%	25	33%

**Education – with weights**

		Current migrant		Return migrant (both types)		Non-migrant	
No education	No asset	61%		58%		82%	
	Asset	39%		42%		18%	
Primary	No asset	68%		86%		87%	
	Asset	32%		14%		13%	
Secondary	No asset	56%		56%		85%	
	Asset	44%		44%		15%	
Tertiary	No asset	56%		60%		66%	
	Asset	44%		40%		34%	

**Gender – without weights**

		Current migrant in Europe		Return migrant (both types)		Non-migrant	
Male	No asset	160	56%	59	50%	205	73%
	Asset	127	44%	59	50%	76	27%
Female	No asset	175	74%	38	70%	436	90%
	Asset	61	26%	16	30%	46	10%

**Gender – with weights**

		Current migrant		Return migrant (both types)		Non-migrant	
Male	No asset	57%		65%		70%	
	Asset	43%		35%		30%	
Female	No asset	67%		75%		92%	
	Asset	33%		25%		8%	

**Place of birth (Dakar or elsewhere) – without weights**

		Current migrant in Europe		Return migrant (both types)		Non-migrant	
Not in Dakar	No asset	194	54%	37	40%	279	73%
	Asset	163	46%	56	60%	103	27%
In Dakar	No asset	147	59%	69	68%	388	80%
	Asset	102	41%	33	32%	99	20%

**Place of birth (Dakar or elsewhere) – with weights**

		Current migrant		Return migrant (both types)		Non-migrant	
Not in Dakar	No asset	63%		48%		77%	
	Asset	37%		52%		23%	
In Dakar	No asset	55%		83%		87%	
	Asset	45%		17%		13%	

Differences outside Dakar – In Dakar statistically significant for return migrants and non-migrants

**Role of migrant network for ownership status for non-migrants**

**Table 6: without weights**

		No migrant network		Migrant network	
No asset		166	86%	475	83%
Asset		28	14%	94	17%
<b>Total</b>		194	100%	569	100%

**Table 6: with weights**

		No migrant network		Migrant network	
No asset		82%		83%	
Asset		18%		17%	
<b>Total</b>		100%		100%	

**Figure 12: Asset ownership rates using different definitions of the migrant network**

(Corresponding tables)

**Relationship type : without weights**

		Children or siblings		Other network		No migrant network		Total	
No asset		276	81%	199	87%	166	86%	641	84%
Asset		64	19%	30	13%	28	14%	122	16%
<b>Total</b>		340	100%	229	100%	194	100%	763	100%

**Relationship type : with weights**

		Children or siblings		Other network		No migrant network		Total	
No asset		82%		85%		82%		83%	
Asset		18%		15%		18%		17%	
<b>Total</b>		100%		100%		100%		100%	

Limited to those individuals with at least one network member:

**Location : without weights**

	At least one network member in Europe		At least one network member in Africa		At least one returnee in Senegal	
No asset	374	83%	92	84%	109	81%
Asset	76	17%	18	16%	25	19%
<b>Total</b>	<b>450</b>	<b>100%</b>	<b>110</b>	<b>100%</b>	<b>134</b>	<b>100%</b>

**Location: with weights**

	At least one network member in Europe		At least one network member in Africa		At least one returnee in Senegal	
No asset		83%		86%		83%
Asset		17%		14%		17%
<b>Total</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>

**Female network : without weights**

	No women		At least one woman		Total	
No asset	294	83%	200	84%	494	83%
Asset	62	17%	37	16%	99	17%
<b>Total</b>	<b>356</b>	<b>100%</b>	<b>237</b>	<b>100%</b>	<b>593</b>	<b>100%</b>

**Female network : with weights**

	No women		At least one woman	
No asset		81%		87%
Asset		19%		13%
<b>Total</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>

**Further noted in text (no figure or tables in main text)**

**Association between access to migrant network and non-migrants' property rates by type of asset**

**Construction land – without weights**

	No migrant network		Migrant network		Total	
No asset	179	92%	526	92%	705	92%
Asset	15	8%	43	8%	58	8%
<b>Total</b>	<b>194</b>	<b>100%</b>	<b>569</b>	<b>100%</b>	<b>763</b>	<b>100%</b>

**Construction land – with weights**

	No migrant network		Migrant network		Total	
No asset		89%		94%		93%
Asset		11%		6%		7%
<b>Total</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>

**Dwellings – without weights**

	No migrant network		Migrant network		Total	
No asset	188	97%	540	95%	728	95%
Asset	6	3%	29	5%	35	5%
<b>Total</b>	<b>194</b>	<b>100%</b>	<b>569</b>	<b>100%</b>	<b>763</b>	<b>100%</b>

**Dwellings – with weights**

	No migrant network		Migrant network		Total	
No asset	97%		94%		95%	
Asset	3%		6%		5%	
<b>Total</b>	<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>	

**Businesses – without weights**

	No migrant network		Migrant network		Total	
No asset	184	95%	534	94%	718	94%
Asset	10	5%	35	6%	45	6%
<b>Total</b>	<b>194</b>	<b>100%</b>	<b>569</b>	<b>100%</b>	<b>763</b>	<b>100%</b>

**Businesses – with weights**

	No migrant network		Migrant network		Total	
No asset	96%		94%		95%	
Asset	4%		6%		5%	
<b>Total</b>	<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>	

**Timing of acquisition with respect to first migration/first return**

Assets before or after departure/return: without weights

<i>If at least one asset owned, asset acquired...</i>	Current migrant in Europe		Return migrant (both types)	
after first departure	163	87%	67	89%
after first return			51	68%

Assets before or after departure/return: with weights

<i>If at least one asset owned, asset acquired...</i>	Current migrant in Europe		Return migrant (both types)	
after first departure	88%		91%	
after first return			72%	

**Asset characteristics (owned in 2008 in Senegal and not inherited)**

Place of investment and place of birth – without weights

	Current migrant in Europe		Return migrant (both types)		Non-migrant		Total	
Place of investment not = place of birth	141	52%	108	77%	94	64%	343	61%
Place of investment = place of birth	131	48%	33	23%	54	36%	218	39%

## Place of investment and place of birth – with weights

	Current migrant	Return migrant (both types)	Non-migrant	Total
Place of investment not = place of birth	48%	78%	78%	67%
Place of investment = place of birth	52%	22%	22%	33%

## Duration of asset ownership

Only assets located in Senegal, not inherited and not owned anymore at the time of the survey.

Migrant status is measured at the time the asset ownership ended.

	Average duration in years
Non-migrant	8.1
Current migrant	8.3
Return migrant (both types)	11.7
Total	8.9

## Answers to open question about type of business (non-exhaustive list)

### Migrant status at the time of the survey, not at time of investment

	Current migrant	Return nee	Non-migrant
<b>Wholesale and retail trade</b>	Commerce étale De Marché Vendedor Ambulante Venta Ambulante De Artesania Vendia Articulos De Bazar En La Calle African Shop Commerciante Di Tutto: Oro, Arredi Vente De Prêt-à-Porter Compraba Bisuteria En Barcelona Y La Vendia En Tarragona Venta De Textiles Y Artesania Compra-Vendita Venta Ambulante De CD Y DVD Vendia Articulos De Bazar En La Calle Vente De Produits Alimentaires Commerce Alimentation Boutique (Type épicerie) Vendita Artigianato Boutique De Vêtements Venta De Textiles Y Otros Commercio Stoccaggio Boutique De Quartier NéGoce D'Objets De DéCo Comercio De Zapatos Vendia Piezas De Recambio Comercio de frutas etc.	Petit Commerce De Fruit Vente De Pains Vente De Fruits Commerce De Denrees Alimentaires Commerce De Marchandises Divers Vente De Pieces Detachees Commerce De Materiels De Bureau Commerce De Friperies Commerce De Marchandises Divers Commerce D Objets cultes Commerce Denree Alimentaire Vente De Produits Alimentaires Vente D' Epicerie Vend Des Cassettes Vente Des Tableaux D'Art Vente De Produits Divers Commerce De Tissus Commerce D Articles Divers Commerce D'Effet De Toilette Vend Des Cassettes Vente D' Habits etc.	Vendeuse De Couscous Vendeuse De Fataya Commerce Au Detail De Legumes Commerce De Fruits Vendeuse Darachides Et De Fruits Vente De Glace Et D Eau Fraiche Vente De Poissons Et De Légumes Commerce De Chaussures Commerce De Savons En Poudre Commerce D'Habillement Commerce Vente De Tissus Vendeur De Bois Vendeur D'Habits Vendeuse De Sangle (Lakh) Vente De Vetements Epicerie Vendeuse De Thiaf Vente De Produits Alimentaires Vente Produit Alimentaire Boutiquier Mercerie Table De Commerce Vendeur De Produits Musicaux Vente Appareils Electronques Vente De Cassettes Audios Et Visuelles Vente De Matériaux De Pêche Et Divers etc.
<b>Manufacturing/Craft</b>	Falegnameria	Atelier Menuisier Teinture Atelier De Couture	Atelier Couture Vente Habillement Menuiserie Metallique etc.
<b>Services</b>	Telephone Centre Garage Fotografo Service Informatique à Domicile etc.	Cabine Telephone Cabinet Medical Cantine Restaurant Restauration Pharmacie A Mon Compte etc.	Coiffure Coiffure -Vente-Mercerie. Cyber Cafe Mecanicien Photographie Telecentre,Cosmetique etc.
<b>Other: Transport construction ...</b>	Taxi (Achat D'Une Voiture Et Location à Un Chauffeur) Taxi De Ville Transport Peintre D'Intérieur etc.	Taxi Il Possédait Un Taxi Qu Il Conduit Lui-Même Transport En Commun Transport / Taxi Charrette + Cheval etc.	Chauffeur A Son Propre Taxi Transport En Commun Une Charrette Pour Le Transport De Marchandise Entrepreneur En Batiment Frigoriste etc.

## **ANNEXE 1 : Programme de la Table ronde**



## PROGRAMME

### Hotel Ngor Diarama

Complexe Ngor et Diarama

Tel: +221 33 820 1005 / 2724 / 0145

Fax: +221 33 820 2733

Email: [info@hotels-ngordiarاما.com](mailto:info@hotels-ngordiarاما.com)

Website: <http://www.hotels-ngordiarاما.com>

### 8.30 – 9.00 : Accueil

### 9.00 - 10.15 – Recherche et dialogue politique (1h15)

Chair : *J. Ouedraogo, Secrétaire exécutive d'Enda Tiers Monde*

Allocution d'ouverture (10 min)

#### Interventions :

- **Présentation du projet MAFE**  
*C. Beauchemin, INED*
- **Migrations africaines et développement : une synthèse des politiques menées**  
*L. Kabbanji, INED (20 min)*

Discutant : *Th. Huddleston, Migration Policy Group, Bruxelles – (15 min)*

Discussion avec la salle (15 min)

### Pause

### 10.30 – 12.00 – Migrations et réinsertion des migrants dans les pays d'origine (1h30)

Chair : *C. Beauchemin, INED*

#### Interventions :

- **Partir, revenir : tendances et facteurs des migrations africaines intra et extra continentales**  
*M.-L. Flahaux (UCL - INED) et B. Schoumaker (UCL)*
- **Retourner à Dakar : le rôle de l'expérience migratoire sur la réinsertion professionnelle**  
*C. Mezger (Université du Sussex - INED) M.-L. Flahaux (UCL - INED)*

Discutant : *A. Sobiech (Commission européenne, Policy Officer, DG JLS)/ J.-P. Bou (Commission européenne, Country Desk Officer, DG DEV), (20 mn)*

Discussion avec la salle (40 mn)

### Déjeuner

### 13.30 – 15.00 – Transferts de biens, transferts d'argent : circuits et déterminants des envois des migrants (1h30)

Chair : *C. Beauchemin, INED*

Interventions :

- **Les transferts des migrants à Dakar et Kinshasa,**  
*A. Diagne (UCL), J. Mangalu (UCL et UniKin) et A. Rakotonarivo (UCL)*

Discutant : *M. Ndione (Banque mondiale)* (20 mn)

Discussion avec la salle (40 mn)

**Pause**

**15.30 – 17.00 - Quels profils de migrants, pour quels types d'investissements dans le pays d'origine ? (1h30)**

Chair : *C. Beauchemin, INED*

Interventions :

- **Migration internationale et conditions d'habitat des ménages à Dakar,**  
*D. Lessault (INED) et P. Sakho (IPDSR)*
- **La migration est elle un moteur de l'investissement ?,**  
*C. Mezger (Université du Sussex - INED)*

Discutant : *K. Sakho (Présidente de la Fondation des Emigrés Sénégalais)* (20 mn)

Discussion avec la salle (40 mn)

**17.00 – 18.00 – Conclusion**

Intervenants : *C. Gueye, Enda Tiers-Monde & R. Black, Sussex Centre for Migration Research*

Objectifs :

- Synthèse des résultats présentés et des débats
- Contribution de la table ronde relativement au débat en cours sur le lien entre migration et développement
- Recommandations en termes d'évolution des politiques publiques et pour les recherches futures à mener dans le cadre du projet MAFE

## PROGRAMME

### Hotel Ngor Diarama

Complexe Ngor et Diarama

Tel: +221 33 820 1005 / 2724 / 0145

Fax: +221 33 820 2733

Email: [info@hotels-ngordiarاما.com](mailto:info@hotels-ngordiarاما.com)

Website: <http://www.hotels-ngordiarاما.com>

### 8.30 – 9.00 : Welcome

### 9.00 - 10.15 – Research and political dialogue (1h15)

Chair : *Joséphine Ouedraogo*, Executive Secretary of Enda Tiers Monde

Opening intervention (10 min)

#### Speakers:

- **Presentation of the MAFE project**, *C. Beauchemin (INED)*, (15 min)
- **African migration and development: an overview of policies**, *L. Kabbanji (INED)* (20 min)

Discussant: *Th. Huddleston, Migration Policy Group, Brussels* – (10 min)

General discussion (15 min)

### Break

### 10.30 – 12.00 – Migration and reintegration of Returned migrants (1h30)

Chair : *C. Beauchemin, INED*

#### Speakers:

- **Leaving, coming back : trends and factors of intra and extra continental African migrations**  
*M.-L. Flahaux (UCL-INED) & Bruno Schoumaker (UCL)*
- **Returning to Dakar: The role of migration experience for professional reinsertion**  
*C. Mezger (University of Sussex – INED) & M.-L. Flahaux (UCL-INED)*

Discussant: *A. Sobiech (European Commission, Policy Officer, DG JLS)/ J.-P. Bou (European Commission, Country Desk Officer, DG DEV)*, (20 mn)

General discussion (40 mn)

### Lunch

### 13.30 – Transfers of goods, money transfers: circulation and determinants of migrants' transfers (1h30)

Chair: : *C. Beauchemin (INED)*

#### Speakers:

- **Migrants' transfers in Dakar and Kinshasa**, *A. Diagne (UCL), J. Mangalu (UCL and UNIKIN) & A. Rakotonarivo (UCL)*

Discussant : *Mamadou Ndione (World Bank) (20 min)*

General discussion (40 min).

## **Break**

**15.30 – 17.00 – Which migrant's profile for what type of investment in the origin country? (1h30)**

Chair: *C. Beauchemin (INED)*

### Speakers:

- **International migration and housing conditions in Dakar**  
*D. Lessault (INED) & P. Sakho (IPDSR)*
- **Is migration a key driver for investment ?**  
*C. Mezger (University of Sussex and INED)*

Discussant : *K. Sakho (President of la Fondation des Emigrés Sénégalais) (20 mn)*

General discussion (40 min).

## **17.00 – 18.00 – Conclusion**

Speakers: *C. Gueye, Enda Tiers-Monde & R. Black, Sussex Centre for Migration Research*

### Objectives:

- Summary of results presented and of discussions.
- Contribution of the round table to the ongoing debate on links between migration and development.
- Recommendations for public policy implementation and for future research within the scope of the MAFE project.

## **ANNEXE 2 : Compte-rendu de la table ronde**



# REPORT

This report summarises some key points from the presentations and includes an outline of contributions from the participants at the first MAFE policy roundtable held on Saturday 21<sup>st</sup> November 2009 at the Hotel N’Gor, Dakar, Senegal.

The roundtable was organised by INED and ENDA with the financial support of AFD and the European Commission under the FP7 programme. The three objectives of this roundtable were to: identify the underlying assumptions that shape migration and co-development policies in Africa; to test these assumptions against the first empirical results from MAFE-Senegal and MAFECongo; to discuss these results with a view to contributing to policy and scientific recommendations (future research priorities for the MAFE project).

The event was divided into four consecutive plenary sessions on research and policy dialogue, return and reintegration, migrant investment, and finally, remittances. A final section summarizes the recommendations made by participants over the course of the roundtable for policy and future research.

The full presentations (both the powerpoints and the working papers) are available on the MAFE website under the section Events>Roundtables at [www.mafeproject.com](http://www.mafeproject.com).

## INTRODUCTION

**Josephine Ouedraogo** (Executive Secretary of ENDA) opened the event with an overview of the Migration BETWEEN Africa and Europe project and highlighted the importance of the project engaging with civil society organisations such as ENDA. The results of MAFE will be useful to all -civil society, researchers and decision-makers -in its potential for changing perceptions and policy with regard to the migration-development nexus.

ENDA’s mission is to fight poverty and the mechanisms that generate poverty. One aspect of ENDA’s work is to understand the impacts of policies which are often misaligned with social realities but do directly affect peoples’ lives. In particular, within the current context of globalisation, ENDA has had to engage with issues of migration, which are mostly managed elsewhere but have clear impacts on Senegalese society.

Whereas migration has been a natural and constant phenomenon of human society, it is now mostly construed by Northern and Southern governments alike as a threat to security and jobs, with most migration policy, which uses the concept of co-development, seeking to clamp down on movement from origin countries.

Initial findings in research and observations of NGOs in the field show that the profiles of individuals who migrate are changing and diversifying, but the determination of migrants to leave their home still points to issues of ‘maldevelopment’ in origin countries.

Defining what is meant by co-development, including what kind of development it seeks to promote, remains a key issue; hopefully this will not be another attempt to reduce development to a series of projects or to costs and outcomes which overlook individuals’ life choices. It will be of great interest to connect the data on migrants’ contributions in terms of investment and remittances with an understanding of what kind of development these suggest, and what kind of social responsibility this idea of development calls for. Emigrants should no longer be seen as mere purveyors of financial support to their families and/or of material investment to their communities, they must also be recognised as social actors -with rich life experiences -who can contribute qualitatively to social change.

## SESSION 1: RESEARCH AND POLITICAL DIALOGUE

### Presentations

The first presentation of the day was given by **Cris Beauchemin** (Institut National d'Etudes Demographiques -INED); he introduced MAFE by outlining the rationale and objectives of the project -collecting and analysing a new set of unique data on migration BETWEEN Africa and Europe, as well as an overview of the research methodology. Specific strengths of the study lie in the fact that the dataset includes time series data and that it combines biographical and household questionnaires, with samples both in origin and destination. Updates on progress and findings of the research will be communicated via several channels, including regular newsletters, policy briefs, the website ([www.mafeproject.com](http://www.mafeproject.com)) and two other roundtables in 2010 and 2012. The full MAFE dataset will be made publically available in 2013.

The second presentation by **Lama Kabbanji** (INED) provided an overview of the Euro-African migration – development policy framework. It was highlighted that the link between migration and development only entered Euro-African policy discussions relatively recently, and predominantly focused on issues of ‘irregular migration’. The link between migration and development has been integrated into the framework of the so-called ‘global approach’ which aims to address simultaneously two aspects of migration management: the management of legal migration and the fight against ‘illegal migration’, with the main focus being on the latter. Thus, it seems that much progress is needed in shifting the agenda underpinning the concept of ‘co-development’ from one of controlling movement to making mobility a key tool for development. Indeed, at the level of the European Union, budgets allocated to migration management in Subsaharan Africa have been steadily growing, but the focus has remained on fighting ‘irregular migration’: under AENEAS for example only 3 out of the 22 projects addressing migration issues in the region looked at migration and development, whereas 14 focused on ‘illegal migration’.

As discussant, **Thomas Huddleston** (Migration Policy Group) sought to prompt participants into thinking about how the dialogue between research and policy spheres could be improved. In particular he raised the issue of the capacity of policy actors to use research findings, pointing out the fact that the European Commission (General Directorate for Research) itself felt that research was under-utilised in policy-making. The flow of information between those who finance and/or use research and those who carry out research is very poor; a better dialogue is needed. Too few political decisions are based on quality evidence, and too many research projects are using unscientific methods to further political agendas. Policy makers tend to select research findings that confirm existing policies, and to ignore contradictory research findings.

Moreover, policy and research operate according to very different timescales: policy seeks to resolve current challenges in a short space of time, whereas quality research requires longer timeframes. Efforts are needed upstream from both sides. Researchers should seek to better draw out and articulate what the added-value of their work is, and to assess the impact of current policies in their field, whereas decision makers and civil society should seek to identify and communicate what kind of research information they require in order to improve their actions in terms of policy and strategy.

## Discussion

### *MAFE sampling*

Several participants commented on aspects of the *sampling and representativeness of MAFE data*. Notably, **Thiemo Bâ** (Association Union Solidarite Entraide -USE) expressed some concern about the fact that the data in origin only looked at capital cities, which might create a distorted picture about who migrants are and where they come from. **Nafi Ba** (Pépinières Vertes du Sahel, migrant association) added that it was important to take older migrants into account. **Cris Beauchemin** (INED) replied that a deliberate effort was made to over-represent older migrants in the sample; he recognised the bias inherent in selecting capital city districts only for the survey in origin countries but highlighted the broader relevance of capital cities for the country as a whole as these constituted a major departure point for long-distance/international migration. Moreover, the migrants interviewed in Europe came from all districts across Senegal, not only from Dakar. **Khady Sakho** (Fondation des Emigrés Sénégalais -FES / Comité de Suivi du Symposium des Sénégalais de l'Extérieur -CSSSE) also made the point that MAFE was innovative in that migrants are not only the subject of study; they were involved in the design of the research. Picking up on the benefits of timeseries data, **Anne-Laure Wittman** (ENDA) suggested it would be of particular interest to analyse the impact of changes in national migration policy, in France for example, by comparing the trends and behaviour of migrants before and after 1970s -when borders closed. **Thiemo Bâ** (USE) illustrated this by highlighting that many migrants remained in France after visas were put in place in 1974.

### *Migrant integration in host countries*

This issue should not be left out of the equation estimated **Bernard Lututala** (CODESRIA): for migrants to take part in any co-development efforts, they must first be integrated into their host society. **Hamidou Bâ** (FES) echoed this call for a better understanding and promotion of migrant integration both socially and in terms of employment. **Cris Beauchemin** (INED) explained that while a detailed study of migrant integration in destination is already the subject of several other current research projects in Europe and not within the direct remit of MAFE, some variables relating to employment and education in MAFE questionnaires and life histories provide interesting insights into this area. Moreover, data on the re-integration of returnees is an area in which MAFE can significantly contribute. Education in particular appears to be a key variable for future analysis.

With regard to migrant integration in host countries, **Thiemo Bâ** (USE) also brought up the question of 2<sup>nd</sup>, 3<sup>rd</sup>, 4<sup>th</sup>, etc. generation 'migrants' still being treated as migrants, despite being nationals and having no direct ties to their 'home country'. He however mentioned that many still maintained some form of connection, if only by wanting to be brought back to their 'homeland' after death.

### *Research funding and academic freedom*

Another debate arose from **Khady Sakho's** (FES/CSSSE) question about the *independence of research* into such a politicised issue as is migration, when it is funded by an intergovernmental body – the EC -with a clear political agenda. A relevant question according to MAFE researcher **Lama Kabbanji** (INED) as concerns have been voiced about the selection of some projects funded by the EC under the banner of 'co-development'. She also stressed the importance of funders supporting a variety of actors in order to ensure a diversity of views on development strategies. **Joséphine Ouedraogo** (ENDA) embraced that fact and suggested part of the answer might lie in research being more openly political. **Cris Beauchemin** (INED) however explained that in the case of MAFE, while public funding was

initially obtained under a thematic call which demands to be policy-relevant and therefore carries certain expectations, the EC does not have any influence over the way the successful research project is then designed and carried out. **Agata Sobiech** (European Commission, Directorate General Justice, Freedom and Security -EC DG JLS) added that the European Commission's Thematic Programme on Migration and Asylum has a greater focus than previous ones on the migration – development nexus. An example of this tendency is the joint EU-UN Joint Initiative for Migration and Development, which included a call for proposals on migration and development, open to local authorities and non-governmental organisations in a range of countries, including Senegal. **Thomas Huddleston** (Migration Policy Group) however asked why the focus seemed to be on using development funds to manage migration flows, when policy should rather be promoting mobility in an effort to fulfil the Millennium Development Goals.

## **SESSION 2: MIGRATION AND REINTEGRATION OF RETURN MIGRANTS**

### **Presentations**

**Bruno Schoumaker** (Universite Catholique de Louvain -UCL) presented key trends and factors of intra and extra-continental African migrations, breaking down many myths surrounding migration from and within sub-Saharan Africa. Contrary to most assumptions, most African migrants today migrate to other African countries. This is the case for Congolese migrants of whom only 45% have left Africa. Congolese migrations are thus migrations of proximity -3/4 of migrants who stay on the continent live in a neighbouring country. This is not true of Senegalese migrants: 79% of them reside in a Northern country. In terms of European destinations, colonial ties appear to be weakening: Belgium is no longer the first destination for Congolese migrants, and France is reducing its lead in relation to Italy and Spain as the key destination of choice for the Senegalese. There are also distinct differences between the overall profiles of Congolese and Senegalese migrants. Migrants from the DR Congo are more educated than those from Senegal, and Congolese women are more susceptible to migrate than Senegalese ones. Migration trends do not show a significant increase in African migrations to Northern countries. Results also show an intensification of migration departures from the DR Congo during periods of political and economical crises, in particular to African neighbouring countries. The propensity to migrate from Senegal to other African countries has not significantly changed between 1975 and 2007. Overall, the rate of migration to Europe has not increased since 1986.

**Marie-Laurence Flahaux** (UCL) went on to outline trends and factors of return. Return is a relatively significant phenomenon. While policy seems to ignore the existence of spontaneous return migration, data shows that after 10 years, a third of Senegalese return from Northern countries, and two-thirds return from other African destinations. Data for the DR Congo show a similar pattern. It can be explained by (1) better living conditions in Northern countries which have discouraged returns and (2) increased restrictions on circulation with the reinforcement of borders in Northern countries. Indeed, closed borders act as a strong disincentive for individuals who fear not being able to migrate again if their return to home country is not successful. Many of the Senegalese migrants who left for the North prior to 1982 have returned, but those who left more recently are not returning as much. For those who have migrated to African countries, these findings do not apply. Circulating on the African continent has always been easier, while the closure of borders of Northern countries has an impact on the returns. There are fewer returns to the DR Congo for migrants who had departed between 1985 and 2000, a period which was marked by serious political and economical crises. This suggests that crises in countries of origin might prompt greater rupture between migrants and their country of origin. Overall, skilled migrants do not return

more often than less-skilled ones. Also, Senegalese women are more likely to return than Congolese female migrants.

**Cora Mezger** (INED) then turned to look at the reintegration of Senegalese return migrants into the labour market, and the role of their migration and return experience in facilitating/hindering labour market integration. Overall, returnees are able to find work, in particular in self-employed activities in the trade sector. Over 70 per cent take up an economic activity, and four out of ten returnees work in trade. Return for retirement is therefore not a major motive. However, the data also suggest that self-employment represents a “survival strategy” for those migrants who did not prepare their return well. This is the case when the return is not voluntary, or when the stay is too short to have accumulated savings and know-how. Moreover, migration experience does not help accessing skilled jobs, and returnees who have studied during their stay abroad are no better off than non-migrants or returnees who did not study as migrants.

The first discussant, **Agata Sobiech** (EC -DG JLS), attempted to explore how the results of MAFE could be used for potential policy solutions in the area of return. In line with the results of the MAFE project, the first thing should be to assist migrants in better preparing for return. She also highlighted the fact that the more legal channels were provided, the less migrants would try to enter ‘illegally’. MAFE should seek to provide evidence to change public opinion in destination countries on the realities of migration, including return migration. Whilst there has been some progress in opening up channels with the EU -in particular, with regards to the European Blue Card, which would enable the bearer to return for extended periods without losing out on entitlements -these only concern skilled migrants. More should also be done for other groups of migrants.

Another element arising from MAFE research for policy makers to bear in mind is that, for reintegration to be successful, the timing of return must be right: migrants should stay at destination long enough for them to build up their assets, but not too long so as to not lose ties to their home country. Support for preparing for return should be developed in both countries of origin and of destination. As the results of the MAFE project show, qualifications acquired abroad can help migrants upon their return, as long as these qualifications are transferable to the labour market in the country of origin. On this aspect, there is room for action for countries of destination and some EU MS already organise various courses for migrants who are planning to go back to their country of origin. Another important aspect of this question is the recognition of qualifications. Some efforts have already been made in this area. For example, a pilot project in Moldova is currently attempting to help match migrants' qualifications gained abroad with equivalents in Moldova, be they formal diplomas or not.

In order for migrants to be able to return, they also need to be well informed about all the variables which may impact on the success of their return project. Migrants often gather this type of information via their own networks, but specialised information centres, such as CIGEM in Mali or CAMPO in Cape Verde, could play a very useful role in this area. An important MAFE finding is that taking up independent work is often the easiest solution for migrants who did not prepare their return and who have a family to support. When designing Assisted Voluntary Return programmes, countries of destination should take into account the fact that not everyone can and wants to be self-employed. Apart from providing assistance in setting up businesses, such programmes should also offer other alternatives for reintegrating the labour market.

Another sphere of policy in which progress would significantly facilitate return is that of the portability of social protection arrangements. But this is far from being a reality: according to the OECD, only 9% of migrants from Africa are covered by bilateral agreement on social

security. Beyond return, the EC has been trying to clarify the concept of circular migration and to explore measures to facilitate it but further work is needed. In this context, for circular migration schemes to function well, among other things, labour markets in the country of origin should be able to absorb returning migrants. Issues surrounding migrant integration in country of origin and country of destination also need to be taken into account.

The second discussant, **Jean Pierre Bou** (European Commission, Directorate General Development -EC DG Dev) put forward several questions in order to stimulate thinking on areas which MAFE could explore in the field of return, and what kind of initiatives in origin countries the European Commission might want to consider in order to facilitate the social and economic reintegration of return migrants. The focus should be on ensuring a successful outcome of return, as failed return could lead to new attempts to migrate, often ill-prepared, and might involve crossing borders illegally.

MAFE research suggests that waged employment and/or the formal sector do not seem to be easily accessible to return migrants, most -especially the highly skilled -go into self-employment: either by default as the formal sector is particularly small in Senegal, but sometimes also deliberately, as a way of making better use of the skills they acquired during migration. This seems to suggest that employment in the formal sector is not only limited quantitatively, but also characterised by informal barriers to entry – i.e. that it would only be accessible to those with the right contacts. Formalising the informal sector might help make better use of return migrants' skills. In terms of migratory experience, MAFE research also appears to show that work experience, as opposed to studies, is more likely to facilitate access to employment upon return. Overall though, there is a need for structures to facilitate the transfer of returnees' skills and to financially support migrants' projects to return. In addition, as it is not possible or desirable for everyone to become an entrepreneur, thought could also be given to initiatives around vocational training, but also to providing structures to facilitate access to employment, and particularly to assist job seekers in their search for employment. In these areas lessons could be learnt from the experience of the national agency for skills in Morocco (ANAPEC).

Another avenue worth exploring might be to seek to develop partnerships between non-traditional partners in development, such as chambers of commerce and other business organisations in Europe and in Africa.

A final question was whether initiatives should specifically target returning migrants, or be open to all. There was a case for not limiting initiatives in these areas to returnees.

## **Discussion**

### *African governance and source country policy*

MAFE lead researcher in Senegal **Pape Sakho** (IPDSR) expressed the view that one of the key policy-level changes which the European Commission should be pushing for is for African states to develop their own national strategies on migration on the basis of their specific needs, not to fulfil the demands of EU states. ECOWAS in particular has a key role to play in the migration agenda as the EU's counterpart. However, if seeking to facilitate such processes, why is it that European funding seems to support the role of civil society actors, when it is governmental institutions which need strengthening? Both **Cheikh Gueye** (Environmental Development Action in the Third World -ENDA) and **Brice Monnou** (Forum des Organisations de Solidarite Internationale Issues des Migrations -FORIM) asked why no representatives from ECOWAS or from Senegalese government institutions were present at the roundtable despite having been invited. **Jean-Pierre BOU** (EC DG Dev) insisted that the

EC did very much support ECOWAS in terms of regional integration across many key areas, which included migration, and that the 10<sup>th</sup> European Development Fund would include a specific budget line on migration, whose focus would be on strengthening freedom of movement for people within ECOWAS. Responding to Papa Sakho, it was made clear that while a small share of funds were ear-marked for civil society actors, 95% of European funds to Senegal went to public bodies.

**Agata Sobiech** (EC DG JLS) expressed the view that the governments of countries of origin have a crucial role to play in supporting return migrants. In particular, **Papa Sakho** suggested that the best strategy to promote return would be for source country governments to be explicit in providing support to, and in recognising and valuing the experience of voluntary returnees. **Badara Ndiaye** (ENDA) echoed this view and suggested that the lack of public policy around return in source countries had a negative effect on decisions to return. He however called for caution in formulating policy in this area as migrant-specific measures could cause social conflict in countries of origin.

Building on the need for clearer African governance in this field, **Claire Rodier** (Migreurope) warned against African states following the approach of EU states to migration management, and thereby importing a pernicious model, as is already the case with transit countries which are being pushed to close their borders. **Bernard Lututala** (CODESRIA) also insisted that processes of inter-African migration management should be better explored, taking into account recent cases of refusal of entry at the borders ('refoulement') and expulsion of Congolese migrants in relation to neighbouring countries.

#### *The concept of return*

There was a call for *a clearer conceptualisation of return*, in particular of 'voluntary return', which has come to refer to people in a range of different situations. Especially problematic according to **Claire Rodier** (Migreurope) is the inclusion, in France at least, of Assisted Voluntary Return (AVR) under the umbrella term, when the notion of AVR might actually be used as a cover for forced return with the provision of financial assistance but no support to reintegrate in origin. Overall, clearer definitions would enable researchers to better assess the currently under-estimated levels of and poorly understood trends of voluntary return. She suggested analysing the impact of readmission agreements on migrants' economic and social reintegration, by getting local researchers and organisations to carry out in-depth qualitative field work. Migreurop already works in this field but from a human rights perspective.

**Bruno Schoumaker** (UCL) pointed out that the picture might not be so clear-cut as several interviewees had mentioned during the collection of qualitative data that AVR schemes had been of great help to them returning when they'd found themselves in desperate situations.

In terms of EU policy formulation on return **Valentina Mazzucato** (University of Maastricht) highlighted the risk of misinterpretation associated with the unqualified promotion of return, and stressed the importance of talking about circulation instead. This is underpinned by an academic argument which sees the reality and the analysis of back-and-forth movements as inevitably influencing outcomes and thus might offer a new research perspective. In discussing circular and/or temporary migration, **Badara NDiaye** (ENDA) mentioned that the MAFE questionnaires didn't look at the category of seasonal workers. **Cora Mezger** (SCMR/INED) however specified that, while her analysis so far had only looked at return of over a year, she would be bringing in the notion of circular movement in future analyses by looking at shorter 'returns'.

As a follow up to the presentations, **Richard Black** (Sussex Centre for Migration Research, SCMR) asked whether there was any indication as to why people chose to return. As a more

specific comment he sought to nuance the finding that education gained while migrating did not seem to facilitate access to employment upon return, and argued that it might rather have a qualitative impact on the nature of the jobs being accessed. **Marie-Laurence Flahaux** (UCL) responded that the two highest reasons given by migrants for returning were family and employment.

#### *The role of public policy around return*

The discussion then moved towards an assessment of the role of *current public policy*, both in practice and in theoretical terms, with regard to return. **Richard Black** (SCMR) enquired about what role policies might have in promoting/prompting return. **Claire Rodier** (Migreurope) in particular raised the issue of the European Union Blue Card which, in its current format, she believes will only exacerbate the problem of ‘brain drain’ from source countries, as opposed to promoting more flexible circular migration. Indeed how does the EU reconcile promoting the return of the highly skilled for development in origin countries with the provisions of the Blue Card? **Jean Pierre Bou** (EC DG Dev) replied that brain drain was not so much an outcome of policy measures but rather resulted from a lack of skilled jobs and other deficiencies of job markets in origin countries. **Mohamed Mbaye** (Senegalese emigrant living in Italy) speaking about his own personal experience, supported this view by stating that highly skilled jobs were very rare and difficult to access on the Senegalese job market, which prompted highly-skilled individuals to emigrate.

In addition, **Agata Sobiech** (EC DG JLS) pointed out that in 2005 the EC had actually formulated policy measures seeking to address migration to the EU of all groups of migrants, but was forced to abandon these suggestions as they were deemed to be unacceptable by most national governments who preferred a sectoral approach, starting with the highly skilled migrants. European policy formulation on immigration has required unanimity amongst member states, but this should change under the Lisbon Treaty.

Following the interventions of the EU representatives, **Badara NDiaye** (ENDA) asked how the European Union intended to realistically implement all the programmes mentioned, and for it to define its broader rationale for action, as most of the suggested measures appeared to conceive of migration as being a non-structural phenomenon induced by temporary economic factors only.

#### *Supporting successful return and reintegration*

Turning to issues of reintegration, in particular building on the MAFE findings on the employment of return migrants, **Mamadou Ndioune** (World Bank) picked up on the fact that returnees tended to be older – on average 45 years old – which helped explain at least in part why these migrants might find it more difficult to access waged employment and might therefore resort to self-employment. He however suggested further exploring whether the self-employment of returnees was more productive than that of non-migrant Senegalese and whether the global economic crisis would generate more returns.

**Bernard Lututala** (CODESRIA) pointed out that the issue was as much about social reintegration as it was about economics and employment, and that the two were intimately linked. Not discouraging migrants in destination from maintaining ties to their countries of origin was key to their successful reintegration, should they decide to return. **M. Bâ** (USE) on the other hand suggested that it is policy in source countries which should seek to promote both economic and social reintegration, but also provide pre-emptive support to migrants before departure to plan the full cycle of their migratory project, including planning for return. In addition, better social protection agreements, in particular regarding the portability of pensions, would play an important role in migrants considering return, according to

**Mohamed Mbaye** (Senegalese emigrant living in Italy).

**Serigne Gueye** (Diaspora online) and **Cris Beauchemin** (INED) further discussed options of setting up structures which would support migrants in seeking employment, provide training and/or help them adapt their skills to the job market which they were reintegrating. **Nafi Ba** (Pépinières Vertes du Sahel), building on personal experience, joined the call for such structures to be put in place for individual return migrants, including help with developing business plans. Further exchanges looked at whether such services should best target migrants specifically, or be made available to all. Both **Badara Ndiaye** (ENDA) and **Thiemo Bâ** (USE) argued there should not be any preferential treatment for return migrants over non-migrants in terms of access to employment. **Badara Ndiaye** also added that Senegal was still in the process of developing its national employment strategy, but that the issues facing migrants should be taken into account and build on previous initiatives by ECOWAS in this field, by Senegal in linking with chambers of commerce and by the Moroccan ANAPEC (national agency for the promotion of employment and skills).

### **SESSION 3: MIGRANT REMITTANCES/TRANSFERS**

#### **Presentations**

In this third session the presentation on the determinants and behaviour of remitting by African migrants was given by **Alioune Diagne** (UCL), **Andonirina Rakotonarivo** (UCL) and **Jose Mangalu** (Universite de Kinshasa -UNIKIN). The first part looked at migrant remittances sent to Dakar households. Initial findings on remittances to Senegal show that two-thirds of migrants, as reported by Dakar households, sent remittances in the form of cash or goods in the year prior to the MAFE household survey (2008). Among those who did, two-thirds sent regular remittances, in most cases through official channels. But remittances are not only in the form of cash; they include clothes, telephones and other modern electrical goods, etc. Factors influencing migrant remittances include, amongst others, gender, type of activity, kinship ties with the household. **Jose Mangalu** (UNIKIN) then went on to present the MAFE research on migrant remittances to Kinshasa households and found that remittance sending is also a widespread practice among Congolese migrants. Transfer agencies (Western Union and others) are the most common channel used by migrants to send money and goods to their home country. The probability of sending remittances and the amount sent vary according to the migrants' characteristics. For example, having a job, being a woman, having received support from the household in order to migrate, and having close ties to the head of household are all characteristics which make migrants more likely not only to send remittances but also to send larger amounts. At household level, the probability of receiving remittances depends on the number of migrants living abroad who are tied to the household, on the migration experience of the head of household, his/her occupational status and his/her age and marital status.

A comparison of the Senegalese and Congolese data reveals common trends: a high share of migrants send remittances, however the share of migrants to other African countries transferring goods and/or money is lower. The amount of cash sent in each transfer is usually relatively low and is mostly spent by recipients on consumption needs. However, some differences include the fact that remittances to Dakar are more regular, and Senegalese senders are more likely to be female, and/or educated. Moreover, length of migration has a positive impact on remittance-sending up to a certain cut-off point, after which the relationship becomes negative.

Building on the findings from the presentations, the discussant **Mamadou Ndione** (World Bank) gave an overview of current discussions on the topic of remittances. He highlighted the

need to take both financial and non-financial remittances into account. World Bank research has shown that migrant remittances have helped reduce poverty, but shocks, such as the current economic crisis, which affect migrants' income, will most certainly have an impact on Senegalese recipient household consumption. Countercyclical trends have been identified: when the Senegalese economy dips, remittances go up; but little is known and can be predicted about what might happen now that destination economies are in a bad shape. He also suggested setting up diaspora bonds to facilitate migrant contributions to development in their home countries.

Remittances can be analysed on three different levels. At the macro level, remittances are growing and have a positive impact, as seen in Dakar; this is partly due to the lowering of money transfer costs. Current policy discussions are exploring ways of further promoting the growth of remittances; other discussions are looking at integrating remittances into national figures (ratio to GNP) to balance national debt figures; this would also help economies leverage greater funds for development. But it should be borne in mind that high inflows of remittances might lead to the depreciation of the recipient country's currency. At the meso level, how can remittances contribute to the social infrastructure, and could that be measured? Also, what is the actual capacity of diaporas to financially contribute to developmental projects at the local level in origin? Finally, at the micro level – which is where MAFE can be particularly useful, remittances have been shown to contribute to household consumption and play a role in poverty reduction.

## **Discussion**

### *Remittances using regular / irregular channels*

While existing figures already show massive flows of remittances using formal and regular channels, as is demonstrated by MAFE research, **Serigne Gueye** (Diaspora Online) argued that research into informal channels would reveal much higher volumes of transfers. He highlighted the case of an association of Senegalese migrants in the US with which he works, where some payments (for instance -medical costs) are made directly by migrants to the service providers, thereby completely by-passing beneficiary households. This suggests that researchers should also take into account remittance flows which do not transit via households. **Peter Quartey** (Centre for Migration Studies, Ghana -CMS) agreed with this, estimating that only 10% of all remittances actually flowed through formal channels.

Findings from the MAFE work on remittances prompted several suggestions for areas to further investigate. In particular, **Mustapha Ka** (GRDR Bakel) proposed to look at which channels were used by irregular migrants to send remittances. Based on anecdotal evidence from Italy, it was also suggested that irregular migrants actually sent more remittances as they were less integrated in their host societies and felt it safer not to accumulate earnings in a country from which they could be expelled at any moment. Another avenue for research would be to explore why female Congolese migrants sent more remittances than did their male counterparts. Assessing what share of their own income migrants sent as remittances was also highlighted by **Brice Monnou** (FORIM) as an area of great interest. While acknowledging the potential use of such avenues of investigation, **Jose Mangalu** (UNIKIN) explained that these were beyond the remit of MAFE. He did however specify that virtually all the households in the survey went to collect remittances from formal transfer agencies. **Cris Beauchemin** (INED) also mentioned that while MAFE had mainly collected data on remittances from the receiving end, other projects such as the Ghana [Transnet](#) and [MIDDAS](#) are producing data on both ends.

### *Use of remittances by recipient households*

**Mustapha Ka** (GRDR Bakel) went on to raise a discussion around how remittances are used. He highlighted the fact that remittance-receiving households in the region of Bakel often enjoy higher status, as remittances sent by a migrant family member are seen as a safeguard against household poverty. Most remittances though only constitute a source of occasional support. But while there has been evidence of remittances being used more systematically as protection against food insecurity, a more productive strategy in the long-term might be to build on initiatives in Bakel which have seen remittances being invested in hydro-agricultural systems to benefit the local community. **Brice Monnou** (FORIM) suggested further research into the impact of remittances on household welfare would be particularly useful.

Building on the MAFE data which showed that most remittances are used for consumption purposes, mostly to cover the costs of immediate needs, discussions turned to issues of investment and consumption. **Jose Mangalu** (UNIKIN) commented that health and education expenditure using remittances constitute a form of investment in human capital. **Brice Monnou** (FORIM) pointed out that other studies had produced the figure of 7-8% of remittances being used for 'productive investment' and suggested further research on whether these investments have benefited from any support (guarantee fund, incentive...). On the issue of the 'productive investment', **Andonirina Rakotonarivo** (UCL) explained that a distinction should be made between remittances sent to households, which are primarily used to help them meet their everyday needs and are thus dedicated to consumption, and savings accumulated by migrants, which might be used for productive investment at a later stage.

#### **SESSION 4: MIGRANT INVESTMENTS**

##### **Presentations**

The first presentation in this session was given by **David Lessault** (INED) and, using the MAFE household surveys, looked at whether and, if so, how investment by international Senegalese migrants impacted on housing in Dakar. Initial findings showed that households with migrants were generally better off in terms of housing conditions (housing type, density, level of equipment, status) than those without. But this result can be interpreted in two ways: it could mean either that more people from better-off households migrate, or that the migration of one or more household members contributes to improving local housing conditions. Further results seem to support the former hypothesis. On the one hand, it appears that only a small share of migration income used by Dakar households is used for building or improving housing. On the other hand, further analysis shows that 'having a migrant' is not a factor for households in terms of access to property. If looking at the moment when housing was accessed as opposed to the moment at which the survey was carried out, it appears that households with migrants do not have any greater probability of becoming owner-occupiers than those without migrants. Finally, migrant investment in housing does not seem to be directed towards improving the housing conditions of the receiving households. However, this does not preclude the fact that such investment might contribute to improving housing in Dakar, in particular through buy-to-rent investment.

**Cora Mezger**'s (INED) second presentation used MAFE event history data to explore whether international Senegalese migrants invest more in land, housing or businesses in their origin country than non-migrants, and whether they help non-migrants in their social network to invest (by providing funds, know-how, business contacts etc.). The various analyses conducted, whether descriptive (bivariate and cross-sectional) or more sophisticated (multivariate and longitudinal) produce similar results. Migration experience stimulates investment in Senegal. A migrant who is still living abroad or who has returned home is twice as likely to acquire land or property as someone who has never left Senegal. Conversely, business investments are made after the migrant returns home. Moreover, the data shows that

migration plays a role in reducing inequalities in terms of investment capacity. Women and less educated Senegalese are usually disadvantaged in their access to assets, but this disadvantage disappears after gaining migration experience. However, non-migrants whose relatives or friends live abroad or returned home after an international migration are not more likely to invest than non-migrants without such contacts.

The discussant, **Khady Sakho** (FES/CSSSE) provided a historical overview of French migration policy. She recalled that France started by recruiting low cost workforce, which was followed by successive periods of closing and re-opening of borders. Anti-polygamy laws were also introduced specifically targeting the Senegalese and Malian migrants. A recent measure, the “co-development savings account” (compte d'épargne codéveloppement) illustrates the incoherence of some policies, because they only concern foreigners. Migrants with dual nationality cannot access them. But one should not forget that migrants face the same difficulties as any other investor-to-be in Senegal. She criticised the concept of circular migration for being ambiguous, and not synonymous with the concept of freedom of circulation.

On the other hand, she warned against the implicit expectation of co-development which frames migrants as having to act as ‘productive investors’. Individuals often migrate with a project in mind or for a specific reason and will often contribute to development in many different ways, but their role as investors is by no means pre-determined, migrants should not be expected to become substitutes for the institutions, be they public or private, responsible for economic and social development. In the housing sector, for instance, migrants cannot be expected to take up the role of the Senegalese state, which was a strong supporter of social housing in the 1960’s.

Migrant investments in housing should not be idealised: the «Cité de la Diaspora» in Dakar is a form of migrant self-ghettoisation; migrants tend to invest in big buildings without respecting the local architecture because they only seek maximum profit through rentals.

Where migrants do invest, it would be of interest to further explore the extent to which locality plays a role in determining the direction/nature of investment in the home country. Within the Senegalese context, what measures are in place to channel such investments, and for what purpose? Have these measures been successful? How and what can MAFE data contribute on these issues? It would also be worth determining which amounts migrant invest in destination countries.

## Discussion

### *The role of networks in migrant investment*

**Valentina Mazzucato** (Uni Maas) stressed that the [Transnet](#) project in Ghana showed that having a migrant network can actually create costs rather than benefits, in particular for those who manage the business/property back in the country on behalf of the migrant investor. However, **Abdou Mane** (GRDR) argued that network structures can facilitate the channelling of migrant investment for development purposes. Investments should be differentiated depending on whether they are individual or community investments. Individual migrants usually do not have sufficient resources to engage in community investments, but a GRDR project has been set up to facilitate contacts between potential migrant investors and local communities. This provides an interface where local development plans identifying local community needs are presented. These plans can in turn be taken up by decentralised migrant cooperation initiatives. Such initiatives have proven successful in terms of results and in bringing together investor migrants who sought to use investment as a means of preparing for return, some of whom have become maires of the communities they helped.

### *Policy and measures to facilitate investment*

In terms of facilitating investment by individual migrants, several participants, including **Mr Gueye** (Diaspora online) and **Nafi Ba** (Pépinieres Vertes du Sahel) denounced the widespread lack of support structures and some key obstacles to investment, notably in terms of access to credit from French banks to finance investment outside of France, and access to credit from Senegalese banks to migrants living in France.

### *Housing and property as investment*

In terms of investment into housing, **Hamidou Bâ** (FES & Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie) mentioned that exploring property ownership amongst migrant investors via surveys in the field would probably not bring any satisfactory results as most of them might not be living in the properties they owned and would not be present to respond to the survey. He nevertheless recommended investigating the link between return and investment in property/housing by returnees. In addition, he suggested bringing ‘belonging to a particular community’ (ethnic variable) into the analysis as a variable which might influence investment in property. **David Lessault** (INED) responded that a proxy for ethnicity had been used and that it had not provided any significant result. He also mentioned that it was interesting that structural factors, such as the devaluation of the Senegalese currency, CFA franc, which significantly increased migrants’ purchasing power had no noticeable positive effect on households in terms of acquiring property.

## CONCLUSION

By way of conclusion, **Cheikh Gueye** highlighted the innovative approach of MAFE, in its set up, in the way it involved migrant associations in its design, but also in its scientific method (the nature of surveys and process of data collection). He called on migrant groups to stay involved with the research and use the findings to move the policy agenda forward. A key issue is to engage and support African policy-makers in setting a new agenda and policy framework in the field of migration that better serve the interests of their countries and people, including migrants. The control of mobility is the agenda of Northern countries. However, he emphasised that some key concepts, including ‘development’ and ‘return’, still need clarifying in order to ensure constructive policy discussions. Also, while the focus lay on public policies, it was important not to brush over issues relating to migrants’ rights and to African migrants’ potential non-financial/material contributions to their ‘home countries’.

**Cris Beauchemin** also regretted that African policy makers, in particular Senegalese, had not taken up the opportunity to join the discussion; he called for participants to suggest ideas, contacts and strategies in order to develop a better dialogue with these key players. **Olivier Lemasson** remarked that GRDR had a lot of experience in promoting constructive political dialogue between civil society groups and policy circles, through various networks (for example ‘Eu Nomad’ and ‘Des Ponts pas Des Murs’).

In terms of policy recommendations which could improve outcomes for migrants **Cheikh Gueye** cited, amongst others, the following: improving the portability of social protection arrangements; improving the absorptive capacity and flexibility of African labour markets to provide better opportunities for and derive greater benefits from migrants’ skills; facilitating greater economic and social integration of return migrants, and providing support to that effect in countries of origin – both pre-departure and post-return; etc. As for research areas to be further explored, the following were suggested: studying more closely the trajectory of student migrants; developing a greater understanding of the relationship between migrant integration and propensity to invest ‘back home’; replicating MAFE on migration between Africa and the US; exploring the impact of public policy developments, in particular of

readmission agreements, on mobility; strengthening research into African migration policy; investigating issues relating to the non-material contributions of migrants to their home and host societies, and their role as citizens; etc. **Khady Sakho** stressed the need to move away from return and circular migration as policy objectives in themselves, and to focus on promoting the free movement of people instead.

Wrapping up, **Richard Black** gave an overview of the findings generated by initial analyses of the data to date. He felt that MAFE was already providing very interesting new insights into the differing trends and profiles of different migration flows between Africa and Europe, and in particular about return. The comparison of the Senegalese and Congolese data enabled to establish significantly different patterns and causes of out-and return migration. Moreover, initial results show that both migrants' and receiving households' characteristics are key explanatory variables in terms of the outcomes of remittance-sending.

The next phase of analysis will however provide a more in-depth and nuanced understanding about the role of migrant characteristics (such as gender) as explanatory variables. A key challenge will be to make full use of the longitudinal aspect of the data, which should reveal very interesting findings, amongst other things, about potential cohort effects, or about the evolution of remittance-sending (both in terms of trends and migrant behaviour) over time. As key areas of interest for further research, he suggested looking into how experience abroad might affect investment; the effect of origin country policy on return; the concept of 'circulation'; whether migrants are more productive than non-migrants; the potential for co-investment between migrants and other partners; etc.

From a more general perspective, **Richard Black** insisted that striking a balance between obtaining scientific evidence and achieving policy relevance would be a key challenge to meet. Research, MAFE in particular, can achieve a lot but has to be pragmatic about what policy can achieve. The focus must be on informing policies which will have the best marginal impact.

The closing note was given by **Brice Monnou**; she insisted that migrants must be at the centre of all research and policy endeavours on migration -only they are able to provide the keys to understanding the unspoken reality of being a migrant.

## RECOMMENDATIONS

### **Summary of policy recommendations by the participants on «migration and development»**

#### *Towards better development*

- Move away from the simple framework of ‘development projects’ and seek instead to achieve more comprehensive and sustainable societal and political change - Recognise and encourage not only migrants’ material and financial contributions, but also their qualitative skills and social contributions -Promote mobility as a way to achieving the Millenium Development Goals, instead of using development funds for ‘migration management’.

#### *Removing barriers to return*

- Liberalize migration policy in order to enable greater mobility, including for intra-African flows (transit countries) -Promote the return of the highly skilled to their country of origin, rather than attracting them away.
- Ensure greater portability of social protection arrangements, including pensions, through agreements between countries of origin and countries of destination.
- Facilitate social integration for return migrants and their families: for example, Italian and Spanish schools have been set up in Senegal for returnee children who have grown up in Italy and Spain.
- Develop the absorptive capacity of country of origin labour markets for circular migrants. To that effect, formalise the informal sector, and engage a debate about equal treatment between migrants and non-migrants versus priority to non-migrants in country of origin job markets.
- Not to limit development initiatives to feasibility studies and small grants to community groups; also allocate substantial means to migrants wishing to set up a business in their country of origin.
- Provide pre-departure training, as well as training individuals who have already left.

#### *Removing barriers to better government policy-making*

- Remove two key policy barriers: lack of will on the part of countries of origin to support return migrants, and continued selective and security-driven migration policymaking by destination countries.
- Facilitate multilateral processes for policy in the field of migration to overcome and go beyond individual state interest.
- Not to over-estimate the role of migrants -to see all migrants as being criminal ‘illegal’ migrants and to blame them for all ills. The Senegalese authorities are planning to screen migrants for HIV at airports.

#### *On remittances, transfers and investment*

- (Re)direct remittances and other forms of transfers towards activities which are socially beneficial, promote job creation and/or contribute to greater food security - Recognise migrants as project initiators, but not to burden them with the ‘duty to achieve’ -Recognise that migrants, just like any other potential investors, face multiple barriers to investment -Develop measures to support investment that are adapted to bi-nationals – so far not the case -Promote sustainable investment by migrants.

## **Summary of recommendations by the participants for future research (topics/areas)**

### *On return*

- Migrant integration in destination countries, as a determinant of investment in countries of origin
- Social re-integration of migrants
- Senegalese migrant populations in North America
- Consequences and implications of readmission agreements for the reintegration of return migrants in their countries of origin
- Always use the concepts of return and circulation together, not return by itself
- Productivity of return migrant self-employment as opposed to that of non-migrants
- Impact of the global economic crisis on potentially increased return migration
- Intra-African migration flows.

### *On the relationship between policy and research*

- Researchers not to limit themselves to producing findings; formulate recommendations and offer solutions.
- Policy makers to clearly identify and communicate their needs for research.

### *On remittances and transfers*

- Migrant non-material contributions
- Impact of the global economic crisis in destination countries on remittances and transfers
- Share of migrants' income sent as remittances to countries of origin
- Impact of remittances on recipient family welfare.
- Role of support measures on productive outcome of migrant investment.
- Informal channels for sending remittances.
- Remittances not to be measured only in terms of the amounts received by households and individuals; attention to be paid also to additional charges such as sending costs.
- Remittances in the form of direct payments (direct payment for healthcare services) which do not transit via households.
- Not to limit the study area to the region of Dakar, extend it to other regions, such as Bale, where migration is a 'cultural reality'.
- Remittance-sending by irregular migrants: do they use formal and/or informal channels?
- Determinants which result in female Congolese migrants sending higher amounts of remittances than their male counterparts. Why this is not the case for Senegalese migrants.
- Relationship between the level of remittance-sending and the level of migrant integration at destination (suggestion that in Italy and Spain, the less they are integrated, the more remittances they send).
- Migrant savings as well as remittances, which might both be put to 'productive' use.

### *On investment*

- Migrant investment in destination countries
- Both individual and community migrants investment (through migrant associations).  
In the case of the 'Vallée du fleuve' in Sénégal, migrants who invest in collective projects in order to prepare for their return – some of them have become maires of their villages/towns of origin.
- Investment into housing and property by return migrants: is return linked to failure and thus, does it reduce investment in housing?

### **ANNEXE 3 : Liste des participants**



Liste des participants / Participants' list

<b>Organisme / Organisation</b>	<b>Nom / Name</b>
<b>Organisations non gouvernementales et associations / NGOs and associations</b>	
CSSSE (Comité de Suivi du Symposium des Sénégalais de l'Extérieur)	Khady Sakho
Fondation des Emigrés Sénégalais (FES)	Hamidou BA
Fondation des Emigrés Sénégalais (FES)	Djelia LY
Migration Policy Group (MPG)	Thomas HUDDLESTON
European Migration Forum (MigrEurop)	Claire RODIER
Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM) FR	Brice MONNOU
African diaspora policy centre (NL)	Giulia SINATTI
Croix-Rouge Congolaise	Jean-Paul KAPAY TSUMBU KILOLO
France Terre d'asile	Pierre HENRY
Enda (DIAPOL et Enda-Europe)	Cheikh GUEYE
Enda (DIAPOL et Enda-Europe)	Anne-Laure WITTMAN
Enda (DIAPOL et Enda-Europe)	BADARA
Réseau des journalistes pour la population (Sénégal)	El Bachir SOW
Groupe de réflexion sur les migrations du CONGAD (Conseil des ONGs d'Appui au Développement)/Association Union Solidarité Entraide (USE)	Thierno BA (Président)
Diaspora online (USA)	M. GUEYE
GRDR (Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural)	Habaye ANSARI, éférent sur la thématique de la migration au niveau de la coordination Afrique du GRDR, basé à Nouakchott
GRDR (Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural)	Olivier LE MASSON, Directeur des programmes Afrique et anciennement responsable des programmes double espace au siège à Montreuil, basé à Bamako
GRDR (Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural)	Abdou MANE, Coordinateur Casamance
GRDR (Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural)	Moustafa KA, coordinateurs du GRDR-Casamance

USE /CONGAD - Union pour la Solidarité Locale	Secrétaire Général
CIMADE	Gwénaëlle de JACQUELOT, Chargée de mission
<b>Organisations internationales / International Organisations</b>	
Commission Européenne	Agata SOBIECH
Commission Européenne	Jean-Pierre BOU
Délégation de la Commission Européenne au Sénégal	Ms Sandra ZECH, chargée de programme
Délégation de la Commission Européenne au Sénégal	Mr Christophe De VROEY
CICR (Comité International de la Croix Rouge)	Nathalie LATREMOILLE, responsable régionale
CICR (Comité International de la Croix Rouge)	Sophie ORR, Coordinatrice Protection, CICR Délégation Régionale de Dakar
Banque Mondiale (Sénégal)	Mamadou NDIONE (recherche sur les transferts)
ICMPD (International Centre for Migration Policy Development)	Albert KRALER, Research department
Bureau International du Travail (BIT) au Sénégal	Federico BARREOTO, coordinateur du projet BIT- migrants
OIM (Sénégal)	B. N'DIONE
OIM (Sénégal)	LANNEAU Geertrui
CARITAS Sénégal	Ambroise TINE / Alois SARR
PMU/ Intra-ACP Migration Facility	Julie HERAUD
<b>Organisations nationales / National Organisations</b>	
Senegal - Ministère des Sénégalais de l'extérieur	Siga SARR DIOUF
Senegal - Ministère de la jeunesse	Abdoulaye SECK (projet jeunes et retour)
Agence de la Statistique et de la Démographie	Hamidou BA
France - AFD	Thomas MELONIO - Research Officer, Research Department, Economic and Social Research Unit
AFD Sénégal	Denis CASTAING, Directeur
France - Ministère de l'Intégration et de l'Identité Nationale	André BAILLEUL
Consulat de France au Sénégal, mission économique	Franc SECULA

Ambassade de Suisse au Sénégal	Christian GOBET, Premier secrétaire, chargé des Migrations
Ambassade de Suisse au Sénégal	Florianne CHARRIERE, stagiaire
Ambassade de la République fédérale d' Allemagne	Christina WEGELEIN, Premier Secrétaire, Ambassade de la République fédérale d' Allemagne
Italian Cooperation Technical Unit in Dakar	Dr. Marco PLATZER, Director
Coopération espagnole	Anton INES, responsable du co-développement
CRDI - Coopération Canadienne	Ramata Molo THIOUNE
<b>Autre / Other</b>	
	Bernard LUTUTALA, ex-recteur de l'Université de Kinshasa
<b>Recherche / Researchers</b>	
INED - Institut National d'Etudes Démographiques (France)	Lama KABBANJI
INED - Institut National d'Etudes Démographiques (France)	David LESSAULT
INED - Institut National d'Etudes Démographiques (France)	Cris BEAUCHEMIN
INED - Institut National d'Etudes Démographiques (France)	Cora MEZGER
INED - Institut National d'Etudes Démographiques (France)	Tania LEJBOWICZ
INED - Institut National d'Etudes Démographiques (France)	Catherine DAURELE
INED - Institut National d'Etudes Démographiques (France)	Arnaud BRINGE
UCL - Université Catholique de Louvain-la-Neuve (Belgique)	Bruno SCHOUMAKER
UCL - Université Catholique de Louvain-la-Neuve (Belgique)	Andorina RAKOTONORIVA
UCL - Université Catholique de Louvain-la-Neuve (Belgique)	Alioune DIAGNE
UCL - Université Catholique de Louvain-la-Neuve (Belgique)	Marie-Laurence FLAHAUX
Maastricht University (Netherlands)	Kim CAARLS
Maastricht University (Netherlands)	Valentina MAZZUCATO
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)	Papa SAKHO
Université de Kinshasa (RDC)	Jose MANGALU
University of Ghana (Ghana)	Peter QUARTEY

University of Ghana (Ghana)	Cynthia ADDOQUAYE-TAGOE
University of Ghana (Ghana)	Faustina FREMPONG-AINGUAH
Forum Internazionale ed Europeo di Ricerche sull'Immigrazione (Italia)	Tiziana NAZIO
Forum Internazionale ed Europeo di Ricerche sull'Immigrazione (Italia)	Sorana TOMA
Forum Internazionale ed Europeo di Ricerche sull'Immigrazione (Italia)	Eleonora CASTALDO
University Pompeu Fabra (Espagne)	Amparo GONZALEZ
University Pompeu Fabra (Espagne)	MAO Mei Liu
University of Sussex (United-Kingdom)	Romy DANFLOUS
University of Sussex (United-Kingdom)	Christina OELGEMOLLER
University of Sussex (United-Kingdom)	Richard BLACK
Institut de Recherche pour le Développement (France)	Philippe ANTOINE

# Documents de Travail

---

Ces fascicules vous seront adressés sur simple demande à l'auteur :  
Institut national d'études démographiques, 133, bd Davout, 75980 PARIS Cedex 20  
Tél : (33) 01 56 06 20 86 Fax : (33) 01 56 06 21 99

---

- N° 166. – Cris BEAUCHEMIN (Ined), Lama KABBANJI (Ined), Bruno SCHOUMAKER (UCL), *Entre parcours de vie des migrants et attentes politiques, quel co-développement en Afrique subsaharienne ? Sept communications présentées lors de la table ronde sur les migrations entre l'Afrique et l'Europe*, Dakar, Sénégal, 21 novembre 2009, 244 p.
- N° 165. – Arnaud RÉGNIER-LOILIER, Présentation, questionnaire et documentation de la seconde vague de l'étude des relations familiales et intergénérationnelles (Erfi-GGS2), 211 p.
- N° 164. – Carole BONNET (Ined), Anne SOLAZ (Ined), Elisabeth ALGAVA (Dares), *La séparation conjugale affecte-t-elle l'activité professionnelle ? Une estimation basée sur les méthodes d'appariement*, 2009, 36 p.
- N° 163. – Olivia EKERT- JAFFÉ, *Le coût du temps consacré aux enfants : contraintes de temps et activité féminine/The Real Time Cost of Children in France is Equally Shared by Mothers and Fathers*, 2009, 48 p.
- N° 162. – Laurent GOBILLON et François-Charles WOLFF, *Housing and location choices of retiring households : Evidence from France*, 2009, 28 p.
- N° 161. – Matthieu SOLIGNAC, *Les politiques de conciliation vie professionnelle/vie familiale menées par les employeurs : élaboration d'une typologie des établissements de l'Enquête Familles-Employeurs*, 2009, 143 p.
- N° 160. – Géraldine DUTHÉ, Raphaël LAURENT, Gilles PISON, *Vivre et mourir après 60 ans en milieu rural africain. Isolement, recours aux soins et mortalité des personnes âgées à Mlomp*, 2009, 26 p.
- N° 159. – Nathalie DONZEAU et Jean-Louis PAN KÉ SON, *La mobilité résidentielle depuis la fin des Trente Glorieuses*, 2009, 34 p.
- N° 158. – Olivier THÉVENON, *The costs of raising children and the effectiveness of policies to support parenthood in European countries: a Literature Review* 2009, 612 p.
- N° 157. – Jean-Louis PAN KÉ SON, *L'émergence du sentiment d'insécurité en quartiers défavorisés. Dépassement du seuil de tolérance... aux étrangers ou à la misère ?*, 2009, 20 p.
- N° 156. – Maryse Marpsat, *The Ined Research on Homelessness, 1993-2008*, 2008, 218 p.
- N° 155. – Éva BEAUJOUAN, Anne SOLAZ, *Childbearing after separation: Do second unions make up for earlier missing births? Evidence from France*, 2008, 24 p.
- N° 154. – Carole BONNET, Laurent GOBILLON, Anne LAFERRÈRE, *The effect of widowhood on housing and location choices*, 2008, 40 p.
- N° 153. – Louise MARIE DIOP-MAES, *La population ancienne de l'Afrique subsaharienne. Les éléments d'évaluation*, 2008, 20 p.
- N° 152. – Traduction en Russe du N° 121.
- N° 151. – P. FESTY, J. ACCARDO, D. DEMAILLY, L. PROKOFIEVA, I. KORTCHAGINA, A. SZUKIELOJC-BIENKUNSKA, L. NIVOROZHKINA, L. OVTCHAROVA, M. SEBTI, A. PATERNO, S. STROZZA, I. ELISEEVA, A. SHEVYAKOV, *Mesures, formes et facteurs de la pauvreté. Approches comparative*, 2008, 196 p.
- N° 150. – Géraldine DUTHÉ, Serge H. D. FAYE, Emmanuelle GUYAVARCH, Pascal ARDUIN, Malick A. KANTE, Aldiouma DIALLO, Raphaël LAURENT, Adama MARRA, Gilles PISON, *La détermination des causes de décès par autopsie verbale : étude de la mortalité palustre en zone rurale sénégalaise*, 2008, 42 p.
- N° 149. – Maryse MARPSAT, *Services for the Homeless in France. Description, official statistics, client recording of information. A report for the European Commission*, 2007, 84 p.

- N° 148. – Olivier THÉVENON, *L'activité féminine après l'arrivée d'enfants : disparités et évolutions en Europe à partir des enquêtes sur les Forces de travail, 1992-2005*, 2007, 56 p.
- N° 147. – Magali BARBIERI, *Population en transition. Dix communications présentées au XXV<sup>e</sup> Congrès général de la population, Tours, France, 18-23 juillet 2005*, 2007, 201 p.
- N° 146. – François CHAPIREAU, *La mortalité des malades mentaux hospitalisés en France pendant la deuxième guerre mondiale*, 2007, 36 p.
- N° 145. – Maryse MARPSAT, *Explorer les frontières. Recherches sur des catégories « en marge »*, Mémoire présenté en vue de l'habilitation à diriger des recherches en sociologie, 2007, 274 p.
- N° 144. – Arnaud RÉGNIER-LOILIER et Pascal SEBILLE, *Modifications to the Generations and Gender Surveys questionnaire in France (wave 1)*, 192 p.
- N° 143. – Ariane PAILHÉ et Anne SOLAZ, *L'enquête Familles et employeurs. Protocole d'une double enquête et bilan de collecte*, 180 p.
- N° 142. – Annie BACHELOT et Jacques de MOUZON, *Données de l'enquête « Caractéristiques des couples demandant une fécondation in vitro en France »*, 2007, 44 p.
- N° 141. – Olivia EKERT-JAFFÉ, Shoshana GROSSBARD et Rémi MOUGIN, *Economic Analysis of the Childbearing Decision*, 2007, 108 p.
- N° 140. – Véronique HERTRICH and Marie LESCLINGAND, *Transition to adulthood and gender: changes in rural Mali*
- N° 139. – Patrick SIMON et Martin CLÉMENT, *Rapport de l'enquête « Mesure de la diversité ». Une enquête expérimentale pour caractériser l'origine*, 2006, 86 p.
- N° 138. – Magali BARBIERI, Alfred NIZARD et Laurent TOULEMON, *Écart de température et mortalité en France*, 2006, 80 p.
- N° 137. – Jean-Louis PAN KE SHON, *Mobilités internes différentielles en quartiers sensibles et ségrégation*, 2006, 42 p.
- N° 136. – Francisco MUNOZ-PEREZ, Sophie PENNEC, avec la collaboration de Geneviève Houriet Segard, *Évolution future de la population des magistrats et perspectives de carrière, 2001-2040*, 2006, XXX + 114 p.
- N° 135. – Alexandre DJIRIKIAN et Valérie LAFLAMME, sous la direction de Maryse MARPSAT, *Les formes marginales de logement. Étude bibliographique et méthodologique de la prise en compte du logement non ordinaire*, 2006, 240 p.
- N° 134. – Catherine BONVALET et Éva LELIÈVRE, *Publications choisies autour de l'enquête « Biographies et entourage »*, 2006, 134 p.
- N° 133. – Arnaud RÉGNIER-LOILIER, *Présentation, questionnaire et documentation de l'« Étude des relations familiales et intergénérationnelles » (Erfi). Version française de l'enquête « Generations and Gender Survey » (GGS)*, 2006, 238 p.
- N° 132. – Lucie BONNET et Louis BERTRAND (sous la direction de), *Mobilités, habitat et identités*, Actes de la journée d'étude « Jeunes chercheurs ». Le logement et l'habitat comme objet de recherche. Atelier 3, 2005, 92 p.
- N° 131. – Isabelle FRECHON et Catherine Villeneuve-Gokalp, *Étude sur l'adoption*, 2005, 64 p.
- N° 130. – Dominique MEURS, Ariane PAIHLÉ et Patrick SIMON, *Mobilité intergénérationnelle et persistance des inégalités. L'accès à l'emploi des immigrés et de leurs descendants en France*, 2005, 36 p.
- N° 129. – Magali MAZUY, Nicolas RAZAFINDRATSIMA, Élise de LA ROCHEBROCHARD, *Déperdition dans l'enquête « Intentions de fécondité »*, 2005, 36 p.
- N° 128. – Laure MOGUEROU et Magali BARBIERI, *Population et pauvreté en Afrique. Neuf communications présentées à la IV<sup>e</sup> Conférence africaine sur la population*, Tunis, Tunisie, 8-12 décembre 2003, 2005, 184 p.
- N° 127. – Jean-Louis PAN KÉ SHON, *Les sources de la mobilité résidentielle. Modifications intervenues sur les grandes sources de données dans l'étude des migrations*, 2005, 30 p.

- N° 126. – Thierry DEBRAND et Anne-Gisèle PRIVAT, *L'impact des réformes de 1993 et de 2003 sur les retraites. Une analyse à l'aide du modèle de microsimulation Artémis*, 2005, 28 p.
- N° 125. – Kees WAALDIJK (ed), *More or less together: levels of legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners: a comparative study of nine European countries*, 2005, 192 p. (s'adresser à Marie DIGOIX)
- N° 124. – Marie DIGOIX et Patrick FESTY (eds), *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials*, 2004, 304 p.
- N° 123. – Marie DIGOIX et Patrick FESTY (sous la dir.), *Séminaire « Comparaisons européennes », années 2001-2002*, 2004, 220 p.
- N° 122. – Emmanuelle GUYAVARCH et Gilles PISON, *Les balbutiements de la contraception en Afrique au Sud du Sahara*, septembre 2004, 48 p.
- N° 121. – Maryse JASPARD et Stéphanie CONDON, *Genre, violences sexuelles et justice. Actes de la journée-séminaire du 20 juin 2003*, 2004, 135p.
- N° 120. – Laurent TOULEMON et Magali MAZUY, *Comment prendre en compte l'âge à l'arrivée et la durée de séjour en France dans la mesure de la fécondité des immigrants ?*, 2004, 34 p.
- N° 119. – Céline CLÉMENT et Bénédicte GASTINEAU (coord.), *Démographie et sociétés. Colloque international « Jeunes Chercheurs », Cerpos-Université Paris X-Nanterre, 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2002*, 2003, 350 p.
- N° 118. – Monique BERTRAND, Véronique DUPONT et France GUERIN-PACE (sous la dir.), *Espaces de vie. Une revue des concepts et des applications*, 2003, 188 p.
- N° 117. – Stéphanie CONDON et Armelle ANDRO, *Questions de genre en démographie. Actes de la journée du 22 juin 2001*, 2003, 128 p.
- N° 116. – Maryse JASPARD et l'équipe Enveff, *Le questionnaire de l'enquête Enveff. Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France*, 2003, 10 + 88 p.
- N° 115. – Zahia OUADAH-BEDIDI et Jacques VALLIN, *Disparités régionales de l'écart d'âge entre conjoints en Algérie. Évolution depuis 1966*, 2003, 32 p.
- N° 114. – Magali MAZUY, *Situations familiales et fécondité selon le milieu social. Résultats à partir de l'enquête EHF de 1999*, 2002, 60 p.
- N° 113. – Jean-Paul SARDON, *Fécondité et transition en Europe centrale et orientale*, 2002, 38 p.
- N° 112. – Thérèse LOCOH, *Deux études sur la fécondité en Afrique : 1) Structures familiales et évolutions de la fécondité dans les pays à fécondité intermédiaire d'Afrique de l'Ouest ; 2) Baisse de la fécondité et mutations familiales en Afrique sub-saharienne*, 2002, 24 p. et 30 p.
- N° 111. – Thierry DEBRAND et Anne-Gisèle PRIVAT, *Individual real wages over business cycle: The impact of macroeconomic variations on individual careers and implications concerning retirement pensions*, 2002, 38 p.
- N° 110. – Recueil préparé par Amandine LEBUGLE et Jacques VALLIN, *Sur le chemin de la transition. Onze communications présentées au XXIV<sup>e</sup> Congrès général de la population à Salvador de Bahia, Brésil, août 2001*, 2002, 234 p.
- N° 109. – Éric BRIAN, Jean-Marc ROHRBASSER, Christine THÉRÉ, Jacques VÉRON (intervenants et organisateurs), *La durée de vie : histoire et calcul. Séminaire de la valorisation de la recherche*, 7 février 2000, 2002, 70 p.
- N° 108. – France MESLÉ et Jacques VALLIN, *Montée de l'espérance de vie et concentration des âges au décès*, 2002, 20 p.
- N° 107. – Alexandre AVDEEV, *La mortalité infantile en Russie et en URSS: éléments pour un état des recherches*, 2002, 48 p.
- N° 106. – Isabelle ATTANÉ (organisatrice), *La Chine en transition : questions de population, questions de société. Séminaire de la valorisation de la recherche*, 31 janvier et 1<sup>er</sup> février 2001 (s'adresser à Céline PERREL), 2002, 46 p.

- N° 105.– A. AVDEEV, J. BELLENGER, A. BLUM, P. FESTY, A. PAILHE, C. GOUSSEFF, C. LEFÈVRE, A. MONNIER, J.-C. SEBAG, J. VALLIN (intervenants et organisateurs), *La société russe depuis la perestroïka : rupture, crise ou continuité?* Séminaire de la valorisation de la recherche, 1<sup>er</sup> mars 2001 (s'adresser à Céline PERREL), 2001, 124 p.
- N° 104.– Jacques VÉRON, Sophie PENNEC, Jacques LÉGARÉ, Marie DIGOIX (éds), *Le contrat social à l'épreuve des changements démographiques ~ The Social Contract in the Face of Demographic Change*, Actes des 2<sup>e</sup> Rencontres Sauvy, 2001, 386 p.
- N° 103.– Gilles PISON, Alexis GABADINHO, Catherine ENEL, *Mlomp (Sénégal). Niveaux et tendances démographiques; 1985-2000*, 2001, 182 p.
- N° 102.– *La famille en AOF et la condition de la femme*. Rapport présenté au Gouverneur général de l'AOF. par Denise SAVINEAU (1938). Introduction de Pascale Barthélémy, 2001, XXII-222 p.
- N° 101.– Jean-Paul SARDON, *La fécondité dans les Balkans*, 2001, 88 p.
- N° 100.– Jean-Paul SARDON, *L'évolution récente de la fécondité en Europe du Sud*, 26 p.
- N° 99.– S. JUSTEAU, J.H. KALTENBACH, D. LAPEYRONNIE, S. ROCHÉ, J.C. SEBAG, X. THIERRY ET M. TRIBALAT (intervenants et organisateurs), *L'immigration et ses amalgames*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 24 mai 2000, 2001, 94 p.
- N° 98.– Juliette HALIFAX, *L'insertion sociale des enfants adoptés. Résultats de l'enquête « Adoption internationale et insertion sociale », 2000 (Ined – Les Amis des enfants du monde)*, 2001, 58 p.
- N° 97.– Michèle TRIBALAT, *Modéliser, pour quoi faire?*, 2001, 10 p.
- N° 96.– O. EKERT-JAFFÉ, H. LERIDON, S. PENNEC, I. THÉRY, L. TOULEMON et J.-C. SEBAG (intervenants et organisateurs), *Évolution de la structure familiale*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 28 juin 2000, 2001, 110 p.
- N° 95.– A. ANDRO, A. LEBUGLE, M. LESCLINGAND, T. LOCOH, M. MOUVAGHA-SOW, Z. OUADAH-BEDIDI, J. VALLIN, C. VANDERMEERSCH, J. VÉRON, *Genre et développement. Huit communications présentées à la Chaire Quetelet 2000*, 2001, 158 p.
- N° 94.– C. BONVALET, C. CLÉMENT, D. MAISON, L. ORTALDA et T. VICHNEVSKAIA, *Réseaux de sociabilité et d'entraide au sein de la parenté : Six contributions*, 2001, 110 p.
- N° 93.– Magali MAZUY et Laurent TOULEMON, *Étude de l'histoire familiale. Premiers résultats de l'enquête en ménages*, 2001, 100 p.
- N° 92.– *Politiques sociales en France et en Russie*, INED/IPSEP, 2001, 246 p.
- N° 91.– Françoise MOREAU, *Commerce des données sur la population et libertés individuelles*, 2001, 20 p. + Annexes.
- N° 90.– Youssef COURBAGE, Sergio DELLAPERGOLA, Alain DIECKHOFF, Philippe FARGUES, Emile MALET, Elias SANBAR et Jean-Claude SEBAG (intervenants et organisateurs), *L'arrière-plan démographique de l'explosion de violence en Israël-Palestine*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 30 novembre 2000, 2000, 106 p.
- N° 89.– Bénédicte GASTINEAU et Elisabete de CARVALHO (coordonné par), *Démographie: nouveaux champs, nouvelles recherches*, 2000, 380 p.
- N° 88.– Gil BELLIS, Jean-Noël BIRABEN, Marie-Hélène CAZES et Marc de BRAEKELEER (modérateur et intervenants), *Génétique et populations*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 26 janvier 2000, 2000, 96 p.
- N° 87.– Jean-Marie FIRDION, Maryse MARPSAT et Gérard MAUGER (intervenants), *Étude des sans-domicile: le cas de Paris et de l'Île-de-France*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 19 avril 2000, 2000, 90 p.
- N° 86.– François HÉLAN et Jean-Claude SEBAG (responsables modérateurs), *L'utilisation des sources administratives en démographie, sociologie et statistique sociale*. Séminaire de la valorisation de la recherche, 20 septembre 2000, 2000, 170 p.
- N° 85.– Michel BOZON et Thérèse LOCOH (sous la dir.), *Rapports de genre et questions de population. II. Genre, population et développement*, 2000, 200 p.

- N° 84.– Michel BOZON et Thérèse LOCOH (sous la dir.), *Rapports de genre et questions de population. I. Genre et population, France 2000*, 2000, 260 p.
- N° 83.– Stéphanie CONDON, Michel BOZON et Thérèse LOCOH, *Démographie, sexe et genre: bilan et perspectives*, 2000, 100 p.
- N° 82.– Olivia EKERT-JAFFE et Anne SOLAZ, *Unemployment and family formation in France*, 2000, 26 p.
- N° 81.– Jean-Marie FIRDION, *L'étude des jeunes sans domicile dans les pays occidentaux : état des lieux*, 1999, 28 p.
- N° 80.– *Age, génération et activité : vers un nouveau contrat social ? / Age, cohort and activity: A new "social contract"?*, Actes des 1<sup>ères</sup> rencontres Sauvy (s'adresser à Marie DIGOIX), 1999, 314 p.
- N° 79.– Maryse MARPSAT, *Les apports réciproques des méthodes quantitatives et qualitatives : le cas particulier des enquêtes sur les personnes sans domicile*, 1999, 24 p.
- N° 78.– *Les populations du monde, le monde des populations. La place de l'expert en sciences sociales dans le débat public*, Actes de la Table ronde pour l'inauguration de l'Ined, 1999, 54 p.
- N° 77.– Isabelle SÉGUY, Fabienne LE SAGER, *Enquête Louis Henry. Notice descriptive des données informatiques*, 1999, 156 p.
- N° 76.– I. SÉGUY, H. COLENÇON et C. MÉRIC, *Enquête Louis Henry. Notice descriptive de la partie nominative*, 1999, 120 p.
- N° 75.– Anne-Claude LE VOYER (s'adresser à H. LERIDON ), *Les processus menant au désir d'enfant en France*, 1999, 200 p.
- N° 74.– Jacques VALLIN et France MESLÉ, *Le rôle des vaccinations dans la baisse de la mortalité*, 1999, 20 p.
- N° 73.– Bernard ZARCA, *Comment passer d'un échantillon de ménages à un échantillon de fratries ? Les enquêtes «Réseaux familiaux» de 1976, «Proches et parents» de 1990 et le calcul d'un coefficient de pondération*, 1999, 20 p.
- N° 72.– Catherine BONVALET, *Famille-logement. Identité statistique ou enjeu politique?* 1998, 262 p.
- N° 71.– Denise ARBONVILLE, *Normalisation de l'habitat et accès au logement. Une étude statistique de l'évolution du parc "social de fait" de 1984 à 1992*, 1998, 36 p.
- N° 70.– *Famille, activité, vieillissement : générations et solidarités*. Bibliographie préparée par le Centre de Documentation de l'Ined, 1998, 44 p.
- N° 69.– XXIII<sup>e</sup> Congrès général de la population, Beijing, Chine, 11-17 octobre 1997:  
 A) *Contribution des chercheurs de l'Ined au Congrès*, 1997, 178 p.  
 B) *Participation of Ined Researchers in the Conference*, 1997, 180 p.
- N° 68.– France MESLÉ et Jacques VALLIN, *Évolution de la mortalité aux âges élevés en France depuis 1950*, 1998, 42 p.
- N° 67.– Isabelle SEGUY, *Enquête Jean-Noël Biraben «La population de la France de 1500 à 1700». Répertoire des sources numériques*, 1998, 36 p.
- N° 66.– Alain BLUM, *I. Statistique, démographie et politique. II. Deux études sur l'histoire de la statistique et de la statistique démographique en URSS (1920-1939)*, 1998, 92 p.
- N° 65.– Annie LABOURIE-RACAPÉ et Thérèse LOCOH, *Genre et démographie : nouvelles problématiques ou effet de mode ?* 1998, 27 p.
- N° 64.– C. BONVALET, A. GOTMAN et Y. GRAFMAYER (éds), et I. Bertaux-Viame, D. Maison et L. Ortalda, *Proches et parents : l'aménagement des territoires*, 1997.
- N° 63.– Corinne BENVENISTE et Benoît RIANDEY, *Les exclus du logement : connaître et agir*, 1997, 20 p.
- N° 62.– Sylvia T. WARGON, *La démographie au Canada, 1945-1995*, 1997, 40 p.
- N° 61.– Claude RENARD, *Enquête Louis Henry. Bibliographie de l'enquête*, 1997, 82 p.
- N° 60.– H. AGHA, J.C. CHASTELAND, Y. COURBAGE, M. LADIER-FOULADI, A.H. MEHRYAR, *Famille et fécondité à Shiraz (1996)*, 1997, 60 p.

- N° 59.— Catherine BONVALET, Dominique MAISON et Laurent ORTALDA, *Analyse textuelle des entretiens «Proches et Parents»*, 1997, 32 p.
- N° 58.— B. BACCAÏNI, M. BARBIERI, S. CONDON et M. DIGOIX (éds), *Questions de population. Actes du Colloque Jeunes Chercheurs:*  
*I. Mesures démographiques dans des petites populations*, 1997, 50 p.  
*II. Nuptialité – fécondité – reproduction*, 1997, 120 p.  
*III. Histoire des populations*, 1997, 90 p.  
*IV. Économie et emploi*, 1997, 50 p.  
*V. Vieillesse – retraite*, 1997, 66 p.  
*VI. Famille*, 1997, 128 p.  
*VII. Santé – mortalité*, 1997, 136 p.  
*VIII. Population et espace*, 1997, 120 p.  
*IX. Migration – intégration*, 1997, 96 p.
- N° 57.— Isabelle SÉGUY et Corinne MÉRIC, *Enquête Louis Henry. Notice descriptive non nominative*, 1997, 106 p.
- N° 56.— Máire Ní BHROLCHÁIN and Laurent TOULEMON, *Exploratory analysis of demographic data using graphical methods*, 1996, 50 p.
- N° 55.— Laurent TOULEMON et Catherine de GUIBERT-LANTOINE, *Enquêtes sur la fécondité et la famille dans les pays de l'Europe (régions ECE des Nations unies). Résultats de l'enquête française*, 1996, 84 p.
- N° 54.— G. BALLAND, G. BELLIS, M. DE BRAEKELEER, F. DEPOID, M. LEFEBVRE, I. SEGUY, *Généalogies et reconstitutions de familles. Analyse des besoins*, 1996, 44 p.
- N° 53.— Jacques VALLIN et France MESLÉ, *Comment suivre l'évolution de la mortalité par cause malgré les discontinuités de la statistique ? Le cas de la France de 1925 à 1993*, 1996, 46 p.
- N° 52.— Catherine BONVALET et Eva LELIÈVRE, *La notion d'entourage, un outil pour l'analyse de l'évolution des réseaux individuels*, 1996, 18 p.
- N° 51.— Alexandre AVDEEV, Alain BLUM et Serge ZAKHAROV, *La mortalité a-t-elle vraiment augmenté brutalement entre 1991 et 1995?*, 1996, 80 p.
- N° 50.— France MESLÉ, Vladimir SHKOLNIKOV, Véronique HERTRICH et Jacques VALLIN, *Tendances récentes de la mortalité par cause en Russie, 1965-1993*, 1995, 70 p.  
 Avec, en supplément, 1 volume d'Annexes de 384 p.
- N° 49.— Jacques VALLIN, *Espérance de vie : quelle quantité pour quelle qualité de vie ?*, 1995, 24 p.
- N° 48.— François HÉRAN, *Figures et légendes de la parenté:*  
*I. Variations sur les figures élémentaires*, 1995, 114 p.  
*II. La modélisation de l'écart d'âge et la relation groupe/individu*, 1995, 84 p.  
*III. Trois études de cas sur l'écart d'âge: Touaregs, Alyawara, Warlpiri*, 1995, 102 p.  
*IV. Le roulement des alliances*, 1995, 60 p.  
*V. Petite géométrie fractale de la parenté*, 1995, 42 p.  
*VI. Arbor juris. Logique des figures de parenté au Moyen Age*, 1996, 62 p.  
*VII. De Granet à Lévi-Strauss*, 1996, 162 p.  
*VIII. Les vies parallèles. Une analyse de la co-alliance chez les Etoro de Nouvelle-Guinée*, 1996, 80 p.  
*IX. Ambrym ou l'énigme de la symétrie oblique : histoire d'une controverse*, 1996, 136 p.
- N° 47.— Olivia EKERT-JAFFÉ, Denise ARBONVILLE et Jérôme WITTEWER, *Ce que coûtent les jeunes de 18 à 25 ans*, 1995, 122 p.
- N° 46.— Laurent TOULEMON, *Régression logistique et régression sur les risques. Deux supports de cours*, 1995, 56 p.

- N° 45.– Graziella CASELLI, France MESLÉ et Jacques VALLIN, *Le triomphe de la médecine. Évolution de la mortalité en Europe depuis le début de siècle*, 1995, 60 p.
- N° 44.– Magali BARBIERI, Alain BLUM, Elena DOLGIKH, Amon ERGASHEV, *La transition de fécondité en Ouzbékistan*, 1994, 76 p.
- N° 43.– Marc De BRAEKELEER et Gil BELLIS, *Généalogies et reconstitutions de familles en génétique humaine*, 1994, 66 p.
- N° 42.– Serge ADAMETS, Alain BLUM et Serge ZAKHAROV, *Disparités et variabilités des catastrophes démographiques en URSS*, 1994, 100 p.
- N° 41.– Alexandre AVDEEV, Alain BLUM et Irina TROITSKAJA, *L'avortement et la contraception en Russie et dans l'ex-URSS : histoire et présent*, 1993, 74 p.
- N° 40.– Gilles PISON et Annabel DESGREES DU LOU, *Bandafassi (Sénégal) : niveaux et tendances démographiques 1971-1991*, 1993, 40 p.
- N° 39.– Michel Louis LÉVY, *La dynamique des populations humaines*, 1993, 20 p.
- N° 38.– Alain BLUM, *Systèmes démographiques soviétiques*, 1992, 14 + X p.
- N° 37.– Emmanuel LAGARDE, Gilles PISON, Bernard LE GUENNO, Catherine ENEL et Cheikh SECK, *Les facteurs de risque de l'infection à VIH2 dans une région rurale du Sénégal*, 1992, 72 p.
- N° 36.– Annabel DESGREES DU LOU et Gilles PISON, *Les obstacles à la vaccination universelle des enfants des pays en développement. Une étude de cas en zone rurale au Sénégal*, 1992, 26 p.
- N° 35.– France MESLÉ, Vladimir SHKOLNIKOV et Jacques VALLIN, *La mortalité par causes en URSS de 1970 à 1987 : reconstruction de séries statistiques cohérentes*, 1992, 36 p.
- N° 34.– France MESLÉ et Jacques VALLIN, *Évolution de la mortalité par cancer et par maladies cardio-vasculaires en Europe depuis 1950*, 1992, 48 p.
- N° 33.– Didier BLANCHET, *Vieillesse et perspectives des retraites : analyses démographiques*, 1991, 120 p.
- N° 32.– Noël BONNEUIL, *Démographie de la nuptialité au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1990, 32 p.
- N° 31.– Jean-Paul SARDON, *L'évolution de la fécondité en France depuis un demi-siècle*, 1990, 102 p.
- N° 30.– Benoît RIANDEY, *Répertoire des enquêtes démographiques : bilan pour la France métropolitaine*, 1989, 24 p.
- N° 29.– Thérèse LOCOH, *Changement social et situations matrimoniales : les nouvelles formes d'union à Lomé*, 1989, 44 p.
- N° 28.– Catherine ENEL, Gilles PISON, et Monique LEFEBVRE, *Migrations et évolution de la nuptialité. L'exemple d'un village joola du sud du Sénégal, Mlomp*, 1989, 26 p. (Sénégal) depuis 50 ans, 1ère édition : 1989, 36 p. ; 2ème édition revue et augmentée : 1990, 48 p.
- N° 27.– Nicolas BROUARD, *L'extinction des noms de famille en France : une approche*, 1989, 22 p.
- N° 26.– Gilles PISON, Monique LEFEBVRE, Catherine ENEL et Jean-François TRAPE, *L'influence des changements sanitaires sur l'évolution de la mortalité : le cas de Mlomp*, 1989, 36 p.
- N° 25.– Alain BLUM et Philippe FARGUES, *Estimation de la mortalité maternelle dans les pays à données incomplètes. Une application à Bamako (1974-1985) et à d'autres pays en développement*, 1989, 36 p.
- N° 24.– Jacques VALLIN et Graziella CASELLI, *Mortalité et vieillissement de la population*, 1989, 30 p.
- N° 23.– Georges TAPINOS, Didier BLANCHET et Olivia EKERT-JAFFÉ, *Population et demande de changements démographiques, demande et structure de consommation*, 1989, 46 p.
- N° 22.– Benoît RIANDEY, *Un échantillon probabiliste de A à Z : l'exemple de l'enquête Peuplement et dépeuplement de Paris. INED (1986)*, 1989, 12 p.

- N° 21.– Noël BONNEUIL et Philippe FARGUES, *Prévoir les « caprices » de la mortalité. Chronique des causes de décès à Bamako de 1964 à 1985*, 1989, 44 p.
- N° 20.– France MESLÉ, *Morbidité et causes de décès chez les personnes âgées*, 1988, 18 p.
- N° 19.– Henri LERIDON, *Analyse des biographies matrimoniales dans l'enquête sur les situations familiales*, 1988, 64 p.
- N° 18.– Jacques VALLIN, *La mortalité en Europe de 1720 à 1914 : tendances à long terme et changements de structure par âge et par sexe*, 1988, 40 p.
- N° 17.– Jacques VALLIN, *Évolution sociale et baisse de la mortalité : conquête ou reconquête d'un avantage féminin ?*, 1988, 36 p.
- N° 16.– Gérard CALOT et Graziella CASELLI, *La mortalité en Chine d'après le recensement de 1982* :  
 I.– *Analyse selon le sexe et l'âge au niveau national et provincial*, 1988, 72 p.  
 II.– *Tables de mortalité par province*, 1988, 112 p.
- N° 15.– Peter AABY (s'adresser à J. VALLIN), *Le surpeuplement, un facteur déterminant de la mortalité par rougeole en Afrique*, 1987, 52 p.
- N° 14.– Jacques VALLIN, *Théorie(s) de la baisse de la mortalité et situation africaine*, 1987, 44 p.
- N° 13.– Kuakvi GBENYON et Thérèse LOCOH, *Différences de mortalité selon le sexe, dans l'enfance en Afrique au Sud du Sahara*, 1987, 30 p.
- N° 12.– Philippe FARGUES, *Les saisons et la mortalité urbaine en Afrique. Les décès à Bamako de 1974 à 1985*, 1987, 38 p.
- N° 11.– Gilles PISON, *Les jumeaux en Afrique au Sud du Sahara : fréquence, statut social et mortalité*, 1987, 48 p.
- N° 10.– Philippe FARGUES, *La migration obéit-elle à la conjoncture pétrolière dans le Golfe ? L'exemple du Koweït*, 1987, 30 p.
- N° 9.– Didier BLANCHET, *Deux études sur les relations entre démographie et systèmes de retraite*, 1986, 26 p.
- N° 8.– Didier BLANCHET, *Équilibre malthusien et liaison entre croissances économique et démographique dans les pays en développement : un modèle*, 1986, 20 p.
- N° 7.– Jacques VALLIN, France MESLÉ et Alfred NIZARD, *Reclassement des rubriques de la 8ème révision de la Classification internationale des maladies selon l'étiologie et l'anatomie*, 1986, 56 p.
- N° 6.– Philippe FARGUES, *Un apport potentiel des formations sanitaires pour mesurer la mortalité dans l'enfance en Afrique*, 1986, 34 p.
- N° 5.– Jacques VALLIN et France MESLÉ, *Les causes de décès en France de 1925 à 1978*, 1986, 36 p.
- N° 4.– Graziella CASELLI, Jacques VALLIN, J. VAUPEL et A. YASHIN, *L'évolution de la structure par âge de la mortalité en Italie et en France depuis 1900*, 1986, 28 p.
- N° 3.– Paul PAILLAT, *Le vécu du vieillissement en 1979*, 1981, 114 p.
- N° 2.– Claude LÉVY, *Aspects socio-politiques et démographiques de la planification familiale en France, en Hongrie et en Roumanie*, 1977, 248 p.
- N° 1.– Georges TAPINOS, *Les méthodes d'analyse en démographie économique*, 1976, 288 p.

